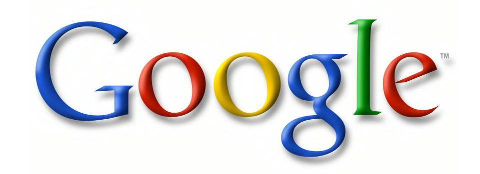
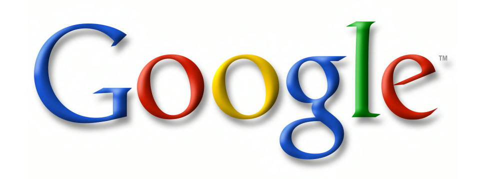








# HISTOIRE

DU

# SOULÈVEMENT, DE LA GUERRE

ET

# DE LA RÉVOLUTION D'ESPAGNE,

PAR

M. LE COMTE DE TORÉNO.

TOME SECOND.

PARIS.

PAULIN, LIBRAIRE-ÉDITEUR,
RUE DE SEINE, 33.

1836.

# HISTOIRE

DU

# SOULÈVEMENT, DE LA GUERRE

ET

# DE LA RÉVOLUTION D'ESPAGNE,

PAR

M. LE COMTE DE TORÉNO.

TOME SECOND.

PARIS.

PAULIN, LIBRAIRE-ÉDITEUR,
RUE DE SEINE, 33.

1836.

# SOMMAIRE

## DU LIVRE CINQUIÈME

Premier siége et défense de Saragosse. — Situation de la ville. — Sa détresse. — Sortie de Palafox, 15 juin. — Première attaque des Français contre Saragosse, et leur défaite, 15 juin. — Don Lorenzo Calvo de Rozas. — Préparatifs de défense à Saragosse. — Don Antonio San-Genis. — Sommation de Lefebvre-Desnouettes. — Le général Palafox à Epila. — Affaire d'Epila. — Palafox pense revenir à Saragosse. — Entrée de Lazan, 24 juin. — Serment des Saragossains. — Menace d'un Polonais à Calvo. — Conférence et propositions des généraux français. — Les Français renforcés; Verdier, général en chef. — Un magasin de poudre saute en l'air. — Attaque contre le mont Torréro. — Punition du commandant. — Arrivée d'un renfort aux Espagnols. — Le 30 juin, commence le bombardement. — Nouveaux ouvrages de défense des assiégés. — Attaques des 1er et 2 juillet. — Agustina Zaragoza. — Entrée de Palafox, le 2, à Saragosse. — Autres combats. — Pont jeté par les Français à San-Lamberto. — Désastres causés par eux. — Autres mesures des assiégés. — L'ennemi s'empare de Villafeliche. — Autres combats. — Attaques des 3 et 4 août. — Les Français avancent jusqu'au Coso. — Palafox sort de Saragosse. — Lazan y revient, le 5, avec des secours. — Palafox, le 8. — Les attaques et les rencontres continuent. — Les Français reçoivent, le 6, l'ordre de se retirer. — Contre-ordre peu après. — Résolution magnanime des Saragossains. — 13, ordre définitif donné aux Français de se retirer. — Arrivée à Saragosse

d'une division de Valence. — Les Français s'éloignent de Saragosse, le 14. — Fin du siége. — Joie des Aragonais, état de la ville. — Catalogne. Blocus de Figuières par les *somatènes*. — Le général Reille secourt la place. — Don Juan Claros. — Retour de Duhesme à Gironne. — Junte de Lérida. — Troupes de Minorque, commandées par le marquis del Palacio. — Le comte de Caldaguès va au secours de Gironne. — Les Français attaquent Gironne le 13 août. — Ils sont battus le 16. — Ils lèvent le siége. — Portugal. — État de ce royaume et de son insurrection. — Evora. — Expédition anglaise envoyée en Portugal. — Sir Arthur Wellesley. — L'expédition part de Cork. — Débarquement à Mondego. — Situation de Junot, et ses dispositions. — Affaire de Roliza. — Secours arrivés à l'armée anglaise. — Bataille de Vimeïro, 21 août. — Armistice entre les deux armées. — Accord de l'amiral russe avec l'amiral anglais. — Convention de Cintra. — Espagnols de Portugal. — Les Anglais rétablissent la régence de Portugal. — Elvas assiégée par les Espagnols. — Alméida par les Portugais. — Désapprobation générale de la convention de Cintra en Angleterre. — Déclaration de S. M. B. du 4 juillet. — Pétitions et réclamations adressées aux envoyés espagnols. — Dumourier. — Le comte d'Artois. — Louis XVIII. — Prince de Castelcicala. — Corps d'armée espagnol en Danemarck. — Le marquis de la Romana. — Lobo. — Fabrègues. — Les troupes du nord se disposent à s'embarquer. — Kindelan. — Kindelan et Guerrero. — Serment des Espagnols à Langeland. — Ils mettent à la voile pour l'Espagne. — On s'occupe de réunir une junte centrale. — Situation de Madrid. — Conseil de Castille. — Ses manœuvres. — Opinion sur ce corps. — État des juntes provinciales. — Arrivée à Gibraltar du prince Léopold de Sicile. — Correspondances entre les juntes. — Procédés du conseil. — Entrée à Madrid de Llamas et Castaños. — Ferdinand VII proclamé. — Insurrection de Bilbao. — Mouvemens en Guipuzcoa et en Navarre. — Nouvelles manœuvres du conseil. — Proposition de Cuesta à Castaños. — Conseil de guerre tenu à Madrid. — Cuesta arrête Valdez et Quintanilla. — Fin du gouvernement des juntes provinciales.

# HISTOIRE

DU

# SOULÈVEMENT, DE LA GUERRE

ET DE LA

# RÉVOLUTION D'ESPAGNE.

## LIVRE CINQUIÈME.

Ce fut, au rapport de Florus, sans tours et sans murailles que l'immortelle Numance résista de longues années à toute la puissance de Rome. De même n'ayant ni garnison ni remparts, l'illustre Saragosse soutint avec une égale énergie, si ce n'est durant un si long temps, les efforts de la France. Devant l'une comme devant l'autre cité, de célèbres capitaines ternirent l'éclat de leur renommée, et les impétueuses attaques d'un habile ennemi vinrent se briser contre les poitrines de leurs invincibles habitans. Deux fois en moins d'une année les Français assiégèrent Saragosse; ce fut d'abord sans

succès, puis avec des pertes et des revers incroyables. Autant l'héroïque défense de sa capitale donna à l'Aragon de lustre et de célébrité, autant elle jeta d'abattement et de flétrissure sur des assiégeans aguerris, qui ne l'avaient point emportée au premier assaut.

Saragosse est située sur la rive droite de l'Ebre, dont les eaux toujours abondantes baignent ses murs. Au midi, et du côté opposé, elle est bordée par le lit canalisé de la petite rivière d'Huerba, qui se jette un peu plus bas dans le fleuve, presque en face de l'endroit où le Gallégo, né dans les Pyrénées, vient aussi finir son cours. Du même côté, et à un quart de lieue de la ville, s'élève le mont Toréro, dont le sommet est traversé par l'aqueduc impérial, nom que l'on donne au canal d'Aragon, parce qu'il fut commencé dans le temps de l'empereur Charles-Quint. Avant le siége, les environs de Saragosse étaient embellis par des champs fertiles, des vignobles, des bois d'oliviers, et de jolies maisons de campagne auxquelles on donne dans le pays le nom de *tours*. A la gauche de l'Ebre, se trouve le faubourg qui communique avec la ville par un pont de pierre, celui de bois qui existait avant ayant été détruit par une crue d'eau, en 1802. La population dépassait alors cinquante-cinq mille âmes; depuis elle a diminué par les morts et les ravages. Saragosse n'était pas une ville fortifiée. Colménar disait, il y a près d'un siècle, en manière de prophétie: « Elle est sans défense, mais la valeur « de ses habitans supplée au manque de murail- « les. » Seulement, elle était entourée d'un mur de dix à douze pieds de haut et de trois d'épaisseur, partie en maçonnerie, partie en pierres brutes, coupé et formé en plusieurs endroits par des maisons et des couvens, et dans lequel on compte huit portes qui donnent sortie sur la campagne. Non loin

de l'une d'elles, qu'on appelle *del Portillo*, et hors des murs, se fait remarquer la Aljaféria, antique résidence des rois d'Aragon, entourée d'un fossé et d'une muraille, et dont quatre bastions défendent les quatre angles. Les rues sont étroites en général, excepté celle du Coso, qui est large et longue, presque au centre de la ville, et s'étend de la porte appelée *del Sol* à la place *del Mercado*. Les maisons, construites en briques, ont pour la plupart deux ou trois étages. Quelques édifices et plusieurs couvens en pierres de taille ornent la ville. La piété des fidèles admire deux somptueuses cathédrales, celle de Notre-Dame del Pilar, et celle de la Séo; le chapitre alterne chaque année entre les deux. Le dernier temple est très-ancien, l'autre très-vénéré des gens du pays, à cause de l'image qu'on adore dans son sanctuaire. Comme il n'est pas de notre ressort de faire une description spéciale de Saragosse, nous ne nous arrêterons ni à ses antiquités, ni à sa grandeur passée, nous réservant de mentionner dans la suite les lieux qui, par leur résistance, acquirent un renom tout nouveau; car dans cette ville, chaque édifice, chaque maison, furent autant de forteresses.

S'il n'y avait à Saragosse aucun ouvrage de fortification, les autres moyens de défense n'y étaient pas plus abondans. Nous avons vu combien ils étaient rares au soulèvement du mois de mai. Le peu de temps écoulé depuis n'avait pas permis de les augmenter notablement, et ils s'étaient plutôt diminués par les déroutes éprouvées à Tudela et à Mallen. Dans un tel état de choses, on peut laisser comprendre quelle fut la consternation de Saragosse, lorsque, pendant la nuit du 14 juin, la nouvelle se répandit que Don José Palafox avait été défait aux environs d'Alagon, comme nous l'avons rapporté dans le livre précédent. Les habi-

tans, pris au dépourvu, n'eurent d'autre consolation que la présence de leur chef bien-aimé, qui ne tarda point à regagner la ville. Mais l'ennemi ne donnait ni repos, ni trève. Les Français suivirent de près Palafox, et, après lui, vinrent des propositions du général Lefebvre-Desnouettes, qui le sommait de se rendre, ainsi qu'une dépêche dans le même but, signée par les émissaires espagnols Castelfranco, Villela et Pereira, qui accompagnaient l'armée française, et dont nous avons déjà fait mention.

La réponse du général Palafox fut de marcher à la rencontre des envahisseurs. Avec le peu de troupes qui lui restaient, quelques payans et quelques pièces de campagne, il prit position non loin de la ville, dans la matinée du 15. Il avait à ses côtés le marquis de Lazan, ainsi que plusieurs autres officiers, et l'artillerie était commandée par le capitaine Don Ignacio Lopez. Les Français parurent bientôt, et se mirent en devoir d'assaillir les nôtres avec leur impétuosité ordinaire. Mais Palafox, voyant la supériorité numérique de l'ennemi, résolut de battre en retraite, et gagna, en bon ordre, le bourg de Longarès, distant de six lieues, d'où il continua sa marche au port del Frasno, près de Calatayud, voulant grossir sa faible division de celle que réunissait et organisait dans cette ville le baron de Versages.

Un semblable mouvement, fort judicieux si l'on eût considéré Saragosse comme pourvue de suffisans moyens de défense, laissait cette ville à l'abandon, et à la merci de l'ennemi. C'est ce qu'imagina raisonnablement le général Lefebvre-Desnouettes, lequel, avec ses cinq à six mille fantassins et huit cents chevaux, se présenta fièrement devant les portes, le 15 à neuf heures du matin. Les angoisses croissaient dans l'intérieur de la ville; à peine y

était-il resté trois cents soldats de différentes armes, les canons étaient en petit nombre et mal montés, comme par des gens qui n'avaient point pour les guider d'officiers d'artillerie, car des deux seuls que l'on comptait au commencement, Don Juan Consul, et Don Ignacio Lopez, le dernier accompagnait Palafox, et l'autre se trouvait, par ses ordres, en mission à Huesca. La population s'agitait sans concert, et de toutes parts régnaient l'indiscipline et la confusion. Il semblait donc qu'aucun obstacle n'arrêterait l'ennemi, lorsqu'une fusillade engagée par des paysans et des soldats débandés l'obligea de faire halte, et d'agir avec précaution. C'est d'un événement si fortuit, si inattendu, que surgit la mémorable défense de Saragosse.

Le retard et la perplexité du général français enhardirent ceux qui avaient commencé le feu, et donna le temps à d'autres d'accourir à leur aide. Mais comme il n'y avait encore ni batteries montées, ni ouvrages élevés, quelques cavaliers ennemis parvinrent à pénétrer jusque dans les rues. Attaqués par des volontaires et des conscrits d'Aragon, aux ordres du colonel Don Antonio de Torrès, et harcelés de tous côtés par des hommes du peuple, des femmes et des enfans, ils furent pour la plupart mis en pièces, près de Notre-Dame del Portillo, église adossée à la porte du même nom.

Les habitans, enflammés de fureur, et prenant confiance en leur forces, après ce facile avantage, accoururent sans distinction de classe ni de sexe où le péril menaçait. Transportant à bras les canons, jusque-là placés au marché, à la place del Pilar et autres endroits mal choisis, ils les mirent en batterie dans les issues par lesquelles l'ennemi cherchait à pénétrer, et firent tout à coup pleuvoir sur leurs bataillons d'horribles décharges. Le géné-

ral français crut alors nécessaire de diriger une attaque en règle contre les portes del Carmen et del Portillo. Il mit tous ses efforts à s'emparer de la dernière, sans remarquer que cette porte étant située à la droite de la Aljaféria, ses troupes étaient prises en flanc par les feux de ce château, dont les fortifications, quoique faibles, le mettaient à l'abri d'un coup de main. Aussi arriva-t-il que ceux qui l'occupaient, commandés par un officier en retraite nommé Don Mariano Cereso, militaire aussi brave que patriote, firent repentir de leur audace les soldats qui s'approchaient sans défiance des murailles. Ils les laissèrent venir tout près, et les mitraillèrent à bout portant. Personne ne contribua plus à bien assurer les coups de l'artillerie qu'un officier, neveu du général Guillelmi, lequel, renfermé dans le château avec son oncle depuis le commencement de l'insurrection, mais oubliant l'affront qu'il avait reçu, ne pensa plus qu'à relever son honneur, et remplit brillamment ce qu'attendait de lui sa patrie. Les Français furent également repoussés devant la porte del Carmen : attaqués de front par un feu vif et meurtrier, ils étaient aussi assaillis sur leurs flancs par une mousqueterie de tirailleurs qui, abrités derrière des murs de jardins, des peupliers et des oliviers, pouvaient ajuster leurs coups, et portaient le ravage dans les rangs ennemis. Personne ne refusait d'aller au combat; les femmes accouraient à l'envi stimuler le courage de leurs époux et de leurs fils, et, bravant le plus imminent péril, leur distribuaient des vivres et des munitions. Les Français, étonnés de tant d'audace et de fureur, montraient de l'hésitation, ce ce qui redoublait l'enthousiasme et la résolution des assiégés. A plusieurs reprises, néanmoins, ils renouvelèrent leur attaque contre l'entrée del Portillo, en tournant la Aljaféria, et cherchant à

se cacher derrière des bois d'oliviers et des massifs d'arbres. La nuit seule put mettre fin à la sanglante mêlée. A la faveur de l'obscurité, les Français se retirèrent à une demi-lieue de la ville, et emportèrent leurs blessés, laissant la place jonchée de plus de cinq cents cadavres. La perte des Espagnols, abrités par des murs et des édifices, fut beaucoup plus faible. Ce fut de cette victoire signalée, que quelques-uns ont appelée de las Eras, que résulta le glorieux engagement pris par les Saragossains de n'accepter aucune proposition de l'ennemi, et de lui résister jusqu'au dernier soupir.

Glorieux et ravis de leur victoire, les habitans de Saragosse ignoraient encore en quel lieu se trouvait le général Palafox. Ils regrettèrent amèrement son absence, et n'ayant foi, ni dans les anciennes autorités, ni dans les autres chefs, les députés et alcades de quartiers se présentèrent, au nom de la population, dès qu'eut cessé le combat, devant le corrégidor et intendant Don Lorenzo Calvo de Rozas, qui, nommé par Palafox, avait et méritait toute sa confiance. Ils le prièrent de le remplacer, et celui-ci, cédant à leurs instances, prit le pouvoir jusqu'au retour du général. Calvo réunissait en sa personne les qualités qu'exigeaient les circonstances. Ouvertement déclaré pour la cause nationale, il s'était enfui de Madrid, où il avait son domicile. D'un caractère ferme et calme, il renfermait dans son âme, sous les apparences de la froideur, l'enthousiasme et l'activité d'un cœur ardent. Une fois appelé par la voix du peuple, et stimulé par le sentiment du danger commun, il mit en œuvre avec célérité tous les moyens que lui suggérait le désir de protéger contre l'invasion étrangère la ville qui remettait son sort entre ses mains.

Il manda aussitôt le lieutenant de roi, Don Vi-

cente Bustamante, pour qu'il expédiât les ordres convenables à tous les gens de sa juridiction. Il fit illuminer les rues, pour éviter à la fois les surprises et les excès; on prépara des sacs de terre pour former des batteries devant les portes de Sancho, del Portillo, del Carmen, et de Santa-Engracia; on creusa des fossés et des coupures dans toutes leurs avenues; on se disposa à les garnir de canons, et l'on éleva sur toute l'étendue du mur d'enceinte un parapet pour incommoder l'ennemi par la mousqueterie. Tous les habitans en état de porter les armes eurent ordre de se poster aux divers points indiqués, et d'alterner jour et nuit; les enfans et les femmes furent occupés à des travaux propres à leur âge et à leur sexe, et l'on chargea les religieux de faire des cartouches de canons et de fusils; enfin, toutes ces dispositions furent accomplies avec tant de zèle et de bonne volonté, qu'à dix heures du soir, Saragosse s'était convertie en un vaste atelier, où chacun travaillait à remplir sa tâche avec ardeur et avec succès.

On procéda avec plus de lenteur à la construction des batteries, faute d'ingénieurs. Il n'y en avait qu'un seul, Don Antonio San-Genis; encore avait-il été conduit, le 15, en prison par des paysans qui l'avaient traité en suspect, le voyant examiner les portes et l'enceinte de la ville. On l'oublia au milieu de l'agitation et du combat de ce jour, et ce ne fut que le 16 au matin qu'il fut mis en liberté par ordre de Calvo de Rozas. San-Genis traça sans retard, et avec beaucoup d'intelligence, différens ouvrages de fortifications, puis, il les exécuta tout aussi habilement, aidé, faute d'autres ingénieurs, par les frères Tabuenca, architectes de la ville. Ces détails, qui, de leur nature ne sont pas sans intérêt, peignent la situation de Saragosse, la faiblesse de ses ressources, et le man-

que d'hommes versés dans les arts alors les plus nécessaires.

Les Français, stupéfaits de l'événement du 15, jugèrent qu'il était imprudent de s'obstiner à de nouvelles attaques avant d'avoir reçu de Pampelune des renforts, de l'artillerie de siége, des mortiers et des munitions analogues. Pendant que ces secours arrivaient, Lefebvre, voulant éprouver la voie des négociations, signifia, le 17, que, faute de capituler, les habitans seraient passés au fil de l'épée quand il entrerait dans la ville. On lui répondit avec dignité (1), et l'on ne pensa qu'à pousser plus vigoureusement les préparatifs de défense.

Cependant, le général Palafox, voyant la décision qu'avaient prise les Saragossains de résister à toute outrance, voulut alors harceler l'ennemi, et appeler son attention d'un autre côté. Réuni au baron de Versages, il comptait sous ses ordres une division de six mille hommes avec quatre pièces d'artillerie. Le 21 juin, il passa une revue de ses troupes à Almunia, et marcha, le 23, sur Epila. Dans cette ville, il y eut des chefs qui, remarquant le peu d'instruction de ses troupes, gens pour la plupart ramassés sans choix, opinèrent pour qu'on fît retraite sur Valence, plutôt que d'empirer par une défaite le sort de Saragosse. Palafox réunit aussitôt son monde, avec une admirable présence d'esprit, et devant les rangs, après avoir exhorté tous les soldats à remplir le difficile, mais honorable devoir que leur imposait la patrie, il ajouta que ceux-là étaient libres de s'éloigner, qui ne se sentaient pas assez d'énergie pour suivre jusqu'au bout l'étroit et pénible sentier de la vertu et de la gloire, ou qui accusaient son entreprise de témérité. On répondit à sa voix par d'unanimes

(1) N° 1, App.

clameurs d'approbation, et personne n'osa quitter son drapeau. Telle est, dans les circonstances critiques, la puissance qu'exerce l'inflexible résolution d'un chef.

Assuré de ses soldats, Palafox résolut d'avancer le lendemain matin jusqu'à la Muéla, à trois lieues de Saragosse, voulant prendre les Français entre cette ville et sa division. Mais ceux-ci, s'étant doutés de son mouvement, le prévinrent, et attaquèrent sa petite armée dans Epila, à neuf heures du soir. C'était une heure inaccoutumée, et ils tombèrent à l'improviste sur les nôtres, après avoir surpris et enlevé un avant-poste, à cause du peu de soin que mettaient à se garder nos troupes inexpérimentées. La mêlée s'engagea, vive et acharnée. Comme les Espagnols avaient été surpris, il n'y eut aucun ordre de bataille fixé d'avance, et les corps se placèrent chacun comme ils purent au milieu de l'obscurité. L'artillerie, dirigée par l'intelligent officier Don Ignacio Lopez, se signala dans cette affaire, et quelques régimens se maintinrent assez fermes jusqu'au matin, pour prendre alors sans précipitation la direction de Calatayud. Dans ce nombre, il faut compter le régiment de Ferdinand VII, qui, bien que nouveau, soutint le feu pendant six heures, comme s'il eût été composé de vétérans. Quelques hommes isolés des gardes espagnoles défendirent aussi fort long-temps une batterie des plus importantes. Enfin, le terrain fut tellement disputé, que les Français ne songèrent point à gêner leur retraite.

Palafox, convaincu néanmoins qu'il n'était pas donné à des recrues de combattre avantageusement en rase campagne, et que son secours serait plus utile au dedans de Saragosse, résolut de vaincre tous les obstacles pour pénétrer avec son monde dans cette ville. Après s'être refait, et laissant à

Calatayud un dépôt sous les ordres du baron de Versages, il partagea sa faible division en deux corps, dont l'un fut confié à son frère Don Francisco, et se mèttant en personne à la tête de l'autre il entra, le 2 juillet, pour la seconde fois, sur le territoire de Saragosse.

Son autre frère le marquis de Lazan, qui en était gouverneur, y avait déjà pénétré, dés le 20 juin, avec d'autres officiers, sur l'avis et les instances de l'intendant, Calvo de Rozas. Celui-ci désirait un appui pour soutenir ses mesures judicieuses, pour en résoudre d'autres d'un commun accord, pour engager dans la résistance des personnes de distinction qui ne s'étaient point encore compromises, pour imposer à la multitude, en réunissant une assemblée nombreuse et choisie, et pour que les membresdecette assemblée s'affermissent dans leur résolution par le moyen d'un serment public et solennel. Dans ce but, il convoqua, le 25 juin, une junte générale des principales corporations et d'individus de toutes classes présidée par le marquis de Lazan. En leur présence, Calvo de Rozas exposa brièvement quel était l'état de la ville, quelles étaient ses ressources, et engagea les habitans à coopérer par leurs lumières et leur zèle au soutien de la cause commune. Tous tombèrent d'accord, tous approuvèrent ce qui s'était fait jusque-là, s'affermirent dans leur résolution de vaincre ou de mourir, et décidèrent que, le 26, les bourgeois, les officiers, les soldats et les paysans armés prêteraient ensemble, dans les rues, sur les places, aux portes et aux batteries, un public et majestueux serment. Ce jour arriva, et à une heure désignée, l'air retentit de ce cri sublime, unanimement répété, « que les « défenseurs de Saragosse, réunis ou séparés, « verseraient jusqu'à la dernière goutte de leur « sang pour leur religion, leur roi, et leurs foyers. »

La curiosité de l'ennemi fut excitée par l'agitation imprévue que causa une solennité si nouvelle, et dans le désir de s'informer de ce qui se passait, un commandant polonais, accompagné de quelques-uns de ses soldats, s'approcha de la ligne espagnole. Feignant de vouloir prendre parti pour les assiégés, il demanda, comme garantie de son dessein, à traiter avec les chefs supérieurs. Calvo de Rozas sortit de la ville, et fit signe au commandant de s'avancer afin qu'ils conférassent sans témoins. Celui-ci obéit, mais presque aussitôt les soldats entourèrent Calvo. Ils lui présentèrent les armes, et le commandant, après lui avoir demandé ce qui arrivait à Saragosse, eut l'effronterie de lui déclarer que son intention n'était pas d'abandonner ses drapeaux, qu'il avait seulement inventé ce stratagème pour savoir d'où provenait l'agitation de la ville, et la sommer encore, par l'intermédiaire d'une personne de marque, d'avoir à se rendre, puisqu'il était inévitable qu'en dernier résultat les Saragossains se soumissent à une armée supérieure et aguerrie comme celle des Français. Il ajouta que si Calvo refusait ce qui était exigé de lui, il était mort ou prisonnier. Au lieu de s'intimider à cette basse menace, Calvo répondit avec un admirable sang-froid : « Vos artifices et le masque d'amitié dont vous couvrez vos « continuelles perfidies sont trop connus pour que « je me sois rendu à votre appel sans m'être mis « sur mes gardes. C'est vous et vos soldats qui êtes « morts ou prisonniers si vous tentez de vio« ler les lois que respectent même les nations bar« bares. Le château qui nous avoisine, au moindre « signal de ma part, fera feu de ses canons et de « sa mousqueterie, qui sont déjà pointés contre vous. » Le Polonais se trouble à cette sévère réponse, et retenant sa colère, il adoucit son langage

altier pour proposer à l'intendant Calvo une conférence avec les généraux français. Celui-ci y consent, et ayant pris l'autorisation du marquis de Lazan, on choisit pour rendez-vous le front de la batterie du Portillo.

Ce même jour, Calvo, et d'autres officiers espagnols, autorisés par le gouverneur et la population, eurent en cet endroit une entrevue avec les généraux Lefebvre et Verdier, celui-ci récemment arrivé. L'entretien fut court; les Français insistèrent sur la reddition de Saragosse, offrant l'oubli du passé, le respect des propriétés et des personnes, et la conservation des employés dans leurs places; mais avertissant qu'en cas de refus, ils mettraient la ville en cendres et passeraient les habitans au fil de l'épée. Calvo répondit avec énergie, promettant toutefois de rendre compte des propositions qui lui étaient faites, et de communiquer le lendemain matin une résolution définitive. En conséquence, le 27, de bonne heure, Don Emeterio Barrédo passa au camp français, porteur d'une réponse signée par le marquis de Lazan, dans laquelle étaient repoussées les insidieuses propositions de l'ennemi (1).

Il était clair que de nouvelles attaques et une plus vive impulsion donnée au siége allaient suivre un refus si téméraire, surtout les Français ayant grossi leur armée et amélioré leur position. Les jours précédens, outre qu'ils s'étaient débarrassés de Palafox en le rejetant d'Epila, ils avaient reçu de Pampelune et de Bayonne des secours importans. C'était le général Verdier qui les avait amenés, lequel, ayant un grade supérieur, remplaça Lefebvre dans le commandement en chef. Les Français se trouvèrent dès ce moment renforcés de trois

(1) N° 2, App.

mille hommes, trente canons de gros calibre, quatre mortiers, douze obusiers et huit cents Portugais aux ordres de Gomez Freire. Ils pensèrent alors raisonnablement qu'ils pourraient vaincre avec succès la ténacité des Saragossains.

Aussi, dès le même jour 27, ils recommencèrent le feu, et dirigèrent particulièrement leur attaque contre les postes extérieurs. Repoussés avec perte aux différentes entrées de la ville dont ils voulurent s'emparer, on ne put les empêcher du moins de se rapprocher de l'enceinte. Comme on reconnut dans leurs manœuvres l'intention de se rendre maîtres du mont Torréro, on fit rentrer en toute diligence à Saragosse les vivres et les munitions qui étaient renfermées dans les magasins de cet endroit; mais cette sage précaution fit naître un désastre. Tout-à-coup, à trois heures du soir, tous les édifices furent ébranlés, l'air fut agité et traversé par l'éclat et la chute de pierres, de décombres, de débris de mille objets brisés. Les Saragossains se crurent morts, comme s'ils dussent être ensevelis sous des ruines. Ils fuyaient épouvantés de leurs maisons, ignorant d'où provenaient tant de bruit, de trouble et de désastres. Par la négligence des conducteurs, le feu avait pris à la poudre qu'on emmagasinait dans le séminaire du Concile; cet édifice ainsi que le bloc de maisons contiguës et celles qui sont en face sautèrent et s'abîmèrent avec un tel fracas que toutes les vitres de la ville furent cassées. Plusieurs personnes y perdirent la vie. A cette horrible catastrophe s'ajoutait encore la perte de la poudre, si nécessaire en ce moment, et quand tous les objets de guerre étaient d'une extrême rareté.

Et pour que la constance aragonaise fût éprouvée dans toute son étendue, les Français, se fiant à la désolation universelle, réitérèrent leurs atta-

ques au milieu de cette confusion. Les assiégés ne se montrèrent point abattus; au contraire, animés de fureur, ils repoussèrent vivement la tentative de l'ennemi, inhumaine en un tel instant.

Dès ce moment il ne se passa plus un seul jour qui ne fût signalé par des rencontres, des escarmouches, des sorties, des attaques d'assiégeans ou d'assiégés. Il serait trop long, il serait impossible de rapporter tant et de si glorieux exploits, bien rarement ternis par quelques traits de lâcheté.

Dans ce nombre, doit être compté ce qui arriva au mont Torréro. Le commandant, nommé Falcon, auquel était confiée la garde de ce poste, soit par connivence, soit par découragement, ce qui est plus probable, l'abandonna honteusement, et l'ennemi, une fois maître de ces hauteurs, causa bientôt d'horribles dégâts.

La population, irritée de la conduite du commandant espagnol, l'obligea peu de temps après à comparaître devant un conseil de guerre, qui le fit fusiller. Le même sort fut réservé, durant le siége, au colonel Don Rafaël Pesino, gouverneur de las Cinco-Villas, et à quelques autres de moindre position, accusés d'intelligence avec l'ennemi. Châtiment exemplaire, auquel les uns reprochèrent trop de précipitation, mais où les autres virent un frein salutaire contre ceux qui fléchiraient par timidité ou par perfidie.

Les habitans prenaient courage et s'obstinaient davantage dans leur résistance en voyant arriver journellement des officiers et des soldats qui accouraient au secours de la ville assiégée. Ce qui causa le plus de joie, ce fut l'entrée, vers la fin de juin, de trois cents soldats du régiment d'Estrémadure, commandés par le lieutenant-colonel Don Domingo Larripa, que nous avons vu retenu à Tarragone, ne voulant point obéir aux ordres du gé-

néral Duhesme, et aussi l'arrivée, qui eut lieu à la même époque, de cent volontaires de Tarragone sous la conduite du lieutenant-colonel Don Francisco Marco del Pont. Ces petits renforts compensaient quelque peu la perte des hauteurs de Torréro.

Mais les Français, maîtres de cette position, résolurent d'inquiéter la ville par des boulets, des grenades et des bombes. Pour cela faire, ils établirent sur l'éminence une formidable batterie de canons de gros calibre et de mortiers. Ils en élevèrent d'autres sur divers points de la ligne, principalement à l'endroit appelé la Bernardona, en face de la Aljaféria. Préparés de cette manière, le 30 juin, à minuit, ils allumèrent le feu, et commencèrent un épouvantable bombardement. Les premiers coups franchirent la ville, sans lui faire de mal; ils en accourcirent la portée, et les bombes qui pénétrèrent dans les voûtes de la fabrique de l'église del Pilar, et qui ruinèrent plusieurs maisons, causèrent dès l'abord de grands désastres.

Au point du jour, les habitans, loin de s'effrayer à cette vue, travaillèrent à l'envi et avec un zèle ardent à diminuer les malheurs et le dégât. On construisit des blindages dans les rues et sur les places; on détourna le cours de la rivière de Huerba, qu'on fit entrer dans la ville pour éteindre rapidement tout incendie; on mit les caveaux à l'abri, pour y employer à des travaux utiles et qui exigeaient de la sûreté tous ceux qui n'étaient point appelés à porter les armes. Pour observer le départ des bombes et donner avis de leur chute, on plaça des sentinelles au sommet de la tour appelée Neuve; bien qu'elle soit construite depuis 1504, laquelle, s'élevant sur la place San-Felipe, isolée et sans soutien, parut très-propre à cet objet, quoique penchée à la manière de la fameuse tour de Pise. Les assiégés, non contens de ces ouvrages et de ceux

précédemment élevés, en imaginèrent de nouveaux. Ils coupèrent et creusèrent les rues, ils ouvrirent des meurtrières dans les maisons et les murs de clôture, ils empilèrent des sacs de terre, ils tracèrent et construisirent de nouvelles batteries qu'ils armèrent, soit avec de vieux canons abandonnés dans l'Aljaféria, soit avec ceux qui arrivèrent successivement de Lérida et de Jaca, et enfin, ils brûlèrent les maisons de campagne, les jardins, les potagers qui pouvaient, en couvrant les approches de l'ennemi, nuire à la défense. Les propriétaires non-seulement consentaient à leur destruction avec un désintéressement magnanime; le plus souvent, ils aidaient de leurs bras à la dévastation, et quand, combattant d'un autre côté, ils apercevaient la flamme qui dévorait le fruit des sueurs de plusieurs années, ou l'antique manoir de leurs aïeux, ils s'enorgueillissaient de coopérer ainsi libéralement à l'affranchissement de leur patrie. De quoi n'étaient pas capables des hommes doués de telles vertus!

Au bombardement succéda, dans la matinée du 1er juillet, une attaque générale sur tous les points. Les feux de la Bernardona commencèrent à battre la Aljaféria et la porte del Portillo, où commandait Don Francisco Marco del Pont. La porte del Carmen, confiée à Don Domingo Larripa, fut assaillie presque en même temps, et l'ennemi ne tarda pas non plus à inquiéter celle de Sancho, gardée par le sergent-major Don Mariano Renovales. Comme le plus grand désir des Français était de s'emparer de celle del Portillo, il y eut en cet endroit un tel ravage, que tous ceux qui défendaient une batterie extérieure étant tombés morts, personne n'osait aller les remplacer. Ce fut à cette occasion que se signala une femme du peuple appelée Agustina Saragoza. Jeune fille de vingt-deux ans et d'un agréable

visage, elle portait des provisions aux défenseurs, quand arriva l'abandon du poste. Cette femme intrépide, voyant l'effroi et le découragement des hommes, courut au lieu du danger, et arrachant la mèche encore allumée aux mains d'un artilleur qui gisait à terre, elle mit le feu à une pièce, et fit le vœu de ne plus la quitter de tout le siége, ou de ne l'abandonner qu'avec la vie. Son audace rendant le courage aux esprits abattus, tout le monde se précipita à la batterie, et le feu reprit plus terrible. Cette prouesse d'Agustina rappelle celle de Maria Pita, au siége que la Corogne soutint contre les Anglais, en 1589; elle fut aussi récompensée d'une manière semblable, et, de même que Philippe II accorda à l'une le grade et la solde d'enseigne (*alferez*), Palafox gratifia l'autre d'un grade militaire et d'une pension à vie.

Le feu continuait avec la même vivacité, et notre artillerie éloignait l'ennemi par ses coups assurés, sans que jusqu'alors aucun officier de cette arme l'eût dirigée. Il n'était pas encore midi, quand, au milieu de l'horrible et meurtrière canonnade, se présentèrent les deux sous-lieutenans d'artillerie, Don Geronimo Pineiro et Don Francisco Rosete, lesquels, s'étant échappés de Barcelone, accouraient participer à la défense de Saragosse. Sans prendre aucun repos, après un long et fatigant voyage, ils se mirent aussitôt, le premier à diriger le feu des batteries du Portillo, et l'autre celui des batteries du Carmen. Avec l'aide d'officiers intelligens, l'intrépidité des nôtres s'accrut, ainsi que le ravage dans les rangs ennemis. La nuit suspendit le combat, mais non le bombardement, et au point du jour, l'attaque recommença avec autant de furie que la veille. Les colonnes ennemies essayèrent par diverses manœuvres de s'emparer du Portillo, et la brèche étant ouverte à la Aljaféria, ils s'élancèrent

à l'assaut de cette forteresse; mais, soit qu'ils ne trouvassent pas des échelles convenables, soit par l'invincible constance des assiégés, les Français, repoussés, se mirent en désordre et se dispersèrent malgré les efforts de leurs officiers. La même chose se passait au Portillo et au Carmen. Pendant l'attaque, le marquis de Lazan parcourut la ligne aux points les plus périlleux, récompensant les uns et encourageant les autres de ses paroles.

Le jour était déjà très-avancé, l'ennemi faiblissait, et les nôtres, se familiarisant avec les périls de la guerre, inconnus à la plupart, redoublèrent leurs efforts à la nouvelle d'un événement heureux et inespéré. Le bruit courut de bouche en bouche et se répandit rapidement que Don José Palafox était de retour dans la ville, et que tous les combattans allaient jouir de sa présence. En effet, il était parvenu à entrer à Saragosse ce même jour 2, à quatre heures du soir, et se montra tout à coup où se livrait le combat. A sa vue, et enflammés d'enthousiasme, les nôtres firent si vigoureusement face aux Français, que ceux-ci, sans persister davantage dans leur attaque, se contentèrent de continuer le bombardement.

Voyant néanmoins que pour s'approcher des portes il était nécessaire qu'ils fussent maîtres des couvens de San-José et des Capucins et de quelques autres points hors des murs, ils commencèrent à les attaquer. Il n'y avait, dans le couvent de San-José, situé à la droite de la rivière d'Huerba, d'autres défenses que les murailles, dans l'épaisseur desquelles on avait ouvert des meurtrières. Quatre cents Polonais lui donnèrent l'assaut, mais, repoussés avec une grande perte, ils furent obligés d'attendre du renfort, et ce ne fut qu'après plusieurs heures de combat qu'ils prirent possession de ce poste. L'ennemi ne fut pas plus heureux à

l'attaque du couvent des Capucins, près de la porte del Carmen. Les défenseurs de cet édifice luttèrent corps à corps dans l'église, dans les cloîtres, dans les cellules, et ne l'abandonnèrent qu'après y avoir mis le feu.

Les Français voulurent aussi investir la ville par la rive gauche de l'Ebre, surtout à cause des secours que lui donnait la communication restée libre de ce côté. Pour la couper, ils résolurent de traverser le fleuve, en jetant, le 10 juin, un pont de bateaux à San-Lamberto. Le général Palafox sortit contre eux avec des paysans et une compagnie de Suisses qui venait d'arriver. Ils combattirent long-temps, et reçurent un renfort que leur amena l'intendant Calvo de Rozas, qui eut son cheval renversé par une grenade. L'ennemi n'osa point passer outre, et les nôtres, mettant à profit le court instant de repos qu'il leur laissait, élevèrent trois batteries dans le faubourg : une aux tuileries, une autre aux abattoirs de los Clerigos, et la troisième à San-Lazaro. Protégés par ces batteries, les paysans allèrent maintes fois faire le coup de fusil avec les Français dans le camp de las Ranillas, toujours avec succès; le fameux *père* Jorge se signala souvent dans ces sortes d'engagement. Les assiégeans ne purent entièrement fermer les communications de Saragosse; mais ils dévastèrent les champs, brûlèrent les moissons, et étendirent leurs ravages jusqu'à la rivière du Gallego. On vit alors avec désespoir brûler le pont de bois qui donne passage à la grande route de Catalogne, et détruire par l'incendie les moulins à blé qui approvisionnaient la ville. Les angoisses croissaient, mais à leur égal l'ardeur et la constance des assiégés. On amassa toutes les farines de la place pour faire seulement du pain de munition que tout le monde mangeait avec joie ; pour fabriquer de la poudre, on établit des moulins mus

par des chevaux, et l'on recueillait le salpêtre partout où il se trouvait. On lavait, pour l'en tirer, la terre des rues, et l'on fit du charbon avec la tige du chanvre, si haut dans ce pays. Personne ne coopéra plus activement à la bonne direction de ces travaux, et de tous ceux qui furent entrepris, que le savant officier d'artillerie Don Ignacio Lopez, qui, depuis lors jusqu'à la fin du siége, fut une des colonnes sur lesquelles reposa la défense de Saragosse.

Ces précautions étaient d'autant plus nécessaires, que non-seulement les Français serraient de plus en plus la place, mais que les assiégés prévoyaient bien qu'ils essaieraient aussi de détruire ou de prendre les moulins à poudre de Villafeliche, à douze lieues de Saragosse, où la ville s'approvisionnait. C'est ce qui arriva. Le baron de Versages, en se montrant depuis Calatayud sur les hauteurs qui avoisinent ce pays, empêcha d'abord les Français de réussir dans leur dessein; mais l'ennemi, revenant à la charge avec des forces plus considérables, l'obligea de se retirer et de laisser en ses mains ces importantes fabriques.

Au milieu de cet amas de calamités qui fondaient sur eux, les Saragossains se maintenaient fermes et constans, sans que rien pût les abattre. Toujours sur le qui-vive, ils déjouaient toutes les surprises qu'à chaque instant essayait l'ennemi. Le 17 juillet, déjà maîtres du couvent des Capucins, les Français tentèrent de s'avancer secrètement, à neuf heures du soir, sous le canon de la porte del Carmen. Les nôtres s'en aperçurent, et, gardant également le silence, ils attendirent le moment de l'assaut, puis firent un feu général et jetèrent sans vie ceux qui se croyaient déjà maîtres du poste. Les assiégés renouvelèrent avec plus de furie leurs attaques, les nuits suivantes, à cet endroit et aux

autres portes, partout infructueusement; ils ne purent pas davantage s'emparer du couvent des Trinitaires déchaussés, situé hors des murs de la ville.

Dans cette lutte acharnée, les Espagnols inquiétaient souvent l'ennemi par leurs sorties, et ils voulurent même s'avancer jusqu'au mont Torréro. Tandis qu'ils simulaient une attaque sérieuse par la promenade, naguère délicieuse, qui conduit de la ville à cette éminence, d'autres, au milieu du jour, en firent une à l'improviste sur le camp français. Ils y pénétrèrent, renversant tout sur leur passage, et revinrent couverts de sang et de dépouilles. Souvent aussi, les deux partis mesurèrent leurs armes sur les bords du Gallego, particulièrement le 29 juillet, jour où nos lanciers remportèrent un glorieux avantage sur ceux de l'ennemi, et où se signala le colonel Butron, premier aide-de-camp de Palafox.

D'autres occasions plus meurtrières restaient encore où devaient briller le courage et l'intrépidité des Saragossains. L'ennemi travaillait jour et nuit à construire un chemin couvert qui allât du couvent de San-José, par la rive du Huerba, jusqu'aux environs de la Bernardona, afin de placer à l'abri de ce chemin des canons et des mortiers, et d'élever des batteries à petite distance de celles des Espagnols.

On attendait à chaque instant une attaque générale. En effet, le 3 août, à l'aube du jour, l'ennemi ouvrit le feu sur toute la ligne, faisant tomber une pluie de bombes et de grenades, principalement sur le quartier situé entre les portes de Santa-Engracia et del Carmen jusqu'à la rue del Coso. Le colonel du génie Lacoste, aide-de-camp de Napoléon, qui était arrivé après le commencement du siége, jugea avec raison qu'on avait mal dirigé l'attaque précédente contre le Portillo, et résolut

de la livrer cette fois du côté de Santa-Engracia, comme point plus direct que les feux du château ne prenaient pas de flanc. La principale batterie de brèche était à soixante-dix toises du couvent; elle se composait de six pièces de seize et de quatre obusiers. On avait, en outre, établi sur tout le front d'attaque sept autres batteries, dont la plus éloignée n'était pas à deux cents toises de l'enceinte. Il est facile d'imaginer combien un feu si proche et si concentré devait être terrible et destructeur. Soit hasard, soit instruction, on remarqua que les coups étaient spécialement dirigés contre l'hôpital général, où se trouvaient, outre les fous et les enfans trouvés, un grand nombre de blessés et de malades. A la chute des bombes, les plus abattus même sautèrent des lits, épouvantés, et voulurent se sauver sans vêtemens; ce fut une désolation générale. Mais, grâce au zèle et à l'activité de quelques bons citoyens, on en put transporter un grand nombre en lieu de sûreté, surtout des blessés et des enfans. Toute la journée, le bombardement continua; des édifices furent ébranlés, d'autres s'écroulèrent, et le bruit de l'artillerie et des ruines était tel qu'on l'entendit retentir à plusieurs lieues de Saragosse.

Le 4, au point du jour, les Français découvrirent leur formidable batterie en face de Santa-Engracia. Il n'y avait aucun fossé autour du couvent; seulement des pièces d'artillerie couronnaient ses étages. On le battit aussitôt en brèche, tandis qu'un assaut était donné à la porte du même nom, et que, pour faire diversion, d'autres attaques étaient dirigées sur le Carmen, le Portillo et la Aljaféria. A neuf heures du matin, presque toutes nos batteries étaient culbutées, et les brèches praticables. Palafox, se faisant voir à tous les endroits, accourait partout où le danger se mon-

trait le plus grand, et soutenait l'énergie de son monde. Au plus fort du combat, Lefebvre-Desnouettes lui proposa « paix et capitulation. » Palafox lui répondit : « guerre à mort. » A sa voix, les paysans et les soldats se précipitaient au-devant de l'ennemi, et, s'aventurant dans le monastère de Santa-Engracia, célèbre par les antiquités qu'il renferme et pour avoir été fondé par les rois catholiques, ils y tenaient opiniâtrement, sans être intimidés de la chute des planchers qui s'enfonçaient, ni de celle des murailles même qui menaçaient ruine. Ils faisaient face à tout, et rien ne les détournait de leur téméraire décision. On aurait dit que les ombres des deux célèbres historiens d'Aragon, Geronimo Blancas et Zurita, dont les cendres reposent en ce lieu, chassées du sépulcre par le bruit des armes, et parcourant les voûtes et les portiques, les excitaient au combat, en leur rappelant les héroïques exploits de leurs aïeux, qu'avec tant de sincérité et de noblesse ils ont transmis à la postérité, tant se montrait surhumaine l'opiniâtre défense des Aragonais !

Au bout de quelques heures, et quand le terrain se trouvait, non pas jonché, mais couvert de cadavres, et, tout à l'entour, de ruines et de débris, les Français purent avancer et pénétrer dans la rue de Santa-Engracia. Foulant aux pieds l'enceinte de la ville, ils se vantaient déjà d'être maîtres de Saragosse, et, formés en bataillons, ils s'avançaient arrogamment sur la rue del Coso.

Mais ils eurent bientôt à se repentir de cet excès de confiance. Enveloppés et comme pris au milieu des rues et des maisons, ils se trouvèrent exposés à un horrible feu qui leur pleuvait de tous côtés comme la grêle. Ayant coupé les entrées des rues, les défenseurs de la ville, à l'abri derrière des parapets faits de sacs de coton et de laine, et derrière

les murailles des maisons, les fusillèrent à bout portant pendant l'espace de trois heures, sans qu'ils pussent pénétrer dans la rue del Coso, où aboutit celle de Santa-Engracia. Les Français désespéraient déjà d'emporter le passage, quand un dépôt de poudre que les Espagnols avaient près de là vint à sauter, et, à la faveur du désordre qu'occasionna ce malheureux accident, les assiégeans parvinrent au Coso, et s'emparèrent des deux grands édifices qui forment les coins de cette rue, le couvent de San-Francisco à la gauche, et l'hôpital général à la droite. A cet hôpital, l'attaque fut épouvantable: le feu y prit, et les malades, se précipitant par les fenêtres, tombaient sur les baïonnettes ennemies, tandis que les fous, renfermés dans les cabanons, chantaient, pleuraient ou riaient, chacun selon l'inspiration de son genre de folie. Les soldats français, emportés par l'ardeur du combat et non moins hors d'eux-mêmes que les malheureux en démence, en tuèrent plusieurs et en emmenèrent d'autres au mont Torréro, d'où ils les renvoyèrent ensuite. Cette journée avait coûté beaucoup de sang aux Français, exposés de si près aux coups de leurs adversaires. On compta, parmi les morts, beaucoup d'officiers supérieurs, et leur général en chef, Verdier, fut blessé lui-même.

Maître de cette partie de la ville, l'ennemi planta ses aigles victorieuses sur la croix del Coso, petit temple à colonnes, au milieu de la rue du même nom. Tout semblait perdu, tout semblait fini, Colvo de Rozas et l'officier Don Justo San-Martin furent les derniers qui, à quatre heures du soir, après que le dépôt de poudre eut sauté, abandonnèrent la batterie qui enfilait, depuis le Coso, l'avenue de Santa-Engracia; mais le premier, sans perdre courage, se dirigea par la rue de San-Gil au faubourg, pour y réunir les hommes dispersés,

y reformer son monde, amener ceux qui défendaient ces points encore inattaqués, et, avec leur secours, prolonger leur existence jusqu'à la nuit, car il attendait du dehors et avant le jour, comme nous le verrons, du secours et des renforts.

Deux circonstances favorisèrent son dessein : l'événement de l'hôpital général et une heureuse erreur de l'ennemi, lequel, voulant se diriger sur le pont qui communique au faubourg, au lieu de prendre, comme Calvo, la rue de San-Gil qui est le chemin direct, s'enfonça sous l'arcade de Cineja, petite rue tortueuse qui mène à la Torre-Nueva. Les Aragonais, profitant de cette fausse route de l'ennemi, l'assaillirent dans cet étroit impasse, le criblèrent et le mirent en pièces. Ce choc imprévu obligea les Français à faire halte, et sur ces entrefaites, Calvo, revenant du faubourg avec six cents hommes de troupes fraîches et beaucoup d'autres qui s'y étaient réunies, déboucha tout à coup dans la rue del Coso, où se trouvait la colonne française. Il attaqua avec cinquante hommes d'élite, à la tête desquels était le vieux capitaine Cerezo, que nous avons déjà vu agir dans la Aljaféria, et qui était armé (pour que tout fût extraordinaire) d'une épée et d'une rondache. Les hommes de ce petit détachement, bien unis, se précipitèrent comme des lions sur les Français surpris de ce choc inattendu; les autres attaquaient par tous les points : on tirait des maisons des coups d'espingoles, on en jetait tout ce qui pouvait donner la mort, et les Français, poursuivis sans relâche, attérés de ce redoublement de fureur, se dispersèrent et se réfugièrent dans les deux édifices dont ils étaient maîtres, le couvent de San-Francisco et l'hôpital général.

La nuit fit cesser le combat, et les Espagnols revenus de la première alarme, connurent par expérience avec quel avantage ils résisteraient

l'ennemi dans les rues et les maisons. Ils étaient également soutenus par la ferme espérance qu'au point du jour un nombreux secours de troupes apparaîtrait à leurs portes : c'est ce que leur avait promis leur chef bien-aimé, Don José Palafox.

Celui-ci avait quitté Saragosse avec ses deux frères, le 4, à midi, tandis que les Français, maîtres du couvent Santa-Engracia, étaient comme engorgés dans les rues qui donnent sur le Coso. On présumait avec raison qu'ils ne pourraient ce jour-là vaincre tous les obstacles qui leur étaient opposés; mais en même temps les munitions manquaient, et les combattans voyaient leurs rangs éclaircis: il était à craindre que l'ennemi n'achevât de tout surmonter, si des secours n'arrivaient du dehors, et si des troupes fraîches, venant remplir les vides, ne ranimaient par leur présence les défenseurs de la ville, aussi harassés qu'héroïques. Ces troupes n'étaient pas éloignées, mais elles se faisaient attendre, et Palafox jugea nécessaire d'aller en personne accélérer leur marche. Toutefois, il ne voulut pas s'éloigner avant que les Saragossains lui eussent promis de rester fermes jusqu'à son retour. C'est ce qu'ils firent, et lui, confiant en la parole donnée, se décida à marcher audevant des secours.

Le succès répondit à l'espérance. A la fin de juin, le second bataillon de volontaires, fort de douze cents hommes, sous les ordres du colonel Don Luis Amat y Teran, avait passé de Calatayud en Aragon, ainsi que cinq cents soldats des gardes espagnoles, commandés par le colonel Don José Manso, et enfin deux compagnies de volontaires de Lérida. Ces corps formaient une division qui s'était établie au bourg de Jelsa, à dix lieues de Saragosse. Il était certain qu'avec ce renfort et un convoi qu'il ferait entrer dans la ville assiégée, on pouvait prolonger

la défense jusqu'à l'arrivée d'un autre corps de cinq mille hommes, qui s'avançait de Valence par le chemin de Teruel. Le temps pressait, aucune diligence n'était superflue; pour plus de sûreté, Calvo de Rozas lui-même fut dépêché à Palafox afin de le mettre au courant de ce qui était arrivé depuis son départ, et de presser sans relâche le prompt envoi des secours. Le nouvel émissaire atteignit le général à Villafranca de Ebro, et ils passèrent ensemble à Osera, à quatre lieues de Saragosse, où arrivèrent, à neuf heures du soir, les troupes précédemment cantonnées à Jelsa et à Pina.

Un conseil de guerre fut tenu dans ce bourg d'Osera; les trois frères Palafox y assistèrent avec leur état-major, le brigadier Don Francisco Osina, le colonel d'artillerie Don J. Navarro Sangrau ( ces deux derniers arrivaient de Valence), et d'autres chefs. Informés par l'intendant Calvo de l'état de Saragosse, il fut résolu sur-le-champ que le marquis de Lazan, avec les cinq cents hommes de gardes espagnoles, formant l'avant-garde, entrerait dans la ville le 5 au matin, que le reste des troupes suivrait avec Don José Palafox, et que son frère Don Francisco resterait à l'arrière-garde, avec le convoi de vivres et de munitions, également escorté par Calvo de Rozas. On résolut encore, pour soutenir le courage des assiégés et les consoler dans leur position critique, d'envoyer immédiatement à Saragosse, pour y annoncer et y publier l'arrivée du secours, le lieutenant-colonel Don Emeterio Barrédo et le père Jorge, qui s'eloignait rarement des côtés de Palafox dont il était le capitaine des gardes. Chacun d'eux partit pour remplir sa destination, et l'opportune arrivée de ces émissaires dans la ville, déconcertant les secrètes manœuvres de quelques mauvais citoyens, rendit confiance à la population et réveilla son enthousiasme.

Cette ardeur se serait encore augmentée, s'il eût été possible, à l'entrée du marquis de Lazan qui survint quelques heures plus tard. L'arrivée de son frère et celle du convoi furent retardées par un mouvement du général Lefebvre-Desnouettes, qui commandait en chef en l'absence de Verdier, que sa blessure tenait éloigné. On l'avait informé de la venue de Lazan, et voulant empêcher que les autres n'arrivassent, il jugeait avec raison qu'il lui serait plus facile de les détruire en rase campagne que dans la ville. Palafox, se détournant du côté de Villa-Mayor, village situé à deux lieues et demie sur une hauteur d'où l'on découvre Saragosse, évita le combat, et attendit l'occasion de tromper la vigilance de l'ennemi. Pour exécuter son dessein avec espoir de succès, il ordonna au colonel Don Félix Perena de venir le joindre de Huesca, avec les trois mille hommes qu'il formait dans cette place; ensuite, laissant ceux-ci sur les hauteurs de Villa-Mayor pour couvrir son mouvement, et employant d'autres stratagèmes, il trompa pleinement l'ennemi, et le 8, au lever du soleil, il entra dans l'enceinte de Saragosse. On laisse à juger quelle fut la joie des habitans, et combien il eût été difficile d'en contenir les transports dans les bornes de la modération.

Les Français, bien qu'ils eussent successivement augmenté le nombre de leurs troupes, jusqu'à réunir près de onze mille hommes, étaient découragés, en voyant que, dans une semblable guerre, les avantages de la discipline ne servaient à rien, et que, pour avancer, il fallait emporter chaque rue, chaque maison, sur des hommes si fermes et si résolus. Ils perdirent encore davantage l'assurance à l'arrivée des secours que reçurent les assiégés dans la matinée du 5, et à la vue de ceux qu'on apercevait dans les environs.

Cependant ils n'abandonnèrent pas le projet de

s'emparer de tous les quartiers de la ville; en abattant les murailles, ils formèrent par derrière des lignes de fortification, et construisirent des chemins couverts pour communiquer avec ceux qui s'y trouvaient postés.

Depuis le 5, la fusillade fut continuelle; on se battait nuit et jour dans les maisons et les édifices; quelques-uns furent incendiés, d'autres devinrent le théâtre de sanglans combats. Dans la plupart de ces actions, le père Jorge se fit remarquer, ainsi que le curé Don Santiago Sas, à la tête de ses paroissiens. Une autre femme du peuple, appelée Casta Alvarez, se distingua aussi à la porte de Sancho, et l'on vit se signaler sur tous les points attaqués, Dona Maria-Consolacion de Azlor, comtesse de Bureta. Nul bourgeois ne s'effrayait plus du bombardement, et s'accoutumant aux plus grands dangers, il leur suffisait d'être séparés de l'ennemi par une rue ou une maison pour se croire protégés par une forte muraille et un fossé profond. Bien des noms devraient être immortalisés, qui sont demeurés dans l'oubli; mais tous les Saragossains étant devenus des soldats aguerris, leur multitude même n'a pas permis que l'on perpétuât leur mémoire.

Ce fut alors que coururent les premiers bruits de la bataille de Baylen. Les assiégés ajoutaient foi à une nouvelle pour eux si plausible, tandis que les Français l'écoutaient avec le sourire du mépris, lorsqu'ils en reçurent officiellement la confirmation, le 6 août. On voulut d'abord la cacher à l'armée, mais elle ne s'en répandit pas moins, surtout étant accompagnée d'un ordre expédié de Madrid aux Français de lever le siége et de se replier sur la Navarre. Les chefs se concertaient sur la manière d'exécuter cet ordre, et ils auraient promptement abandonné une ville si fatale à leurs troupes, s'ils n'eussent reçu peu après, de

Vitoria, un contre-ordre du général Monthion, qui leur enjoignait d'attendre, avant de se retirer, de nouvelles instructions de Madrid, du chef d'état-major Belliard. Ils restèrent donc encore à Saragosse, et les rencontres continuèrent de part et d'autre, avec découragement du côté des Français, avec plus d'assurance du côté des Espagnols.

Aussi, dès que Palafox fut entré, le 8 août, on convoqua un conseil de guerre, où l'on résolut de continuer à défendre, avec la même énergie et la même ténacité que jusque alors, tous les quartiers de la ville, et, dans le cas où l'ennemi parviendrait à s'en rendre maître, de traverser le fleuve, de s'établir dans le faubourg, et là, de périr jusqu'au dernier de ceux qui auraient survécu. Heureusement que la constance des Saragossains n'eut pas besoin de s'exposer à une si meurtrière épreuve; les Français, en effet, sans avoir avancé plus loin que le Coso, reçurent, le 13, l'ordre définitif de se retirer. Cet ordre arriva très à propos pour eux, car le même jour, ayant marché en toute hâte, et conduite sur des chariots par les habitans des communes de son passage, la division de Valence, aux ordres du maréchal-de-camp Don Felipe Saint-March, accourut précipitamment se jeter dans la ville assiégée. Telle était l'impatience des soldats de cette division d'aller au combat, que, sans en avoir reçu l'ordre, et réunis aux Saragossains, ils attaquèrent désordonnément l'ennemi, à six heures du soir. Celui-ci était sur le point d'abandonner l'enceinte de la ville, et se voyant assailli, il hâta sa retraite, en faisant sauter les restes du couvent de Santa-Engracia. Ensuite, il concentra toutes ses forces dans son camp du mont Torréro, et, prêt à quitter aussi cet endroit, il mit le feu pendant la nuit à ses magasins, encloua et jeta dans le canal la grosse artillerie, détruisit beaucoup d'objets de matériel de guerre,

et à la fin s'éloigna, dans la matinée du 14, des environs de Saragosse. La division de Valence suivit ses traces, renforcée d'autres corps, et prit position sur les confins de la Navarre.

Ainsi se termina le premier siége de Saragosse, qui coûta aux Français plus de trois mille hommes et près de deux mille aux Espagnols. Célèbre et sans exemple, on pourrait le considérer moins comme un siége véritable, que comme une lutte continuelle, une défense de positions diverses, où l'enthousiasme et l'intrépidité personnelle l'emportaient sur la discipline et la valeur réglée de troupes aguerries. Ces triomphes étaient d'ailleurs d'autant plus merveilleux, que, dans le principe, les plus signalés furent remportés, non par des bras aguerris, faits à la fatigue militaire, mais par de pacifiques laboureurs qui, étrangers à l'art de la guerre, n'avaient durci leurs mains qu'au rude maniement de la pioche et de la charrue.

Dès qu'ils furent assurés de la retraite des Français, les habitans de Saragosse éclatèrent en cris d'allégresse, en actions de grâce au Tout-Puissant et à la Vierge del Pilar, qu'ils regardaient, dans leur dévotion, comme la principale protectrice de leurs foyers. La joie ne laissait pas apercevoir en quel état restait la ville; il était triste, vraiment. La partie qu'avaient occupée les assiégeans était ruinée de fond en comble, et les toits, dans la partie demeurée libre, s'étaient écroulés sous les bombes et les grenades; ici, un feu mal éteint fumait encore; là, l'on entendait le craquement et la chute des toitures des grands édifices; partout enfin c'était un affreux spectacle de désolation et de mort.

Le 25, on célébra de magnifiques funérailles en l'honneur de ceux qui avaient péri pour la défense de leur patrie, et dont on pouvait justement

dire, après Périclès (*Thucyd.* II, 42) : « qu'en un « temps court et après un court destin, ils étaient « morts sans crainte au comble de la gloire. » Palafox accorda de grands priviléges aux défenseurs de la ville, parmi lesquels plusieurs parurent avec raison démesurés. Mais cette faute et quelques autres semblables disparurent devant l'éclat de tant de combats immortels.

Il faut placer à côté de cette défense les brillantes actions qui, dans le même temps, et avec autant de succès que les premières, se livraient en Catalogne. Le Lampurdan avait imité l'exemple des autres districts de cette province, et il était déjà soulevé quand les Français attaquèrent infructueusement Gironne pour la première fois. Les mouvemens de ses *somatènes* furent très-utiles à la défense de cette place, soit en inquiétant par des irruptions les détachemens de l'ennemi, soit en coupant ses communications. Leur audace alla plus loin, et, soutenus par quelques soldats de la petite garnison de Rosas, ils bloquèrent étroitement le fort de Figuières, défendu seulement par quatre cents Français, presque dépourvus de vivres. Ceux-ci, furieux de se voir réduits à cet état de détresse par l'audace de simples paysans, voulurent se venger sur la ville et la ruiner par leurs bombes, sans autre objet que celui de faire du mal. Ils auraient eu peut-être à se repentir de leur conduite barbare, si, sur le point de capituler, ils n'eussent été fort à propos secourus par le général Reille, aide-de-camp de Napoléon. Ce général était venu par ordre de l'empereur à Perpignan, où il avait réuni quelques troupes à la hâte. A leur tête, et menant un convoi, il toucha, le 5 juillet, aux murs de Figuières, et mit en fuite les *somatènes*.

Reille, persuadé que la place de Rosas, quoi-

qu'en partie démantelée, attisait le feu de la révolte en fournissant des munitions et des armes, tenta, le 11 du même mois, de la prendre par surprise. Mais son dessein échoua, et il fut complétement repoussé. Au retour, il eut beaucoup à souffrir, harcelé par les *somatènes*, qui, en différentes rencontres, et surtout à l'affaire du Alfar, défirent les Français. Ils avaient pour chef principal Don Juan Claros, homme de grande valeur et connaissant parfaitement le pays.

Duhesme, de son côté, de retour à Barcelone après la malheureuse tentative sur Gironne, ne pouvait prendre ni repos, ni sommeil, jusqu'à ce qu'il eût vengé son outrage. Il se hâta de rassembler de suffisantes ressources, et sortit de Barcelone, le 10 juillet, à la tête de six mille hommes, avec un train d'artillerie considérable, des munitions de guerre et de bouche, des échelles et tout le matériel pour former un siége régulier.

Confiant, cette fois, dans le succès de sa nouvelle expédition contre Gironne, il disait publiquement : « J'arrive le 24, je l'attaque le 25, je la « prends le 26, et le 27 je la détruis. » Concis comme César dans la parole, il ne lui ressembla pas dans l'action. D'abord, il fut inquiété tout le long du chemin. Les coupures que les *somatènes* avaient ouvertes entre Caldetas et San-Pol arrêtèrent les soldats, qui, pour surmonter cet obstacle, furent long-temps exposés au feu d'une frégate anglaise et de plusieurs bâtimens espagnols. Les Français, passant outre, se divisèrent, le 19, en deux corps; l'un fit le tour par les hauteurs de Vallgorquina, l'autre suivit la route du rivage. De ce côté, ils eurent à soutenir un combat très-vif contre les gens que commandait Don Francisco Milans, et, du côté de la montagne, ayant vaincu plusieurs obstacles, à grand'peine et au prix de beaucoup de sang,

ils arrivèrent, le 20, à Hostalrich, dont le gouverneur, Don Manuel O'Sulivan, de nom étranger, mais de cœur espagnol, et né dans le pays, répondit avec courage à la sommation de se rendre que lui fit le général Goulas. Les deux colonnes françaises se réunirent, après d'autres rencontres, et s'avancèrent ensemble sur Gironne, où, le 24, elles furent rejointes par le général Reille avec plus de deux mille hommes qu'il amenait de Figuières. Bien qu'en vue de la place, les Français ne l'attaquèrent sérieusement que dans les premiers jours d'août; et comme l'insuccès de l'ennemi dépendit en grande partie de ce que la situation de la Catalogne s'était améliorée par des secours venus du dehors, et par l'ordre plus parfait qui s'était introduit dans ses affaires, il est convenable de jeter sur ces deux points un rapide coup d'œil.

A la fin de juin, une junte générale s'était réunie à Lérida, où se trouvaient représentés les divers districts et classes de la principauté. Sa première et sa principale affaire fut de combiner des efforts qui, bien que glorieux,. n'avaient jusqu'alors été que partiels, en concertant les opérations et la forme des divers corps qui soutenaient la guerre. Elle résolut de les porter, par de nouveaux enrôlemens, jusqu'au nombre de quarante mille hommes; puis elle chercha et trouva dans ses propres ressources le moyen de subvenir à leur entretien. Pour flatter sans doute l'opinion populaire de la province, elle adopta, pour l'organisation de la force armée, l'antique forme des miquelets. On eut raison de la blâmer de cette disposition, comme aussi d'avoir déplu aux régimens de ligne, en accordant aux premiers une plus forte paye. Les miquelets, suivant Mello, s'appelèrent auparavant almogavares, dont le nom arabe signifie gens de la campagne, lesquels faisaient profession de reconnaître

à divers signes la trace des hommes et des animaux. Ils changèrent leur nom en celui de miquelets, en mémoire, dit le même auteur, de Miquelot de Prats, compagnon du fameux César Borgia. Dans ce siècle éloigné, et plus tard même, l'on conçoit l'utilité d'une semblable organisation de paysans, quoique bien des gens en aient douté; mais elle ne pouvait en aucune façon convenir à notre temps, puisqu'elle manquait de discipline et de subordination.

A la même époque, une partie des troupes des îles Baléares se rendirent aussi en Catalogne. Dans l'origine, les habitans de ces îles avaient refusé de se défaire de leurs forces, dans la crainte d'un débarquement; mais, au mois de juillet, plus tranquilles sur ce point, ils consentirent à ce que la garnison de Mahon, sous les ordres du marquis del Palacio, qui commandait à l'île Minorque depuis le commencement de l'insurrection, mît à la voile pour la Catalogne. Ce général, quoiqu'il eût suscité des débats qui pouvaient entraîner de grands maux, et qu'il eût provoqué la division entre Mayorque et Minorque, s'était néanmoins maintenu fermement dévoué à la cause de la patrie, et avait répondu avec une dignité pleine d'énergie aux insidieuses propositions que lui firent les Français de Barcelone et leurs partisans.

Le 20 juillet, l'expédition, composée de quatre mille six cent trente hommes, avec beaucoup de vivres et de matériel, sortit de Mahon et débarqua, le 23, à Tarragone. Son arrivée donna une grande impulsion à la défense de la Catalogne, et la junte de la principauté, se transportant aussitôt de Lérida à ce port, nomma pour son président le marquis del Palacio, et s'installa solennellement le 6 août.

On commença dès lors, dans cette partie de l'Espagne, à faire la guerre avec plus de concert et de

succès. Soutenue d'abord par la seule valeur des habitans, ce ne fut qu'une guerre défensive, réduite à des engagemens partiels. Pour changer de plan, le nouveau chef résolut de prendre l'offensive, en renforçant la ligne de *somatènes* qui couvrait la ligne du Llobregat. Il choisit, pour commander les troupes qu'il envoyait sur ce point, le brigadier comte de Caldaguès, qui se réunit au colonel Baguet, chef des *somatènes*. La présence de ces forces inquiétait Lecchi, commandant de Barcelone en l'absence de Duhesme, surtout quand il se vit bloqué du côté de la mer par deux frégates anglaises dont l'une avait pour capitaine un marin si célèbre depuis, lord Cochrane. Le général français craignait quelque tentative, et son inquiétude augmenta quand il apprit que les *somatènes*, avec l'aide de lord Cochrane et sous le commandement de Francisco Barcelo, avaient, le 31, recouvré Mongat.

Pour ne point laisser échapper l'occasion, et afin de profiter des alarmes de l'ennemi, le marquis del Palacio s'occupa de secourir Gironne. Dans ce but, et se croyant assez fort par lui-même et les *somatènes*, pour distraire suffisamment l'attention de Lecchi, il fit partir de Martorell, le 6 août, le comte de Caldaguès, avec trois compagnies du régiment de Soria, et une compagnie de grenadiers de Bourbon, noyau autour duquel il espérait que viendraient se grouper les *somatènes* de leur passage, ce qui arriva en effet. Milans, Claros et d'autres vinrent successivement se réunir au comte de Caldaguès, qui prit sa route par Tarrasa, Sabadell et Granollers sur Hostalrich. Le 15, ils s'approchèrent tous de Gironne; un conseil de guerre fut tenu à Castella, et, de concert avec ceux de la place, on résolut d'attaquer les Français le lendemain. Les Espagnols comptaient dans leurs rangs dix mille hommes, *somatènes* pour la plupart.

Voyons maintenant ce qui s'était passé depuis que l'ennemi avait attaqué la ville dans les derniers jours de juillet. Le nombre des assiégeans s'élevait, si on ne l'a pas oublié, à près de neuf mille hommes; de notre côté nous comptions dans la place deux mille vieux soldats, outre une population bien disposée et pleine d'enthousiasme. Les Français, soit désaccord entre eux, soit à cause d'ordres venus de France, soit plutôt par le découragement que leur causaient les nouvelles qu'ils recevaient de toutes les provinces d'Espagne, furent lents dans leurs travaux, et jusqu'au 12 août, ils ne tentèrent aucune attaque sérieuse. Ce jour-là, ils sommèrent la ville de se rendre, et leurs propositions étant rejetées, ils ouvrirent le feu le 13, à minuit. Ils le continuèrent avec vivacité les 14 et 15, attaquant de préférence du côté de Monjuich, nom que l'on donne, comme à Barcelone, au fort principal. L'ennemi ouvrait la brèche, et bientôt elle eût été praticable, si les travaux des assiégés, dirigés par les officiers du régiment d'Ultonia, n'avaient réparé les dégâts.

Ils étaient néanmoins dans une situation critique, lorsque le comte de Caldaguès, arrivant avec sa division dans les environs de la place, résolut, d'accord avec eux, d'attaquer dans la matinée du 16 les batteries élevées par les assiégeans contre Monjuich. Mais telle était l'ardeur des soldats de la garnison, que, sans attendre l'arrivée de ceux de Caldaguès, et commandés par Don Narciso de la Valeta, Don Henrique O'Donell et Don Tadeo Aldea, ils se précipitèrent sur les batteries ennemies, y pénétrèrent même par leurs embrasures, en incendièrent une, et en prirent une autre dont ils brûlèrent les affûts. Bientôt le combat devint général; il dura jusqu'à la nuit, et les Espagnols restèrent vainqueurs, malgré la supériorité de l'en-

nemi en discipline et en bon ordre. Les Français découragés abandonnèrent le siége, et Reille étant retourné le lendemain à Figuières, Duhesme reprit le chemin de Barcelone. Mais celui-ci n'osant repasser, ni par Hostalrich, ni par la route du rivage, coupée en différens endroits et défendue par des bâtimens anglais, se jeta à travers les montagnes, laissant ses bagages et ses canons, dont l'âpreté du pays et la célérité de la marche rendaient le transport impossible. Duhesme rentra deux jours après dans la capitale de la Catalogne avec ses troupes harassées, mourant de faim, et dans le plus pitoyable état. Ainsi se termina sa seconde expédition contre Gironne, ni plus heureuse ni plus brillante que la première.

L'Espagne ayant conduit à bonne fin ce que nous pouvons appeler sa première campagne, il est bon de tourner nos regards vers celle qu'à la même époque les Anglais achevaient glorieusement en Portugal.

Ce royaume était resté dans son état d'insurrection, et plusieurs de ses villes, emportées par les Français, avaient eu beaucoup à souffrir. Tel fut le triste sort de Leïria, de Nazareth, et plus tard d'Evora. En Portugal, l'union et l'accord de toutes les provinces étaient très-difficiles, car les communications se trouvaient coupées entre celles du nord et celles du midi. Il était donc à peu près impossible qu'elles se concertassent pour agir avec succès contre les envahisseurs. La junte d'Oporto, animée d'un grand zèle, mais dépourvue de moyens et d'autorité, procédait lentement à l'organisation militaire; ce ne fut que tard, qu'un faible secours d'environ deux mille hommes lui arriva de Galice. De son côté, la junte d'Estrémadure envoya un autre petit corps de troupes, aux ordres de Don Federico Moreti, dont la présence suffit pour ex-

citer le soulèvement de la province d'Alentejo d'une manière si grave aux yeux de Junot, qu'il donna ordre à Loison de passer sur-le-champ dans cette province, en quittant la Beïra, où se trouvait ce général, après avoir inutilement touché les confins de Salamanque et les bords du Duero. Les Portugais et les Espagnols, commandés, les uns par le général Francisco-de-Paula Leite, les autres par le brigadier Moreti, apprenant l'approche des Français, les attendirent hors des portes d'Evora, dans les murs de laquelle s'était installée la junte suprême de la province. C'était le 29 juillet; les troupes alliées, n'offrant qu'un ramassis informe de soldats et de paysans mal armés et plus mal disciplinés, se dispersèrent au premier choc. Une partie d'entre eux se réfugia dans la ville. L'ennemi y pénétra; mais une fois entré, il eut à vaincre la vive résistance des habitans et de quelques Espagnols réfugiés dans la ville après l'action, lesquels, conduits par Moreti et surtout par Don Antonio-Maria Gallego, combattirent dans les rues, disputant le terrain pied à pied. Gallego fut fait prisonnier. La ville fut livrée au pillage par l'ennemi, qui assouvit sa rage dans d'horribles excès sur les habitans et leurs demeures. Moreti, avec le reste de son monde, se réfugia sur la frontière d'Estrémadure. Là, et dans la place d'Olivenza, le général Leite réunissait ses soldats dispersés. En même temps, le comte de Castro-Marin s'occupait, dans les Algarves, à lever et à instruire des recrues; mais les louables efforts faits de ce côté, et d'autres semblables dans le nord du Portugal, n'auraient pas atteint probablement l'objet des vœux de ce pays, n'auraient pas affranchi son territoire, sans la prompte et puissante coopération de la Grande-Bretagne.

Dès l'origine de l'insurrection espagnole, le gouvernement anglais avait pensé à l'appuyer avec ses

propres troupes; c'est l'offre qui fut faite aux députés de Galice et des Asturies, dans le cas où tel serait le désir des juntes. Mais celles-ci préférèrent avant tout des secours en argent et en munitions, tenant pour inutiles et peut-être pour préjudiciables les envois d'hommes. Cette opinion était alors générale; elle avait sa source dans un certain orgueil national, louable sans doute, mais en partie le fruit de l'inexpérience. Ce qui la fortifiait encore, c'était le discrédit où étaient tombées sur le continent les troupes anglaises, parce que, depuis le début de la révolution française jusqu'alors, toutes leurs expéditions de terre avaient mal tourné. Néanmoins, tandis qu'on refusait amicalement la proposition, on manifestait au gouvernement de S. M. B. que, s'il jugeait opportun de débarquer dans la Péninsule quelques divisions de son armée, il serait convenable de les diriger sur les côtes du Portugal, où leur secours serait très-utile aux Espagnols, en les mettant à l'abri de toute entreprise de Junot.

Le gouvernement anglais embrassa cette idée, et une expédition préparée avant le soulèvement de l'Espagne, et contre Buenos-Aires, à ce qu'on suppose, changea de route, et reçut l'ordre de se diriger sur les côtes portugaises. On mit à la tête de l'expédition le lieutenant-général sir Arthur Wellesley, connu depuis sous le nom de duc de Wellington, et dont nous donnerons une courte notice biographique, comme ayant joué un rôle d'une haute importance dans la guerre de la Péninsule.

Sir Arthur, quatrième fils du vicomte Wellesley, comte de Mornington, était né en Irlande, en 1769, la même année que Napoléon. D'Eton, il passa en France, et il entra à l'école militaire d'Angers, pour s'instruire dans la profession des armes. Il commença sa carrière en 1793, dans la désastreuse

campagne du duc d'Yorck en Hollande, où il se distingua par son courage. Retenu par des vents contraires il ne put partir pour l'Amérique, en 1795, comme il en avait l'intention, et ce ne fut qu'en 1797 qu'il s'embarqua pour des régions bien opposées, accompagnant aux Indes orientales son frère aîné, le marquis de Wellesley, qui en était nommé gouverneur. Il se fit distinguer par sa valeur intrépide et son habileté militaire dans la guerre contre Tippoo-Saïb et les Marattes. Avec des forces très-inférieures, il gagna sur eux la bataille décisive d'Assié. De retour en Angleterre, en 1805, il prit place à la chambre des communes, et se rangea dans le parti de Pitt. Nommé secrétaire d'Irlande, il commanda ensuite les troupes de terre employées dans l'expédition de Copenhague. Homme actif et plein de résolution, en même temps que de prudence, il jouissait déjà d'un juste renom comme militaire, lorsque ses heureuses campagnes de la Péninsule espagnole vinrent accroître énormément sa réputation.

L'expédition sous ses ordres se composait alors de dix mille hommes, lesquels, bien équipés et pourvus de tout, mirent à la voile de Cork, le 12 juillet. En touchant à la côte d'Espagne, ils s'arrêtèrent devant la Corogne, où débarqua, le 20, leur général Wellesley. A cette époque, la junte de cette ville était consternée de la déroute de Rioseco, et jamais les offres de l'Angleterre ne pouvaient venir plus à point, dans le cas où l'on eût voulu les accepter. Le général anglais les renouvela, mais la junte persista dans son sentiment, et se bornant à demander des secours de munitions et d'argent, elle indiqua comme plus convenable un débarquement en Portugal. L'expédition reprit donc sa route, et le général qui la commandait, après s'être entendu avec sir Charles Cotton, qui commandait la croisière devant

Lisbonne, résolut de mettre son monde à terre dans la baie de Mondégo, point favorable à la descente.

Wellesley ne tarda pas à recevoir l'avis que d'autres forces allaient se joindre aux siennes, entre autres celles du général Spencer, cantonné d'abord à Xerez et à Port-Sainte-Marie, et de plus de dix mille hommes arrivant de Suède sous les ordres de sir John Moore. Toutes ces forces réunies à d'autres corps détachés devaient monter à un total de trente mille hommes, dont deux mille de cavalerie. Mais, en même temps que cette agréable nouvelle, le général Wellesley en reçut une autre, fort pénible assurément; c'était que le commandement en chef allait être pris par sir H. Dalrymple, ayant pour second sir H. Burrard. On avait fait choix du premier parce qu'ayant eu de longs et bons rapports avec Castaños et les Espagnols, on crut resserrer les liens d'alliance entre les deux nations par la parfaite harmonie de leurs généraux respectifs.

Nonobstant le changement qu'on lui annonçait, le général Wellesley fut prévenu de ne pas manquer pour cela de continuer ses opérations avec la plus active diligence. Celui-ci, avec une semblable autorisation, et stimulé peut-être par l'aiguillon d'un successeur, se prépara sans retard à ouvrir la campagne. Ses troupes ayant débarqué le 5 août, et le général Spencer ayant abordé le même jour avec les siennes, ils se mirent, le 9, en marche sur Lisbonne. Le 12, ils rencontrèrent à Leïra le général portugais Bernardino Freire, qui commandait six mille fantassins et six cents cavaliers de sa nation. Les deux chefs ne se mirent pas d'accord. Le Portugais désapprouvait la route que l'Anglais voulait prendre, craignant que Coïmbre, une fois découverte, ne fût attaquée par le général Loison, qui, de retour de l'Alentejo, était entré à Tomar. En conséquence, il demeura dans ces pa-

rages, après avoir seulement cédé aux Anglais quatorze cents hommes d'infanterie et deux cent cinquante chevaux qu'ils incorporèrent dans leur armée. Wellesley marcha en avant, et, le 15, s'avança jusqu'à Caldas.

Le débarquement de ses troupes avait excité à Lisbonne et dans toutes les communes une extrême allégresse, en même temps qu'il frappait de stupeur Junot et les siens. Ils prévoyaient leur sort, surtout ayant déjà connaissance de la capitulation de Dupont et de la retraite de Joseph sur l'Ebre. Leurs forces dispersées n'offraient sur aucun point un nombre de troupes suffisant pour faire face à quinze mille Anglais qui s'avançaient sur eux. Junot, néanmoins, prit des mesures actives pour concentrer son monde autant qu'il lui était possible. Il donna ordre à Loison de se diriger sur la Beira, et de contenir le flanc gauche de l'ennemi; à Kellermann, d'évacuer Sétubal, après avoir chassé les bandes de paysans d'Alcazar-de-Sal; et de venir se joindre à lui. Siniavin, amiral de l'escadre russe mouillée dans le Tage, refusa de lui prêter secours, ne voulant combattre que dans le cas où les vaisseaux anglais attaqueraient le port.

Junot ne perdit pas de vue davantage le soin de maintenir en repos la populeuse Lisbonne, et, pour cela faire, il ne put rien trouver de plus judicieux, que d'en laisser le gouvernement au général Travot, chéri de tous, et estimé pour la droiture de sa conduite. On garda avec un soin particulier les Espagnols détenus sur les pontons, et l'on veilla à conserver libres les deux rives du Tage. Les Français, domiciliés dans la ville, se montrèrent dévoués aux leurs, et, désirant leur triomphe, formèrent un corps de volontaires. Le comte de Bourmont et d'autres émigrés, auxquels

durant la révolution, l'on avait prodigué à Lisbonne des consolations et des faveurs, s'unirent aussi à leurs compatriotes, et le comte de Bourmont sollicita instamment de l'emploi dans l'état-major.

Ces mesures prises, Junot crut devoir se mettre à la tête de son armée et marcher à la rencontre des Anglais. Mais ceux-ci en étaient déjà venus aux mains, près de Roliza, avec le général Delaborde, lequel, sorti de Lisbonne le 6 août, et s'étant réuni, à Ovidos, au général Thomiers et à d'autres détachemens, s'était avancé sur ce point à la tête de cinq mille hommes.

Ses instructions étaient de n'engager aucune action jusqu'à ce qu'il eût rassemblé les troupes éparses sur divers points, et de se borner à contenir les Anglais. Il ne lui fut pas possible de s'y soumettre, car il se vit obligé de livrer bataille à l'armée ennemie. Celle-ci était sortie de son camp de Caldas dans la matinée du 17, et s'acheminait sur Ovidos. De ce bourg jusqu'à Roliza s'étend une plaine sablonneuse couverte de broussailles et terminée par d'âpres collines, lesquelles, se prolongeant du côté de Columbeïra, ferment presque, par une gorge étroite et tortueuse, le chemin qui donne issue au pays situé par derrière. Delaborde prit position sur un étroit passage devant Roliza, village placé sur un plateau de ces collines, et d'où l'on dominait le terrain que devaient traverser les Anglais. Ceux-ci s'approchaient divisés en trois corps : celui de la gauche était commandé par le général Ferguson, chargé de tourner par ce flanc la position de Delaborde, et d'observer si Loison tenterait de faire sa jonction avec lui. Le capitaine Trant, avec les Portugais, devait, par la droite, inquiéter le côté gauche des Français, tandis que le corps principal restait au centre, composé de

quatre brigades, sous les ordres immédiats de sir Arthur. De ce nombre, la brigade du général Fane fut détachée sur la gauche pour donner la main à celle de Ferguson, et celle du général Hill à la droite pour soutenir les Portugais.

Delaborde, ne se croyant pas en sûreté dans sa position, se réfugia avec adresse et promptitude, et sous l'abri de sa cavalerie, derrière Columbeïra, dans un site de difficile accès, où l'on ne pouvait arriver que par des ravins escarpés et couverts de broussailles. Alors les Anglais changèrent l'ordre de l'attaque; les généraux Fane et Ferguson se réunissant pour tourner le flanc droit de l'ennemi, les généraux Hill et Nightingale attaquèrent son front, protégé par une position très-forte. Les Français se défendirent avec une grande intrépidité, et le combat dura quatre heures entières. Delaborde, blessé et perdant l'espérance d'être secouru par Loison, songea alors à faire retraite, dans la crainte d'être entièrement défait par les forces supérieures de l'ennemi. Il recula d'abord sur Azambugeïra, disputant le terrain pied à pied; il fit ensuite une courte halte, et prit enfin l'étroit chemin de Runha, où il marcha toute la nuit pour prendre une avantageuse position à Montechique. Les Anglais perdirent cinq cents hommes et les Français six cents. Cette affaire fut glorieuse pour les deux armées; car, en combattant avec une égale ardeur, si la position favorisait les derniers, les premiers étaient très-supérieurs en nombre. Cette victoire rendit aux soldats anglais une confiance bien altérée par de précédentes et funestes expéditions; ce fut aussi de là que prit naissance la renommée du général Wellesley, augmentée depuis par des triomphes plus importans.

Loison n'était pas accouru se réunir à Delaborde, dans la crainte de compromettre le sort de

sa division. Il savait que les Anglais étaient arrivés à Leïria, et il était observé de près par les troupes portugaises, ainsi que par quinze cents Espagnols que le marquis de Valladarès avait amenés de Galice; le pays d'ailleurs se montrait hostile, et, dès lors, non-seulement il jugea qu'il y aurait de l'imprudence à s'aventurer dans un semblable mouvement, mais encore il abandonna Tomar, passa par Torrès-Novas à Santarem, et fit à Cercal sa jonction avec Junot. Les Portugais, dès qu'ils le virent éloigné, entrèrent à Abrantès, et s'emparèrent presque en entier d'un détachement qu'il y avait laissé pour garnison.

Junot de son côté, comme nous l'avons indiqué tout à l'heure, s'était déjà porté en avant. Le 15 août, après avoir célébré en grande pompe la fête de Napoléon, il avait quitté Lisbonne de nuit et secrètement. De fausses nouvelles et l'état de son monde retardèrent sa marche; il ne put avant le 20 réunir ses corps séparés. Ce jour-là, toute son armée se trouva à Torrès-Vedras, forte de douze mille fantassins et quinze cents chevaux. Il restait en outre des garnisons à Elvas, Almeïda, Peniche, Palmela, Santarem et dans les forts de Lisbonne. La première division française était commandée par Delaborde, la seconde par Loison, et la réserve par Kellermann. La cavalerie et l'artillerie furent mises sous les ordres des généraux Margaron et Taviel, et, dans cette dernière arme, la réserve était commandée par le colonel, depuis général Foy, digne sous tous les rapports de louange et de célébrité.

L'armée anglaise était plus nombreuse. Quatre mille hommes, aux ordres des généraux Anstruther et Acland, s'y étant nouvellement réunis, elle comptait en totalité plus de dix-huit mille combattans; mais elle manquait d'une cavalerie

proportionnée, n'ayant que deux cents cavaliers anglais et deux cent cinquante Portugais. Après l'affaire de Roliza, Wellesley n'avait pas poursuivi son adversaire. Pour protéger le débarquement à Maceïra des quatre mille hommes dont il vient d'être parlé, il s'était avancé jusqu'à Vimeïro, où on lui annonça presqu'en même temps l'arrivée de sir John Moore avec onze mille hommes. Il ordonna à celui-ci de prendre terre avec ses troupes à Mondégo, et de couvrir la gauche de l'armée en se portant du côté de Santarem. Il ne tarda pas non plus à savoir l'arrivée de sir H. Burrard, nommé le second de Dalrymple dans le commandement: nouvelle assurément peu agréable pour le général Wellesley qui espérait la gloire d'un succès. Son plan d'attaque était déjà combiné. Prenant, avec pleine connaissance du pays, un chemin sur la côte, étroit et difficile, il pensait tourner la position de Torrès-Vedras, et, s'établissant à Mafra, se mettre entre Junot et Lisbonne. Il avait choisi ces détours et ces âpres passages, parce que le manque de cavalerie les lui faisait paraître avantageux. En apprenant que Burrard était proche, Wellesley suspendit son mouvement, et eut à bord une entrevue avec ce général. Leur conférence roula sur le plan d'attaque adopté, et Burrard, jugeant toute entreprise hasardeuse avant l'arrivée de Moore, décida qu'il fallait l'attendre et que l'armée devait demeurer dans la position de Vimeïro.

Mais, le général Wellesley, heureusement pour Junot, ne voulant pas donner aux forces britanniques le temps de se réunir, résolut d'attaquer immédiatement celles qui se tenaient tranquilles à Vimeïro.

Ce village est situé non loin de la mer, dans une vallée où coule la rivière de Maceïra. Au nord s'élève une montagne coupée à l'orient par une pente

à pic au fond de laquelle est le village de Toledo. Dans le commencement, les Anglais n'avaient placé sur cette montagne que quelques détachemens. Au sud-ouest, commence une chaîne de collines en partie boisées, qui se continue au couchant par de plus hautes cimes. Six brigades anglaises occupaient ce poste; il y en avait deux autres à la droite de la rivière sur une éminence découverte et rocailleuse qui s'élève devant Vimeïro. Dans le vallon se placèrent les Portugais et la cavalerie.

A huit heures du matin, le 21 août, les Français étaient en vue, venant de Torrès-Vedras. Wellesley imagina que leur intention était d'attaquer la gauche de son armée, c'est-à-dire la montagne au nord; comme elle était dégarnie, il dirigea sur ce point, l'une après l'autre, quatre des six brigades qui couronnaient les hauteurs du sud-ouest où se trouvait sa droite. Telle n'avait pas été la pensée des Français; mais leur général, dès qu'il vit ce mouvement, envoya successivement, pour soutenir un régiment de dragons détaché sur cet endroit, deux brigades aux ordres des généraux Brenier et Solignac.

Junot persista toutefois dans le plan d'attaque qu'il avait conçu, et dont le but principal était de s'emparer de l'éminence située devant Vimeïro, où étaient en position, comme nous l'avons dit, deux brigades anglaises, lesquelles s'appuyaient sur deux autres qui occupaient encore les hauteurs du sud-ouest.

Le général Delaborde engagea le combat. Loison suivit de près, et bientôt la mêlée devint furieuse. La réserve, sous les ordres de Kellermann, voyant que les premiers corps n'enlevaient pas l'éminence, vint à leur aide, et dans une des attaques Foy fut blessé. Les Anglais repoussaient leurs intrépides assaillans, bien que parfois on vit faiblir quel-

qu'un de leurs corps. Junot observait depuis la réserve, et dirigeait l'attaque principale, sans perdre de vue celle de droite; mais, dans celle-ci, les généraux Solignac et Brenier ne furent point heureux, ayant été l'un blessé, l'autre prisonnier.

A midi, après trois heures de lutte inutile, et l'armée française ayant perdu plus de mille huit cents hommes, ses généraux prirent le parti de se retirer à une ligne presque parallèle à celle des Anglais. Ceux-ci, avec une partie de leurs forces encore intacte, se regardèrent alors comme victorieux, ayant pris treize canons et ne comptant pas plus de huit cents hommes morts ou blessés. Il semblait que le moment était venu de poursuivre les vaincus avec les troupes fraîches. Tel était l'avis de sir Arthur Wellesley, mais il n'était déjà plus maître de l'exécuter. Pendant l'action, le général Burrard, auquel appartenait le commandement en chef, était arrivé au camp. Par un scrupule de courtoisie, il laissa Wellesley terminer seul l'affaire si heureusement commencée; mais dès qu'il s'agit de poursuivre l'ennemi, reprenant son autorité, il s'opposa au mouvement, et insista pour qu'on attendît Moore. Une semblable opinion, avant la bataille, pouvait être de la prudence; mais alors une si excessive précaution, si elle ne cachait pas une rivalité jalouse, passait même les bornes de la timidité.

Vers le soir, les Français, sans être inquiétés, se replièrent sur Torrès-Vedras. Le 22, Junot assembla un conseil de guerre, où l'on résolut d'ouvrir des négociations avec les Anglais par l'entremise du général Kellermann, sans cesser néanmoins de continuer la retraite sur Lisbonne. Ces deux décisions s'exécutèrent; mais quand le négociateur français pénétra dans les lignes anglaises, sir H. Dalrymple avait déjà débarqué et pris le

commandement. Ainsi, en moins de deux jours, trois généraux s'étaient succédé dans le camp britannique : changement préjudiciable aux opérations militaires ainsi qu'aux arrangemens qui suivirent, et qui laissa voir combien agissent quelquefois à la légère les gouvernemens les plus experts et les plus éclairés. Kellermann proposa un armistice ; le général anglais l'accepta, et chargea sir Arthur Wellesley de le conclure. Les négociateurs convinrent de certains articles qui devaient servir de base à un traité définitif. Les principaux furent : 1° que l'armée française évacuerait le Portugal, et serait transportée en France avec artillerie, armes et bagages, par la marine anglaise ; 2° que les Portugais et les Français domiciliés en Portugal ne seraient point recherchés pour leur conduite politique antérieure, et pourraient quitter le territoire avec leurs biens dans un certain délai ; 3° que le port de Lisbonne serait considéré comme neutre pendant le temps nécessaire et selon le droit maritime, afin que l'escadre russe mît à la voile, sans être, à sa sortie, inquiétée par l'escadre britannique. On fixa en outre une ligne de démarcation entre les deux armées, et l'on prit l'obligation réciproque de se prévenir quarante-huit heures à l'avance, dans le cas où les hostilités seraient reprises.

Cependant, Junot était rentré, le 23, à Lisbonne, où les esprits étaient dans une extrême agitation. A la nouvelle de l'action de Roliza, la population se serait soulevée dès le 20, si le général Travot n'eût su la contenir par sa prudence. Mais comme la cause de la fermentation publique subsistait toujours, les Français furent obligés de recourir à des précautions sévères, même à la misérable et fragile ressource de répandre des nouvelles fausses, telles que d'annoncer qu'ils avaient gagné la bataille de Vimeiro. Ces mesures et ces artifices auraient

servi de peu, si Junot ne fût arrivé très à propos avec son armée. Force fut au patriotisme portugais de réprimer des transports téméraires.

D'une autre part, l'armistice rencontrait des obstacles imprévus. Le général Bernardino Freire fit d'aigres représentations contre son exécution, alléguant qu'on n'avait tenu aucun compte, dans la convention conclue, ni de son armée, ni de la junte d'Oporto, ni même du prince-régent de Portugal, dont le nom n'était prononcé dans aucun des articles. Quoique juste en certains points, cette réclamation ne fut pas écoutée. Mais on ne put rejeter de même celle de sir C. Cotton, commandant de l'escadre anglaise, qui ne voulut pas reconnaître la stipulation à l'égard de la neutralité du port et des vaisseaux russes qui s'y trouvaient à l'ancre. Les négociations furent donc rompues.

Junot fut fort irrité de cet événement inattendu. Ecoutant plus que sa détresse la fierté de son cœur enorgueilli par une fortune qui ne s'était pas démentie, il voulut d'abord soutenir la guerre à outrance. Mais il était sans ressources; tandis que ses troupes perdaient confiance, l'ennemi se renforçait de la division Moore et d'un régiment que le général Beresford amenait des eaux de Cadix: ainsi les difficultés devenaient insurmontables. Ces difficultés s'augmentaient encore par l'attitude de la population portugaise qui reprenait courage, et qui depuis les victoires remportées, accourant en masse sur Lisbonne, en resserrait le libre rayon. Junot manquait aussi de la coopération de l'amiral russe, indifférent à son sort, et entêté à lui refuser tout secours. Cette conduite enflamma d'autant plus la fureur de Junot, que c'était le séjour de cette escadre dans le Tage qui avait causé la rupture des négociations. Ainsi, bien contre son gré, et vaincu seulement par la triste situation de son

armée, Junot céda, et consentit à la fameuse convention conclue à Lisbonne, le 30 août, entre le général Kellermann et sir J. Murray, quartier-maître de l'armée anglaise. L'amiral russe fit, le 3 septembre, une convention particulière avec l'amiral anglais, par laquelle il remettait en dépôt son escadre au gouvernement de la Grande-Bretagne jusque six mois après la paix conclue entre leurs gouvernemens respectifs, convenant en outre que les officiers et soldats des équipages seraient transportés en Russie.

La convention entre les Français et les Anglais fut improprement nommée de Cintra, puisqu'elle ne fut ni signée, ni ratifiée en cet endroit (1). Elle se composait de vingt-deux articles, outre trois articles additionnels, et partait des bases de l'armistice précédemment conclu. Les Français n'étaient pas considérés comme prisonniers de guerre, et les Anglais devaient les transporter à l'un des ports occidentaux de la France, entre Rochefort et Lorient. Dans le traité se trouvaient comprises les garnisons des places fortes. Les Espagnols détenus sur des pontons ou des barques dans le Tage étaient remis à la disposition du général anglais, en échange des Français qui, sans avoir pris part à la guerre, avaient été faits prisonniers en Espagne. Ceux-ci n'étaient pas nombreux certainement, et la plupart étaient déjà remis en liberté. Parmi ceux qui se trouvaient encore détenus, la junte d'Estrémadure relâcha les siens, pour condescendre aux désirs du général anglais. Le nombre des Espagnols qui gémissaient prisonniers dans le port montait à trois mille cinq cents hommes, provenant des régimens de cavalerie de Santiago et d'Alcantara, d'un bataillon de troupes légères de Valence, de

(1) N° 3, App.

grenadiers provinciaux et de divers détachemens, lesquels, bien armés et équipés, étaient débarqués en octobre, sous les ordres du maréchal-de-camp Don Gregorio Laguna, à la Rapita de Tortosa et dans les Alfaques. Les autres articles de la convention furent successivement exécutés. Quelques-uns suscitèrent de vives disputes, surtout ceux relatifs aux propriétés. Ces querelles et le manque de transports retardèrent le départ des Français.

Leur présence causait une impression pénible, et les Anglais furent obligés de veiller jour et nuit à ce que la tranquillité de Lisbonne ne fût pas troublée. Ce n'était pas tant la libre sortie accordée à l'ennemi par la convention qui offensait les habitans, que le peu de cas avec lequel y étaient traités le prince-régent et son gouvernement. Son nom n'y était pas même mentionné par hasard, et si l'on pouvait excuser cet oubli dans l'armistice, comme n'ayant été qu'une stipulation purement militaire, on ne pouvait alléguer les mêmes motifs pour le nouveau traité, où se trouvaient mêlés des intérêts politiques. De là naquit une très-vive altercation entre la junte d'Oporto et les généraux anglais. Dans le commencement, ceux-ci voulurent apaiser le courroux de cette assemblée; mais à la fin, ils méconnurent son autorité et celle de toutes les juntes créées en Portugal. Ils rétablirent, le 18 septembre, suivant les instructions de leur gouvernement, la régence qu'avait laissée le prince Don Juan à son départ pour le Brésil, et n'en éloignèrent que les personnes absentes ou qui s'étaient compromises en servant les Français. Le Portugal reconnut ce nouveau gouvernement, et toutes les juntes furent dissoutes.

Le 13 septembre, Junot mit à la voile, se dirigeant sur La Rochelle. Le 30, toutes ses troupes étaient embarquées, et elles abordèrent les unes

après les autres, à Quiberon et à Lorient. Restaient celles des places fortes, dont le départ donna lieu à de nouveaux embarras. Le général espagnol Don José de Arce avait, par ordre de la junte d'Estremadure, mis le siége devant Elvas, le 7 septembre, et obligé le commandant français, Girod de Novillars, à s'enfermer dans le fort de La Lippe. La tentative des Espagnols était, il est vrai, trop tardive, et semblait n'avoir été résolue qu'après la connaissance de la convention entre les Français et les Anglais. Ceux-ci, pour l'exécuter dans cette place, y dépêchèrent un régiment; mais Arce et la junte d'Estrémadure s'opposèrent vivement à ce qu'on rendit la liberté à ceux qu'assiégeaient leurs soldats. Des lettres furent échangées de part et d'autre, il y eut des explications nombreuses et même obstinées; mais enfin tout s'arrangea à l'amiable par l'entremise du colonel anglais Graham. Les Portugais qui assiégeaient Almeïda ne se montrèrent pas plus dociles à l'égard de cette place. On ne put, avant les premiers jours d'octobre, lever les obstacles qui s'opposaient à la remise de Français; encore manqua-t-elle leur coûter cher à cette époque. Ils étaient déjà libres et prêts à s'embarquer à Oporto, quand le peuple de cette ville se souleva, pour avoir découvert dans leurs équipages des ornemens et des joyaux d'église. Dépouillés de leurs armes et de tout ce qu'ils possédaient, les Français ne durent la vie qu'à la fermeté d'un Anglais, sir Robert Wilson, qui commandait un corps de Portugais, et ne contint qu'à grand'peine la fureur de la multitude.

L'embarquement de la garnison d'Almeïda terminait l'accomplissement de la convention dite de Cintra. La traversée des troupes françaises fut difficile, le convoi qui les emmenait ayant essuyé

de violentes tempêtes. Plus de deux mille hommes périrent dans des naufrages, avec les équipages et les vaisseaux de transport. Vingt-deux mille hommes abordèrent en France, sur vingt-neuf mille qui avaient occupé le sol portugais. Peu de mois après, les mêmes soldats, aguerris et mieux disciplinés, marchaient de nouveau contre l'Espagne.

Non-seulement la convention indigna les Portugais et fut blâmée par les Espagnols, mais elle éleva contre elle la clameur de l'Angleterre même. Les habitans de ce pays s'étaient montrés pleins de joie et de satisfaction au bruit des victoires de Roliza et de Vimeïro; c'est une chose dont nous fûmes témoin, et des premiers. Nous nous rappelons que le 1er septembre, vers neuf heures du soir, assistant à un banquet chez M. Canning, on annonça tout-à-coup l'arrivée du capitaine Champbell, porteur des deux nouvelles. Les autres ministres anglais étaient présens, et, malgré leur prudence et leur réserve ordinaire, en apprenant les victoires remportées, ils laissèrent éclater les transports d'une extrême allégresse. Cette joie ne fut pas moindre dans les villes et jusque dans les villages de la Grande-Bretagne. Mais la capitulation accordée à Junot vint bientôt troubler ces élans, et le courroux grandit de toute l'exagération des espérances. Beaucoup de gens disaient que les Espagnols auraient obtenu un triomphe plus complet, tant était grande l'opinion qu'on avait du courage et de l'habileté militaire de notre nation, opinion exagérée alors, comme elle fut depuis trop ravalée quand arrivèrent les défaites et les revers. Le dépit et la colère se montraient jusque dans les papiers publics, dont les pages étaient entourées de bandes noires, et les caricatures représentaient les trois généraux attachés à un gibet infamant. Des particuliers, le courroux gagna les corporations,

et il y en eut qui adressèrent jusqu'au trône des représentations énergiques; parmi lesquelles se fit remarquer surtout celle du corps municipal de Londres. Ce ne fut pas en vain qu'en Angleterre l'opinion nationale fit entendre sa voix. Les ministres anglais furent obligés d'y répondre; ils nommèrent une commission pour établir une enquète sur l'affaire, et les trois généraux, Dalrymple, Burrard et Wellesley furent mandés pour répondre aux charges élevées contre eux. Il y eut, dans l'examen de leur conduite, divers incidens; mais en résultat, S. M. B., conformément à l'avis unanime de la commission, déclara qu'il n'y avait pas lieu à la mise en accusation. Toutefois, elle annula les articles de la convention qui pourraient être offensifs ou préjudiciables pour les Espagnols et les Portugais: décision qui déplut généralement, et qui fut l'objet de justes reproches.

Quant à nous, il nous semble que, bien qu'il eût été possible de tirer de plus grands avantages des victoires de Roliza et de Vimeiro, il y eut cependant une grande utilité à délivrer le Portugal de l'ennemi. Par la convention, l'on atteignit promptement ce but; sans elle, peut-être, la lutte se serait prolongée, et l'Espagne, embarrassée par la présence des Français sur ses derrières, n'aurait pu s'occuper si librement de sa défense et de son organisation intérieure.

Telles étaient donc les victoires remportées par les armes alliées, avant le mois de septembre, sur le territoire de la Péninsule, et dont l'effet avait été d'en affranchir le sol jusqu'au bord de l'Ebre. C'est dans le même temps qu'eurent lieu les négociations et les traités entre le gouvernement de S. M. B. et les juntes espagnoles, lesquels furent d'un poids presque égal par l'importance des événemens qu'ils virent naître.

Nous avons parlé, dans l'origine de ces négociations, de l'accueil flatteur qu'avaient reçu les députés des Asturies et de la Galice. Ces premières relations avaient continué à se resserrer davantage, et aux secours considérables qui furent envoyés dès le commencement à l'Espagne s'en joignirent d'autres dans la suite, même pécuniaires. Quand l'insurrection eut grandi, et se fut merveilleusement affermie, S. M. B. voulut donner une preuve solennelle d'adhésion à la cause des Espagnols, en publiant, le 4 juillet, une déclaration par laquelle on renouvelait les antiques liens d'amitié entre les deux nations. En réalité, ils étaient rétablis déjà depuis les premiers jours de juin; mais le gouvernement anglais voulut, surabondamment, donner à la nouvelle alliance toute l'autorité d'un document public et officiel.

L'union franche et loyale des deux pays, et cette prodigieuse succession d'événemens inattendus, avaient excité en Angleterre un vif désir de prendre parti parmi les patriotes espagnols. Ce désir ne se borna point aux sujets anglais, ni à des aventuriers cherchant fortune; il s'étendit jusqu'aux étrangers, jusqu'à des personnages illustres ou célèbres. Les députés espagnols, manquant de pouvoirs suffisans, durent constamment se refuser à écouter de semblables sollicitations. Il serait trop long de rapporter même les principales, nous nous bornerons à faire mention des deux plus signalées. L'une fut celle du général Dumourier. Il sollicitait avec instance l'autorisation de passer dans la Péninsule, et d'y avoir un commandement, ou du moins d'aider de près par les avis de son expérience. Il s'imaginait que son nom et ses conseils suffiraient pour défaire les armées de Napoléon. La réputation qu'il avait d'être inconstant et léger dans sa conduite, et d'avoir été peu fidèle à sa patrie, ne devait guère lui

mériter la confiance d'une autre patrie adoptive. L'autre sollicitation venait d'une source bien différente, et d'une personne qui, sous tous les rapports, par ses malheurs et ceux de sa famille, méritait plus d'attention et de respect. Cependant il ne fut pas possible aux députés espagnols d'accepter le noble sacrifice du comte d'Artois, depuis Charles X, qui offrait de venir combattre en Espagne dans les rangs espagnols.

Il se fit encore d'autres démarches non moins dignes de souvenir. Peu de jours s'étaient passés depuis l'arrivée à Londres des députés des Asturies, quand le duc de Blacas se présenta à eux au nom de Louis XVIII, chef de la famille des Bourbons, dans le but de réclamer le droit au trône d'Espagne, qui appartenait à la branche française, après l'extinction de celle de Philippe V. Evitant une question aussi épineuse qu'anticipée, les députés répondirent, verbalement et avec la déférence convenable, à la réclamation d'un prince malheureux, qui était alors bien loin de s'imaginer que l'insurrection espagnole lui servirait de premier échelon pour remonter au trône de ses ancêtres. Ce fut avec plus de sécheresse que les députés répondirent à la note que leur écrivit, sur le même sujet, en faveur de son maître, le prince de Castelcicala, ambassadeur de Ferdinand IV, roi des Deux-Siciles. Cette différence dans la réponse fut provoquée par la manière à la fois leste et maladroite dont s'exprimait cet ambassadeur; car tout en revendiquant des droits de cette importance, il s'étudiait à éviter, même dans le style de la dépêche, de reconnaître l'autorité des juntes. Ces faits prouvent combien paraissait grave alors à l'Europe l'insurrection d'Espagne, dépréciée et défigurée par Napoléon.

Mais quelque flatteuses que fussent ces démar-

ches, elles ne pouvaient fixer l'attention des députés à l'égal d'autres affaires qui intéressaient praticulièrement le triomphe de la bonne cause. Pour les mener à bien, les députés de Séville, le lieutenant-général Don Juan Ruiz de Apodaca et le maréchal-de-camp Don Adrian Jacome se réunirent, dans les premiers jours de juillet, aux députés de Galice et des Asturies. Une fois d'accord, non-seulement ils provoquèrent sans relâche l'envoi de secours, mais ils tournèrent aussi la vue sur le nord de l'Europe. Ils envoyèrent un commissaire en Russie. Mais, soit par inhabileté de celui-ci, soit parce que le cabinet russe n'était pas encore disposé à rompre avec la France, la tentative n'eut aucun résultat. Plus heureuse fut celle qu'ils firent pour délivrer la division espagnole qui était en Danemarck sous les ordres du marquis de la Romana, grâce au patriotisme de nos soldats, au zèle et à l'activité de la marine anglaise.

On aurait accusé de démence, quelques mois auparavant, celui qui se serait imaginé que ces troupes, à une aussi grande distance de leur patrie, enveloppées par l'immense pouvoir et la vigilance de Napoléon, reviendraient toucher le sol de l'Espagne, non-seulement en se jouant des précautions prises contre leur liberté, mais en les faisant même servir au succès de leur entreprise. Leur force montait alors à quatorze mille cent quatre-vingt-dix-huit hommes, composés de la division qui avait quitté l'Espagne, dans le printemps de 1807, avec le marquis de la Romana, et de celle venant de Toscane, qui s'y était réunie en chemin. Dans le mois d'août de cette année, et sous les ordres du maréchal Bernadotte, prince de Ponte-Corvo, ces divisions occupaient Hambourg et ses environs, après que quelques-uns de leurs corps eurent glorieusement combattu au siége de Stral-

sund. Napoléon, résolu à s'emparer de l'Espagne, jugea prudent de les envoyer en lieu plus sûr, et, sous le prétexte d'une invasion en Suède, il les isola et les divisa sur le territoire danois. Il les enferma ainsi entre la mer et son armée. Napoléon ordonna ce mouvement dans le mois de mars 1808. L'avant-garde traversa le petit Belt, et débarqua en Fionie. L'escadre anglaise, qui apparut dans ces eaux, l'empêcha de passer le grand Belt et d'arriver en Zélande. Le reste des forces espagnoles, retenues dans le Sleswich, prit ensuite position dans les îles de Langeland et de Fionie, et dans la péninsule de Jutland. Elles y restèrent, sauf les régimens des Asturies et de Guadalajara, qui parvinrent, de nuit et avec adresse, à passer le grand Belt et à entrer en Zélande. Les nouvelles des mouvemens d'Espagne, quoique altérées et tardives, avaient pénétré jusque dans ce royaume éloigné. Les Espagnols ne recevaient qu'un petit nombre de lettres, car le gouvernement de France interceptait toutes celles qui parlaient des changemens projetés ou déjà survenus. Ce silence jetait du trouble dans les esprits, et les troupes étaient mécontentes de se voir ainsi divisées et dispersées.

Ce fut dans cette situation pénible qu'on reçut, au mois de juin, une dépêche de Don Mariano-Luiz de Urguijo, dans laquelle il était enjoint de reconnaître Joseph et de lui prêter serment, et où l'on ajoutait : « Que s'il se trouvait dans les régi-« mens quelques individus qui, méconnaissant « l'intérêt de la famille royale de la nation espa-« gnole, fussent assez exaltés pour refuser de se « soumettre à cette décision souveraine, on devait « les dénoncer sans délai. » Aucune lettre, aucune correspondance, n'accompagnait cette dépêche, ce qui éveilla de nouveaux soupçons. Le maréchal Bernadotte avait également écrit, le 24

du même mois, et pour le même objet, au marquis de la Romana. Le mécontentement des soldats et des officiers était extrême, les propos et les conciabules très-nombreux, et les chefs craignaient quelque agitation sérieuse. En conséquence, on prit, pour exécuter l'ordre reçu, les mesures convenables, qui toutefois ne suffirent pas entièrement. En Fionie, plusieurs cris de *vive l'Espagne et meure Napoléon!* se firent entendre dans les rang des régimens d'Almansa et de la Princesse; le troisième bataillon de ce dernier corps se montra surtout très-mutiné. Ceux des Asturies et de Guadalajara se soulevèrent ouvertement en Zélande; un aide-de-camp du général Fririon fut tué, et lui-même n'aurait pas échappé à la mort, si le colonel du premier de ces régimens ne l'eût caché dans sa maison. Ces soldats, enveloppés par les troupes danoises, furent désarmés. Il y en eut qui prêtèrent serment sous la réserve que Joseph était monté au trône sans opposition du peuple espagnol : réserve honorable, qui mettait en repos la conscience la plus scrupuleuse, fut elle-même engagée par un serment surpris, et dont l'accomplissement pouvait compromettre le sort et l'indépendance de la patrie.

De tels événemens excitèrent une plus grande surveillence de la part du gouvernement français. Bien qu'offensés et irrités, les Espagnols attendaient en silence le moment d'échapper, en corps ou séparément, à la main qui les opprimait. Leur général en chef se vit lui-même obligé de reconnaître le nouveau roi, auquel il adressa, ainsi qu'à Bernadotte, une lettre trop adulatrice. La contradiction qui éclate entre cette démarche et sa conduite postérieure s'explique par la situation critique de ce général et par son caractère ; c'est pourquoi nous donnerons de sa personne une courte notice.

Don Pédro Caro y Sureda, marquis de la Romana, d'une des plus illustres maisons de Mayorque, était né à Palma, capitale de cette île. Il avait alors quarante-six ans; il était de petite taille, mais de complexion sèche et nerveuse, accoutumé à l'abstinence et à toutes les rigueurs physiques. Son instruction était étendue, embrassant la connaissance des auteurs classiques, latins et grecs, dont il possédait les idiomes. Il passa de la marine dans l'armée, au commencement de la guerre de France, en 1793, et servit en Navarre sous les ordres de son oncle Don Juan-Ventura Caro. Passant de là en Catalogne, il fut élevé au grade de général, et se montra aussi éclairé que brave. Il obtint ensuite divers emplois. Comme il avait précédemment voyagé en France, on le considéra comme propre à commander les forces espagnoles qu'on envoyait dans le nord. Il manquait d'une fermeté convenable, et son extrême distraction le faisait tomber dans des oublis et des contradictions étranges. Jouet des flatteurs, il s'engageait quelquefois dans des démarches inconsidérées et répréhensibles. Par bonheur, dans l'occasion présente, nulle perfide insinuation n'eut accès près de lui tant à cause des bonnes dispositions du marquis, que parce qu'il y avait en quelque sorte unanimité pour la cause nationale parmi les officiers et les personnes de distinction qui l'entouraient.

L'occasion s'offrit bientôt en effet de prouver les nobles sentimens qui les animaient. Depuis le mois de juin, les députés de la Galice et des Asturies avaient essayé, par le moyen d'une active correspondance, de se mettre en communication avec cette armée, mais en vain : les lettres furent interceptées ou éprouvèrent des retards. Le gouvernement anglais envoya également un prêtre catholique, nommé Robertson, qui parvint bien à s'aboucher avec le marquis de la

Romana ; mais ils ne purent rien conclure, ni rien décider. Sur ces entrefaites, arrivèrent à Londres Don Juan Ruiz de Apodaca et Don Adrian Jacome. Comme il était urgent de tirer, pour ainsi dire, d'esclavage les soldats espagnols du Danemarck, tous les députés se concertèrent, et ils résolurent que ceux d'Andalousie enverraient dans la Baltique leur secrétaire, Don Rafaël Lobo, officier de marine plein d'intelligence et de dévoûment. Le gouvernement anglais fournit un vaisseau, et Lobo ayant mis à la voile, à la fin de juillet, aborda, le 4 août, au grand Belt, où, pour le même objet, on avait aposté, sous les ordres de sir R. Keats, une partie de l'escadre anglaise qui croisait dans les mers du nord.

Don Rafaël Lobo jeta l'ancre devant les îles danoises, dans le temps où l'apparition et la proximité de cette escadre avaient éveillé la vigilance des Français. Dans le désir de donner avis de son arrivée, Lobo mit vainement en jeu divers moyens de communiquer avec la terre. Il commençait déjà à perdre toute espérance, quand l'intrépide résolution de l'officier des volontaires de Catalogne, Don Juan-Antonio Fabregues, mit fin à ses embarras. Celui-ci avait été porter des dépêches de Langeland à Copenhague. A son retour, et dans le dessein de s'échapper, au lieu de revenir par le même endroit, il en chercha un autre plus isolé, où il s'embarqua en faisant marché avec deux pêcheurs. Dans la traversée, apercevant trois navires anglais qui se trouvaient à quatre lieues de la côte, poussé par une noble inspiration, il tira son sabre, et ordonna aux deux pêcheurs qui gouvernaient seuls l'embarcation de mettre le cap sur l'escadre anglaise. Un soldat espagnol qui l'accompagnait, ignorant son intention, s'effraya et laissa échapper son fusil de ses mains. Un des mariniers saisit l'arme avec promptitude, et c'en était fait de Fa-

bregues, si, avec autant de rapidité que de résolution, frappant d'un coup de sabre le poignet du Danois, il ne l'eût désarmé. Les deux pêcheurs se virent donc contraints d'obéir à l'intrépide Espagnol. On laisse à penser quelle fut la joie de Fabregues en trouvant à bord son compatriote Lobo, et combien celui-ci dut s'applaudir que le sort lui envoyàt un moyen sûr et facile de correspondre avec les chefs espagnols.

Ils ne perdirent ni l'un ni l'autre le temps si précieux à tous. Malgré les dangers qu'il courait, Fabregues se chargea de porter la correspondance, et cette nuit même un bâtiment anglais le jeta secrètement sur la côte de Langeland. Dès qu'il eut abordé, il alla trouver sans retard le commandant espagnol, Don Ambrosio de la Cuadra, qui commandait aussi son corps, se fiant à l'honneur de ce militaire. Sa confiance ne fut pas trompée, car celui-ci, tombant d'accord d'une si noble détermination, dépêcha aussitôt le même Fabregues, pour que, caché sous un déguisement, il allàt rendre compte de tout ce qui se passait au marquis de la Romana. Fabregues passa en Fionie, où se trouvait le quartier-général, et accomplit sa mission avec autant d'activité que de zèle.

Les nouvelles qu'il apportait y causèrent une profonde impression. La position du commandant était, à la vérité, embarrassante et critique. En bon patriote, il désirait avec ardeur suivre le drapeau national, mais comme chef d'une armée, il voyait avec peine la responsabilité qu'il allait encourir si son noble dessein venait à mal tourner. Peut-être serait-il resté dans cette perplexité dangereuse, si l'opinion et les conseils des autres officiers n'eussent fait pencher la balance. A la fin, il se décida pour l'embarquement, et s'entendit secrètement avec les Anglais sur la manière de l'exé-

5.

cuter. Dans le principe, on avait pensé à suspendre le départ jusqu'à ce que les troupes qui se trouvaient en Zélande et dans le Jutland étant informées du plan convenu, toutes pussent se mettre à la fois en mouvement avant d'éveiller les soupçons des Français. Mais ceux-ci ayant été prévenus que Fabregues avait communiqué avec l'escadre anglaise, il fut nécessaire d'accélérer l'opération dont le plan était déjà tracé.

Ceux qui étaient à Langeland commencèrent par se rendre maîtres de l'île. Ensuite la Romana s'empara, le 9 août, de la ville de Nyborg, point important, où l'on pouvait s'embarquer et repousser toute attaque que tenteraient trois mille soldats danois en garnison dans la Fionie. Les Espagnols cantonnés à Swendborg et à Faaborg, au midi de la même île, s'embarquèrent aussi le 9 pour Langeland, où ils prirent terre en toute liberté. Le régiment de Zamora, qui tenait ses quartiers à Fridéricia, rencontra plus d'obstacles. Il fut trompé par Don Juan de Kindelan, second de la Romana qui commandait dans cette place. Feignant le même désir que ses soldats, il disposa son départ et embarqua même ses équipages. Mais en même temps, non-seulement il donna avis de ce qui se passait au maréchal Bernadotte, mais encore, craignant que sa perfidie ne fût découverte, il s'échappa de sa maison secrètement et par une porte dérobée. Menacés par ce malheureux incident, les soldats de Zamora se hâtèrent de passer à Middlefarth, et continuèrent à cheminer pendant l'espace de vingt-et-une heures, jusqu'à ce qu'ils eussent rejoint à Nyborg le corps principal, ayant fait en si peu de temps au moins vingt-quatre lieues. Après la fuite de Kindelan et l'éveil donné aux Français, il semblait impossible que les autres régimens qui se trouvaient dans le Jutland pussent se sauver.

Deux d'entre eux y parvinrent cependant. Le premier fut celui de cavalerie du Roi. Il occupait Aarhuus; mais par les soins et le zèle entendu de son vieux colonel, il se procura des barques, s'enfuit et fut aborder à Nyborg. La même chose arriva au régiment de l'Infant, également de cavalerie, lequel était cantonné à Manders, et par conséquent plus loin au nord. Le régiment d'Algarve, le seul qui restât sur ce point, n'eut pas le même bonheur. L'indécision du colonel retarda son départ, et quoique plus près de Fionie que les deux autres, il fût surpris par les troupes françaises. Dans cette rencontre, le capitaine Costa, qui commandait un escadron, se voyant vendu, aima mieux s'ôter la vie, et se tua d'un coup de pistolet. Il fut impossible aux régimens des Asturies et de Guadalajara d'arriver à Corsoer, point qui leur était indiqué comme le plus voisin de Nyborg, depuis la côte opposée de la Zélande. Désarmés précédemment, comme nous l'avons vu, et soigneusement observés, ils furent enveloppés par les troupes danoises, au moment d'exécuter leur projet. Ainsi, en comptant ces deux corps, celui de cavalerie d'Algarve, quelques détachemens isolés, et des officiers absens par commission ou pour affaires, il resta dans le nord cinq mille cent soixante hommes. Il y en eut neuf mille trente-huit qui, réunis à Langeland, se trouvèrent, après revue faite, prêts à mettre à la voile. On abandonna les chevaux, qu'on n'avait ni le temps, ni les moyens d'embarquer. Bien des cavaliers n'eurent pas le courage de tuer leurs montures; comme c'étaient des chevaux entiers, et qu'ils se virent sans maîtres et sans freins, ils se répandirent dans le district, y jetant le désordre et l'épouvante.

Don Juan de Kindelan était, dans l'intervalle, arrivé au quartier-général de Bernadotte, et non

content des avis qu'il avait donnés, il découvrit le capitaine d'artillerie Don José Guerrero, chargé par la Romana d'une importante mission dans le Sleswick. Celui-ci fut arrêté, et furieux de la perfidie de Kindelan, il l'appela traître, en présence même de Bernadotte, laissant l'autre confus et vu de mauvais œil même par ceux qu'il servait : digne récompense de sa lâcheté. Guerrero dut la vie à la noble générosité du maréchal français, qui le laissa échapper et lui fournit même de l'argent en secret.

Mais en même temps qu'il montrait tant de grandeur d'âme envers un honorable officier, force lui fut, agissant comme général, de mettre en œuvre tous les moyens qui étaient en son pouvoir pour empêcher l'évasion des Espagnols. Il n'était déjà plus possible d'employer la violence. Il eut recours aux proclamations, aux remontrances, faisant répandre par ses agens de fausses nouvelles, et essayant de semer parmi les fugitifs la discorde et les querelles. Mais quel grand spectacle offrirent les soldats espagnols en réponse à ces écrits et à ces manœuvres! Réunis à Langeland, après avoir planté leurs drapeaux au milieu d'un cercle qu'ils formèrent, et s'agenouillant devant eux, ils jurèrent avec des larmes d'attendrissement et de fureur de repousser toutes les offres de la séduction et de rester fidèles à leur patrie bien-aimée. Non, l'antiquité, avec tout l'éclat que donnent à ses grandes actions le cours des âges et l'éloquente plume de ses écrivains, ne nous a transmis aucun événement qui surpasse celui-ci. Sans doute ils furent nobles et intrépides ces Grecs qui, réunis à la voix de Xénophon pour retourner dans leur patrie, firent aux promesses trompeuses du roi de Perse cette simple et sublime réponse : « Nous avons résolu « de traverser pacifiquement le pays si l'on nous

« laisse regagner le sol natal, et de combattre jus-
« qu'à la mort si l'on nous en empêche. » Mais il ne restait aux Grecs d'autre parti que l'esclavage ou la mort; aux Espagnols, demeurés soumis à Napoléon, étaient réservés des récompenses et des honneurs distribués avec largesse. En se hasardant à retourner dans leur patrie, les uns espéraient, une fois arrivés, vivre chez eux tranquilles et honorés; les autres, bien qu'avec un nouvel éclat, allaient se jeter dans une guerre longue, pénible, désastreuse, s'exposant, s'ils tombaient prisonniers, à la terrible vengeance de l'empereur des Français.

Comme il était urgent de regagner l'Espagne, et prudent d'abandonner des côtes où dominait un puissant ennemi, ils hâtèrent leur départ de Langeland, et, le 13, ils mirent à la voile pour Gottembourg, en Suède. Dans ce port, alors ami, ils attendirent des bâtimens de transport, et peu de temps après se dirigèrent sur les plages de leur patrie, où nous ne tarderons pas à les voir se réunir aux armées belligérantes.

Les affaires publiques, au dedans et au dehors du royaume, étant arrivées à ce point de prompt et inespéré bonheur, il ne manquait assurément pour le succès complet que de concentrer en une seule main ou en un seul corps le pouvoir suprême. Mais le désaccord sur le mode et sur le lieu, les difficultés qui naquirent d'un état de choses si nouveau, des rivalités et des querelles, retardèrent l'élection et la formation de ce pouvoir.

Une autre chose nuisit également à la rapidité désirable pour une telle mesure; ce fut la situation où resta, après le départ de l'ennemi, la capitale de la monarchie. Les habitans de Madrid, soit enfuis, soit intimidés, depuis les cruels événemens du 2 mai, ne purent ou n'osèrent pas nommer un

corps qui, à l'exemple des autres provinces, se chargeât du gouvernement de son territoire et servît de guide au reste du royaume. Il est vrai que Madrid, bien différente des autres capitales de l'Europe, n'ayant jamais exercé de puissante influence sur les autres villes, ni par sa population, ni par sa richesse, aurait eu besoin de plus grands efforts pour les attirer à sa voix, pour accélérer leur réunion et maintenir la concorde. Toutefois, on aurait à la fin vaincu ces obstacles, s'il ne s'en fût rencontré un bien plus grand dans le conseil royal de Castille, lequel, bien que décrié dans la nation pour sa conduite incertaine, timide et répréhensible avec le gouvernement intrus, avait pourtant à Madrid de très-obstinés partisans dans la nombreuse clientelle de ses employés et de ses créatures. Quoiqu'il lui fût possible, avec un tel appui, de reprendre son antique autorité, il se tint coi et comme mis au rebut à la sortie des Français, soit dans la crainte que ceux-ci revinssent, soit dans l'incertitude où il était d'être obéi. A la fin, et peu de temps après, il reprit courage, voyant que personne ne s'élevait contre lui, et surtout poussé par l'effroi que répandit à Madrid une sanglante échauffourée de la populace.

Dans cette capitale, vivait retiré et fort à l'écart Don Luis Viguri, ancien intendant de la Havane, et l'un des plus lâches courtisans du prince de la Paix, dont la chute, comme nous l'avons dit, lui avait fait encourir un procès criminel. Il paraît que sa vie privée n'était pas meilleure que sa vie publique, et que souvent il maltraitait de paroles et de gestes un ancien domestique. Celui-ci, élevé à la mauvaise école de son maître, ne manqua pas de saisir la première occasion de se venger. Un jour, le 4 août, pendant qu'une sourde agitation régnait à Madrid, il prit fantaisie au malheureux

Viguri de décharger sa secrète colère sur le valet tant de fois maltraité, lequel, entrant en fureur, ameuta la populace du quartier, affirmant, à tort ou à raison, que son maître était partisan de Joseph Bonaparte. A ses cris, une foule de gens s'entassèrent devant les portes de la maison. Viguri, effrayé, voulut, depuis un balcon, apaiser les esprits; mais les gestes qu'il faisait pour faire taire la multitude et pouvoir parler furent pris, par les assistans, pour des menaces et des insultes, ce qui accrut leur colère. Ils assaillirent la maison, en arrachèrent le maître, et le traînèrent inhumainement par les rues de Madrid.

Au bruit de cette funeste expédition, les membres du conseil et de l'ancienne cour furent saisis de frayeur; les partisans du roi intrus se crurent en danger, et les gens pacifiques et amis de l'ordre s'alarmèrent. La capitale étant veuve de ses souverains, et sans nouvelle corporation qui la gouvernât, il fut facile au conseil, en mettant à profit l'événement et l'effroi qu'il répandait, de recouvrer le pouvoir qu'il s'imaginait lui appartenir. Le bien et le repos publics réclamaient sans nul doute l'établissement d'une autorité unique et stable; il est dommage que la population de Madrid ne l'ait pas elle-même formée, et telle que, mettant un frein aux passions populaires et aux vues ambitieuses du conseil de Castille, elle eût, nous le répétons, servi de lien et de centre commun aux volontés des autres juntes.

Il n'en fut pas ainsi. Le conseil, détruisant le mouvement d'impulsion que Madrid aurait dû donner, accrut par ses manœuvres et ses prétentions les difficultés et les embarras. Corps revêtu de facultés excessives et contradictoires, il avait dans tous les temps causé de grands maux à la monarchie, et il s'imaginait alors que non-seulement il

gouvernerait à Madrid, mais qu'il étendrait sur tout le royaume et à toutes les branches d'administration son influence et son pouvoir. On s'étonne d'un tel aveuglement et d'une ambition si démesurée dans un temps où l'on scrutait minutieusement sa conduite avec le gouvernement intrus, où l'on lui disputait jusqu'à la légitime origine de son autorité. Aussi beaucoup de gens disaient : « Si réellement le conseil, comme il le « prétend, est dépositaire de la puissance su« prême en l'absence du monarque, qu'a-t-il fait « pour conserver intactes les prérogatives de la « couronne? Qu'a-t-il fait pour les droits et la di« gnité de la nation? Soumis au roi intrus, il a « reconnu ses actes, ou du moins les a publiés; « et les échappatoires qu'il a cherchés, ou les em« barras qu'il a suscités parfois, avaient plus l'air « d'une précaution pour éviter de compromettre « personnellement ses membres, qu'une juste et « grande opposition de la première magistrature « du royaume. » D'autres remontaient jusqu'à la source de son autorité : « Le conseil, disaient-ils, « né dans les règnes faibles et agités des Juan et « des Henri, prit enfin place et agrandit son pou« voir sous Philippe II, quand ce monarque, vou« lant achever de déraciner l'antique et vigoureux « arbre des libertés nationales, déjà si ébranlé du « temps de son père, s'efforçait d'appuyer sa do« mination sur des corps de son choix et amovi« bles à sa volonté, sans qu'aucune loi fondamen« tale de la monarchie et sans que les cortès « eussent autorisé leur établissement en cette « forme, ni réglé les pouvoirs qui leur étaient « attribués. Depuis lors, le conseil de Castille, « mettant à profit les temps calamiteux où de fai« bles souverains occupèrent le trône, s'érigea « maintes fois en législateur suprême, établissant

« par ses seules délibérations des lois générales,
« pour l'adoption et la publication desquelles il
« ne demandait ni l'agrément ni la sanction du
« roi. Il s'immisça également dans l'administration
« financière, et mania arbitrairement les intérêts
« de toutes les communes, ne reconnaissant au
« pouvoir judiciaire ni entraves, ni limites. Accu-
« mulant ainsi sur lui seul une si vaste puissance,
« il s'élevait à la hauteur de l'autorité souveraine;
« puis, descendant jusqu'à s'entremettre dans la
« plus humble, sinon la moins importante partie
« du gouvernement, on ne pouvait plus construire
« une fontaine ni réparer un chemin dans le plus
« petit hameau, ou le district le plus éloigné, sans
« qu'il eût préalablement donné son autorisation.
« S'unissant à l'inquisition, et animé du même
« esprit, tandis que celle-ci fermait toutes les voies
« à l'entendement humain, l'autre l'aidait par ses
« lois minutieuses sur la presse, par ses tarifs et
« ses restrictions. Et si, dans des temps tran-
« quilles, ajoutait-on, le conseil nous a fait tant
« de mal et causé tant de préjudice, ce conseil,
« institution monstrueuse de pouvoirs extraordi-
« naires et mal combinés, consentis, mais non
« légitimés par la voix publique, n'y aurait-il pas
« folie à lui laisser son antique puissance, lors-
« qu'en même temps que la nation s'affranchissait
« avec énergie du joug étranger, le conseil, qui
« se pique d'être la tête du royaume, s'est montré
« faible, condescendant, abattu, si toutefois l'on
« ne doit le tenir pour auxiliaire et complice de
« l'ennemi? »

De tels discours n'étaient pas dépourvus de raison, bien qu'ils participassent quelque peu des passions qui agitaient les esprits. Dans la belle époque de son existence, le conseil de Castille avait été généralement composé de magistrats intègres

qui jugeaient impartialement les querelles et les procès des particuliers. Parmi eux, on avait compté des hommes profonds, comme les Macanaz et les Campomanès, dont la vaste érudition et les saines doctrines s'étaient opposées aux usurpations du saint-siége, et avaient aidé de tous leurs moyens aux progrès de la nation. Mais le conseil était une corporation composée seulement de vingt-cinq membres, qui, vieux pour la plupart, et simplement jurisconsultes, n'avaient eu ni le besoin, ni l'occasion d'étendre leurs connaissances et de se perfectionner dans d'autres études. Occupés à juger des procès, à répondre aux *consultes*, et à régler les objets de commissions particulières, non-seulement le plus grand nombre manquaient du savoir et de la pratique qu'exigent l'établissement de bonnes lois et le gouvernement des peuples, mais en l'absence du temps nécessaire, ils laissaient à des subalternes ignorans ou intéressés la décision d'importantes affaires. Mal grave, et depuis si long-temps senti par tout le monde, que, dès 1751, le roi proposa au célèbre ministre, le marquis de la Ensenada, de dépouiller le conseil de ses attributions de gouvernement, de police et d'économie politique, le réduisant à s'occuper de la justice civile et criminelle, et des affaires du *patronage royal*.

Il ne convenait donc pas au conseil d'insister à cette heure sur la conservation de ses antiques pouvoirs, et même de les étendre encore. Cependant, telle fut son intention. Certain déjà que son autorité serait respectée à Madrid, il s'adressa aux présidens des juntes et aux généraux des armées; à ceux-ci, pour qu'ils s'approchassent de la capitale; à ceux-là, pour qu'ils lui envoyassent des individus qui, réunis au conseil, s'occuperaient des moyens de défense, « parce que, disait-il, il n'ap-

« partenait qu'à lui de prendre des résolutions « sur les mesures d'une autre espèce, d'éveiller « l'autorité de la nation, et de coopérer, par son « influence et ses lumières, au bien général du « pays. » On laisse à penser avec quel dédain et quelle aigreur les juntes, enorgueillies par le triomphe de leur cause, répliquèrent à une proposition si imprudente et si peu de leur goût. Celle de Galice non seulement accusait chacun des membres du conseil d'avoir été partisan dévoué des Français; mais elle reprochait en face au corps entier d'avoir été le plus actif instrument de l'usurpateur. Palafox, dans sa réponse, lui disait avec sévérité : « Ce « tribunal n'a pas rempli ses devoirs »; et Séville l'accusait devant la nation « d'avoir agi contre les « lois fondamentales...., d'avoir facilité à l'ennemi « tous les moyens de s'emparer de l'Espagne....., « d'être enfin une autorité nulle et illégale, et « soupçonnée en outre d'avoir précédemment com- « mis des actions si horribles, qu'on pouvait les « qualifier de crimes atroces contre la patrie.... » De la même façon s'exprimèrent toutes les autres juntes, hormis celle de Valence, qui, le 8 août, approuva les termes flatteurs employés à l'égard du conseil, dans un écrit que lut devant elle un de ses membres. Mais cette junte elle-même, si bien disposée pour le conseil, fut bientôt obligée de se rétracter; elle défendit, le 15 du même mois, « qu'au- « cune autorité, de quelque classe que ce fût, « entretînt de correspondance directe et eût « aucune relation avec le conseil. » Ce qui donna lieu à ce changement d'avis, ce fut la rapidité que mit le conseil à expédier des ordres, comme si la junte n'existait plus. Mal accueilli de toutes parts, et même aigrement censuré, le conseil crut nécessaire de publier un manifeste pour justifier sa conduite et ses actes : démarche pénible, dont jamais

le tribunal de l'opinion publique ne lui avait semblé digne. Mais toutefois, il n'abandonna pas son dessein, et ne perdit pas davantage le soin d'employer de nouveaux moyens pour recouvrer l'autorité perdue. Il tirait principalement sa confiance de la désunion qui régnait entre les juntes, et des différens débats qui s'étaient élevés entre elles. Il est bon, en conséquence, de rapporter les changemens opérés dans leur composition, ainsi que les altercations qui précédèrent l'installation d'un gouvernement central.

On put compter les variations que subirent ces assemblées dans leur forme intérieure. Dès le mois d'août, dans les Asturies, on avait réuni une nouvelle junte pour donner plus de force et de légitimité au soulèvement du mois de mai; on avait nommé ou réélu les députés municipaux qui la composaient, avec pleine connaissance de l'objet de leur réunion. En Galice, il n'était survenu aucune altération radicale; mais la junte de cette province invita la précédente à ce que, d'accord avec elle et les juntes de Léon et de Castille, elles formassent ensemble une représentation des provinces du nord. Les deux dernières s'étaient confondues et érigées en une seule depuis la funeste journée de Cabezon. Elles étaient toutes deux présidées par le bailli Don Antonio Valdès, lequel, après avoir été dans le principe d'accord avec Don Grégorio de la Cuesta, avait fini par se brouiller complétement avec ce général. Réunies à Ponferrada, où il y avait plus de sûreté, elles se transportèrent à Lugo, ville où devait avoir lieu la solennelle réunion des juntes proposée par celle de Galice. Ce changement de résidence fut l'origine et le principal motif de la colère de Cuesta, qui ne pouvait tolérer que des corporations qu'il considérait comme dépendantes de son autorité, s'éloignassent

du territoire sous ses ordres, pour passer dans une province dont les chefs étaient si peu d'accord avec lui.

Néanmoins, les trois juntes de Galice, de Castille et de Léon se rencontrèrent à Lugo. Celle des Asturies ne s'y rendit point, soit à cause d'une certaine froideur qui régnait entre elle et celle de Galice, soit aussi parce que, voyant comme très-prochaine la réunion centrale de toutes les provinces du royaume, elle jugeait supreflu et peut-être nuisible qu'il y en eut une partielle entre quelques provinces du nord. Quand il s'agit de la formation de cette assemblée centrale, il y eut bien des avis divers au sujet de sa composition. L'un opinait pour les cortès, l'autre rêvait un gouvernement qui s'acheminât et donnât naissance à une fédération nationale. Au premier avis adhérait sir Charles Stuart, représentant du gouvernement anglais, comme à un moyen plus en harmonie avec les antiques coutumes de l'Espagne. Mais les changemens introduits dans la constitution des cortès, pendant le règne des maisons d'Autriche et de Bourbon, offraient des difficultés presque insurmontables pour leur convocation. En effet, tandis qu'un grand nombre de villes de Castille et de Léon envoyaient des députés aux cortès, le populeux royaume de Galice n'avait qu'une seule voix, et la principauté des Asturies, berceau de la monarchie espagnole, se voyait privée de toute représentation. Un tel désordre exigeait, pour être corrigé, plus de temps et de repos que n'en accordaient les circonstances. Pour sa part, la junte de Galice, connaissant cette idée de fédération, voulait esquiver, dans ses entrevues avec celles de Léon et de Castille, toute question relative à la réunion d'un seul et unique gouvernement central. Mais l'autorité de Don Antonio Valdès, que

les trois juntes avaient élu pour président, ayant prévalu sur l'étroite opinion de quelques hommes peu éclairés et sur les passions des autres, il obtint qu'on approuvât sa proposition tendant à la nomination de députés qui, en représentation des trois juntes, concourussent, avec les autres juntes du royaume, à en former une centrale. Cette décision, prudente et opportune, évita les fautes et les repentirs qu'aurait fait naître l'opinion contraire.

Ce fut de la même manière que des hommes graves et prudens mirent fin à d'autres débats, suscités entre Séville et Grenade. La première prétendait que l'autre lui fût soumise, oubliant que les troupes de son général, Reding, avaient eu la principale part aux triomphes de Bailen. La rivalité était née avec l'insurrection, car il n'était pas possible de fixer précisément des limites à des autorités nouvelles et jusqu'alors inconnues; et, loin de disparaître après la victoire, elle prit au contraire un extrême accroissement. L'exaltation et l'aveuglement allèrent à tel point, que le turbulent comte de Tilly proposa, dans le sein de la junte de Séville, qu'une division de son armée marchât pour soumettre Grenade. Castaños était présent; furieux, malgré son ordinaire douceur, il se leva de son siége, et frappant du poing la table qui se trouvait devant lui : « Qui osera, sans « mon agrément, s'écria-t-il, donner l'ordre de « marche qu'on réclame? Je ne connais, ajouta- « t-il, aucune distinction de provinces. Je suis « général de la nation, je commande des forces « respectables, et jamais je ne souffrirai que per- « sonne provoque à la guerre civile. » Sa fermeté contint les indociles, et, dans la suite, les deux juntes se mirent d'accord par une espèce de convention conclue entre celle de Séville et les députés

de Grenade, Don Rodrigo Riquelme, régent de la chancellerie, et l'auditeur Don Luis Guerrero, nommés à cet effet, et pourvus d'autorisations suffisantes.

Ces déplorables querelles différaient la réunion du gouvernement central, et, comme si ces obstacles, et d'autres également naturels n'eussent pas suffi, de nouveaux intérêts, de nouvelles prétentions vinrent encore les accroître. Le lecteur se rappellera les démarches que fit à Londres, en faveur des droits de son maître à la couronne d'Espagne, le prince de Castelcicala, ambassadeur du roi des Deux-Siciles, et le refus qu'il essuya de la part des députés. Le gouvernement de Naples, sans se décourager de ce refus, ni d'un autre semblable qu'il reçut du ministère anglais, envoya au mois de juillet, à Gibraltar, un émissaire pour présenter de nouvelles réclamations. Le gouverneur Dalrymple l'empêcha de répandre des écrits et d'aller plus avant dans ses démarches. Mais, à la suite de l'émissaire, le gouvernement sicilien dépêcha le prince Léopold, second fils du roi, qu'accompagnait le duc d'Orléans. Ils jetèrent l'ancre tous deux, le 8 août, dans la baie de Gibraltar; mais ne se voyant point appuyés par le gouverneur, le duc d'Orléans passa en Angleterre, et le prince Léopold resta dans le port où il avait abordé. Celui-ci conservait l'espérance qu'à la faveur de son nom, et peut-être en conséquence d'offres secrètes, il ne tarderait pas à recevoir une députation avec la nouvelle qu'il avait été élevé à la dignité de régent; mais son attente fut vaine. Il était difficile, en effet, qu'un prince de dix-huit ans, étranger, sans renommée et sans ressources, n'ayant d'autre recommandation que des droits éloignés au trône d'Espagne, fût accueilli avec empressement dans une nation où il était inconnu, et où, pour conjurer l'orage qui la

frappait, il fallait d'autres qualités, une plus longue expérience, et des moyens bien plus considérables que ceux qu'offrait le prince prétendant.

Cependant on fit courir à Séville le bruit qu'il convenait de nommer une régence composée de ce prince, du cardinal de Bourbon, archevêque de Tolède, et du comte del Montijo. Cette idée fut attribuée avec raison aux amis et partisans de ce dernier, qui conservait encore une certaine popularité à cause de la part qu'on lui attribuait dans la chute du prince de la Paix, et s'efforçait vainement de s'élever à un poste d'où le repoussait sa turbulence même. Mais les manœuvres et les intrigues de certains individus étaient déjouées par l'ambition de leurs rivaux, ou par le bon sens et le patriotisme des juntes.

Aussi, malgré le déchaînement des passions et les obstacles nés de l'insurrection même ou causés par la présence de l'ennemi, depuis le mois de juin l'attention des juntes s'était portée : 1° sur la formation d'un gouvernement central, 2° sur l'adoption d'un plan général pour chasser plus promptement les Français du sol de la patrie. Sur ces deux points, une correspondance suivie s'établit entre les juntes. Celle de Murcie donna le signal, en adressant, sous la date du 22 juin, une circulaire où il était dit : « Villes ayant voix aux cortès, réunissons-nous, « formons un corps, élisons un conseil qui, au « nom de Ferdinand VII, donne une organisation « aux mesures civiles, et évitons le mal qui nous « menace, qui est la division... Capitaines-géné- « raux... de vous doit se former un conseil mili- « taire d'où émanent les ordres qu'auront à suivre « ceux qui mènent les armées... » Les Asturies avaient aussi proposé dès le principe une convocation de cortès avec quelques modifications, et la Galice elle-même (malgré ce projet de fédération

prôné par quelques-uns ) avait envoyé en mission près des juntes du midi Don Manuel Torrado, qui se trouvait à Murcie, vers la fin de juillet, après les avoir toutes visitées et leur avoir proposé l'érection d'une junte centrale formée de deux membres pris dans chaque junte de province. Le 16 juillet, et dans le même sens, celle de Valence avait adressé aux autres juntes son opinion imprimée; ce que fit de son côté, et à la même époque, celle de Badajoz. La junte de Grenade ne resta point en arrière des autres; pour appuyer la circulaire de Valence, elle s'adressa à sa rivale, la junte de Séville, et oubliant leurs précédens débats, elle indiqua cette dernière ville comme le meilleur siége à choisir pour l'assemblée.

Celle-ci ne s'en hâtait pas davantage, toujours fière de sa hautaine suprématie. Il lui en coûtait tellement de descendre du faîte où elle s'était placée, qu'elle défendit, dans un temps, la vente et la circulation des écrits qui conviaient à une concorde désirable. Contrainte enfin par la voix publique, et pressée par l'avis de quelques-uns de ses membres éclairés autant qu'honorables, elle publia, sous la date du 3 août, un document où, après avoir examiné les diverses questions qui s'agitaient alors, elle proposait la formation d'une junte centrale composée de deux membres envoyés par chacune des juntes de province. Elle mit néanmoins beaucoup de lenteur à faire choix des siens. Mais les autres juntes ayant adhéré aux judicieux motifs de sa circulaire, dont le contenu était, au reste, conforme à l'opinion qu'avaient émise la plupart d'entre elles avant de se concerter, et qui se trouvait la plus générale et la plus accréditée, elles choisirent toutes successivement dans leur sein des personnes pour les représenter à une junte unique et centrale.

il battit le pays, et attira tellement l'attention, que le général d'Agout envoya de Pampelune une colonne pour réprimer ses excès et l'éloigner du territoire de son commandement.

Joseph pensa, de son côté, à étouffer promptement la dangereuse insurrection de Bilbao. Dans ce but, il envoya contre cette ville une division sous les ordres du général Merlin. Il n'était pas possible à des bourgeois sans troupes régulières de résister à une semblable attaque. Cependant ceux de Bilbao allèrent, dans ce dessein, prendre position à une demi-lieue; mais les Français, en paraissant le 16 août, les défirent et les dispersèrent. Là périt misérablement, après s'être rendu prisonnier, l'officier d'artillerie Don Luis Power, distingué dans ce corps. Les secours qu'amenait des Asturies l'officier anglais Roche arrivèrent trop tard, et Merlin entra à Bilbao, qui fut traitée avec une extrême rigueur. Dans sa correspondance, le roi intrus se vantait « d'avoir éteint l'insurrec-« tion dans le sang de douze cents hommes. » Étrange jactance chez un homme qui, comme Joseph, n'avait pas le cœur dur et impitoyable!

L'échec de Bilbao, qui provoquait à Madrid tant de réclamations, en se répandant dans les provinces, augmenta la clameur déjà presque universelle qui s'élevait contre les généraux et contre les juntes; on s'apercevait que la plupart de ceux-là se livraient outre mesure à des fêtes et à des réjouissances, et que celles-ci retardaient, par leurs jalousies et leurs rivalités, l'installation de la junte centrale. Le conseil de Castille, désirant tirer parti de l'irritation des esprits, et profitant des liens qui l'attachaient à Don Grégorio de la Cuesta, son ancien gouverneur, se mit en relation avec ce général, et ils résolurent ensemble de s'emparer du pouvoir suprême. Mais comme Cuesta manquait des forces suf-

sèrent tous sous un arc de triomphe de simple et majestueuse architecture élevé par les soins de la ville de Madrid, auprès de l'hôtel-de-ville. A ces entrées triomphales succédèrent d'autres réjouissances à l'occasion de la proclamation de Ferdinand VII, faite cette fois par le légitime grand-porte-étendard (*alferez-mayor*) de Madrid, le marquis d'Astorga. Mais ce bruit et ces fêtes ne contentaient pas tout le monde; les gens sensés demandaient avec pleine raison qu'on mît plus de zèle et de célérité à poursuivre l'ennemi, à donner de l'accroissement et de l'organisation à la force armée. Les événemens qui se passaient alors en Biscaye et en Navarre donnaient plus de poids à ces justes plaintes.

Dans la première de ces provinces, Bilbao s'était soulevée aux premiers bruits de la victoire de Bailen, et, le 6 août, la population ayant élu une junte, celle-ci décréta un enrôlement général, et nomma pour commandant militaire le colonel Don Tomas de Salcedo. Cette insurrection inquiéta prodigieusement les Français, tant pour l'exemple qu'elle pouvait répandre, que parce qu'en compromettant leur position sur les rives de l'Ebre, elle pouvait les contraindre à se retirer sur la frontière. Leur inquiétude augmenta par les mutineries et les révoltes qui éclatèrent à Tolosa et dans d'autres communes du Guipuzcoa, ainsi que par les courses que faisaient avec des gens levés en Navarre Don Antonio Egoaguirre et Don Luis Gil. Ceux-ci étaient sortis de Saragosse, le 27 juin, pour soulever cette province. Au bout de peu de temps, Gil commença à incommoder l'ennemi du côté d'Orbaïceta, s'empara d'un grand nombre de munitions sorties de cette fabrique, et jeta l'épouvante jusque dans la ville française de Saint-Jean-Pied-de-Port. Egoaguirre agit de même dans le canton de Lérin. Ayant formé un bataillon sous le nom de volontaires de Navarre,

il battit le pays, et attira tellement l'attention, que le général d'Agout envoya de Pampelune une colonne pour réprimer ses excès et l'éloigner du territoire de son commandement.

Joseph pensa, de son côté, à étouffer promptement la dangereuse insurrection de Bilbao. Dans ce but, il envoya contre cette ville une division sous les ordres du général Merlin. Il n'était pas possible à des bourgeois sans troupes régulières de résister à une semblable attaque. Cependant ceux de Bilbao allèrent, dans ce dessein, prendre position à une demi-lieue; mais les Français, en paraissant le 16 août, les défirent et les dispersèrent. Là périt misérablement, après s'être rendu prisonnier, l'officier d'artillerie Don Luis Power, distingué dans ce corps. Les secours qu'amenait des Asturies l'officier anglais Roche arrivèrent trop tard, et Merlin entra à Bilbao, qui fut traitée avec une extrême rigueur. Dans sa correspondance, le roi intrus se vantait « d'avoir éteint l'insurrec- « tion dans le sang de douze cents hommes. » Étrange jactance chez un homme qui, comme Joseph, n'avait pas le cœur dur et impitoyable!

L'échec de Bilbao, qui provoquait à Madrid tant de réclamations, en se répandant dans les provinces, augmenta la clameur déjà presque universelle qui s'élevait contre les généraux et contre les juntes; on s'apercevait que la plupart de ceux-là se livraient outre mesure à des fêtes et à des réjouissances, et que celles-ci retardaient, par leurs jalousies et leurs rivalités, l'installation de la junte centrale. Le conseil de Castille, désirant tirer parti de l'irritation des esprits, et profitant des liens qui l'attachaient à Don Grégorio de la Cuesta, son ancien gouverneur, se mit en relation avec ce général, et ils résolurent ensemble de s'emparer du pouvoir suprême. Mais comme Cuesta manquait des forces suf-

fisantes, il fut nécessaire de sonder Castaños, alors en froideur avec la junte de Séville. Don Grégorio de la Cuesta eut donc une entrevue avec ce dernier, et lui proposa (comme nous l'avons appris de la bouche même de Castaños), de diviser en deux parts le gouvernement de la nation, laissant la partie civile et administrative au conseil, et se réservant à eux deux seuls, d'accord avec le duc del Infantado, la partie militaire. Castaños était trop clairvoyant et trop circonspect pour admettre une semblable proposition. Il découvrait bien le motif pour lequel il était recherché, et reconnaissait qu'en séparant sa cause de celle des juntes, il serait peut-être désobéi par l'armée et même par la division qui occupait Madrid.

Sur ces entrefaites, et pour apaiser la rumeur publique, on assembla, le 5 septembre, dans cette capitale, un grand conseil de guerre. Les généraux qui y assistèrent furent Castaños, Llamas, Cuesta et la Pena; Blake y fut représenté par le duc del Infantado, et Palafox par un autre officier dont le nom ne nous est pas connu. Plusieurs questions furent longuement agitées, et Cuesta, toujours poussé par des vues personnelles, provoqua la nomination d'un commandant en chef. Les autres généraux ne se rangèrent point à son avis, et réglèrent seulement un plan d'opérations dont nous parlerons dans la suite. Cuesta parut se rendre à l'opinion de ses collègues; mais il quitta Madrid très-piqué, et moins disposé à coopérer à la réalisation des mesures arrêtées, qu'à susciter des obstacles à la réunion de la junte centrale. Dans cet objet, et pour assouvir en même temps la haine qui l'animait contre la junte de Léon, dont il se prétendait offensé, comme nous l'avons vu, il fit arrêter deux de ses membres, Don Antonio Valdès et le vicomte de la Quintanilla,

qui étaient en chemin pour aller la représenter à la junte centrale : violence qui excita contre son auteur l'animadversion publique.

En vain cependant s'exercèrent ses mauvais desseins, en vain s'ourdirent d'autres intrigues et d'autres machinations; de toutes parts, la plus saine opinion prévalut, et les députés élus par les diverses juntes se rendirent successivement à la capitale. Enfin, arriva le moment désiré de la réunion d'une autorité centrale qui pût faire cesser la suprématie particulière de chaque province. Comme, pendant cette première époque, il n'y avait eu ni temps ni occasion de faire des réformes radicales ou même des changemens dans les diverses branches de l'administration publique, telles qu'elles se trouvaient réglées et disposées lorsque la monarchie s'était, pour ainsi dire, dissoute au mois de mai, telles, ou avec de bien faibles différences, les juntes de provinces les livrèrent à la junte centrale.

Nous n'avons point dissimulé dans le livre précédent, non plus que dans le cours de notre récit, les défauts dont ces juntes furent entachées, ni les passions qui les agitèrent. Nous leur devons aujourd'hui un juste tribut d'éloges pour leur première et sublime résolution, pour leur zèle ardent, pour leur inébranlable fidélité. Au moment où finit leur pouvoir, la prospérité de la patrie s'effaça pour long-temps; mais alors commença une nouvelle lutte, étrange et obstinée, où brillèrent surtout la constance et la fermeté de la nation espagnole.

---

# SOMMAIRE

## DU LIVRE SIXIÈME.

Installation de la junte centrale à Aranjuez, le 25 septembre. — Nombre des membres. — Leur composition. — Floridablança. — Jovellanos. — Différens partis de la junte. — Son installation célébrée dans les province. — Contestations avec le conseil. — Avis de Jovellanos. — Forme intérieure de la junte. — Don Manuel Quintana. — Premières mesures et décrets de la junte. — Son manifeste du 10 novembre. — Distribution des armées. — Leur marche. — Marche de celle de Galice. — Elle occupe Bilbao. — Marche de celle des Asturies. — Cuesta. — Sa conduite. — Equia et Pignatelli lui succèdent. — Marche de Llamas. — Séjour de Castaños à Madrid. — Son départ. — Plan concerté avec Palafox. — Situation de l'armée du centre et de celle d'Aragon. — Force des armées espagnoles. — Situation de Joseph et de l'armée française. — Rapport de ses ministres. — Force de l'armée française. — Mouvement des Espagnols. — Affaire de Lérin, le 26 octobre. — Retraite des Castillans de Logrono. — Dispositions prises par le général Castaños dans son armée. — Il prend position à Cintruénigo et à Calahorra. — Napoléon. — Son message au sénat. — Levée de nouvelles troupes. — Conférence d'Erfurth. — Correspondance avec le gouvernement anglais. — Fin de la correspondance. — Discours de Napoléon au corps-législatif. — Force et division de l'armée française. — Napoléon passe la Bidassoa.

— Affaire de Zornoza, le 31 octobre. — De Balmaseda, le 4 novembre. — Reconnaissance vers Güeñès, le 7 novembre. — Bataille d'Espinosa, les 10 et 11 novembre. — Disposition de Napoléon. — Affaire de Burgos, 10 novembre. — Soult retourne contre Blake. — Différentes directions des maréchaux français. — Entrée de Napoléon à Burgos. — Son décret du 12 novembre. — Armée anglaise. — Armée du centre. — Don Francisco Palafox envoyé par la junte centrale. — Plans divers. — Lannes marche contre l'armée du centre. — Castaños se replie. — Bataille de Tudela, le 23 novembre. — Retraite de l'armée. — Son arrivée à Siguenza. — La Pena, général en chef. — San-Juan à Somosierra. — Les Français franchissent le port. — Situation de la junte centrale. — Lettres des ministres de Joseph. — La junte centrale abandonne Aranjuez. — Situation de Madrid. — Mort du marquis de Peralès. — Napoléon devant Madrid. — Attaque de Madrid. — Conférence de Morla avec Napoléon. — Capitulation. — On viole la capitulation. — Décrets de Napoléon à Chamartin. — Espagnols conduits en France. — Napoléon visite le palais. — Son inquiétude. — Réponse au corrégidor de Madrid. — Serment exigé des habitans. — Les maréchaux français poursuivent les Espagnols. — Complète dispersion de l'armée de San-Juan. — Mort cruelle de ce général. — Armée du centre : ses mouvemens et sa retraite à Cuenca. — Rébellion de l'officier Santiago. — Le duc del Infantado est nommé général en chef. — Le comte d'Alacha. — Sa retraite glorieuse. — La Manche. — Tolède. — Morts violentes. — Villacanas. — Sierra-Morena. — Juntes des quatre royaumes d'Andalousie. — Camposagrado. — Le marquis del Palacio. — Les Français marchent sur l'Estrémadure : état de la province. — Excès. — Le général Galluzo. — Sa retraite. — La junte centrale continue son voyage. — Ses mesures. — Cuesta remplace Galluzo. — La junte centrale arrive à Séville le 17 décembre. — Mort de Floridablanca. — Pénible situation de la junte centrale. — Ses espérances.

# HISTOIRE

DU

# SOULÈVEMENT, DE LA GUERRE

ET DE LA

# RÉVOLUTION D'ESPAGNE.

---

## LIVRE SIXIÈME.

---

Les doutes qui s'étaient élevés sur le choix d'un ieu convenable pour devenir le siége d'un gouverıement central n'étaient point encore résolus; ce gouvernement touchait au moment tant souhaité le son installation, et c'étaient toujours la même ınxiété, les mêmes incertitudes. Le plus grand ıombre penchait pour l'opinion de la junte de Séville, qui avait désigné Ciudad-Real, ou toute ıutre ville, excepté la capitale de la monarchie où l'on redoutait l'influence du conseil et de es alentours. Enfin, les mandataires de différentes juntes s'étant réunis à ceux de la junte de

Séville à Aranjuez, les difficultés cessèrent, et députés flottans qui étaient restés à Madrid fur bien contraints d'adhérer aux sentimens de le collègues, assez ouvertement déclarés par la te même des premières séances dans cette réside royale. L'ouverture de ces séances fut précédé réunions préparatoires dans lesquelles on proc à la vérification et confirmation des pouvoirs, et l'on régla certains points d'étiquette ou de cé monial.

Enfin, le 25 septembre, le nouveau gouver ment fut solennellement installé à Aranjuez, d le palais, sous la dénomination de junte supré centrale et gouvernementale du royaume. Com sée alors de vingt-quatre membres, le nombre fut bientôt augmenté, et l'on en compta jusq trente-cinq nommés pour la plupart par les jui de provinces qui s'étaient formées en mai, au i ment des premiers soulèvemens. Chacune d' envoya deux députés. Il en vint autant de Tol qui ne se trouvait pas pourtant dans le même et autant de Madrid ainsi que du royaume de varre. Les îles Canaries n'envoyèrent qu'un re sentant. Le comte de Floridablanca, député Murcie, fut élu président, et Don Martin de Ga député d'Estrémadure, secrétaire-général.

Les membres du nouveau gouvernement ap tenaient aux classes les plus honorables de l' parmi eux l'on comptait des ecclésiastiques él en dignité, cinq grands d'Espagne, plusieurs bles de Castille, d'anciens ministres, et autres f tionnaires civils et militaires. Presque aucun d cependant n'était connu comme homme pu avant l'insurrection, excepté Don Antonio Val le comte de Floridablanca et Don Gaspar Mel de Jovellanos. Le premier, chargé pendant plusi années du portefeuille de la marine, avait mé

ıalgré quelques fautes, de justes éloges, pour le éveloppement imposant qu'il donna. aux forces avales, et pour les améliorations qu'il introduit dans toutes les branches de son administration: es deux autres, d'une renommée plus brillante, éclament de notre plume une mention particulière: ous allons en peu de mots les faire connaître.

Dans la quatre-vingtième année de son âge, Don osé Moñino, comte de Floridablanca, bien que ravaillé par la vieillesse et les infirmités, conservait encore toute la netteté de sa raison, et assez de orce d'âme pour rester fidèle aux principes qui l'avaient guidé pendant la longue durée de son célèbre ninistère. Issu d'une humble famille de Hellin, dans a province de Murcie, ses talens et ses travaux 'avaient élevé jusqu'aux plus hautes dignités de 'état. Étant procureur fiscal du conseil royal., et conjointement avec son illustre collègue, le comte de Campomanès, il avait défendu avec non moins d'habileté que d'énergie les prérogatives de la couronne contre les empiètemens du clergé et les prétentions outrées de la cour de Rome. Ses doctrines, et la part qu'il prit à l'expulsion des jésuites, lui méritèrent l'honneur d'être envoyé comme ambassadeur auprès du saint-siége, où il contribua à faire délivrer le bref de suppression de cette société fameuse, et à faire régler une foule d'autres affaires également importantes. Appelé, en 1777, au ministère des affaires étrangères, et quelquefois chargé des divers autres portefeuilles, il se vit, dès ce moment, jusqu'à la mort de Charles III (1788), l'arbitre, pour ainsi dire, des destinées de la monarchie. Il serait difficile de citer un ministre dont on ait dit à la fois autant de bien et autant de mal. Homme capable, absolu, consciencieux dans l'accomplissement de ses devoirs, il développa à l'intérieur presque tous les germes de prospérité

nationale, construisit des grandes routes, et fo
plusieurs établissemens d'utilité publique. A l
térieur, bien qu'engagé dans la guerre impolit
et ruineuse de l'indépendance des Etats-U
évidemment entreprise contre son gré, il dép
à la face de l'Europe des forces inattendue
respectables, et sut soutenir au milieu des au
nations la dignité de l'Espagne. On lui reproc
juste titre d'avoir introduit une politique soup
neuse et remuante, et de s'être trop complai
ment abandonné à l'amour des persécutions
couvrant du prétexte de la raison d'état des
lences qui n'étaient le plus souvent que de
tes de vengeance personnelle. Peut-être qu
obstacles opposés par l'ignorance à des mesur
lutaires irritaient son esprit naturellement
endurant : aucune ne fut plus mal accueillie
celle qui constituait une junte d'état, et obli
les ministres à arrêter en commun toutes les
lutions d'intérêt général et quelques autres r
ves à des matières déterminées. L'on ne voulu
qu'une manie de se mêler de tout et de décid
tout en maître, dans une mesure qui, avec l'e
des motifs dont elle était accompagnée, non-s
ment n'avait pas besoin d'excuse, mais qui c
suffire même pour en faire apprécier l'a
comme un homme d'état consommé. Apr
mort de Charles III, il se maintint encore a
nistère jusqu'en 1792. Effrayé alors des progr
la révolution française, et aigri par des écrit
riques dirigés contre sa personne, il se livre
que jamais à l'arbitraire auquel il était déjà
clin; mais, ni ce système, ni la connaissance
avait de la cour et de ses intrigues, ne
pêchèrent de succomber promptement so
puissance de Don Manuel Godoy, ce colosse
faveur royale, qui, dans son élévation nais

bien qu'il dissimulât, voyait Floridablanca avec méfiance et aversion. Disgracié en 1792, et renfermé dans la citadelle de Pampelune, il finit par obtenir qu'on le laissât vivre tranquille et retiré dans la ville de Murcie. C'est là qu'il était lors des événemens de mai, et il répondit noblement à l'appel qui fut fait à son patriotisme, en dépit des fausses protestations que la malveillance lui avait injustement attribuées. Il s'était appliqué pendant son ministère à élargir de plus en plus les limites de l'autorité royale, en brisant toutes les résistances qu'elle pouvait rencontrer; son attachement à de tels principes n'avait fait que croître avec l'âge, et il voulut, comme membre de la junte centrale, qu'ils servissent de boussole au nouveau gouvernement, sans considérer les changemens que le temps avait amenés, et ceux que la difficulté des circonstances rendait encore nécessaires.

Attentif à ces changemens et formé à une tout autre école, Don Gaspar Melchor de Jovellanos suivait dans sa conduite une voie tout opposée, et maintenait ses sentimens politiques en harmonie avec les opinions les plus avancées, et les plus généralement reçues. Nommé, tout jeune encore, magistrat à la cour de Séville, élevé ensuite aux fonctions de juge civil et criminel de l'un des tribunaux suprêmes du conseil de Castille (*alcade de casa y corte*), et à celle de conseiller des ordres (*consejero de ordenes*), il remplit les devoirs de ces charges et de quelques autres non moins importantes, en homme intègre, zélé, et avec une habileté distinguée. Appelé, en 1797, au ministère de grâce et justice, il était trop inflexible dans son honneur pour se plier aux exigences de la cour corrompue de Maria-Luisa, et son portefeuille lui fut bientôt retiré. Cette destitution était particulièrement fondée sur ce qu'il avait cherché à éloigner de

toute faveur et de toute influence Don Manuel Godoy, auquel on ne pouvait faire adopter aucun plan qui eût pour objet la prospérité publique. Il avait voulu, en effet, profiter d'une conjoncture dans laquelle la reine se croyait dédaignée et offensée. Mais l'aveugle passion de cette femme, éveillée de nouveau par les assiduités perfides et les complaisances réitérées de son favori, non-seulement préserva celui-ci d'une disgrâce, mais entraîna même celle du ministre et de ses amis. Exilé d'abord à Gijon, sa ville natale, relégué ensuite dans un couvent à Mayorque, et enfin brutalement enfermé dans le fort de Bellver de la même île, il supporta cette infâme et atroce persécution avec le calme et le courage du juste. Sa longue captivité n'eut de terme qu'aux événemens d'Aranjuez, et nous avons déjà vu avec quelle dignité il rejeta, en quittant sa prison, les offres que lui faisait le gouvernement intrus : noble et sublime conduite qui lui mérita l'honneur d'être élu par la province des Asturies pour la représenter dans la junte centrale. Ecrivain remarquable, et surtout plein d'éloquence et d'harmonie, il mit au jour, comme littérateur et comme publiciste, des œuvres choisies, et ses productions en prose peuvent être considérées en Espagne comme des meilleures, sinon comme les premières de son temps. Protecteur éclairé des sciences et des lettres, il encouragea avec un soin particulier l'éducation de la jeunesse, et dans son institut asturien, dont il fut le fondateur, il jeta les germes d'un enseignement méthodique et complet. On remarquait dans sa personne comme dans ses relations privées, ce ton de franchise et cette attitude digne et fière, qui rappelaient le type du caractère espagnol au XVI$^e$ siècle, et il unissait à ces avantages le savoir et le goût exquis de notre temps. On lui repro-

chait d'aimer la noblesse et ses distinctions; mais outre qu'une telle sympathie n'avait rien d'étrange chez un homme de son âge, et né dans cette classe, il est juste de dire qu'elle ne procédait point en lui d'un vain orgueil, ni d'un attachement puéril aux armes de sa maison, mais de ce qu'il était convaincu de l'utilité, de la nécessité même, dans une monarchie modérée, d'un pouvoir intermédiaire entre le souverain et le peuple. Aussi fut-il toujours pour une représentation nationale divisée en deux chambres. Naturellement doux, mais trop obstiné dans ses résolutions, il était difficile de le détourner d'une idée une fois arrêtée, tandis que, d'un autre côté, la candeur et la droiture de son esprit le rendaient aisément accessible à la surprise et à la tromperie, malheur ordinaire à l'homme de bien qui, selon l'expression de Cicéron, son auteur favori, « *se décide bien « difficilement à soupçonner la perversité d'au- « trui.* » Tel fut Jovellanos, dont le nom ne cessera de briller, de dominer même parmi les hommes les plus célèbres qui ont fait la gloire de l'Espagne.

L'attention nationale s'était fixée d'avance sur les deux personnages dont nous venons de parler, et la junte centrale suivit l'impulsion de l'opinion publique, la plupart de ses membres s'attachant à l'un ou à l'autre. Mais comme il y avait entre eux dissentiment, les avis se partagèrent, et ce fut, en général, le principe de Floridablanca qui prévalut. Plus tard, cependant, sa mort et les malheurs de la patrie firent triompher quelquefois au moins le système de Jovellanos, soutenu par Don Martin de Garay, qui, par ses lumières naturelles, sa facile intelligence et son expérience des affaires, sut acquérir une influence souveraine dans les délibérations de la junte.

Mais les deux partis, si l'on peut se servir de ce mot, qui divisaient le nouveau gouvernement, manquaient l'un et l'autre d'activité et de promptitude dans les résolutions. Floridablanca, vieux et souffrant, Jovellanos, également sous les atteintes de l'âge et des infirmités, accoutumés tous deux à la régularité monotone de notre gouvernement, ne pouvaient échapper à l'empire des habitudes dans lesquelles ils avaient vieilli. Leur autorité entraînait après elle les autres membres, pour la plupart hommes de probité, mais dépourvus de qualités éminentes et fortes. Deux ou trois d'entre eux, plus résolus et plus hardis que les autres, et principalement Don Lorenzo Calvo de Rozas, qui se signala au siége de Saragosse, voulurent vainement tirer la junte de cette espèce de torpeur; ce n'étaient ni leur faible nombre, ni le peu de crédit de leurs noms jusque-là à peu près inconnus, qui pouvaient vaincre les obstacles opposés à leurs vues.

Aussi, qu'arriva-t-il? c'est que, dans les premiers mois, la junte centrale ayant basé sa politique sur l'opinion de Floridablanca, sans que celui-ci, non plus que Jovellanos, missent dans l'exécution des dispositions militaires et des mesures d'économie l'énergie et la promptitude que réclamait la situation difficile de l'Espagne, on eut la douleur de voir le nouveau gouvernement s'occuper avec lenteur et mollesse de la défense du pays, ne s'inquiéter que de détails secondaires, et, pour l'administration civile, aller puiser ses inspirations dans des temps éloignés et de funeste souvenir.

Auparavant, et dès qu'on eut appris dans les provinces l'installation du gouvernement central, la nouvelle en fut accueillie avec un enthousiasme universel, et l'on ne prêta point l'oreille aux plaintes de quelques juntes, notamment celles de Séville

et de Valence, qui, jalouses de conserver entière une puissance qu'elles sentaient s'affaiblir, avaient voulu réduire les députés de la junte centrale au rôle de simples agens soumis à leur volonté, à leur caprice, et ne tenant que d'elles des pouvoirs provisoires et bornés. L'on n'eut donc aucun égard aux instructions émanées de ces juntes, et l'on se régla sur les dispositions arrêtées par quelques autres qui laissaient le gouvernement central se poser comme une véritable autorité souveraine et indépendante, au lieu de n'être qu'un corps subalterne et enchaîné. Et s'il y avait là quelque chose d'illégitime, le bien et l'union du royaume ne laissaient pas le choix d'une autre route, car c'eût été vouloir que chaque province se gouvernât séparément et à son gré.

Les démêlés avec le conseil royal, comme on devait s'y attendre, ne manquèrent pas non plus. Le 26 septembre, la junte centrale lui avait donné avis de son installation, en lui signifiant que, dès que ses membres lui auraient prêté le serment qui lui était dû, il eût à expédier les cédules, les ordres et les instructions nécessaires pour que toutes les autorités du royaume lui fissent leur soumission. Par cette démarche, que beaucoup désapprouvèrent, le conseil, persuadé peut-être que la junte avait besoin de son appui pour être reconnue dans l'état, prit courage, et après avoir fait attendre une réponse claire et formelle, il envoya enfin, le 30, avec le serment demandé, une sorte de protestation de ses procureurs fiscaux, dans laquelle ceux-ci s'opposaient à la prestation dudit serment, en invoquant l'usage et les anciennes coutumes. Bien que le conseil ne se fût pas conformé à l'opinion de ses procureurs, il n'en donna pas moins communication à la junte, en y joignant ses propres réflexions qui tendaient principalement à ce qu'on

adoptât les trois mesures suivantes : 1° la réduction des membres du gouvernement central, attendu que leur nombre actuel était contraire aux dispositions de la loi qui, en parlant des minorités dans les cas où le roi défunt n'aurait point nommé de tuteurs, dit que la régence ne pourra se composer que d'un, ou de trois, ou de cinq membres au plus (*Partida* 2°, *ley* 3°, *tit.* 15). — 2° L'extinction des juntes provinciales. — 3° La convocation des cortès, conformément au décret rendu par Ferdinand VII à Bayonne.

Au premier aspect, rien n'était plus juste que ces demandes. Toutefois, non-seulement elles étaient alors inexécutables, mais encore, émanant d'un corps aussi déconsidéré que l'était le conseil, elles ne furent attribuées qu'à sa haine et à son dépit contre les autorités populaires nées de l'insurrection. Outre les motifs généraux et bien connus qui autorisaient cette imputation, il en existait encore de particuliers à la circonstance, qui lui donnaient un nouveau poids. Ainsi, sur le premier point, le conseil, qui jugeait maintenant que la junte centrale était trop nombreuse, s'était adressé, un mois auparavant, aux présidens des juntes provinciales pour que, «*attendu l'impossibilité d'adopter* « *en des circonstances si extraordinaires les moyens* « *prescrits par les lois et les coutumes nationales, ils* « *voulussent bien députer les personnes les plus di-* « *gnes de leur confiance, qui, réunies à celles nom-* « *mées par les juntes établies dans les autres pro-* « *vinces et au conseil, pourraient délibérer ensemble;* « *de telle sorte que, toutes les mesures et disposi-* « *tions partant de ce centre commun, l'effet en pût* « *être aussi prompt qu'efficace.* » D'où il résulte que, si l'on eût acquiescé aux désirs du conseil, loin de se trouver restreint, le nombre des membres de la junte centrale se fût trouvé grossi de tous

les magistrats de ce corps. Et, quant à la loi des *Partidas* qu'on invoquait pour en exiger la réduction et réclamer la formation d'un conseil de régence, on peut dire qu'elle ne reçut jamais d'exécution, en remontant jusqu'à la minorité de Ferdinand IV, dit l'*Ajourné*, petit-fils du législateur qui avait promulgué cette loi, et en finissant à celle de Charles II d'Autriche. La seconde demande du conseil, relative à la suppression des juntes provinciales, parut tout-à-fait intempestive. C'eût été un tort sans doute de conserver ces juntes en un temps calme et ordinaire; mais était-ce bien le moment de les abolir, quand l'ennemi stationnait sur presque tous les points du royaume, et ne devait-on pas alors se contenter de fixer et limiter leurs pouvoirs? L'on ne fut pas non plus très-satisfait de la troisième demande, toute flatteuse qu'elle pouvait paraître, et dont l'objet était la convocation de la représentation nationale. On doutait de la sincérité de la proposition, car le conseil s'était toujours effarouché du seul nom de cortès, et, d'ailleurs, il eût fallu un temps infini pour régler seulement le mode de convocation, à raison des changemens survenus dans la monarchie. Toutes ces fausses démonstrations indisposèrent si fort l'opinion, que le conseil, intimidé, n'insista point pour le moment.

Cependant, l'expression de ces vœux avait de l'écho dans la junte centrale; quelques membres des plus éclairés les partageaient jusqu'à un certain point, et, parmi eux, Jovellanos. Depuis le jour de son installation, la junte s'était réunie, matin et soir, à huis-clos, et un de ses premiers actes avait été de nommer une commission chargée de faire son règlement intérieur. Dans cette commission, Jovellanos avait proposé, comme mesure préalable, de s'occuper de l'institution et de la forme du nou-

veau gouvernement. N'ayant pas été appuyé, il reproduisit cette motion, le 7 octobre, au sein de la junte elle-même, en demandant qu'on annonçât immédiatement à la nation « qu'elle serait réunie « en cortès sitôt que l'ennemi aurait évacué le ter- « ritoire, ou, si cela ne s'effectuait pas avant, pour « le mois d'octobre 1810; qu'on allait procéder à la « formation d'une régence par intérim, qui entre- « rait en fonctions le 1er janvier de l'année 1809; « que l'installation de la régence n'empêcherait « point la continuation de la junte centrale et des « juntes de province, en réduisant toutefois la pre- « mière à la moitié de ses membres, et les autres à « quatre membres seulement, ces diverses juntes « ne devant plus avoir ni autorité, ni mandat, et « devant servir seulement d'auxiliaires au gouver- « nement. » Ces propositions, bien qu'accueillies avec une juste faveur, ne purent être admises et furent ajournées à un autre temps. Selon les uns, il était plus urgent de s'occuper de mesures de guerre que de matières de politique générale et de gouvernement; pour d'autres, il leur était dur de descendre du poste éminent où ils se voyaient élevés. Il était difficile aussi de contenter les provinces dans l'élection de la régence, qui ne devait se composer que de trois ou cinq membres; l'impossibilité pour chacune d'elles d'y avoir un représentant n'eût pas manqué d'engendrer partout du désappointement et des plaintes. D'ailleurs, le gouvernement électif et limité de la régence, sans l'appui d'un autre corps plus nombreux, et qui délibérât en public comme les cortès, aurait-il pu résister au choc de l'opinion, si changeante et si soupçonneuse au sein des agitations et du tumulte? Or, la convocation des cortès, ainsi que nous l'avons fait entendre, eût exigé plus de calme, plus de temps, et de mûres délibérations. Par tous ces mo-

tifs, et à raison du danger des circonstances, la junte centrale fut maintenue dans la jouissance et la pleine possession de l'autorité souveraine.

En vertu de ses pouvoirs, et pour la meilleure et la plus prompte expédition des affaires, elle régla sa forme intérieure, et se divisa en autant de sections qu'il y avait de ministères en Espagne, savoir : l'extérieur, la justice, la guerre, la marine et les finances; les mesures proposées par chaque section étaient discutées et arrêtées en assemblée générale. Pour ramener son action à un centre d'unité, il fut créé une secrétairerie-générale, à la tête de laquelle on plaça le célèbre écrivain et dévoué patriote, Don Manuel Quintana : ce choix ne fut pas inutile au crédit de la junte, qui, empruntant le secours de sa plume pour ses proclamations et ses manifestes, habituait ainsi la multitude à apprécier par la dignité du langage les idées et les actes du gouvernement.

Malheureusement, ces actes et ce langage s'accordèrent fort peu durant les premiers mois. Les membres de la junte centrale crurent n'avoir rien de mieux à faire que de s'occuper avant tout de titres et de distinctions honorifiques : au président fut dévolue la qualification d'altesse, à chacun de ses collègues, celle d'excellence, et le titre de majesté fut réservé à la junte en corps. Ils ornèrent leur poitrine d'une plaque représentant les deux mondes, ils s'allouèrent un traitement de 120,000 réaux, s'abandonnant ainsi aux mêmes faiblesses que les juntes de province, bien que les circonstances fussent toutes différentes.

A ces premiers décrets en succédèrent d'autres non moins irréfléchis. L'on suspendit les ventes des biens de main-morte, et l'on pensa même un instant à faire annuler celles contractées antérieurement. Il fut permis aux jésuites de rentrer en

Espagne comme simples particuliers. La presse vit renaître toutes ses anciennes entraves, un inquisiteur-général fut nommé; et, en affligeant ainsi profondément tous les hommes éclairés, la junte ne parvint ni à contenter ni à flatter le clergé, trop habile pour ne pas comprendre l'inopportunité de semblables mesures.

Les murmures et le mécontentement que ces mesures avaient provoqués étaient loin d'être apaisés par celles qui se décrétaient en matière de guerre et de finances. Il est vrai que, si l'inaction de la junte tenait quelque peu aux vaines puérilités dont elle s'occupait, elle ne s'expliquait pas moins par l'état déplorable de la nation, qui, déjà épuisée, avait fait un effort extraordinaire dans l'insurrection de mai, et avait achevé de ruiner ses ressources pour faire face aux nécessités pressantes du moment. Quant à l'administration publique, depuis long-temps en désarroi, et complétement bouleversée par cette violente secousse, elle n'offrait plus que des débris épars. La reconstruire était une œuvre trop longue et qui ne pouvait convenir à un gouvernement comme la junte centrale, dont la forme, bien qu'elle ne pût alors se plier à aucune amélioration, n'en était pas moins monstrueusement vicieuse. Ce corps, en effet, trop nombreux comme pouvoir exécutif, ne prenait que des résolutions lentes à cause des difficultés et des embarras de ses délibérations, et, trop borné dans sa composition pour exercer la puissance législative, il n'avait la faculté ni d'approfondir suffisamment les matières, ni de chercher des lumières et de la sympathie dans l'opinion, la nature même de son institution exigeant que ses discussions fussent tenues secrètes.

La junte essaya pourtant, quoique avec mollesse, de se concilier l'estime de la nation, en publiant le

10 novembre un manifeste qui portait la date du 26 octobre, et dans lequel étaient tracés de main de maître un aperçu de la situation du pays, et le plan de conduite que suivrait le gouvernement central. Non-seulement on y indiquait les remèdes prompts et énergiques qu'il était urgent d'adopter; non-seulement il y était question de tenir sur pied pour la défense de la patrie cinq cent mille fantassins et cinquante mille chevaux, mais on y donnait aussi l'espérance, pour l'avenir, d'une amélioration dans nos institutions. Si l'on eût publié plus tôt ce manifeste, et surtout si les faits eussent mieux répondu aux paroles, rien n'eût été plus parfait et plus raisonnable que cette conduite de la junte. Mais le mois d'octobre avait eu son cours, on était en novembre, on avait déjà éprouvé des revers, et l'on ne s'apercevait point pour cela que les armées fussent mieux pourvues ou plus nombreuses.

Elles avaient été divisées, en vertu d'un décret, en quatre grands corps différens: 1° l'armée de la gauche, qui devait comprendre celle de Galice, celle des Asturies, les troupes venues du Danemarck, et les hommes que pourraient fournir les montagnes de Santander et les pays qu'elle parcourrait; 2° l'armée de Catalogne, composée de troupes et d'hommes de cette province, des divisions du Portugal et de Mayorque, et de celles qu'avaient envoyées Grenade, l'Aragon et Valence; 3° l'armée du centre, qui devait se former des quatre divisions de l'Andalousie, de celles de Castille et d'Estrémadure, et de celles de Valence et de Murcie qui étaient entrées à Madrid avec le général Llamas; l'on comptait aussi, de ce côté, sur la coopération des Anglais dans le cas où l'on se déterminerait à approcher de la frontière de France; 4° l'armée de réserve, composée des troupes de l'Aragon et de celles qui, pendant le siége de Sara-

gosse, leur avaient été adjointes de Valence et autres points. L'on créa aussi une junte générale de guerre, présidée par le général Castaños, quoique alors il dût suivre l'armée. Mais ces mesures ne purent recevoir une entière et complète exécution ; d'autres dispositions y mirent obstacle, ainsi que les contretemps et les désastres qui survinrent, et dans le récit desquels nous allons entrer.

Déjà, avant l'installation de la junte centrale, il avait été arrêté dans le conseil militaire, établi à Madrid, le 5 septembre, et dont nous avons parlé, que, tandis que le général Llamas, avec les troupes de Valence et de Murcie, marcherait sur Calahorra, et Castaños sur Soria avec celles d'Andalousie, Cuesta et les troupes de Castille devraient s'appuyer sur le bourg d'Osma, et Palafox, avec l'armée sous ses ordres, sur Sangüesa et sur les rives de l'Aragon; en outre, Galluzo, qui commandait la division d'Estrémadure, avait ordre de se réunir à celle qui se dirigeait sur l'Ebre. Blake, de son côté, devait avancer avec les Galiciens et les Asturiens vers Burgos et les provinces de Biscaye. L'absurdité d'un pareil plan, qui éparpillait, sans ordre, sur divers points et sur une ligne étendue, des troupes faibles, mal disciplinées et plus mal équipées encore, en rendait l'exécution fort lente, et la complète réalisation en fut même impossible. De nouvelles disputes et de nouvelles passions y contribuèrent, mais surtout la mauvaise combinaison du plan lui-même, la pénurie des ressources, le désordre dans les distributions, et, enfin, cette lenteur caractéristique en apparence de la nation espagnole, laquelle, au dire de Bacon, avait donné lieu, dès son temps, à ce proverbe: *Puisse la mort me venir d'Espagne* ( *me venga la muerte de España* ), parce qu'elle arriverait lentement.

Cependant, l'armée de Galice, après la déroute

de Rioseco, s'étant organisée quelque peu à Manzanal et à Astorga, se mit en marche sous les ordres de son général, Don Joaquin Blake, dans les derniers jours d'août, et, divisée en trois colonnes, elle suivit le versant méridional de la chaîne de montagnes qui sépare Léon et Burgos des Asturies et de Santander. Au bout de quinze jours, les trois colonnes se trouvaient à Villarcayo, où elles prirent position, ce lieu leur paraissant avantageux comme centre d'opérations ultérieures. Elles étaient fortes de vingt-deux mille sept cent vingt-huit hommes d'infanterie et quatre cents de cavalerie, et formaient quatre divisions. La quatrième, aux ordres du marquis de Portago, se mit en mouvement dans la direction de Bilbao pour assurer la communication avec cette côte, et dans l'espoir de surprendre les Français. Mais ceux-ci, prévenus par les coups de feu imprudens d'un poste avancé, purent, sans perte sérieuse, effectuer leur retraite et évacuer la ville, qui, du reste, ne fut pas long-temps au pouvoir de nos troupes, car le maréchal Ney, récemment arrivé de France, vint fondre sur elles avec un renfort, et obligea Portago à se replier par Balmaséda sur la Nava. Le général Blake revint à la charge, quelques jours après, pour reprendre Bilbao, et, s'étant présenté en personne avec des forces supérieures, le général français, Merlin, dut évacuer encore une fois la place dans la nuit du 11 octobre.

Le même jour furent incorporées à l'armée de Galice les troupes des Asturies qui occupaient Quincocès, sur la rive gauche de l'Èbre, et qui étaient commandées par Don Vicente-Maria de Acévédo. Ce général avait succédé dans le commandement, depuis le 28 juin, au marquis de Santa-Cruz de Marcenado, dont le patriotisme et l'instruction n'étaient point accompagnés de ce

rare talent qu'exige la formation d'une armée nouvelle et levée à la hâte. Acévédo, vieux soldat, ferme et sévère, riche de moyens naturels et de connaissances acquises, était parvenu à discipliner assez bien un effectif de huit mille hommes, avec lesquels il avait résolu d'entrer en campagne. Ils marchaient divisés en deux corps, l'un ayant à sa tête Don Cayetano Valdès, l'autre Don Gregorio Quiros. Le premier, chef d'escadre, commandait à Mahon, au commencement de l'année, la force navale mouillée dans ce port, et dès long-temps déjà, la nation l'avait distingué et le regardait comme un de ses meilleurs et de ses plus intrépides marins. Au premier bruit du soulèvement des Asturies, il était accouru dans cette province, berceau de sa famille. Le second, originaire de la même province et officier des gardes espagnoles, était justement regardé comme un homme actif, intelligent et brave. Les troupes des Asturies et de la Galice s'étant donc réunies, concertèrent leurs manœuvres, et, le 25 octobre, le général Blake s'établit avec une partie de cette armée entre Zornoza et Durango.

Dans le même temps, Don Gregorio de la Cuesta, au lieu d'exécuter ce qui avait été convenu le 5 septembre à Madrid, songea d'abord à satisfaire ses vengeances. Nous avons déjà dit comment, à son retour de la capitale, il avait fait prisonniers et retenu au fort de Ségovie les députés de Léon, Don Antonio Valdès et le vicomte de Quintanilla. Poursuivant ses projets, il voulait les faire juger comme rebelles à son autorité par un conseil militaire, et il avait choisi pour soutenir l'accusation le comte de Cartaojal. Il avait arrêté aussi que la ville de Valladolid nommerait à leur place deux autres membres pour la province de Castille, ce qui ne fit qu'augmenter le désordre et la confusion. Heu-

reusement, Cuesta ne trouva nul appui dans l'opinion, et la junte, désapprouvant sa conduite, le manda devant elle à Aranjuez, et enjoignit à Cartaojal d'élargir les prisonniers. Ils obéirent l'un et l'autre, et l'armée de Castille, passant sous les ordres de son second chef, Don Francisco Eguia, s'approcha de Logroño, où elle fut définitivement commandée par Don Juan Pignatelli. Mais ces changemens et ces mutations de chefs affaiblirent et déconcertèrent les troupes castillanes, qu'on voyait pleines d'enthousiasme et d'ardeur à la vérité, mais qui étaient nouvelles et indisciplinées. Elles ne dépassaient pas huit mille hommes et quelques chevaux.

De son côté, désireux de mettre en œuvre le plan convenu, Don Pédro Gonzalez de Llamas était parti de Madrid au mois de septembre avant tous les autres. Il commandait les Valenciens et les Murciens avec qui il était entré dans la capitale, de laquelle il était ensuite sorti avec environ quatre mille cinq cents hommes d'infanterie ou de cavalerie. Il avait dirigé sa marche sur Alfaro, rive droite de l'Ebre, et dans les premiers jours d'octobre, il établit son quartier-général à Tudéla. Il y fut bientôt suivi de la deuxième et de la quatrième division d'Andalousie, commandées toutes deux par le général Don Manuel de la Peña, et dont les forces s'élevaient à dix mille hommes. Castaños était resté à Madrid, et l'on ne manqua pas de lui reprocher ce retard, auquel ne furent point étrangères les intrigues du conseil, non plus que la jalousie et le dépit de la junte de Séville.

Ce qui le retenait aussi, selon quelques-uns, c'était l'espérance d'être nommé généralissime par la junte centrale, en rémunération des soins qu'il s'était donnés pour la faire établir. La convenance de cette mesure se trouvait appuyée par sir Charles

Stuart, qui, de Galice, s'était rendu à Madrid et à Aranjuez, et par lord William Bentinck, envoyé de Portugal par le général Dalrymple pour se concerter avec Castaños sur les opérations militaires. C'était sans doute une pensée utile pour l'union et la conformité de direction des armées, mais elle devait échouer devant les rivalités d'autres généraux, lesquelles régnaient au sein même de la junte, et devant la crainte où l'on était que Castaños ne manquât de l'activité et de la fermeté que réclamaient les circonstances.

Ce général quitta enfin Madrid le 8 octobre, et le 17 il arriva à Tudéla. Sur l'invitation de Palafox, il se rendit à Saragosse, et là ils convinrent, le 20, comme continuation des résolutions déjà prises, que l'armée du centre, de concert avec celle d'Aragon, menacerait Pampelune, et qu'à cet effet une division tournerait la place, tandis que l'armée de Blake, à qui l'on en donnerait avis, marcherait le long de la côte pour couper les communications avec la France.

Nous avons laissé cette dernière entre Zornoza et Durango; quant aux deux autres, ou plutôt la portion qui en avait été détachée pour s'approcher de l'Ebre, voici comment elle était alors distribuée. Logroño était occupé par les huit mille Castillans que commandait Don Juan de Pignatelli; à Ladosa était Don Pédro Grimarest avec la deuxième division d'Andalousie, tandis que la quatrième, aux ordres de Don Manuel de la Peña, avait pris position à Calahorra; nous avons déjà dit que ces deux divisions formaient un effectif de dix mille hommes. Les quatre mille cinq cents Valenciens et Murciens restaient à Tudéla, commandés par Don Pédro Roca, qui avait remplacé Llamas, chargé d'autres fonctions auprès du gouvernement. L'armée d'Aragon avait à Sangüesa huit mille

hommes sous le commandement de Don Juan O-Neil, envoyé de Valence avec un léger renfort, et son arrière-garde à Egea en comptait cinq mille aux ordres de Don Felipe Saint-March. Avec des forces si bornées et sur une ligne si étendue, les hommes prudens et expérimentés jugèrent que le plan convenu à Saragosse était mal combiné pour prendre l'offensive. Et en effet, toutes les troupes espagnoles parvenues vers le milieu d'octobre jusqu'en Biscaye et sur les bords de l'Ebre, ne s'élevaient pas à soixante-dix mille hommes, puisque le corps de Blake se composait de trente mille Asturiens et Galiciens (ceux de la Romana ne s'y étaient point encore incorporés), et celui de Castaños de trente-six mille soldats, tant Castillans qu'Andaloux, Valenciens, Murciens et Aragonais. Cette opinion paraîtra surtout fondée, si, reportant nos regards sur l'ennemi, nous examinons son état, ses forces, sa position.

Joseph Bonaparte, après son départ de Madrid, était resté dans les limites de la province de Burgos ou à Vitoria. Là, il passait son temps à rendre quelques décrets, à tracer des marches et des expéditions qui ne s'effectuèrent point, et à créer un ordre militaire. Ses ministres, pressés par les circonstances, lui présentèrent un rapport dans lequel, « après « avoir exposé qu'il était de l'intérêt de l'Espagne « qu'on ne confondît point sa bonne harmonie et « son amitié envers la France avec sa coopération « aux projets et aux vues d'agrandissement où le « chef de cet empire se trouvait engagé....... ils fai« saient entendre....... qu'il serait convenable de « pouvoir annoncer à la nation que, toute gouver« née qu'elle était par le frère de l'empereur, con« formément aux traités de Bayonne, elle devait « être libre de faire séparément sa paix avec l'An« gleterre...... Qu'alors s'évanouiraient les inquié-

« tudes qu'on entretenait avec fondement sur les « possessions d'Amérique, etc., etc..... » Ce rapport fut jugé digne d'être mis sous les yeux de Napoléon, et les ministres Azanza et Urquijo se rendirent en personne à Paris pour le lui présenter et le soutenir de leur parole. Quelque louables que fussent les intentions de ceux qui l'avaient rédigé, il n'est pas croyable qu'ils firent cette démarche avec espoir de succès, ou, si telle fut leur pensée, il faut convenir qu'ils cédaient à un bien étrange aveuglement. Mais l'empereur des Français, sans s'arrêter aux discours des ministres espagnols de Joseph, ne songea qu'à renforcer son armée.

Celle-ci, dans les premiers momens de se retraite, était tombée dans un grand découragement, et la plupart de ses colonnes, excepté celles du maréchal Bessières, se repliaient sur l'Ebre presque sans ordre et sans discipline. Qu'on les eût poursuivies et inquiétées alors, il eût été facile de les désorganiser entièrement et de les dissiper, ou du moins de les forcer à ne s'arrêter que sur la terre de France. Mais les Espagnols, se reposant sur leurs lauriers avec nonchalance, mal approvisionnés d'ailleurs, leur laissèrent le temps de se refaire. Ce fut ainsi que l'armée française, maintenant mieux disposée et renforcée de troupes fraîches, se distribua en trois grands corps, celui du centre aux ordres du maréchal Ney, qui arrivait de France comme nous l'avons dit, et ceux de la gauche et de la droite, commandés chacun par les maréchaux Moncey et Bessières. Il y avait de plus une réserve composée en partie de soldats de la garde impériale; là, se trouvait Joseph avec le maréchal Jourdan, son major-général, récemment venu de Paris pour occuper ce poste. En somme, l'effectif de ces troupes s'élevait, en septembre, à plus de cinquante mille combattans, dont onze mille

hommes de cavalerie, avec l'inappréciable avantage de se trouver concentrées et prêtes à se porter en ligne directe sur tous les points attaqués, tandis que les nôtres, pour se donner la main, avaient à parcourir la courbe immense qu'elles formaient autour de l'ennemi, qui, d'ailleurs, sans compter ses auxiliaires de la Catalogne, et les garnisons de Pampelune et Saint-Sébastien, était encore soutenu par les forces que commandait à Bayonne le général Drouet, et par le précieux avantage de recevoir promptement, de son propre pays, tous les genres de secours.

Néanmoins, et quoique les rangs de l'armée française se grossissent chaque jour de nouvelles troupes, elle se tenait immobile et sur la défensive, lorsque les Espagnols essayèrent d'exécuter le plan concerté à Saragosse. Le 27 octobre était le jour convenu pour commencer l'entreprise; mais, quelques jours plus tôt, les nôtres, dans leur impatience, s'étaient déjà mis en mouvement. Les Castillans qui étaient à Logroño, situé sur la rive droite de l'Ebre, avaient traversé le fleuve et s'étaient portés à Viana, tandis que Grimarest s'était étendu de Lodosa à Lérin. Les Aragonais, du côté de Sangüesa, s'avancèrent aussi, accompagnés de paysans en si grand nombre, que Moncey, alarmé, en donna avis à Joseph, qui détacha du corps de Bessières deux divisions pour renforcer les troupes d'Aragon et de Navarre.

Le 20 octobre, le général Grimarest donna l'ordre à Don Juan de la Cruz-Nourgeon d'occuper Lérin avec les tirailleurs de Cadix, une compagnie de volontaires catalans et quelques cavaliers. Pour l'appuyer, d'autres détachemens restèrent à Carcar et Sesma. Cruz devait se retirer s'il était attaqué par des forces supérieures; mais, ayant exposé à

Grimarest la difficulté de cette retraite, dans le cas où la cavalerie ennemie envahirait la plaine entre Lérin et Lodosa, celui-ci lui promit de le soutenir en temps opportun.

En exécution de ces ordres, Cruz fortifia comme il put le couvent des capucins et le palais qui devait être son dernier refuge. Il ne tarda pas à apprendre qu'il allait être attaqué, et, le 25, il en informa le général Grimarest. En effet, le 26, à la pointe du jour, l'ennemi commença l'attaque et fut vigoureusement repoussé par nos troupes. Les Français revinrent à la charge avec plus de monde, vers neuf heures du matin, et les nôtres se repliant sur le palais furent sommés de se rendre et s'y refusèrent. Les attaques se renouvelèrent plusieurs fois avec six mille fantassins, de l'artillerie et sept ou huit cents cavaliers du côté de l'ennemi, tandis que Cruz, qui n'avait pas plus de mille hommes, continua à le repousser jusqu'à l'entrée de la nuit, comptant toujours sur les secours que Grimarest lui avait promis. Les détachemens de Carcar et Sesma tentèrent inutilement de lui venir en aide; ils étaient trop faibles pour le soutenir. L'aurore du jour suivant commençait à paraître, et Cruz, sans munitions et sans nouvelles de Grimarest, se vit forcé de capituler. L'ennemi, rendant hommage à sa valeur et à celle de ses troupes, leur permit de sortir du palais avec tous les honneurs de la guerre, après quoi ils devaient être échangés contre d'autres prisonniers. Ce fut une affaire brillante que celle de Lérin, malgré son issue malheureuse, quand on considère surtout que les tirailleurs de Cadix étaient des soldats nouveaux, étrangers encore aux périls de la guerre. L'on reprocha à Grimarest d'avoir engagé ces troupes jusqu'à Lérin pour les abandonner ensuite; car, au lieu de venir à leur secours, il prétexta un ordre de la Peña pour éva-

cuer Lodosa; et après avoir repassé l'Ebre, il s'était établi dans le fort de Sartaguda.

O-Neil, plus heureux en ce moment, obligea l'ennemi à se retirer de Nardues à Monréal, faible compensation de l'échec précédent et de celui qu'on essuya à Logroño. Le maréchal Ney avait attaqué et culbuté, le 24, les postes avancés des troupes de Castille, et, le 25, il occupait les hauteurs qui font face à cette ville de l'autre côté de l'Ebre. Le général Castaños, qui s'y trouvait alors, donna l'ordre à Pignatelli de défendre ce point, à moins que les ennemis, traversant le fleuve, ne s'avançassent sur la droite, auquel cas il devrait prendre position dans la Sierra de Cameros, au-dessus de Nalda. Il ordonna aussi au bataillon de troupes légères de Campomayor de l'appuyer et de déloger l'ennemi des hauteurs qu'il occupait. Dispositions inutiles : Castaños retourna à Calahorra, et Pignatelli évacua Logroño le 27, avec une telle précipitation et un tel désordre, que, ne s'arrêtant point jusqu'à Cintruénigo, il laissa au pied des montagnes de Nalda ses canons et ses soldats dispersés qui, pendant vingt-quatre heures, le suivirent les uns après les autres. L'effroi dont ils avaient été saisis était d'autant moins fondé, que mille cinq cents hommes, aux ordres du comte de Cartaojal, revenant sur Nalda, retrouvèrent les canons dans l'endroit où ils avaient été abandonnés et où l'ennemi n'avait point pénétré.

Le général Castaños, justement irrité, enleva à Pignatelli son commandement; il incorpora ces masses castillanes dans ses autres divisions, et opéra quelques changemens dans son armée. Il forma d'abord et plaça sous les ordres du comte de Cartoajal une avant-garde de quatre mille hommes d'infanterie et de cavalerie, qui devait faire ses évolutions le long des montagnes de Ca-

meros, à partir de la hauteur de Logroño jusqu'en vue de Lodosa, et il donna la dénomination de cinquième division aux quatre mille cinq cents Valenciens et Murciens répartis entre Alfaro et Tudéla, commandés par Don Pédro Roca. Il concentra le reste de ses forces à Calahorra et ses environs, et, mieux avisé après ce qui s'était passé, il résolut de ne rien entreprendre avant l'arrivée des autres troupes qui devaient s'unir à l'armée du centre, et avant l'adhésion de Blake au plan communiqué.

Cependant, Napoléon se préparait à étouffer dans sa racine la noble résistance d'un peuple dont il était à craindre que l'exemple ne gagnât les nations et les rois qui gémissaient sous le joug impérial. Un moment il s'était imaginé que les troupes qu'il avait dans la Péninsule lui suffiraient pour comprimer les efforts partiels et isolés des Espagnols, dont le soulèvement momentané passerait inaperçu dans l'histoire du monde. Son illusion, détruite par les triomphes de Bailen, par l'opiniâtre défense de Saragosse, par l'héroïsme de la Catalogne et de Valence, il voulut éteindre à l'aide de moyens extraordinaires un foyer qui avait déjà produit un si vaste embrasement. On put voir un signe précurseur de ses projets dans la publication faite le 6 septembre pour la première fois par le *Moniteur*, du récit circonstancié des événemens de la Péninsule, bien que ces événemens fussent dénaturés et présentés au gré de ses intérêts.

Cette publication avait été précédée, le 4 du même mois, d'un message de l'empereur au sénat avec trois rapports, deux provenant du ministre des relations extérieures, Champagny, et l'autre du ministre de la guerre, Clarke. Les deux premiers portaient la date du 24 avril et du 1er

septembre. Dans celui du 24 avril, M. de Champagny, après avoir manifesté la nécessité d'une intervention dans les affaires d'Espagne, établissait que la révolution française ayant rompu le lien utile qui unissait auparavant les deux nations gouvernées par une même famille, il était politique et juste de pourvoir à la sûreté de l'empire français et de délivrer l'Espagne de l'influence de l'Angleterre; ce qu'on ne pourrait obtenir, ajoutait-il, en replaçant Charles IV sur le trône, ni en y laissant son fils. Dans le rapport du mois de septembre, il était déjà question des abdications de Bayonne, de la constitution qu'on y avait approuvée, et l'on révélait enfin les troubles et les soulèvemens de l'Espagne, provoqués, au dire du ministre, par le gouvernement britannique, qui cherchait à mettre ce pays exclusivement dans ses intérêts et à le traiter comme une province à lui appartenante. Mais il assurait qu'un tel malheur n'arriverait point, que deux millions de braves étaient prêts à le rendre impossible, et qu'ils auraient bientôt purgé de la présence des Anglais le sol de la Péninsule.

Tant de jactance annonçait un appel à de nouveaux sacrifices : il appartenait au rapport du ministre de la guerre de les spécifier. Ce rapport disait donc que S. M. I. ayant résolu de réunir au-delà des Pyrénées plus de deux cent mille hommes, il était indispensable d'en lever quatre-vingt mille sur la conscription des années 1806, 1807, 1808 et 1809, et d'ordonner que quatre-vingt mille autres pris sur la conscription de 1810, fussent prêts à partir pour le mois de janvier prochain. Le lendemain du jour où le sénat reçut communication de ces rapports et du message qui les avait accompagnés, il répondit qu'il approuvait tout ce qui avait été fait et qu'il applaudissait aux mesures pro-

posées, assurant en même temps que la guerre avec l'Espagne était *politique, juste et nécessaire.* — C'était pourtant à ce langage mensonger et abject, qu'était descendu le premier corps politique d'une nation puissante et civilisée.

Déjà des ordres antérieurs avaient fait venir du nord de l'Europe une forte partie des troupes françaises qui s'y trouvaient cantonnées. A leur passage à Paris, Napoléon en passa plusieurs en revue et les anima par une harangue pleine d'emphase et d'ostentation.

Non content des armées nombreuses qu'il dirigeait sur l'Espagne, il voulut encore assurer le succès de l'entreprise en resserrant les liens d'amitié et de bonne harmonie qui l'unissaient à l'empereur de Russie. Il avait été convenu à Tilsitt que plus tard, sans cependant préciser d'époque, les deux princes auraient ensemble une entrevue. Les événemens d'Espagne, les incertitudes sur l'Allemagne, et aussi quelques doutes sur les dispositions de la Russie elle-même, déterminèrent Napoléon à demander l'exécution de cette convention. L'empereur Alexandre accéda à sa demande et, d'un commun accord, les deux monarques se rendirent le 27 septembre à Erfurth, lieu désigné pour la réunion. Plusieurs souverains d'Allemagne s'y trouvèrent aussi; l'empereur d'Autriche y était représenté par son ambassadeur, et le roi de Prusse par son frère le prince Guillaume. La joie, le contentement, la cordialité la plus franche régnèrent dans ce congrès; les jours et les nuits se passaient en plaisirs et en festins, sans songer qu'au sein de ces fêtes les monarques légitimes non-seulement sanctionnaient la plus scandaleuse des usurpations et autorisaient une guerre qui avait déjà fait couler des torrens de larmes, mais qu'aussi, en convertissant la défense la plus sacrée en insurrection, et la

fidélité en révolte, ils ouvraient à l'ambition une large voie par où elle pourrait un jour attaquer aussi leurs peuples et fouler aux pieds leurs propres droits. Ni ces motifs ni ces craintes n'arrêtèrent l'empereur Alexandre. Satisfait des prévenances de son allié et de quelques légères concessions, il reconnut Joseph roi d'Espagne, et laissa à Napoléon la faculté de procéder dans les affaires de la Péninsule comme il conviendrait à ses vues.

Mais en même temps, pour avoir l'air de manifester quelques désirs de paix, lorsque les mesures qu'on venait d'arrêter la rendaient impossible, on résolut d'engager sur cette affaire importante une correspondance avec l'Angleterre. Les deux empereurs écrivirent dans une seule et même lettre au roi Georges III, et leurs ministres respectifs envoyèrent quelques notes avec l'avis qu'on dépêcherait à Paris des plénipotentiaires russes pour y attendre la réponse de la Grande-Bretagne, et que ces plénipotentiaires, ainsi que ceux de France, se rendraient, pour traiter, sur le point du continent qu'on voudrait bien désigner. M. Canning écrivit en réponse, le 28 octobre, deux lettres aux ministres de Russie et de France, accompagnées d'une note commune à tous deux. Il disait au premier que, quelque désir qu'eût S. M. B. de répondre directement à l'empereur son maître, la forme inusitée dans laquelle celui-ci lui avait écrit, ne lui permettait point de regarder sa lettre comme personnelle et privée, et qu'en conséquence il lui était impossible de lui donner cette marque de respect sans reconnaître des titres que le roi d'Angleterre n'avait jamais reconnus; que les propositions de paix seraient communiquées à la Suisse et à l'Espagne; qu'il était nécessaire de s'assurer si la France admettait le gouvernement de cette dernière nation à participer au traité, que telle devait être sans doute la pensée

de l'empereur de Russie d'après le vif intérêt qu'il avait toujours témoigné pour le bien être et la dignité de la monarchie espagnole, ce qui suffisait pour garantir que jamais S. M. I. ne serait portée à sanctionner par sa coopération ou son assentiment des usurpations fondées sur des principes non-seulement injustes, mais d'un exemple dangereux pour tous les souverains légitimes. Dans la lettre adressée au ministre de France on insistait pour que la Suisse et l'Espagne entrassent comme parties contractantes dans la négociation.

Dans la note adressée en commun aux deux ministres, M. Canning répondit amplement à la lettre autographe des deux empereurs. Cette note portait que les intérêts du Portugal et de la Sicile étaient placés sous la sauve-garde de l'amitié du roi de la Grande-Bretagne, qui était également uni avec la Suisse, pour la paix comme pour la guerre; quant à l'Espagne, s'il n'y avait point de traité formel qui le liât à cette puissance, il n'en avait pas moins contracté vis-à-vis d'elle, à la face du monde, des engagemens aussi obligatoires que les traités les plus solennels; et qu'en conséquence le gouvernement établi dans ce pays au nom de S. M. C. Ferdinand VII devrait par cela même prendre part aux négociations.

Le ministre russe répliqua que rien ne s'opposait à ce qu'on traitât avec les souverains alliés de l'Angleterre, mais qu'on n'admettrait en aucune manière les plénipotentiaires des insurgés espagnols (c'est ainsi qu'il les appelait), attendu que Joseph Bonaparte avait déjà été reconnu roi d'Espagne par l'empereur son maître. La réponse de M. Champagny, ministre de France, fut moins accommodante encore et plus menaçante.

De nouvelles dépêches de M. Canning, à la date du 9 décembre, mirent fin à cette correspondance.

« S. M. B., répétait ce ministre en terminant et s'a« dressant au ministre français, était résolue à ne « point abandonner la cause de la nation espagnole « et de la monarchie légitime de l'Espagne. » Il ajoutait « que la prétention de la France d'exclure « des négociations le gouvernement central et su« prême qui fonctionnait au nom de S. M. C. Fer« dinand VII n'était pas de nature à être admise par « S. M. B. sans impliquer de sa part une condes« cendance formelle à une usurpation qui n'avait « pas d'exemple dans l'histoire du monde. »

Napoléon avait si peu compté sur un succès, que de retour à Paris le 18 octobre, il avait convoqué le corps-législatif pour le 25, et, dans son discours d'ouverture, après avoir superficiellement parlé des démarches qui se faisaient en faveur de la paix, il dit : « *Je pars dans peu de jours pour aller moi« même à la tête de mon armée couronner le roi « d'Espagne à Madrid, avec l'aide de Dieu, et plan« ter mes aigles sur les forteresses de Lisbonne.* » Paroles incompatibles avec tout accommodement, et si bien d'accord avec ce qu'il avait arrêté dans son esprit, que, sans attendre la réponse de Londres aux premières communications, il partit de Paris le 29 octobre, et arriva le 3 novembre à Bayonne. Déjà les dispositions qu'il avait arrêtées pour soumettre, en peu de temps, la noble Espagne, commençaient à recevoir leur effet; ses troupes arrivaient de toutes parts à la frontière, et un décret du mois de septembre ayant changé l'organisation de l'armée de Joseph, elle fut incorporée à celle qui venait la renforcer, et l'ensemble des troupes fut divisé en huit corps différens, tous commandés par des chefs illustres, dont les noms et la distribution nous semblent utiles à connaître.

Premier corps. — Maréchal Victor, duc de Bellune.

Deuxième corps. — Maréchal Bessières, duc d'Istrie.

Troisième corps. — Maréchal Moncey, duc de Conegliano.

Quatrième corps. — Maréchal Lefebvre, duc de Dantzick.

Cinquième corps. — Maréchal Mortier, duc de Trévise.

Sixième corps. — Maréchal Ney, duc d'Elchingen.

Septième corps. — Le général Saint-Cyr.

Huitième corps. — Le général Junot, duc d'Abrantès.

Nous verrons quelquefois de nouveaux chefs substitués à ceux qui viennent d'être nommés. Le nombre de toutes ces troupes, sans compter les malades et autres absences, s'élevait à deux cent cinquante mille combattans, dont plus de cinquante mille de cavalerie. Le septième corps était destiné pour la Catalogne; le cinquième et le huitième arrivèrent plus tard; les autres attendaient leur empereur pour inonder, comme un impétueux torrent, les provinces espagnoles.

Napoléon passa la Bidassoa le 8 novembre, accompagné du maréchal Soult, duc de Dalmatie, et du maréchal Lannes, duc de Montebello; il arriva le même jour à Vitoria, où se trouvaient Joseph et le quartier général. Du côté de la Navarre et de la Castille, les Français avaient conservé presque les mêmes positions qu'ils occupèrent après les journées de Lérin et de Logroño. Il n'en fut pas de même dans la Biscaye : le maréchal Lefebvre, qui avait succédé au général Merlin, inquiet des mouvemens de l'armée de Don Joaquin Blake, avait songé, avec le quatrième corps, à le chasser de Zornoza.

Le général espagnol, qui, depuis le 25 octobre, tenait bon dans ce poste, assembla un conseil de

guerre le 28. L'avis des plus prudens fut pour la retraite; quelques-uns opinèrent pour qu'on attaquât l'ennemi sans délai. Le général en chef hésitait; cette dernière opinion lui semblait mal fondée, et il craignait d'embrasser la première en un temps où les populations déclaraient traître le général dont la retraite les livrait à la merci de l'ennemi. Au milieu de ces doutes arriva le 31 octobre, jour où le maréchal Lefebvre attaqua les Espagnols; il avait à sa disposition vingt-six mille hommes, et nous seize mille cinq cents. Blake avait aussi compté que sa droite serait appuyée par la division Martinengo, avec quelques cavaliers commandés par le marquis de Malespina, et par une division des Asturies aux ordres de Don Vicente-Maria de Acévédo. Mais ces deux divisions s'étant avancées jusqu'à Villaro et Dima, se virent séparées du corps principal de l'armée par des montagnes, des ravins et des chemins impraticables. Étrange inadvertance, d'ordonner un mouvement sans une connaissance exacte du terrain!

Le 31 octobre, à la pointe du jour, le maréchal Lefebvre commença son attaque à la faveur d'un brouillard épais. Les avant-gardes des deux armées se trouvaient aux deux extrémités d'un bas-fond formé par le mont San-Martin et les hauteurs boisées de Bernagoitia, et traversé par la grand'route. L'avant-garde espagnole, commandée par le général de brigade Don Gabriel de Mendizabal, dominait la dernière de ces positions, qui fut d'abord attaquée par le général Villate, bientôt suivi et appuyé par les généraux Sébastiani et Leval; toute notre avant-garde, se trouvant engagée, combattit long-temps et avec vigueur. L'artillerie ennemie lui faisait le plus grand mal, sans qu'elle pût répondre à son feu, car elle n'avait point de canons. Culbutée enfin, elle se replia sur la première et la

quatrième division, qui stationnaient sur le mont San-Miguel. La première, sous les ordres de Don Genaro Figueroa, officier plein de mérite et de bravoure, repoussa l'ennemi par son feu vif et bien dirigé, et l'empêcha de s'emparer du plateau qu'elle occupait; mais la quatrième, manquant d'artillerie comme le reste de l'armée, fut mise en déroute, l'ennemi ayant fait avancer ses batteries par la grand'route, en les soutenant avec son infanterie et sa cavalerie. Blake, sentant alors son désavantage, résolut de se retirer; à cet effet, s'étant mis à la tête des grenadiers provinciaux, et suivi de la réserve, commandée par Don Nicolas Mahy, il contint l'ennemi, et ménagea ainsi à son armée le moyen de se réunir sur le flanc du mont Santa-Cruz de Bizcargui, et de commencer sa retraite. La troisième division, aux ordres de Don Francisco Riquelme, se trouvait éloignée des autres et sur la rive opposée du fleuve, où, après avoir soutenu un choc de l'ennemi, elle se retira séparément, n'ayant pas la possibilité de rejoindre le gros de l'armée. Les Français, arrêtés par les difficultés du terrain, et voyant d'ailleurs que les nôtres opéraient leur retraite en assez bon ordre, cessèrent de les suivre de près et de les inquiéter. La perte des deux côtés fut peu importante : peut-être la victoire eût-elle été douteuse, si le général espagnol ne se fût pas à l'avance démuni de son artillerie, qu'il avait dirigée sur Bilbao. Il en est qui l'excusent par l'intention qu'il avait de se retirer; mais ce fut certainement une faute de rester entièrement dépourvu d'un si puissant secours en présence d'un ennemi actif et entreprenant. Blake continua sa marche pendant la nuit, et, sans s'arrêter à Bilbao, autrement que pour recueillir quelques provisions, il se réunit bientôt à Riquelme, et ils prirent ensemble la direction de Balmaseda. Le

maréchal Lefebvre les suivit de loin jusqu'à Güeñès, où il laissa le général Villate avec sept mille hommes pour les observer, et il revint à Bilbao.

Joseph blâmait la tentative de ce maréchal, qu'il trouvait trop précipitée; mais n'étant plus maître de l'éviter, il ordonna de Vitoria qu'une division du premier corps du maréchal Victor s'étendît dans la vallée d'Orduña, pour favoriser les mouvemens de Lefèbvre, et qu'une autre du deuxième corps se dirigeât sur Berbérena, soit pour se joindre à la première, soit pour poursuivre Blake, s'il se retirait du côté de Villarcayo. La première de ces divisions se rencontra dans sa marche avec les généraux Acévédo et Martinengo, que nous avons vus séparés de l'armée à Villaro. Ces chefs, incertains du sort de Blake, et n'ayant appris que tard et confusément l'action de Zornoza, avaient cru leur situation périlleuse, et ils cherchaient à s'éloigner par Oquendo, Miravallès et Llodio. Ce fut pendant cette marche, et près de Minagaray, qu'ils rencontrèrent la division française. Les nôtres firent bonne contenance, et l'ennemi, persuadé qu'il avait affaire à toute l'armée de Blake, n'engagea point le combat, et se replia sur Orduña. Les Espagnols alors améliorèrent leur position en s'établissant sur une hauteur escarpée, près d'Orrantia.

Blake avait réuni ses forces, le 3 novembre, à la Nava, à deux lieues au-delà de Balmaseda, en venant de Bilbao. Peu de temps avant, on venait d'incorporer à son armée la plus grande partie des troupes qui arrivaient du Danemarck, et qui étaient commandées par le comte de San-Roman, et à Nava même on lui adjoignit une autre division des Asturies, sous les ordres de Don Gregorio Quiros; ces deux renforts pouvaient s'élever ensemble à huit ou neuf mille hommes. La cavalerie venue

du nord, se trouvant démontée, était allée se pourvoir de chevaux dans le midi de l'Espagne. L'armée de Blake ainsi renforcée, et ce général ayant eu avis du danger que couraient Acévédo et Martinengo, résolut, sans retard, de les délivrer. Il se mit donc en mouvement dans la direction de Balmaseda, qui devait être attaqué par la quatrième division, maintenant aux ordres de Don Estevan Porlier, tandis que celle de San-Roman se porterait à une lieue du Berron : la troisième et celle des Asturies, commandées par Quiros, à Arciniega, et le reste de l'armée à Orrantia, où l'on pensait que devaient être les divisions compromises : on ne se trompait point, et des deux parts ces braves se retrouvèrent avec une joie inexprimable.

A ce même moment, le feu fut engagé par ceux qui s'étaient avancés vers Balmaseda, dont le chemin est au pied des hauteurs qu'occupaient les divisions égarées. Le général français Villatte, attaqué à l'improviste, se retira précipitamment jusqu'à ce que, revenant à lui, il rallia son monde sur la rive gauche du Salcedon. A la vue de ce mouvement, le général Acévédo s'approcha, avec quatre canons de montagne, de l'une des éminences qui forment la vallée de Balmaseda, et ayant envoyé, par un détour, deux bataillons pour cerner l'ennemi par derrière, il tomba tout-à-coup sur les Français, qui, déconcertés, s'enfuirent dans le plus grand désordre jusqu'à Güeñès. Ils perdirent un canon, des caisses et plusieurs équipages, parmi lesquels se trouvait celui du général Villatte. L'on dut principalement la victoire à la décision prompte et opportune de Don Vicente-Maria de Acévédo.

Napoléon apprit à Bayonne les divers combats qui s'étaient livrés depuis le 31, et vit avec dé-

plaisir que le maréchal Lefebvre eût engagé une action avant son arrivée, et même que Joseph l'eût soutenu : soit qu'il jugeât que des mouvemens partiels et isolés étaient toujours hasardés, soit plutôt qu'il ne voulût point qu'il y eût de triomphes ou de victoires avant qu'il fût en personne à la tête de son armée. Toutefois, dans la crainte de quelque revers, il ordonna promptement au maréchal Lefebvre de continuer à poursuivre Blake, à la tête du quatrième corps, et au maréchal Victor, de marcher, avec le premier, contre Balmaseda, par Orduña et Amurrio : ces deux corps réunis composaient une force de cinquante mille hommes.

Les deux maréchaux s'avançaient précisément au moment où Blake, voulant profiter de l'avantage obtenu à Balmaséda et reconnaître les forces de l'ennemi, prenait, le 7, la direction de San-Pédro de Güeñès. La veille, le général espagnol avait envoyé sur sa gauche, à Sopuerta, la quatrième division, qui, n'ayant pu rejoindre l'armée, s'était retirée par Lanestosa à Santander. Le même jour, Blake, qui ne voulait pas non plus laisser sa droite à découvert, avait fait approcher de Villarcayo et de Médina de Pomar le marquis de Malespina, avec ses quatre cents chevaux et quelques fantassins. De son côté, le général en chef en vint aux mains avec le maréchal Lefebvre; les Espagnols se battirent avec courage, particulièrement la division de Figuéroa et le bataillon des étudians de Santiago, dit le bataillon *littéraire*. A l'entrée de la nuit, les nôtres durent se replier, vu la supériorité de l'ennemi, et, malgré la pluie qui tombait en abondance, ils opérèrent leur retraite avec ordre, et occupèrent, le 8, Balmaséda et les villages environnans.

Le soir de ce même jour, toutes les forces des maréchaux Victor et Lefebvre, qui cherchaient à

se réunir, s'étant concentrées du côté d'Orduña et de Bilbao, les nôtres levèrent le camp et se portèrent sur la Nava. Il resta à l'arrière-garde, pour protéger le mouvement, quelques bataillons de la division Martinengo et quelques Asturiens, aux ordres de don Nicolas de Llano-Ponte, qui, ayant eu l'imprudence de se laisser couper par l'ennemi, ne put rejoindre le gros de l'armée, et se retira du côté de Santander. Les maréchaux français se réunirent à Balmaséda, et Blake arriva, le 9 au soir, à Espinosa de los Monteros.

Celui-ci voyait chaque jour diminuer son armée, qui, depuis le 31, avait eu sans cesse à combattre l'ennemi, et à lutter aussi contre la pluie, le froid, la faim, les privations : situation rigoureuse même pour de vieux soldats guerris, insupportable pour de nouvelles recrues mal disciplinées. Le manque de vivres fut tel, que les chefs eux-mêmes se virent obligés de se nourrir d'épis de maïs et de mauvais fruits. La cause d'une si grande misère était dans la mauvaise administration des finances, et dans l'imprévoyance du général en chef, lequel, comptant recevoir des approvisionnemens le long de la côte, n'avait songé à adopter aucun autre moyen, au mépris des conseils de la pratique militaire, qui enseigne, comme disait très-bien Végèce, que « *les privations, plus* « *souvent que le combat, détruisent une armée;* « *et que la faim est plus cruelle que le fer de l'en-* « *nemi.* »

Notre armée ainsi en proie à tant de maux, on pensait que le général Blake ne s'aventurerait point à se mesurer contre un ennemi plus nombreux, aguerri et bien pourvu. Néanmoins, se confiant à la faveur d'une bonne étoile, il voulut tenter le sort d'une bataille devant Espinosa de los Monteros.

Cette ville est fort connue en Espagne par le privilége dont jouissent ses habitans, de faire la nuit

la garde du roi auprès de sa chambre, privilége qui remonte, dit-on, à Don Sancho Garcia, comte de Castille. Elle est située sur la rive gauche du Trueba, et les Espagnols, en se plaçant sur la route qui vient de Balmaséda, avaient laissé derrière eux la rivière et la ville. Les Asturiens, commandés par les généraux Acévédo, Quiros et Valdès, prirent position sur la gauche d'une éminence élevée et de difficile accès. En suivant la ligne et descendant dans la plaine, se déployaient la première division et la réserve, avec leurs chefs respèctifs, Don Genaro Figuéroa et Don Nicolas Mahy. Le général Riquelme et sa division occupaient dans la vallée le terrain le plus découvert, et l'avant-garde, sous les ordres de Don Gabriel de Mendizabal, avec six pièces d'artillerie, commandées par le capitaine Don Antonio Rosello, s'établit, à la droite d'Espinosa, sur une colline qui dominait les principales avenues. Du même côté, et plus en avant, dans un bois épais, était placée, sur une hauteur, la division du nord, sous le commandement du comte de San-Roman, et, non loin de son artillerie, un peu derrière sa droite, la deuxième division, aux ordres de Martinengo. La force des Espagnols ne montait pas à vingt-un mille combattans.

Le 10, à une heure après midi, on commença à distinguer l'ennemi qui était au nombre de vingt-cinq mille hommes, commandés par le maréchal Victor. Celui-ci, après s'être réuni au maréchal Lefebvre, à Balmaséda, s'en était séparé à la Nava, Lefebvre devant prendre la direction de Villarcayo, tandis que le duc de Bellune suivrait les traces de Blake, dans l'espoir de parvenir ainsi tous deux à l'envelopper. La mêlée commença du côté des troupes du nord, par l'attaque du bois, dirigée par le général Paschod. Pendant deux heures, les nôtres le défendirent avec intrépidité; mais l'ennemi ayant

chargé en plus grand nombre, il fut enfin abandonné. L'artillerie, habilement commandée par Rosello, fit alors un feu très-vif contre les assaillans, et la division Riquelme s'étant avancée par ordre de Blake pour appuyer San-Roman, le combat se ranima de nouveau; il s'étendit bientôt sur toute la ligne, et la gauche des Asturiens se porta même en avant pour appeler l'attention de l'ennemi. Non-seulement la droite se soutenait, mais, même les troupes du nord gagnant du terrain, étaient sur le point de reprendre le bois, quand l'obscurité de la nuit vint arrêter le combat. Cette lutte, où les Espagnols eurent plus de gloire que de bonheur, priva l'armée de deux de ses meilleurs chefs : le comte de San-Roman et Don Francisco Riquelme furent mortellement blessés.

Les nôtres, fiers d'avoir contenu l'ennemi, et enhardis par ce succès, ne pouvaient plus néanmoins résister aux fatigues du combat, privés qu'ils étaient des choses les plus nécessaires à la vie. Depuis quelques jours, ils ne s'étaient nourris que de mauvais fruits; et à peine leur restait-il maintenant cette dernière ressource. Leurs blessés gisaient abandonnés, et si on en recueillait quelques-uns, on ne pouvait leur apporter, au milieu de leurs plaintes et de leurs souffrances, aucune espèce de soulagement. En vain le général en chef, en vain ses officiers, réunissaient tous leurs efforts pour faire venir des secours d'Espinosa; la ville était déserte, l'effroi de la guerre avait mis en fuite ses habitans; le pays, naturellement peu productif, était appauvri encore par cet abandon, et les ténèbres de la nuit augmentaient partout la confusion et le deuil. A la faveur de l'obscurité, un bon nombre de soldats, pressés par la faim, quittèrent leurs drapeaux, surtout dans la division du nord, qui avait eu le plus à souffrir.

De leur côté, les Français, abondamment pourvus, ayant leurs blessés en lieu sûr, et les soldats qui avaient pris part au feu dans la matinée du 10 étant remplacés par des troupes fraîches, se disposaient à renouveler le combat dans la matinée du lendemain. Le général espagnol eût agi prudemment si, touché des privations et des plaintes de son armée, il eût secrètement levé le camp pendant la nuit, pour aller s'approvisionner du côté de Santander ou de Rioseco, et y chercher un soulagement à tant de maux. Mais, se flattant que l'ennemi se retirerait, et ne voulant pas perdre l'avantage de la valeur héroïque que ses soldats avaient montrée la veille, il se décida à rester immobile et à s'exposer à un nouveau combat.

Il n'attendit pas long-temps : au point du jour, les Français reprirent l'offensive. Ils avaient remarqué la veille qu'il y avait des recrues à la gauche des Espagnols, et que la hauteur qu'elles occupaient était la clé de la position. Aussi se décidèrent-ils à commencer par là leur attaque, et ce fut le général Maison qui, le premier, avec sa brigade, engagea le feu contre les Asturiens. Ceux-ci résistèrent avec bravoure, et, à la voix de leurs dignes chefs Acévédo, Quiros et Valdès, malgré leur inexpérience, ils conservèrent leur fermeté et leur sang-froid. Cette influence des chefs n'échappa point au général ennemi, qui remarqua surtout que l'un d'eux, monté sur un cheval blanc, se portait rapidement sur les points les plus dangereux, pour exhorter sa troupe de la parole et du geste. Sans perdre un moment (nous tenons le fait du général lui-même qui nous l'a raconté à Paris plusieurs années après), il détacha des tirailleurs adroits auxquels il ordonna de viser de leur mieux les chefs, et particulièrement celui du cheval blanc, qui était le malheureux Quiros.

Cet ordre fut fatal aux Espagnols et décida du succès. Les tirailleurs, abrités par les inégalités et les renfoncemens du terrain, et répandus sur un grand espace, fusillaient, pour ainsi dire, nos officiers, sans avoir beaucoup à souffrir du feu serré de nos colonnes. Le peu de pratique de la guerre et le manque de soldats habiles ne nous permettaient point d'user des moyens dont l'ennemi nous donnait l'exemple. En peu d'instans, Don Gregorio Quiros fut percé de deux balles, et les généraux Acévédo et Valdès furent blessés, ainsi que d'autres officiers, parmi lesquels les braves Don Joaquin Escario et Don José Péon. La mort et les blessures de chefs si chers à l'armée jetèrent une affliction profonde dans les rangs asturiens, et, quelques corps venant à fléchir, le désordre gagna partout et fut bientôt au comble. Blake voulut les soutenir en leur envoyant Don Gabriel de Mendizabal pour prendre le commandement: il était trop tard. La déroute avait déjà commencé, et les Français, s'étant emparés de la position, poursuivaient les Asturiens, dont le plus grand nombre s'engagea en fuyant dans les anfractuosités dangereuses de la vallée de Pas.

A peine la gauche de l'armée était-elle dispersée, que le centre et l'aile droite, qui, dans la nuit, s'étaient groupés autour de la colline occupée par Rosello et l'artillerie, se virent attaqués par la division française de Ruffin. Nos soldats tinrent bon pendant quelque temps, malgré l'inquiétude que leur causait la fuite des Asturiens; mais bientôt, les uns commençant à plier et quelques autres ne gardant plus leurs rangs, le général Blake ordonna la retraite, protégée par la réserve de Don Nicolas Mahy et par les six pièces de canon du capitaine Rosello, qui furent perdues ensuite au p ssage du Trueba. Dans ce moment critique, et dans la suite

de la retraite, la petite division et les quatre cents hommes de cavalerie que commandait le marquis de Malespina eussent été d'un grand secours à nos troupes et à celles que le général Blake avait fait diriger sur Villarcayo. Craignant d'être enveloppé par le maréchal Lefebvre, qui se dirigeait de son côté, le marquis de Malespina, au lieu de s'approcher d'Espinosa, avait pris une autre route, et sa division s'était ralliée à différens corps d'armée fort éloignés. La perte des Espagnols, à Espinosa, fut immense et leur déroute presque complète. Celle des Français, très-faible le 11, avait été la veille assez considérable.

Don Joaquin Blake désigna, pour la réunion de ses troupes, la ville de Reinosa, où se trouvaient le parc général d'artillerie et les approvisionnemens. Il y arriva avec peu de monde, espérant s'y refaire et rendre la vie à ses soldats affamés, avec les provisions qu'il allait rencontrer. Mais l'active diligence de l'ennemi et les malheurs qui l'accablèrent coup sur coup ne lui laissèrent ni trève, ni repos.

Depuis le 8 novembre que Napoléon était entré à Vitoria, sa présence se faisait sentir partout. Son immense puissance, sa renommée guerrière, sa volonté prompte et impérieuse, avaient une impulsion magique. Nous avons déjà dit comment, de Bayonne même, il avait expédié l'ordre au premier et au quatrième corps de poursuivre le général Blake, et maintenant, qu'il avait surtout à cœur de marcher droit sur Madrid, dont la prise aurait en Europe un retentissement favorable à ses vues, il combina rapidement dans ce but un plan d'attaque générale. Sa droite étant appuyée par les premier et quatrième corps dont nous venons de parler, il chargea le troisième, commandé par le maréchal Moncey, d'observer de Lodosa l'armée du centre et

d'Aragon, laissant d'ailleurs à Logroño les généraux Lagrange et Colbert, du sixième corps, dont la principale force, sous les ordres du maréchal Ney, devait se diriger vers Aranda de Duero. Le maréchal Soult prit le commandement du deuxième corps, et Bessières, qu'il remplaçait, fut chargé de la cavalerie; tous deux, avec Napoléon à la tête de la garde impériale et de la réserve, suivirent la grande route de Madrid dans la direction de Burgos.

Cette derniere ville avait commencé de recevoir l'armée d'Estrémadure, forte d'environ dix-huit mille hommes distribués en trois divisions, ayant à leur tête le comte de Belvéder, jeune chef sans expérience, nommé par la junte centrale pour succéder à Don José Galluzo. La première division y était déjà depuis le 7 novembre; la deuxième y arriva dans la soirée du 9, et la troisième était encore en arrière du côté de Lerma; on ne comptait donc dans la ville et ses environs que douze mille hommes, dont mille deux cents de cavalerie. Belvéder, encouragé par quelques légères escarmouches où il avait eu l'avantage, était dans une si confiante sécurité, qu'en recevant les officiers de la deuxième division, qui, à leur arrivée, étaient allés le complimenter, il leur recommanda de se tenir en repos, n[illegible]ant besoin, leur dit il, que des forces de la [illegible]emière division pour repousser les Français en [illegible] d'attaque, tant il se doutait peu de la supério[illegible] l'ennemi et de la faible organisation de ses [illegible] troupes.

Il [illegible]t à peu près six heures du matin, quand [illegible]al Lassalle arriva, le 10, avec la cavalerie [illegible]çaise à Villafria, à trois quarts de lieue de Ga[illegible], où s'était avancée la première division de [illegible]vé[illegible] commandée par Don José Maria de Alos. [illegible] F[illegible] n'ayant point avec eux d'infanterie,

revinrent sur leurs pas, pour en attendre, à Ruvena, ce qui enhardit les nôtres et les décida à engager l'action. Lassalle, s'étant renforcé, obligea ceux qui le suivaient à se replier de nouveau sur Gamonal où était accouru le reste de l'armée espagnole. La droite de cette armée occupait un bois du côté de la rivière d'Arlanzon, et la gauche s'était établie dans un enclos; leur front était couvert par quelques corps et seize pièces d'artillerie. Les troupes nouvellement recrutées furent placées derrière celles qui étaient le mieux disciplinées, telles qu'un bataillon de gardes espagnoles, quelques compagnies de gardes wallones, le second régiment de Mayorque et les grenadiers provinciaux.

L'ennemi s'avança, et le général Lassalle, s'étendant sur notre droite, prit position dans une plaine située entre le bois et la rivière, tandis que les vétérans du général Mouton attaquèrent avec intrépidité ce même bois occupé par la droite de l'armée. Le corps attaqué, se croyant enveloppé par Lassalle, commença bientôt à plier, malgré le feu nourri de nos canons; la cavalerie, commandée par Don Juan Henestrosa, homme résolu, mais militaire plus dévot qu'habile, essaya de charger la cavalerie ennemie. Henestrosa, qui, en réalité, commandait en chef, invoquant les saints du paradis, fondit avec non moins d'imprudence que de bravoure sur les cavaliers français qui l'eurent bientôt repoussé et mis en déroute : la défaite fut complète alors pour les troupes qui garnissaient le bois, et la gauche, sans être directement attaquée, se mit à fuir et à se disperser; la lutte ne fut pas longue, et vainqueurs et vaincus entrèrent pêle-mêle dans Burgos.

Le maréchal Bessières, chargeant du côté de la rivière avec la grosse cavalerie, sabra les fuyards

et prit plusieurs canons; on en perdit quatorze et quelques autres encore qui restèrent dans le parc. La perte des Espagnols fut considérable; mais la dispersion et le désordre furent plus grands encore ; le général Belvéder dut éprouver un amer repentir de s'être engagé avec tant de légèreté dans une action si désavantageuse. Les vainqueurs mirent au pillage la ville de Burgos, et s'emparèrent de deux mille sacs de laine fine appartenant à de riches propriétaires de troupeaux. Le comte de Belvéder arriva le même jour à Lerma avec un bon nombre de soldats débandés; il y rencontra la troisième division d'Estrémadure, qui n'avait point pris part à la bataille. Poursuivi par l'ennemi, il se rendit à Aranda de Ducro, et ne s'y croyant pas encore en sûreté, il poussa jusqu'à Ségovie, où la junte centrale le remplaça dans son commandement par Don José de Hérédia.

Le maréchal Soult, avec l'activité naturelle à sa nation, avait dépêché sur Lerma une colonne à la poursuite des Espagnols, en avait envoyé une autre sur la route de Palencia et de Valladolid, et était parti en personne ce même jour, 10 novembre, dans la direction de Reinosa, pour aller couper Blake dans sa retraite. En vain celui-ci avait espéré qu'il pourrait donner dans cette ville du repos à ses troupes; averti de l'approche du maréchal Lefebvre par Villarcayo, dès le 13 il avait dirigé son artillerie sur Léon par Aguilar-de-Campo. Elle était accompagnée d'un convoi de malades et de blessés qui fuyaient un danger pour tomber dans un autre non moins terrible et auquel ils ne songeaient point. Ils suivaient paisiblement leur route, quand on leur annonça l'apparition des troupes françaises. L'artillerie, précipitant sa marche, et pouvant disposer de moyens convenables, parvint à se sauver; mais parmi les blessés il y en eut qui

evinrent la proie de l'ennemi, et qui furent victi-
1es de sa fureur, entre autres le général Acévédo.
l tomba sous la main de quelques chasseurs fran-
ais du régiment du colonel Tascher, qui, sans
gard pour son état, pour son grade, ni pour les
upplications touchantes de son aide-de-camp, Don
laphaël del Riego, le percèrent à coups de sabre.
Riego, le même qui fut depuis si célèbre et si mal-
1eureux, fut fait prisonnier dans cette malheureuse
encontre.

Blake, poursuivi à outrance, craignant, non-
seulement ceux qui l'avaient vaincu à Espinosa,
mais encore le maréchal Soult et le maréchal Le-
febvre, qui, chacun de son côté, arrivaient sur
lui, et, ne pouvant plus aller à Léon par la Cas-
tille, partit de Reinosa dans la nuit du 13, et se
risqua à travers des montagnes et des précipices,
marchant droit à la vallée de Cabuerniga. Là, les
tortures du besoin et de la misère n'eurent plus de
bornes. Blake était dans une tristesse et un décou-
ragement profonds, d'autant plus qu'il devait re-
mettre à un nouveau chef, d'un jour à l'autre, et
dans un si piteux état, les tristes débris de son ar-
mée, ce qui lui causait un mortel chagrin. La junte
centrale avait nommé général en chef de l'armée
de la gauche le marquis de la Romana. Blake,
ayant eu connaissance de cette décision à Zornoza,
n'en continua pas moins le plan de campagne com-
mencé. Une indisposition, à ce qu'il paraît, retint
la Romana en route, car il ne se réunit à l'armée
qu'à Renedo, lorsqu'elle était déjà en pleine déroute
et dispersée. Dans cet état critique, il lui parut
plus convenable de laisser à Blake le soin de la
marche, lui donnant l'ordre de se retirer par la
Liébana à Léon, où il devait faire halte et l'atten-
dre sur la rive droite de l'Ezla.

De leur côté, les maréchaux français, chassant

Blake devant eux, avaient pris des directions diverses. Le maréchal Lefebvre, avec le quatrième corps, après un repos de quelques jours, s'était acheminé par Carrion-de-los-Condes sur Valladolid; le premier corps, commandé par le duc de Bellune, s'était réuni à Napoléon à Burgos, et Soult, avec le second, avait dirigé sa marche sur Santander; s'étant rendu maître de ce port, où il laissa pour garnison la division Bonnet, il avait continué à poursuivre le long de la côte les débris épars des troupes asturiennes qui se retiraient dans leur pays natal. A San-Vicente de la Barquéra, il eut une rencontre avec quatre mille d'entre eux sous les ordres de Don Nicolas de Llano-Ponte; il les défit et les dispersa ; et s'étant mis à la recherche de Blake par la Liébana, il parcourut les défilés de la montagne, en chassa les Espagnols, et déboucha rapidement dans les plaines du pays de Campos.

Cependant Napoléon avait établi, depuis la journée de Gamonal, son quartier général à Burgos. Les habitans avaient déserté la ville; la solitude et le silence qu'interrompait seulement la bruyante joie du soldat vainqueur, furent l'accueil que reçut l'empereur des Français dans l'ancienne capitale de la Castille. Mais lui, s'inquiétant peu de la façon de penser des citoyens, passa la revue de ses troupes, arrêta de nouvelles mesures, et rendit le 12 novembre un décret par lequel, tant en son nom qu'au nom de son frère, il accordait « *un pardon général* « *et une amnistie pleine et entière* » à tout Espagnol, y compris les généraux et les juntes, qui, un mois après son entrée à Madrid, déposerait les armes et renoncerait à toute alliance et communication avec les Anglais. Il exceptait du bénéfice de ce décret les ducs del Infantado, de Hijar, de Medinaceli, d'Osuna, le marquis de Santa-Cruz del Viso, les comtes de Fernan-Nuñez et de Altamira, le prince

.e Castelfranco, Pédro Cévallos et l'évêque de antander, qui étaient déclarés ennemis de la 'rance et de l'Espagne, et traîtres aux deux couonnes; il était ordonné qu'ils fussent appréhendés u corps, traduits devant une commission miliaire et passés par les armes, et que tous leurs iens meubles et immeubles tant en Espagne qu'en ays étrangers fussent confisqués. S'il faut s'étonier de la proscription de quelques hommes dont e plus grand nombre, si ce n'est tous, étaient passés en France, victimes d'une perfidie ou contre eur gré, et y avaient prêté un serment qui semblait arraché par la contrainte, il est bien plus urprenant encore de trouver sur cette liste le nom le l'évêque de Santander, qui n'avait jamais reconnu e gouvernement intrus, ni juré obéissance à Joeph et à sa dynastie. Il est bon de remarquer aussi que cet acte de Napoléon fut le premier décret de proscription rendu alors en Espagne, la junte centrale non plus que les juntes de province, n'ayant offert aucun exemple de ce genre, quoiqu'elles dussent être, comme autorités populaires, sous l'influence plus directe des passions qui dominaient. Les gouvernemens d'Espagne suivirent dans la suite la route frayée par Napoléon; route longue, qui n'a de terme que dans la lassitude, dans le grand nombre des victimes, ou dans la crainte réciproque des partis.

L'empereur des Français hésita quelque temps à Burgos pour savoir s'il reviendrait contre Castaños, ou si, poussant sa marche à travers la vaste Castille, il irait à la rencontre de l'armée anglaise, qu'il présumait s'avancer sur Valladolid. Mais il sut bientôt que cette armée n'indiquait par aucun mouvement l'intention de sortir des environs de Salamanque. Elle y était venue de Lisbonne sous les ordres de sir John Moore, qui avait remplacé le général Dal-

rymple, rappelé à Londres, comme nous l'avons vu, pour rendre compte de sa conduite lors de la convention de Cintra. Le gouvernement anglais avait fini par décider que trente mille hommes d'infanterie et cinq mille de cavalerie de son armée agiraient dans le nord de l'Espagne; dix mille hommes devant s'y rendre directement d'Angleterre, les autres devaient être pris sur l'armée du Portugal où il ne resterait qu'une division. Conformément à cette décision, et en exécution d'un ordre qui lui fut communiqué le 26 octobre, le général Moore était parti de Lisbonne, et, se dirigeant avec la principale force sur Almeida et Ciudad-Rodrigo, il était arrivé à Salamanque le 13 novembre. La plus grande partie de son artillerie et de sa cavalerie, avec trois mille fantassins aux ordres de sir John Hope, avaient été dirigés par la gauche du Tage sur Badajoz, à cause de la facilité des chemins, pour venir de là le rejoindre dans la Castille. Les dix mille hommes qu'on attendait d'Angleterre arrivèrent à la Corogne le 13 octobre, sous le commandement de sir David Baird; mais la junte de cette ville, s'obstinant à refuser ce secours, les empêcha de débarquer, sous le prétexte qu'il lui fallait l'autorisation de la junte centrale. Par suite de cette circonstance jointe à d'autres motifs qui furent allégués, et en raison de la destruction d'une partie des armées espagnoles, non seulement les Anglais retardèrent leur marche, semblaient même fort peu désireux de s'engager dans la Castille.

Napoléon, pénétrant leur pensée, fit battre la plaine par huit mille hommes de cavalerie, tant pour tenir les Anglais en respect que pour intimider les habitans, et il résolut de détruire l'armée espagnole du centre avant d'avancer sur Madrid. ...Cette armée n'était en état, ni par sa composi-

tion, ni par sa force, de se mesurer avec les troupes aguerries et nombreuses de l'ennemi. Ses rangs s'étaient un peu renforcés d'une partie de la première et de la troisième division d'Andalousie et de quelques recrues, mais elle avait empiré sa position par des dissensions intérieures. Le général en chef, Don Francisco-Xavier Castaños, était accusé de lenteur et de prudence outrée ; ceux qui n'étaient point ses partisans, et ceux aussi qui, sans tenir compte des obstacles, regrettaient de ne pas voir plus de diligence dans les opérations, avaient fini par obtenir qu'on envoyât auprès de sa personne des hommes qui le fissent agir et excitassent son activité. Le choix tomba sur Don Francisco de Palafox, frère du capitaine-général d'Aragon, et membre de la junte centrale; il était muni de larges pouvoirs, et accompagné du marquis de Coupigny et du comte del Montijo. Palafox était un homme digne d'estime, mais peu capable ; Coupigny était étranger, et d'ailleurs mal avec Castaños depuis l'affaire de Bailen ; Montijo, enfin, avait plus de tendance à semer la discorde qu'à concilier les esprits : il était donc évident que l'arrivée des nouveaux commissaires, loin d'atteindre l'objet qu'on s'était proposé, ne ferait que multiplier les entraves et les embarras.

S'étant tous réunis le 5 novembre, après s'être adjoint d'autres généraux et Don José Palafox, venu de Saragosse, ils tinrent un conseil de guerre où il fut convenu, non à la satisfaction de Castaños, qu'on attaquerait l'ennemi, malgré le manque d'approvisionnemens et d'organisation de l'armée. Des querelles et des discussions continuelles retardèrent l'effet de cette résolution, jusqu'à ce qu'enfin elle fut entièrement ajournée en raison des nouvelles désastreuses qu'on commença à recevoir de l'armée de Blake. L'on projeta d'autres plans qui furent encore

sans résultats ; et l'exaspération contre Castaños allant toujours croissant, les mécontens obtinrent de la junte centrale qu'elle confiât le commandement de son armée au marquis de la Romana, déjà chargé de celui de l'armée de la gauche : mesure qui révélait bien les angoisses de l'autorité suprême, et qui atteste avec quelle confusion elle procédait, puisque cette décision ne put recevoir son effet, tant à cause de l'éloignement où se trouvait le marquis, que par la promptitude avec laquelle l'ennemi attaqua et dispersa nos armées.

Le temps s'écoula ainsi jusqu'au 19 novembre, où les mouvemens des Français firent soupçonner à Castaños qu'il était dans une position dangereuse et critique. Il ne se trompait point. Le maréchal Lannes, duc de Montébello, qu'une chute de cheval avait retenu à Vitoria, était déjà rétabli et venait, par ordre de Napoléon, prendre le commandement en chef des divisions Lagrange et Colbert, du sixième corps, et de celles du troisième sous les ordres du maréchal Moncey, auxquelles devait s'adjoindre la division du général Maurice Mathieu, récemment arrivée de France, le tout formant un effectif de trente mille hommes d'infanterie, cinq mille de cavalerie et soixante canons. Toutes ces forces se réunirent, du 20 au 22, à Ladosa et dans les environs. Avec ce mouvement devait se combiner celui du corps de Ney, fort de plus de vingt mille hommes, qui, après la déroute de l'armée d'Estrémadure, s'était avancé depuis Aranda de Duero et le bourg d'Osma jusqu'à Soria, où Ney entra le 21. Ainsi les Français voulaient non-seulement empêcher l'armée du centre de se replier sur Madrid, mais encore la prendre en flanc et l'envelopper.

Don Francisco-Xavier Castaños conserva jusqu'au 19 son quartier général à Cintruénigo, ainsi

que la position de Calahorra qu'il avait prise depuis le double échec de Lerin et Logroño. Il jugea alors prudent de se replier et d'établir une ligne de Tarazona à Tudéla, en s'étendant le long du Quéilès et appuyant sa droite sur l'Ebre. Ses forces, en les réunissant à celles d'Aragon, s'élevaient à peine à quarante-un mille hommes, dont trois mille sept cents de cavalerie. La plus grande partie des troupes d'Aragon étaient à Caparroso et refusaient d'opérer leur jonction sans un ordre exprès du général Palafox. Heureusement ce général arriva à Tudéla le 22 ; avec son assentiment, elles se rapprochèrent, et le soir on tint dans cette ville un conseil de guerre. Les frères Palafox opinèrent pour la défense de l'Aragon, d'où dépendait, disaient-ils, la sûreté de l'Espagne. Castaños donnait un avis plus sage en voulant s'appuyer sur les provinces maritimes et méridionales, fécondes en ressources de toute nature, au lieu de restreindre la défense du royaume à celle d'une de ses contrées intérieures, et partant plus difficile à secourir. Rien n'était décidé, ainsi qu'il arrive dans ces sortes de conseils, quand le lendemain de bonne heure on annonça qu'on apercevait l'ennemi du côté d'Alfaro.

L'on fit à la hâte quelques dispositions pour le recevoir. Don Juan O-Neil, qui, depuis la veille, campait avec les Aragonais de l'autre côté de Tudéla, se mit à passer le pont au point du jour, sans qu'on ait jamais su pourquoi il avait tant tardé à effectuer ce passage. Ses bataillons obstruèrent d'abord les rues de la ville, mais peu à peu il les évacuèrent et s'établirent en ordre hors de ses murs. Là se trouvait aussi la cinquième division, commandée par Don Pédro Roca et composée de Valenciens et de Murciens; elle prit position dans les avenues et sur la hauteur de Santa-Barbara, située vis-à-vis de Tu-

déla, dans la direction d'Alfaro. Du même côté, en suivant les bords de l'Èbre, étaient échelonnées quelques compagnies d'Aragonais, mais la plus grande partie de ces derniers s'étendirent sur la gauche vers la vaste plaine d'oliviers que couronne une suite de collines qui vont aboutir à Cascante. Les deux corps réunis s'élevaient à vingt mille hommes. Dans le village que nous venons de nommer était encore la quatrième division d'Andalousie, aux ordres du général la Peña, et à Tarazona, la deuxième, sous le commandement de Grimarest, avec ce qui restait de la première division et de la troisième. De sorte que l'armée entière occupait un espace de quatre lieues entre cette dernière ville et Tudéla.

Alors s'engagea l'action principale contre la cinquième division et les Aragonais. Ceux qui s'étaient établis le long de l'Ebre repoussèrent d'abord l'ennemi, qui bientôt fondit sur ceux de la plaine, qu'on pouvait considérer comme le centre de l'armée espagnole, sa gauche étant formée des divisions déjà citées de Cascante et de Tarazona. Ils furent attaqués par le général Maurice Mathieu que soutenait la cavalerie de Lefebvre-Desnouettes. Les ennemis étant parvenus, abrités par le bois d'oliviers, sur une des collines qui protégeaient notre centre, le tournèrent et le prirent en flanc; mais Don Juan O-Neil étant accouru, par ordre de Castaños, pour les déloger, et ayant déployé un bataillon de gardes espagnoles sur le revers de la hauteur occupée, les Français se virent forcés d'abandonner précipitamment la position, et les nôtres poursuivirent leur avantage. Il était trois heures du soir, et le sort nous était favorable, lorsque le général Morlot, refoulant les Aragonais de la droite, avança le long du fleuve jusqu'à Tudéla, ce qui obligea la cinquième division, pour n'être pas enveloppée, à se retirer de la colline et des en-

virons de Santa-Barbara. Alors aussi le général Maurice Mathieu, s'étant rétabli et chargeant de nouveau, nôtre centre commença à fléchir, et à l'instant même il fut vivement attaqué par la cavalerie de Lefebvre qui l'enfonça, le mit en déroute, et acheva même de défaire l'aile droite, contre laquelle elle revint se précipiter. Dans ce même instant, Castaños pensait à se diriger du côté où se trouvait la Peña; mais enveloppé dans le désordre et presque foulé aux pieds, il se replia sur Borja, où se rencontrèrent plusieurs généraux, excepté Don José Palafox, qui, dès le matin, avait repris la route de Saragosse.

Tandis que la moitié de l'armée espagnole se voyait ainsi assaillie et défaite, la division de la Peña était vivement attaquée, auprès de Cascante, par le général Lagrange. Une rude mêlée s'engagea, et ce général ayant été blessé, la cavalerie française commençait à plier. Déjà les Espagnols se croyaient vainqueurs; mais un gros d'infanterie étant accouru, les cavaliers se rallièrent, et la Peña, repoussé à son tour, fut forcé de se sauver à Cascante. Les autres forces de l'Andalousie s'étaient tenues comme spectatrices à Tarazona, et nous ne savons à quoi attribuer la temporisation du général Grimarest, qui, bien qu'il eût reçu de bonne heure l'ordre de Castaños d'avancer sur Cascante, ne s'en approcha qu'à la nuit. Toutes ces divisions andalouses purent néanmoins se retirer en bon ordre jusqu'à Borja, en conservant leur artillerie. L'explosion d'un caisson de poudre, qui eut lieu dans un ermitage, et qu'on attribua à l'ennemi, causa seulement quelque trouble. Ce fut un grand bonheur que le maréchal Ney n'arrivât point de Soria comme il l'aurait pu. En s'arrêtant là trois jours, pour faire reposer ses troupes, ou pour tout autre motif, il laissa aux nôtres une libre et facile retraite.

pes légères les points culminans, ou s'exposer, comme l'événement le prouva, à ce que l'ennemi tournât la position. Le 30, à la pointe du jour, un brouillard épais enveloppait les hauteurs ; à ce moment le général Senarmont nous attaqua de front avec une forte colonne et six canons, tandis que deux autres colonnes furent détachées à droite et à gauche pour venir fondre sur nos flancs. La première fut vigoureusement repoussée, à l'instant même où Napoléon arrivait au pied de la Sierra. Impatient et irrité de cette résistance, l'empereur fit charger par la chaussée, contre la principale batterie espagnole, les lanciers polonais et les chasseurs de la garde aux ordres du général Montbrun. Les premiers qui se présentèrent couvrirent le sol de leurs cadavres ; dans une de ces charges, M. Philippe de Ségur, l'estimable auteur de l'*Histoire de la campagne de Russie*, fut grièvement blessé de trois coups de feu. La cavalerie française persévérant néanmoins dans son attaque, et les colonnes de droite et de gauche s'étant glissées à la faveur du brouillard dans les positions qui dominaient notre flanc, les nôtres commencèrent à fléchir et abandonnèrent leurs canons qui tombèrent au pouvoir des cavaliers ennemis. San-Juan, voulant arrêter le désordre, parcourut le champ de bataille avec tant de courage et d'audace qu'il se vit enveloppé par les lanciers polonais au milieu desquels il se fit jour, et, blessé à la tête, il arriva par des sentiers détournés à Ségovie, où il se réunit à Don José Hérédia qui ralliait les fuyards.

Ce désastre laissait Madrid à découvert et mettait le gouvernement suprême en grand péril s'il ne se hâtait de quitter Aranjuez, et de se transporter en lieu sûr. Déjà, vers le milieu de novembre, et sur la proposition de Don Gaspart Melchor de Jovellanos, on avait songé à prendre ce parti,

Nous perdîmes à Tudéla les approvisionnemens et l'artillerie du centre et de la droite de l'armée, nous eûmes deux mille prisonniers et beaucoup de morts. On pouvait dire que cette bataille s'était divisée en deux actions distinctes, celle de Tudéla et celle de Cascante, sans que les Espagnols se fussent concertés ni pour la défense ni pour l'attaque: sujet d'accusation grave contre les généraux qui commandaient; l'on eut à se reprocher aussi de n'avoir pas utilisé une portion considérable des troupes, soit par la faute de ces mêmes généraux, soit par la désobéissance des chefs subalternes qui les avaient sous leurs ordres immédiats; on eut le tort enfin de laisser couper, comme nous le verrons plus tard, une partie de l'avant-garde conduite par le comte de Cartaojal. Accumulation de fautes qui attestent une étrange imprévoyance et le plus coupable abandon.

Après la bataille, les débris des Aragonais et presque tous les Valenciens et Murciens échappés au fer de l'ennemi se sauvèrent à Saragosse avec la plupart de leurs chefs. Castaños poussa jusqu'à Calatayud, où il arriva, le 25, avec l'armée d'Andalousie. Le général Maurice Mathieu, qui le poursuivait, entra le même jour à Borja, où le maréchal vint le rejoindre avec son monde, le 26. Jusqu'alors l'armée espagnole, dans sa retraite, n'avait pas rencontré de Français. Elle reçut à Calatayud une dépêche de la junte centrale qui l'informait de la marche de Napoléon sur Somosierra, et qui ordonnait à Castaños de prendre des mesures en conséquence. Celui-ci réunit aussitôt ses chefs de division, et ils décidèrent qu'ils partiraient le 27, par la route de Sigüenza, devant être protégés par un corps de cinq mille hommes d'infanterie légère, avec de la cavalerie et de l'artillerie, aux ordres du général Vénégas. Ce dernier en vint bientôt aux mains avec l'ennemi. Il s'était posté à deux lieues de Calatayud, près de Bubierca, selon

ranimer l'esprit des provinces. Elle délibéra ensuite sur le lieu où il convenait de fixer sa résidence. Les avis furent partagés, on finit pourtant par désigner Badajoz. Pour la plus grande commodité du voyage, il fut arrêté que les membres de la junte se diviseraient par groupes, et, afin de faciliter l'expédition des affaires urgentes, on nomma une commission active, composée de MM. Floridablanca, Astorga, Valdès, Jovellanos, Contamina et Garay. Ils quittèrent tous Aranjuez, les uns après les autres, dans la soirée et la nuit du 1er au 2 décembre. Accompagnés d'une faible escorte, et au milieu de tant d'angoisses, les membres de la junte furent assez heureux pour n'être point inquiétés par les populations, ni surpris et enlevés par les Français. Ils arrivèrent sans malencontre à Talavera de la Reina, où nous les retrouverons.

Cependant la plus grande agitation régnait à Madrid. Don Tomas de Morla et le capitaine général de la Nouvelle-Castille, marquis de Castelar, avaient cherché à la calmer; ils avaient même publié, par ordre de la junte, des bulletins qui déguisaient sous des couleurs affaiblies le triste tableau de nos désastres. Il n'y eut pourtant plus moyen d'en faire mystère, car il arrivait des fuyards de tous côtés. A leur vue, la foule agitée se rassembla à l'hôtel de Castelar qui était en possession de la confiance publique, et, le 30 novembre, elle demanda des armes à grands cris. On en promit, et dès ce moment on s'appliqua avec plus de zèle et d'activité à fortifier la capitale et à distribuer des armes et des munitions à ses habitans. Madrid n'était réellement point une place défendable, et les travaux qu'on entreprit, exécutés à la hâte, ne furent pas non plus d'un grand secours. On se borna à quelques fossés devant les portes extérieures où l'on construisit des batteries

poudre, la méfiance éclata, des cris menaçans se firent entendre, et tout présageait un soulèvement tumultueux.

En sa qualité de régidor, le marquis de Péralès avait dû s'occuper de la fabrication des cartouches, et l'on commença à s'élever énergiquement contre lui et contre son majordome. Ce marquis avait été l'idole de la population de Madrid; il avait la prétention de l'imiter dans ses mœurs et dans ses allures; il ne frayait qu'avec elle; on le voyait même presque toujours vêtu comme elle, en costume de *majo*. Mais ayant été accusé, à tort ou à raison, d'avoir rendu visite à Murat et d'avoir trouvé près de lui bon accueil et des égards obséquieux, la faveur des rues s'était changée en aversion. A cela vint se joindre, pour son malheur, la colère et la jalousie d'une femme qu'il avait eue autrefois pour maîtresse et qu'il avait quittée pour une autre. Le marquis choisissait ordinairement ses amies parmi les femmes du peuple les plus belles et les plus éhontées; celle qu'il avait abandonnée était fille d'un boucher. Pour se venger de ce qu'elle appelait un outrage, non-seulement elle chercha à accréditer l'opinion que c'était lui qui avait fait fabriquer les cartouches de sable, mais encore elle insinua qu'il s'était engagé avec les Français à leur livrer la porte de Tolède. On sait que, dans les basses classes du peuple, ce sont précisément les bruits les moins fondés et les plus absurdes qui ont le plus de faveur, et ici l'effet de la calomnie était d'autant plus sûr qu'elle venait d'une femme que chacun croyait dépositaire des secrets du marquis. Celui-ci demeurait dans la rue de la Magdalena, contiguë au quartier del Avapiès, le plus turbulent de Madrid. Les habitans de ce quartier s'ameutèrent auprès de la maison, l'envahirent, tombèrent sur lui à coups de poignards, et, le plaçant ensuite sur

une natte de paille, ils le traînèrent dans les rues. Telle fut la fin déplorable du marquis de Peralès, victime innocente des préventions et de la fureur populaires, mais qui n'était ni général ni avancé en âge, et qui n'avait jamais été regardé comme un homme respectable, ainsi que l'affirme certain historien anglais qui s'est attaché à dénigrer et à ternir tout ce qui touche à l'Espagne. Les troubles n'allèrent pas plus loin : des personnes influentes et des mesures sages les arrêtèrent.

Dans la matinée du 2, l'on distingua sur les hauteurs au nord de Madrid les divisions de dragons des généraux Latour-Maubourg et La Houssaie : jusque-là, l'on n'avait découvert que quelques faibles détachemens de cavalerie. A midi, Napoléon en personne arriva à Chamartin, et s'établit dans la maison de campagne du duc del Infantado. Ce jour était l'anniversaire de la bataille d'Austerlitz et du couronnement de l'empereur ; il se flattait qu'il serait aussi celui de son entrée à Madrid. Dans cet espoir, il ne tarda pas à se présenter aux environs, et fit sommer, par l'intermédiaire du maréchal Bessières, la ville de se rendre. La sommation fut reçue avec dédain, et peu s'en fallut qu'on ne maltraitât l'officier chargé de la remettre. L'infanterie française n'était pas entièrement arrivée, et Napoléon, après avoir visité les alentours de la place, méditait l'attaque pour le lendemain. Ce jour-là, il n'y eut que quelques engagemens de tirailleurs et quelques évolutions de la cavalerie ennemie qui saisissait, dépouillait et tuait quelquefois ceux qui avaient l'imprudence de sortir de Madrid. Néanmoins, dans la matinée, à la faveur de l'obscurité que le soleil n'avait pas encore entièrement dissipée, le duc del Infantado avait été assez heureux pour pouvoir s'éloigner et se diriger vers Guadalajara, par ordre de la junte permanente,

à la recherche de l'armée du centre qu'on croyait rapprochée. Le soir, le maréchal Victor fit dresser des batteries contre certains points, principalement contre le Retiro, et à minuit, le maréchal Berthier, prince de Neufchâtel, major général de l'armée impériale, fit faire, par l'entremise d'un officier espagnol prisonnier, une nouvelle sommation à laquelle on fut plusieurs heures sans répondre.

Le 3, au lever de l'aurore, un brouillard épais couvrait la campagne; mais se dissipant par degrés, l'atmosphère s'éclaircit vers les neuf heures et le ciel apparut pur et serein. L'attaque était préparée, et Napoléon, qui mettait particulièrement ses efforts à se rendre maître du Retiro, tout en appelant l'attention du côté des portes du Comte-Duc et de Fuencarral, jusqu'à celles des Récolets et d'Alcala, se plaça lui-même en personne près de la fontaine Castellana. Mais cette vallée et les coteaux adjacens furent balayés par une batterie établie au haut de l'école vétérinaire, et quelques projectiles allèrent tomber aux pieds de l'empereur, qui s'écria : « *Nous sommes bien près* » ; en même temps il s'éloigna à une distance suffisante pour être à l'abri du danger. Cette batterie, commandée par un officier nommé Vasallo, fut dirigée avec tant d'habileté qu'elle contint la colonne ennemie qui voulait arriver à la porte des Récolets pour prendre à dos celle d'Alcala. Du côté des autres portes, les attaques ne furent en général que simulées, ou bien il n'y eut que de légères escarmouches, mais, dans celle de los Pozos, se signalèrent un gros de chasseurs, postés dans les maisons de Bringas qui y sont contiguës. Il y eut aussi entre celles du Comte-Duc et de Fuencarral une vive fusillade dans laquelle le général Maison fut blessé d'une balle au pied. Mais le Retiro, dont

l'éminence, qui domine Madrid, est la clé de la position, fut le principal et véritable point attaqué. Les Français, dès le temps de Murat, avaient reconnu son importance; mais les généraux espagnols, soit négligence ou fatalité, n'avaient pas pris soin de le fortifier.

Trente pièces d'artillerie commandées par le général Sénarmont ouvrirent le feu contre le mur de l'est, qui n'était défendu que par des bourgeois et par un corps récemment formé aux frais de Don Francisco Mazarredo. Ces braves résistèrent avec sang-froid jusqu'au moment où les boulets ennemis eurent fait une large brèche qui donna passage aux tirailleurs et à la division du général Villatte. Les nôtres, perdant courage alors, furent mis en fuite, et les Français, s'étant rapidement répandus dans le Prado, forcèrent ceux qui commandaient aux portes des Récolets, d'Alcala et d'Atocha, de se replier derrière les retranchemens de leurs rues respectives et immédiates. Mais comme ces travaux avaient été faits dans la partie supérieure des rues, un grand nombre de maisons et d'édifices restèrent à la merci du soldat étranger qui les détruisit et les pilla. Tel fut le sort de l'école de minéralogie, rue del Turco, où fut perdue une collection très-précieuse de minéraux d'Espagne et d'Amérique, dont l'acquisition et l'arrangement avaient coûté des années de soins et de travail.

La perte du Retiro ne découragea point la population; elle tint bon sur tous les points, et surtout dans la rue d'Alcala où périt le général français Bruyère. Cependant Castelar avait répondu à la seconde sommation en demandant une suspension d'armes pour la journée du 3, afin de consulter les autres autorités et de connaître les dispositions du peuple, sans lesquelles il ne pouvait rien résoudre. Il était midi lorsque cette réponse arriva

ıartier général français, et quoique le Retiro ;jà tombé au pouvoir de l'ennemi, Napoléon )ulut pas poursuivre l'attaque; il préféra les :es plus douces et plus sûres d'une capitula-Mais, pour l'obtenir, il ordonna au prince de :hâtel de faire à Castelar une réponse mena-:, dans laquelle il dirait : « Une immense ar-erie est prête à foudroyer la ville, des mineurs disposent à faire sauter les principaux édi-es..... nos colonnes occupent l'ent: ée des ave-es..... mais l'empereur, toujours généreux ns le cours de ses victoires, suspend l'attaque qu'à deux heures. On garantit à la ville de ıdrid sûreté et protection pour les habitans isibles, pour le culte et ses ministres, enfin mplet oubli du passé. Qu'on arbore un dra-au blanc avant deux heures, et qu'on envoie ; commissaires pour traiter. »

:junte, établie à l'hôtel des postes, fit cesser ı, et envoya au quartier général français Don as de Morla et Don Bernardo Iriarte. Ils s'a-hèrent avec le prince de Neufchâtel qui les :nta à Napoléon, dont la vue intimida Morla, me d'un cœur pusillanime malgré toute la ; de sa figure africaine. Napoléon le reçut du-nt. Il lui reprocha son procédé contre les pri-iers français de Bailen, ses contestations avec nt, il alla même jusqu'à lui rappeler sa con-: pendant la guerre de 1793 dans le Roussillon. ı il lui dit : « *Retournez à Madrid; je donne, ur qu'on me réponde, jusqu'à six heures du ıtin, et ne revenez point si ce n'est pour me 'e que le peuple s'est soumis. Autrement, vous vos troupes, vous serez passés par les armes.* »

général Morla revint à Madrid consterné, et ı peine rendre compte à la junte de sa mission, ıt besoin du secours de son compagnon

Iriarte, homme plus calme et de plus de sang-froid, quoiqu'âgé et non militaire. Il y eut dissentiment dans l'assemblée : la majorité fut pour la capitulation. Le marquis de Castelar ne voulant pas en être témoin, partit pendant la nuit avec le peu de troupes qu'il avait, dans la direction de l'Estrémadure. Avant lui, le vicomte de Cante, qui commandait à la porte de Ségovie, était parti secrètement du côté de l'Escurial, à la recherche de San-Juan et de Hérédia.

Le 4, à six heures du matin, Don Tomas de Morla et le gouverneur Don Fernando de la Vera y Pantoja se rendirent au quartier général ennemi avec la minute de la capitulation (1). Napoléon l'approuva dans toutes ses parties, sauf quelques légères modifications ; elle renfermait d'ailleurs certaines clauses qui n'auraient pas dû trouver place dans une convention purement militaire.

Le même jour, après dix heures, le général Belliard fit son entrée à Madrid, et prit sans obstacle possession des points principaux. Quelques Espagnols seulement se retranchèrent dans le nouveau quartier des gardes du corps avec l'intention de se défendre, et il fallut du temps et la présence du corrégidor pour les déterminer à rendre les armes.

Madrid resta silencieux après s'être livré, et une haine concentrée couvait contre Morla au cœur des habitans. Ils l'accusèrent de les avoir trahis, et ils se confirmèrent dans cette idée en le voyant passer au parti de l'étranger. Mais on ne pouvait lui reprocher que d'avoir manqué de courage et de s'être conduit d'une manière peu honorable. Il mourut au bout de quelques années, aveugle, dévoré de remords et abhorré de tous.

Si la défense de Madrid n'arrêta point l'armée

(1) N° 1, App.

ıe, elle prouva du moins à l'Europe que c'é-
ɔ de vive force et non de plein gré que la
de l'Espagne subissait la domination de
ɔn et de son frère. C'est à ce propos que
'radt, premier aumônier de l'empereur,
évêque de Poitiers, plus tard archevêque
nes, disait très-bien, quoiqu'un peu fami-
nt, que « *Joseph avait été chassé de Madrid*
*ɔs de pieds, et qu'il avait été reçu à coups de*
*s.* »

on désarma les habitans, et l'on ne tarda
oler la capitulation, espoir de tant d'hom-
:ugles et crédules. On vit le premier signal
:e violation dans les décrets fulminés de
rtin, le 4, en vertu du droit de conquête,
ɔoléon, qui, jetant le masque et sans faire
mention de son frère, se posa comme le
ıin et le maître absolu de l'Espagne.

remier de ces décrets était dirigé contre le
de Castille. Il portait que ce corps s'étant
t « *avec autant de faiblesse que de mauvaise*
ɔus ses membres étaient destitués comme
*s et indignes d'être les magistrats d'une na-*
*brave et généreuse.* » Ils demeuraient d'ail-
risonniers en qualité d'ôtages. Ainsi dispa-
l'article 6 de la capitulation, expressément
par les membres du conseil, lequel dispo-
e « *les lois, les usages et les tribunaux se-*
*t conservés dans leur constitution actuelle.* »
décret succédèrent ceux qui abolissaient
sition, qui réduisaient les couvens des deux
ıui prononçaient l'extinction des droits sei-
ıux et des priviléges, et qui établissaient des
s sur la frontière de France. Plusieurs de
rets, qui avaient été constamment réclamés
Espagnols éclairés, gagnèrent au parti du
nement intrus un certain nombre de ci-

toyens que les premiers actes de la junte centrale avaient indisposés, et servirent à d'autres de prétexte plausible pour devenir transfuges.

Mais de semblables résolutions, excellentes de leur nature, quoique émanées d'un pouvoir illégitime, furent accompagnées de quelques autres tout-à-fait cruelles et également contraires aux termes de la capitulation. Don Arias Mon, doyen du conseil, et plusieurs autres magistrats furent arrêtés et envoyés en France. Le prince de Castelfranco, le marquis de Santa-Cruz del Viso, et le comte de Altamira ou de Trastamarra, compris dans le décret de proscription de Burgos, éprouvèrent le même sort, la peine de mort étant ainsi commuée en un emprisonnement perpétuel, au mépris des articles 1, 2 et 3 de la capitulation, qui assuraient la liberté, la vie et les propriétés des bourgeois, des militaires et des employés de Madrid. Ainsi devait être également traité le duc de Sotomayor, qui échappa par une faveur toute spéciale à cette affreuse destinée, moins cruelle pourtant que celle dont fut menacé le marquis de Saint-Simon, émigré français au service d'Espagne, qui fut jugé par une commission militaire, et condamné à mort pour avoir défendu, contre ses compatriotes, la porte de Fuencarral. Le désespoir et les supplications pressantes de sa fille éplorée obtinrent sa grâce, et convertirent sa peine en celle de la détention en France.

Napoléon restait à Chamartin; une fois seulement, et de grand matin, il traversa Madrid et se rendit au palais. Toute somptueuse que lui apparut la résidence royale, ainsi que nous l'a rapporté une des personnes qui l'accompagnaient, rien n'excita plus vivement son attention et sa curiosité que le portrait de Philippe II: il s'arrêta quelques minutes devant un des plus remarquables, et il semblait

qu'un secret instinct le portât à considérer l'image d'un monarque qui, bien différent de lui sous tant de rapports, lui ressemblait du moins par un amour non moins absolu que le sien pour une domination exclusive, dure et illimitée, tant sur ses propres sujets que sur l'étranger.

L'inquiétude de Napoléon augmentait à mesure que les jours s'écoulaient, sans qu'il recueillît la prompte et riche moisson d'avantages qu'il avait espérée de la prise de Madrid. Ses courriers étaient interceptés, et il ne recevait que des nouvelles rares et tardives. Les armées espagnoles, quoique défaites, n'étaient pas entièrement détruites, et l'on pouvait craindre qu'elles ne formassent autant de noyaux autour desquels viendraient se grouper des officiers et des soldats, tandis que les Français, obligés d'éparpiller leurs forces, s'affaiblissaient et disparaissaient en quelque sorte dans la vaste étendue du sol espagnol. Dans ses autres conquêtes, Napoléon, une fois maître de la capitale, le devenait au même instant du sort de la nation envahie; dans celle-ci, ni le gouvernement, ni les particuliers, ni le plus chétif village hors du pays qu'il occupait ne s'étaient offerts spontanément à lui prêter hommage. Une telle résistance l'impatientait d'autant plus, que de nouveaux soins pouvaient l'appeler dans d'autres contrées lointaines. Il témoigna son humeur au corrégidor de Madrid qui, le 16 décembre, alla le complimenter à Chamartin, et lui demander le retour de Joseph, d'après les vœux exprimés par le corps municipal. Napoléon lui répondit que les droits de la conquête lui donnaient le pouvoir de gouverner l'Espagne, en nommant autant de vice-rois qu'elle avait de provinces; cependant il ajouta qu'il consentirait à céder ses droits à Joseph, lorsque tous les habitans de la capitale lui auraient donné des preuves de

leur soumission et de leur fidélité par un serment qui partit, non pas seulement de la bouche, mais du cœur, et qui fût prêté sans restriction jésuitique.

La population se soumit à la cérémonie qu'il demandait, et Napoléon n'en fut pas plus empressé de replacer Joseph sur le trône, chose qui, à la vérité, intéressait peu les citoyens de Madrid, lesquels supportaient avec impatience un gouvernement quelconque, dès qu'il n'était pas national. L'empereur avait laissé à Burgos son frère, qui, sans sa permission, vint se présenter à Chamartin, où il fut si mal reçu, qu'il se retira à la Moncloa, puis au Prado, ne conservant de la dignité royale que ses plus minces apparences.

Mais ce qui occupait surtout Napoléon, c'était d'observer la position des Anglais, et de détruire tout ce qui restait de troupes espagnoles. Le 8 décembre, le corps d'armée du duc de Dantzick arriva à Madrid : Napoléon envoya aussitôt vers Tarancon le maréchal Bessières, et dirigea sur Aranjuez et Tolède le maréchal Victor et les généraux Milhaud et Lassalle.

C'était de ce côté, et dans la direction de Talavéra, que s'était retiré Don Benito San-Juan, lequel, après avoir rallié à Ségovie quelques débris, s'était réuni à Don José Hérédia, et avait occupé avec lui l'Escurial avant la reddition de Madrid. Ces deux généraux s'étaient proposé d'aller au secours de la capitale, et ils s'étaient mis en marche sur les instances du vicomte de Gante, qui, comme nous l'avons vu, avait été à leur rencontre dans la même intention. Ils s'approchaient, lorsque la nouvelle des dangers que courait la ville et d'autres rumeurs sinistres causèrent tout à coup une effroyable déroute, dans laquelle les artilleurs et les soldats du train abandonnèrent leurs pièces et leurs

caissons. Le désordre commença au corps de San-Juan, gagna bientôt l'avant-garde que commandait Hérédia, et ni l'un ni l'autre ne purent l'arrêter. Ce qui resta parvint, le 4 au point du jour, presque aux portes de Madrid. Là, informées de la capitulation, ces troupes se débandèrent comme les premières, et se dispersèrent dans la campagne, exerçant toute sorte de brigandages, et maltraitant tout ce qu'elles rencontrèrent jusqu'à Talavéra, point de réunion, qui fut le théâtre d'une épouvantable tragédie.

Habitués à la rapine et au crime, ces soldats, indignes d'un pareil nom, ne pouvaient se résoudre à se soumettre de nouveau à l'ordre et à la discipline militaire. Leur chef, Don Benito San-Juan, n'était pas homme à permettre plus long-temps un tel vagabondage et de tels excès couverts du manteau du patriotisme, et ces misérables, qui s'en méfiaient, eurent la lâcheté d'aller répandre à Talavéra que leurs généraux les avaient traîtreusement vendus. Sur quoi, une bande d'hommes et de soldats féroces s'étant ameutés, envahirent, dans la matinée du 7, le couvent des Augustins, et, guidés par une moine furibond, pénétrèrent dans la cellule qui servait d'asile au général San-Juan. Celui-ci les harangua d'abord avec calme, et finit par faire usage de son sabre, quand les raisonnemens ne purent plus les apaiser. Désarmé à l'instant même et se voyant perdu, il voulut se précipiter par une fenêtre, lorsque trois coups de feu l'étendirent sans vie. Les meurtriers dépouillèrent son cadavre; et après l'avoir mutilé et traîné, ils l'accrochèrent enfin à un arbre dans une promenade publique, et, ainsi exposé, ils achevèrent d'assouvir leur rage en le criblant de balles. Les termes manquent pour qualifier dignement une telle atrocité, exécutée par des soldats sur leur propre

chef, excitée et encouragée par un homme revêtu de l'habit religieux.

Il n'y avait pas le même relâchement dans l'armée du centre, quoiqu'elle fût de son côté bien démoralisée. La faim, les combats, la fatigue, les bruits de trahison, la fuite, l'abandon même des populations venant l'assaillir à l'envi, avaient fortement éclairci ses rangs. Lorsque nous l'avons laissée à Sigüenza, elle était réduite à huit mille hommes presque nus. Mais ses chefs n'en furent pas moins décidés à exécuter les ordres du gouvernement en allant renforcer Somosierra. L'infanterie s'achemina par Altienza et Jadraque, et l'artillerie et la cavalerie, suivant une meilleure route, prirent la direction de Guadalajara, en longeant la rive gauche de l'Hénarès. Mais les premiers ne tardèrent pas à faire conversion et à prendre le même chemin que les autres, sur l'avis qui parvint à Castelar, dans la nuit du 1er au 2 décembre, que le passage de Somosierra avait été forcé par l'ennemi. Toute l'armée se dirigeant donc sur Guadalajara, la première et la quatrième division firent leur entrée dans cette ville, la nuit du 2, avec l'artillerie et la cavalerie. Le duc del Infantado y arriva presque en même temps, et le 3, s'étant abouché avec la Peña, et ayant réuni un conseil de généraux, il fut convenu d'abord qu'on enverrait une partie de la cavalerie à Carthagène, ce qui se fit en effet; et, en second lieu, que l'armée se porterait sur les hauteurs de San-Toreaz, petit village à deux lieues est d'Alcala, en s'étendant jusqu'à Arguanda, d'où l'avant-garde, avec un convoi de vivres, pénétrerait dans Madrid, s'il était possible, par la porte d'Atocha. Pendant la marche, les chefs apprirent la capitulation de cette capitale, et, obligés en conséquence de s'éloigner, ils résolurent de traverser le Tage à Aranjuez et de se réfugier dans les mon

tagnes de Tolède : plan trop hasardeux, qui, heureusement et sans grand dommage pour nous, fut déjoué par les mouvemens de l'ennemi. Le 6, après une longue route, les Espagnols s'arrêtèrent à Villarejo de Salvanès, où ils trouvèrent Don Pédro de Llamas qui vint à leur rencontre. Chargé par la junte centrale de garder Aranjuez avec quelques soldats, ce général venait de se voir forcé par la supériorité des troupes françaises d'abandonner cette ville. Le chemin ainsi intercepté, les nôtres se décidèrent à rétrograder et à passer le Tage dans les bateaux de Villamaurique, Fuentiduenas et Estremera, pour aller s'établir à Cuenca, ville abritée par des montagnes, et offrant d'ailleurs toutes les ressources nécessaires aux troupes après tant de fatigues et tant de maux. Ce fut ainsi que les restes de l'armée du centre échappèrent à la destruction complète qui les attendait, soit à Aranjuez où était le maréchal Victor, soit à Guadalajara où se trouvaient la nombreuse cavalerie de Bessières et le corps de Ney qui y entra le 6, venant d'Aragon. Il n'y eut guère d'autre rencontre avec l'ennemi, si ce n'est à Nuevo-Bastan, où nos traînards furent surpris et sabrés.

Dans la marche de l'armée du centre, aux souffrances que nous avons énumérées et à la poursuite acharnée des Français étaient venues se joindre les discordes et les conspirations. Le 7 décembre, le quartier général étant à Bélinchon, la première et la quatrième division que commandait alors le comte de Villariezo, reçurent ordre de se rendre à la ville de Yebra. A Mondéjar, qui est à moitié chemin, Don José Santiago, lieutenant colonel d'artillerie, le même qui, dans les événemens de mai, était parti de Séville pour aller soulever Grenade, se présenta au général et lui déclara que les divisions sous ses ordres, au lieu de continuer

leur route vers Cuenca, voulaient revenir à Madrid combattre l'ennemi, et il ajouta qu'elles l'avaient choisi pour chef, mais qu'il différerait l'acceptation de ce titre, dans l'espoir que le général, approuvant la résolution de ses troupes, se montrerait digne de continuer à les commander. Villariezo rejeta cette offre inattendue, et, reprochant à Santiago sa conduite, il lui enjoignit de contenir le mauvais esprit des soldats. Singulier conspirateur et singulier chef! L'artillerie, comme c'était à craindre, loin de s'apaiser, se posta sur la route de Yebra, et força le reste de la troupe qui allait continuer sa marche à revenir sur ses pas. Villariezo essaya de haranguer les soldats mutinés; ils eurent l'air de l'écouter; mais, dès qu'il voulut exiger qu'ils reprissent leur route, les uns s'écriant *à Madrid*, et les autres *à Despeñaperros*, il renonça à les ramener, et dépêcha le colonel de Pavie, prince d'Anglona, au général en chef pour l'informer de ce qui se passait. Celui-ci crut prudent de détacher l'infanterie et de l'éloigner de la cavalerie et de l'artillerie. Les fantassins eurent ordre de se diriger vers Illana pour y traverser le fleuve à gué ou dans les barques de Maquilon, tandis que la cavalerie et l'artillerie, avec deux régimens d'infanterie seulement, les Ordres militaires et Lorca, iraient le passer dans les bateaux d'Estréméra; le premier détachement, sous les ordres de Villariezo, et le second, commandé par Andrès de Mendoza. Certaines précautions et le brusque changement de route comprimèrent quelque temps l'insurrection, mais le 8, au moment de partir de Tarancon, elle éclata de nouveau, et, sans plus de ménagement, Santiago se mit à la tête.

Là se trouvait heureusement le comte Miranda, commandant des carabiniers royaux; Mendoza, persuadé que le caractère connu de ce général et la

haute considération attachée à son nom, lui donneraient une autorité plus efficace que la sienne pour arrêter le mal, lui proposa de lui transmettre le commandement, et le comte accepta. Don José Santiago, mandé par le nouveau chef, fut retenu auprès de sa personne, et on eut ainsi le temps d'adopter de promptes et vigoureuses mesures qui permissent, quoiqu'à grand'peine, de continuer la marche jusqu'à Cuenca. Santiago fut conduit dans cette ville, et plus tard, le 12 janvier, il fut fusillé avec un sergent et un caporal de son corps.

Mais le mal avait jeté de si profondes racines, et il y avait tant de désaccord dans les volontés, que, pour extirper les unes et harmoniser les autres, Don Manuel de la Peña jugea convenable d'assembler un conseil de guerre à Alcazar de Huete, de se démettre du commandement et de proposer à sa place pour général en chef le duc del Infantado. On accueillit la proposition, le duc accepta, et la junte centrale, donnant depuis son approbation, sanctionna ainsi des actes que la gravité des circonstances pouvait seule justifier.

La plus grande partie de l'armée entra à Cuenca le 10 décembre. La deuxième division, aux ordres du général Grimarest, fut moins diligente et arriva en désordre, après avoir été attaquée et mise en fuite, le 8 au soir, à Santa-Cruz de la Zarza, par le général Montbrun. La terreur et l'indiscipline furent telles dans ce corps, qu'au premier choc et presque sans essayer de se défendre, il se précipita sur la route de Cuenca.

L'armée du centre, réunie dans cette ville, et abritée par le pays montagneux qui l'avoisine, termina là sa retraite de quatre-vingt-six lieues qu'elle avait commencée au pied de Moncayo, retraite mémorable, malgré les pertes qu'elle put coûter; car, en résultat, au milieu de tant d'embarras, de

rencontres, de marches et contremarches, de privations et de révoltes, l'artillerie fut sauvée, et, avec elle, assez de forces pour servir de noyau à une nouvelle armée capable de combattre l'ennemi, ou de l'occuper de manière à le détourner des autres points, et de contribuer enfin au triomphe définitif de la cause nationale.

Ces troupes étaient donc établies à Cuênca, où elles se remettaient un peu de leurs longues fatigues, quand, à leur grande surprise, elles y virent entrer, le 16, une faible division qu'elles croyaient perdue. Le lecteur se rappellera qu'à la suite de l'échec de Logroño, les Castillans, ayant été incorporés dans l'armée d'Andalousie, il se forma une avant-garde de quatre mille hommes, sous les ordres du comte de Cartaojal, destinée à manœuvrer dans l'étendue de la Sierra de Carmeros. Le 22 novembre, sur l'ordre de Castaños, Cartaojal s'était retiré à Borja, du côté d'Agreda, et, après une légère rencontre avec l'ennemi, il avait poussé jusqu'à Calatayud où il s'était rallié au gros de l'armée, de telle sorte qu'il participa à toute la retraite. Mais, le 21, il était resté à Nalda un détachement de son corps, aux ordres du comte d'Alacha, séparé et comme coupé du reste de la division.

Les soldats et leur chef, que soutenaient les bons conseils de ses officiers, ne perdant pas courage malgré leur petit nombre, en se voyant entourés d'ennemis, entreprirent une retraite longue, pénible et hardie. Pendant un espace de vingt jours, campant et marchant à deux et trois lieues de l'armée française, traversant d'épaisses broussailles et des montagnes élevées, sans chaussures, presque nus dans une saison rigoureuse, manquant de vivres, privés de toute espèce de consolation, ils avaient réussi, en triomphant d'obstacles qui semblaient pouvoir défier les forces humaines, à arri-

ver à Cuenca en bon ordre, et fiers même de se présenter non-seulement sains et saufs, mais encore avec le trophée de quelques prisonniers français : tant sont grandes la constance, la sobriété et l'intrépidité du soldat espagnol dignement commandé !

Mais si le séjour de l'armée du centre à Cuenca lui offrait le double avantage de recouvrer ses forces et de se tenir à l'abri d'une attaque, d'un autre côté, la Manche restait à découvert et isolée de tout secours. Il est bien certain que ces vastes plaines n'eussent jamais été suffisamment protégées par les débris d'une armée dont la cavalerie n'était pas en état de faire face à celle de l'ennemi, non moins formidable par le nombre que par l'abondance de ses ressources. Aussi le maréchal Victor, qui, dès le 11 décembre, avait établi son quartier général à Aranjuez et à Ocaña, répandit dans la Basse-Manche de forts détachemens qui se pourvoyaient dans ses fertiles campagnes de provisions de toute espèce, pillant et ravageant les villages que la fuite des habitans livraît à leur rapacité.

Quelques-uns avaient compté sur la résistance de Tolède. Mais dépourvue de moyens de défense, et gagnée par la terreur que répandaient partout la défaite et la déroute de nos armées, cette ville ouvrit ses portes au vainqueur le 19 décembre. La junte provinciale en était partie auparavant, ainsi qu'un grand nombre des principaux habitans, et l'on avait eu le soin d'expédier à Séville douze mille épées de son antique et célèbre fabrique.

Quelques communes, rares heureusement, offrirent l'image de la plus complète anarchie, en maltraitant ou assassinant des personnages qui les traversaient. Il est douloureux surtout de rappeler les crimes commis à Malagon et à Ciudad-Réal. Don Juan Duro, chanoine de Tolède et ami du prince de la Paix, passait par cette dernière ville, prisonnier et

conduit en Andalousie : ni son état, ni son caractère, ni ses supplications, ne le sauvèrent d'un barbare assassinat. A Malagon, Don Miguel-Cayetano Soler, ministre des finances sous Charles IV, qu'on amenait également prisonnier, subit le même sort : atrocité qu'on eût dû éviter, en n'exposant pas des hommes aussi universellement voués à la haine publique à traverser ainsi des populations irritées.

L'horreur de pareils excès est heureusement tempérée par la conduite de quelques autres communes, qui, faisant un plus digne usage de leur énergie, et cédant à la noble impulsion du patriotisme plus qu'aux conseils de la prudence, surent résister et donner une leçon aux envahisseurs. L'on peut citer surtout l'exemple du bourg de Villacañas, une de celles comprises dans le grand-prieuré de San-Juan. Plusieurs détachemens de cavalerie ennemie qui voulurent pénétrer dans ses murs furent constamment repoussés aux différentes tentatives qu'ils firent du 20 au 25 décembre. Le gouvernement loua et récompensa la conduite de Villacañas, dont la population fut pendant quelque temps exempte de la visite des Français, au milieu de la Manche inondée de leurs troupes.

Avant la fin de décembre, l'ennemi s'était étendu jusqu'à Manzanarès, et semblait vouloir s'approcher des gorges de la Sierra-Morena. Bon nombre d'officiers et de soldats de l'armée du centre s'étaient réfugiés dans ces défilés ; les uns, forcés par la nécessité, les autres, pour fuir lâchement le péril. Cependant, comme ces derniers étaient en minorité, leur arrivée fut un bonheur, parce qu'ils aidèrent à former et à organiser quelques centaines de volontaires qui accouraient de l'Andalousie et de la Manche.

Les juntes des quatre états de l'Andalousie,

voyant la déroute de nos armées, et ne connaissant pas exactement le siége du gouvernement central, eurent l'idée de se réunir à la Carolina; elles y envoyèrent chacune deux députés pour les représenter, et elles invitèrent la junte d'Estrémadure et celle qui venait de s'établir à Ciudad-Real à en faire autant. Mais la junte centrale, soit prévoyance, soit crainte que ces provinces ne vinssent à se détacher, avait envoyé dans la Sierra-Morena un de ses membres, le marquis de Campo-Sagrado, avec la mission d'encourager les enrôlemens, et de mettre cette chaîne de montagnes en état de défense. Déjà, le 6 décembre, se trouvait également à Andujar le marquis del Palacio, chargé du commandement en chef de l'armée qui se réunissait à Despeñaperros; il avait été auparavant mandé de la Catalogne, comme nous le verrons plus loin. On fit venir de Séville l'artillerie et toutes les choses nécessaires pour fortifier les points de défense, et l'on eut aussi le bonheur de recevoir quatorze pièces de canon qui avaient été dirigées sur Madrid, et qu'on arrêta à Manzanarès pour les faire revenir à la Sierra. L'on était ainsi parvenu à réunir, vers le milieu de décembre, à la Carolina et dans ses environs, six mille hommes d'infanterie et trois cents de cavalerie; les divers passages de la Sierra furent successivement couverts et fortifiés.

C'étaient sans doute des moyens bien faibles, si l'ennemi, avec ses forces puissantes, eût tenté de pénétrer en Andalousie. Mais son attention était attirée sur divers points; il était d'ailleurs préoccupé par-dessus tout des moyens de détruire l'armée anglaise, la seule qui fût à redouter; il résolut donc de suivre cette armée dans la Castille, et d'agir en même temps du côté de l'Estrémadure, afin de se ménager ainsi quelque facilité pour les opérations du Portugal, dans le cas où les Anglais prendraient le parti de s'y retirer.

Pour remplir ce dernier objet, le quatrième corps, aux ordres du maréchal Lefèbvre, fort de vingt-deux mille hommes d'infanterie et de trois mille chevaux, se dirigea sur Talavera. La province d'Estrémadure, quoique harcelée et désolée par des exactions et par la présence des débris épars de l'armée, se maintenait ferme et pleine d'enthousiasme. Mais le désespoir que produisaient nos défaites changea quelquefois l'énergie en férocité. Le 16 décembre, à Badajoz, deux prisonniers français furent immolés, ainsi que le colonel des milices, Don Tiburcio Carcelen, et l'ex-trésorier général Don Antonio Noriega, ancien partisan du prince de la Paix. A Usagre, l'on fit périr aussi l'alcade-mayor. Dans les deux villes, les assassins furent découverts, jugés et condamnés à payer leur crime de la vie. Ces meurtres, avec ceux que nous avons rapportés, et quelques autres dont nous ferons mention, mais qui ne s'élèvent pas ensemble au-delà de douze, sont une tache pour cette seconde période de notre histoire, pendant laquelle les liens de la subordination et de l'ordre s'étant brisés dans certaines provinces, la bride fut lâchée aux passions et aux vengeances particulières.

Le général Galluzo, qui avait remplacé l'infortuné San-Juan, choisit la rive gauche du Tage comme le point le plus propre à arrêter la marche des Français. Sa première idée fut de garder les endroits guéables et de couper les ponts principaux. Ces derniers sont au nombre de quatre, depuis le confluent du Tiétar et du Tage jusqu'à Talavera, savoir : celui *del Cardenal*, celui *d'Almaraz*, celui *del Conde* et celui *del Arzobispo*. Le second, sur la route de Badajoz à Madrid, devait surtout fixer l'attention de Galluzo, et il s'y établit en personne. Ce pont était si solidement construit qu'on ne put parvenir alors

à le détruire : cinq mille hommes furent chargés de le défendre. Don Francisco Trias fut envoyé, le 15 septembre, au pont *del Arzobispo* ; mais l'ennemi s'en étant déjà rendu maître, ce général dut se borner à rester en observation. Les deux autres furent occupés par nos troupes.

Les Français se contentèrent d'abord d'escarmoucher sur toute la ligne jusqu'au 24 ; alors, débouchant par le pont *del Arzobispo*, ils attaquèrent de front et sur le flanc droit le général Trias, et l'obligèrent à se replier vers la Sierra, dans la direction de Castañar de Ibor. Le pont *del Conde* fut également menacé le même jour, et vivement défendu par Don Pablo Morillo, alors sous-lieutenant, aujourd'hui général.

Galluzo, informé de l'avantage que l'ennemi avait obtenu sur Trias, et apprenant aussi qu'il s'était avancé jusqu'à Valdelacasa, se retira à Jaraicejo, à trois lieues plus loin qu'Almaraz, laissant la garde du pont aux bataillons d'Irlande et de Mayorque à une compagnie de sapeurs. Ce pont fut bientôt attaqué comme les autres, et au bout d'une heure de combat, la division du général Valence s'en rendit maître, faisant trois cents prisonniers.

Galluzo avait voulu s'arrêter à Jaraicejo, mais ne se croyant pas en sûreté après la prise du pont d'Almaraz, le 25, à trois heures du soir, il opéra sa retraite en bon ordre sur Trujillo, éloigné de quatre lieues. Ce mouvement et les rumeurs répandues par la trahison ou par la peur augmentaient le désordre de l'armée, et l'on pouvait craindre encore une autre dispersion. Cédant à cette considération, et déterminé aussi par la supériorité des forces ennemies qui s'avançaient, Galluzo assembla un conseil de guerre (pauvre et éternelle ressource de nos généraux), et se décida

à se retirer à Zalamea, à vingt-trois lieues de Trujillo, du côté de la Sierra qui la sépare de l'Andalousie. Le 28, l'armée, si l'on peut appeler armée ce qui n'en était plus qu'une ombre, arriva à sa destination. On sauva dix-sept pièces d'artillerie, dont onze furent envoyées de Miajadas à Badajoz, et six suivirent jusqu'à Zalamea. Dans cette dernière ville, arrivèrent ensuite et en meilleur ordre douze cents hommes, de ceux qui avaient défendu le pont *del Conde* et celui *del Arzobispo*.

Les Français pénétrèrent, le 26, jusqu'à Trujillo; l'Estrémadure restait ainsi à leur merci, et l'Andalousie très-exposée et dépourvue de secours. Mais d'autres événemens les forcèrent à faire halte, et à revenir en arrière, ce qui permit à la junte centrale d'apporter quelque remède à tant de désastres.

Le voyage de la junte avait continué sans autre interruption et sans autre repos que celui qu'exigeait absolument l'expédition des affaires. Partout, sur son passage, elle était environnée d'hommages et de respects, ce qu'elle devait en grande partie aux noms considérés de Floridablanca et de Jovellanos, et à cet espoir des populations que le salut de l'autorité centrale serait le salut de la patrie. A Talavera, où nous l'avons laissée, elle tint deux séances. Elle s'arrêta quatre jours à Trujillo, où elle reçut des dépêches du général Escalante, chargé d'une mission auprès de l'armée anglaise. Ce général faisait connaître l'inefficacité de ses négociations avec sir John Moore pour obtenir sa coopération active dans les mouvemens de la Castille. La junte, après s'être entendue avec le ministre anglais, M. Frère, nomma un de ses membres, Don Francisco-Xavier Caro, qui fut chargé, conjointement avec sir Charles Stuart, désigné de son côté par le ministre, de se rendre auprès du géné-

ral anglais, et d'insister de vive voix, et de la manière la plus pressante, pour qu'il cédât au vœu qu'on lui avait déjà exprimé, son mouvement et la présence de son armée pouvant seuls empêcher l'invasion de l'Andalousie.

L'on expédia aussi de Trujillo des ordres précis aux généraux et aux juntes pour l'armement et les préparatifs de défense, et le gouvernement résolut, au lieu d'aller à Badajoz, de se transporter à Séville, cité plus populeuse et plus abondante en ressources.

A son passage à Merida, la junte centrale reçut une députation de la junte de cette ville qui lui exprimait, au nom de la population, le désir de voir élire pour capitaine-général de la province, et pour commandant en chef de ses troupes, Don Gregorio de la Cuesta, qui suivait la junte en état d'arrestation. Celle-ci refusa d'acquiescer à la demande, sous le prétexte qu'il fallait d'abord *s'enquérir* de l'opinion de la junte suprême de la province réunie à Badajoz, laquelle n'avait cessé de soutenir Galluzo jusqu'au moment où il s'était retiré en si grand désordre à Zalamea. La voix publique réclamant alors pour général Cuesta, qui etait fort estimé dans la province, où il avait déjà commandé, la junte provinciale s'unit au même vœu, et le gouvernement central, malgré sa répugnance, se décida à cette nomination. Cuesta rappela les troupes de Zalamea, et établit son quartier-général à Badajoz, où son premier soin fut de mettre l'armée en état de résister à l'ennemi, et d'entreprendre ensuite des opérations nouvelles.

Cette conduite, commandée par les circonstances, et empreinte d'un véritable esprit militaire, ne manqua pas d'être attribuée à la rancune du général Cuesta contre la junte centrale, parce qu'il laissait ainsi l'Andalousie ouverte aux incursions

de l'ennemi, et par conséquent Séville, que la junte avait choisie pour le siége de sa résidence. Il fallait bien que le gouvernement redoutât, soit une attaque des Français, soit les intrigues et les vues hostiles de Cuesta; car, avant la fin de décembre, il nomma le brigadier Don Jose Serrano Valdenebro pour couvrir avec toutes les forces dont il pourrait disposer Santa-Olalla et le Ronquillo, ainsi que les gorges occidentales de la Sierra-Morena.

La junte centrale fit son entrée à Séville le 17 décembre. Sa présence excita la joie et le contentement le plus vif, et fit renaître de grandes espérances. Dès le lendemain, elle ouvrit ses séances dans le château royal, appelé l'Alcazar, et l'on remarqua qu'elle commençait à modifier et améliorer son système. Les contre-temps, l'expérience acquise, la clameur publique et la mort de Floridablanca contribuèrent surtout à ce changement. Ce fut à Séville même qu'elle perdit, le 28 décembre, ce membre illustre, chargé d'années et accablé de souffrances de corps et d'esprit. On lui fit de pompeuses funérailles, et on lui rendit les honneurs d'infant de Castille. Il fut remplacé dans la vice-présidence par le marquis d'Astorga, grand d'Espagne, que sa conduite politique, son caractère honorable et sa naissance illustre rendaient digne de cette haute distinction.

L'état des choses était cependant critique et affligeant. Il ne restait des armées que de tristes débris dans les provinces de Galice, de Léon et des Asturies, à Cuenca, à Badajoz et dans la Sierra-Morena. Quelques autres s'étaient retirés à Saragosse qu'on assiégeait déjà; et la Catalogne, bien qu'elle pût faire une diversion importante, ne suffisait point pour empêcher seule la ruine et la destruction complète des autres provinces et du gouvernement.

On doutait de la coopération active de l'armée anglaise, appuyée, sans bouger, contre le Portugal et la Galice, et tout ce qu'on pouvait espérer, c'était que Napoléon, impatient de la chasser du sol de la Péninsule, se mettrait à sa poursuite, qu'il laisserait quelque temps en paix l'est et le midi de l'Espagne, et qu'on aurait ainsi le loisir de refaire les armées et de lever de nouvelles troupes, non-seulement à l'aide des ressources que pouvaient fournir ces contrées, mais aussi avec celles qui arrivèrent des riches provinces situées de l'autre côté de la mer.

---

# SOMMAIRE

## DU LIVRE SEPTIÈME

Départ de Napoléon de Chamartin. — Situation de l'armée anglaise. — Doutes et irrésolutions du général Moore. — Il demande conseil à M. Frère. — Démarches et instances de la junte centrale et de Morla pour le faire avancer. — Il s'y résoud. — Incident qui pouvait l'en empêcher. — Il part, le 12, de Salamanque pour Valladolid. — Il change de direction et se porte vers Toro et Benavente. — Il en donne avis à la Romana. — Mauvais état de l'armée de celui-ci. — Partialité de quelques écrivains étrangers. — Les généraux Baird et Moore opèrent leur jonction à Mayorga. — Situation du Maréchal Soult. — Avis de l'arrivée de Napoléon. — Les Anglais se retirent à Benavente et Astorga. — Marche de Napoléon. — Passage de Guadarrama. — La discipline de l'armée anglaise commence à se relâcher. — Rencontre de cavalerie à Benavente. — Les Français surprennent les Espagnols à Mansilla. — La Romana abandonne Léon. — Il se réunit aux Anglais à Astorga. — La Romana effectue sa retraite par Fuencebadon, Moore par Manzanal. — Revers qu'essuie la Romana dans sa retraite. — Désordres auxquels se livrent les Anglais dans la leur. — Napoléon arrive à Astorga. — Entrée du maréchal Soult dans le Vierzo. — Rencontre des deux armées à Cacabelos. — Retraite du général Moore sur Villafranca. — Le désordre s'accroît dans l'armée anglaise. — Elle arrive à Lugo. — Moore se prépare à hasarder une bataille. — Il se retire ensuite. — Il arrive à la Corogne. — Bataille de la Corogne. — Les Anglais s'embarquent. — Reddition de la Corogne. —

---

# HISTOIRE

DU

# SOULÈVEMENT, DE LA GUERRE

ET DE LA

# RÉVOLUTION D'ESPAGNE.

## LIVRE SEPTIÈME.

Napoléon était toujours à Chamartin. Là, l'esprit sans cesse en travail, le cœur en proie à l'orage des passions, il embrassait dans sa pensée l'Espagne, la France, l'Europe entière; mais ce qui l'occupait avant tout, c'était de connaître les mouvemens et la position de l'armée anglaise : un tel souci l'emportait sur tous les autres. Des rapports le plus souvent faux ou inexacts le forçaient à chaque instant à prendre des résolutions opposées. Tantôt, décidé à se diriger sur Lisbonne, il se préparait à partir; tantôt, suspendant son voyage, il atten-

dait de nouveaux avis. Enfin, le jour de son départ paraissait prochain, lorsque, le 19 décembre, il passa en revue soixante-dix mille hommes de troupes d'élite, aux portes mêmes de la capitale. Cela fait, deux jours après, le 21, ayant reçu la nouvelle certaine que les Anglais pénétraient dans la Vieille-Castille, la nuit même, il dicta avec la rapidité de l'éclair les ordres nécessaires pour que, le 22, soixante mille hommes prissent le chemin de Guadarrama, n'en laissant à Madrid que dix mille.

Il était temps, en effet, qu'il s'opposât aux entreprises d'un adversaire aussi redoutable et qu'il haïssait tant. Sir John Moore, d'abord incertain, avait fini par prendre l'offensive avec l'armée qu'il commandait. Nous avons déjà parlé de son arrivée à Salamanque, qui eut lieu le 23 novembre. A peine y avait-il établi son quartier général, que commencèrent à se répandre les nouvelles de nos défaites; funestes événemens qui alarmèrent avec d'autant plus de raison le général anglais, que ses forces se trouvaient divisées et à de grandes distances les unes des autres. Celles même qui avaient avancé par le centre avec le général Moore en personne ne parvinrent à se réunir toutes à Salamanque que le 23 novembre; du reste des troupes, celles que commandait sir David Baird étaient encore, le 26, les unes à Astorga, les autres fort loin à l'arrière-garde, et quant à celles de sir John Hope, qui venaient d'Estrémadure, elles n'avaient pas encore, à pareil jour, traversé les chaînes de montagnes qui séparent les deux Castilles.

Comme la concentration de toutes ces forces exigeait du temps, il était à craindre que les Francais, n'ayant plus affaire aux armées espagnoles, avançassent avec leur célérité accoutumée, et que, s'interposant entre elles et l'armée anglaise, ils vinssent embarrasser leurs mouvemens et les attaquer

séparément et en détail : d'autant plus que cette armée, de la plus belle apparence, merveilleusement disciplinée, pleine de bravoure un jour de bataille, péchait malheureusement du côté de l'agilité.

C'étaient, à coup sûr, des motifs suffisans pour contenir l'élan du général le plus hardi, à plus forte raison celui du général anglais, homme prudent et aux yeux duquel le danger grossissait toujours. Car, bien qu'il fût un officier consommé, et digne, sous tous les rapports, de la réputation dont il jouissait parmi ses compatriotes, il partageait malheureusement la faiblesse commune aux militaires de l'époque, celle de regarder comme invincibles Napoléon et ses armées; il jugeait donc la cause péninsulaire comme d'une issue douteuse, et la réputait pour ainsi dire perdue : opinion qui ne contribua pas peu à son irrésolution et à son incertitude. Ses inquiétudes s'accrurent surtout lorsqu'en entrant en Espagne, il ne trouva pas chez les populations les signes de l'enthousiasme extraordinaire auquel il s'attendait : comme si les manifestations d'un sentiment aussi vif pouvaient se prolonger indéfiniment, et comme si les dispositions dans lesquelles il voyait les habitans de s'opposer à tout pacte avec l'ennemi n'étaient pas suffisantes pour lui faire justement espérer que cette résolution devait à elle seule amener une longue et opiniâtre résistance.

Ainsi découragé, et ne regardant plus cette guerre que comme une lutte purement militaire, le général Moore commença à énumérer sous ce point de vue ses ressources et celles des Espagnols; et, comme ces dernières avaient été presque entièrement anéanties par une série de revers, et que ses propres moyens étaient bien inférieurs à ceux des Français, il songea à se retirer en Portugal. Tel fut du moins son premier mouvement en appre-

nant la dispersion des armées espagnoles à Espinosa et à Burgos. Mais comme celle du centre restait encore presque intacte, il lui répugnait de retourner en arrière sans avoir auparavant un engagement avec l'ennemi, et sans être forcé par lui à la retraite. En proie à de semblables incertitudes, il résolut de prendre conseil de M. Frère, ministre britannique près la junte centrale. Celui-ci ne désespérait pas du succès de la cause péninsulaire comme le général Moore; il avait déjà représenté sa cour à Madrid du temps de Charles IV, il connaissait à fond les Espagnols, avait foi en leurs promesses, et péchait par excès d'attachement plutôt que de froideur ou d'éloignement pour eux. Son opinion leur était donc favorable.

Mais sir John Moore, apprenant le 28 novembre la déroute que l'armée espagnole avait soufferte à Tudéla, résolut aussitôt de se retirer, sans même attendre la réponse de M. Frère. En conséquence, il ordonna au général Baird de se diriger sur la Corogne et Vigo, en le prévenant seulement de s'arrêter quelques jours pour tenir en respect les troupes du maréchal Soult, qui se trouvaient à Sahagun, et donner à sir John Hope le temps d'arriver. Celui-ci opéra sa jonction avec le corps principal de l'armée dans les premiers jours de décembre, après avoir refusé, lorsque sa division passa près de Madrid, de se rendre aux prières de Don Thomas Morla pour qu'elle entrât dans la capitale et prît part à sa défense.

La junte centrale, craignant pour son compte que l'armée anglaise n'abandonnât le territoire espagnol, et dans le but aussi d'en complimenter les chefs, avait envoyé au quartier général de Salamanque Don Ventura Escalante et Don Agustin Bueno, qui y arrivèrent au moment où l'on venait de décider la retraite. Ce fut inutilement qu'ils

s'éfforcèrent de l'empêcher : ces deux envoyés, il est vrai, appuyaient en grande partie leurs argumens sur les faux bruits qui circulaient alors en Espagne : de sorte qu'au lieu de faire une impression sur l'âme froide et circonspecte du général anglais, ils ne faisaient que l'affermir dans sa résolution.

C'est vers la même époque que Don Tomas Morla, n'ayant pas obtenu ce qu'il désirait de sir John Hope, dépêcha un courrier à Salamanque pour demander au général en chef anglais qu'il vînt au secours de Madrid, ou qu'il cherchât du moins à distraire l'ennemi en tombant sur son arrière-garde. Mais cette démarche n'aurait pas eu plus d'effet que les autres sur la résolution de Moore, si sir Charles Stuart, habituellement peu enclin à l'espoir, et témoin impartial aux yeux du général anglais, ne lui eût écrit à la même époque qu'il croyait le peuple de Madrid disposé à faire une rude et vigoureuse résistance.

Cette lettre commença à ébranler la détermination de Moore, et il finit par céder tout-à-fait en recevant, le même jour, les dépêches que M. Frère lui adressait en réponse aux siennes. Ce ministre y exprimait le plus ardent désir de secourir les Espagnols, et ajoutait qu'il lui paraissait convenable, et dans les règles d'une bonne politique, de faire avancer l'armée britannique pour soutenir le noble élan du peuple de Madrid. Digne et généreux langage de la part de M. Frère, et bien propre à stimuler le général anglais, mais dont le bon effet aurait pu être détruit par le malheureux incident survenu peu après.

Le porteur des dépêches de M. Frère avait été le colonel Charmilly, émigré français. Témoin de l'enthousiasme qui avait éclaté le 1er décembre dans la population de Madrid, il parut l'homme qu'il

convenait d'envoyer au camp britannique pour donner de vive voix les renseignemens les plus exacts et les plus complets. Mais sa qualité de Français, peut-être aussi d'autres fâcheux antécédens, loin d'inspirer de la confiance au général Moore, furent cause que celui-ci le traita avec froideur et réserve. Charmilly, attribuant cet accueil glacial à l'invariable résolution que le chef anglais avait prise d'effectuer sa retraite, jugea à propos de faire usage d'une seconde lettre dont M. Frère l'avait chargé. Ce ministre l'avait écrite, animé du désir que l'armée anglaise secourût à tout prix les Espagnols; et, sans être retenu par la circonspection que devait lui commander le poste éminent qu'il occupait, il avait chargé Charmilly de la remettre à Moore dans le cas où ce général persisterait à retourner en arrière. L'officier français s'acquitta de cette commission; mais on peut s'imaginer facilement quelle dut être l'indignation du chef britannique lorsqu'il lut dans cette lettre qu'avant d'entreprendre sa retraite il devait faire interroger le porteur des dépêches par un conseil de guerre. A peine sir John peut-il réprimer l'élan de sa colère; et, il faut le dire, les intentions de M. Frère étaient sans doute pures et louables; mais la manière de les exécuter était inconvenante et injurieuse pour un homme du rang et du caractère du général Moore. Celui-ci, cependant, se mettant au-dessus d'un si juste motif de ressentiment, se contenta d'ordonner au colonel Charmilly de sortir du camp anglais, et se décida à faire un mouvement de front avec toute son armée, dont les divisions étaient déjà réunies, ou du moins à même de se donner facilement la main.

Prêt à se mettre en marche, ce fut un grand bonheur que le général anglais ne reçût pas en même temps d'autres avis capables de la retarder ou de

l'empêcher. Avant de l'entreprendre, il avait, en effet, envoyé le colonel Graham s'assurer du véritable état de la capitale. Mais celui-ci, sans passer plus loin que Talavera, détour que les circonstances l'avaient obligé de prendre, revint à Salamanque le 9 décembre, et y apporta de tristes et peu rassurantes nouvelles. Les Français, d'après son récit, étaient déjà maîtres du Retiro, et avaient sommé Madrid de se rendre.

Quelque grave que fût un pareil événement, il n'en influa pas davantage sur la résolution de sir John Moore, et, le 12, ce général leva le camp, prenant avec ses troupes et celles du général Hope le chemin de Valladolid; marche qui fut si heureuse, que, dans la nuit du même jour, un escadron anglais aux ordres du brigadier-général Charles Steward, aujourd'hui lord Londonderry, surprit et tailla en pièces à Rueda un poste avancé de dragons français.

Le 14, on remit à Alaejos, entre les mains du général Moore, des dépêches saisies à Valdestillas sur un officier ennemi qui avait été tué dans cette ville pour y avoir maltraité le maître de poste. Elles étaient adressées au maréchal Soult; on l'y informait que l'empereur était en paisible position de Madrid, et on lui ordonnait de refouler les Espagnols en Galice, et d'occuper Léon, Zamora et les plaines de Castille. S'il était permis, d'un côté, d'inférer du contenu de semblables dépêches que Napoléon manquait de nouvelles sur les mouvemens des Anglais, ceux-ci pouvaient, en revanche, s'assurer par la lecture de ces documens de la véritable situation de leurs adversaires et des triomphes qu'ils avaient remportés.

Sir John Moore changea en conséquence le plan qu'il avait d'abord conçu, et au lieu d'avancer sur Valladolid, il se dirigea par sa gauche du côté de

Toro et Benavente pour se réunir aux généraux Baird et la Romana, et détruire le corps que commandait le maréchal Soult, avant que Napoléon pénétrât dans la Vieille-Castille. Le général anglais s'occupait à exécuter ce mouvement, lorsque, le 16 décembre, vinrent à Toro s'aboucher avec lui Don Francisco-Xavier Caro et sir Charles Stuard, envoyés de Trujillo, l'un par la junte centrale dont il était membre, et l'autre par M. Frère, dans le but de faire un nouvel effort pour éviter la retraite que l'on redoutait tant. Par bonheur elle avait été déjà suspendue ; et si les opérations de l'armée anglaise ne furent pas tout-à-fait conformes aux désirs du gouvernement espagnol, du moins ne laissèrent-elles pas d'être opportunes et d'opérer une utile diversion.

Aussitôt que le général Moore se fut décidé à mettre à exécution le plan dont nous avons parlé, il le communiqua au marquis de la Romana. Ce chef se trouvait à Léon à la tête de l'armée de la gauche, dont les restes, provenant, partie de Liébana, ainsi que nous l'avons dit, partie de la principauté des Asturies qu'elles avaient traversée, étaient successivement allés se réunir dans cette première ville. Là, à Oviédo et dans divers autres endroits des deux lignes que ces soldats traversèrent, il éclata des fièvres malignes contagieuses qui exercèrent de grands ravages. Ces malheureux portaient partout avec eux le germe de la maladie, triste fruit de la faim, du manque d'abri et de la rigueur de la saison : accumulation de maux qui exigeait de prompts et énergiques remèdes. Mais les ressources étaient rares, et la main qui devait les appliquer, faible et peu habile. Nous avons déjà parlé des qualités et des défauts du marquis de la Romana. Malheureusement, ces derniers seuls se firent jour au milieu de circonstances aussi criti-

ques. Distrait et oublieux, il laissait s'écouler le temps sans prendre de mesures importantes, et sans aller à la recherche des moyens dont il pouvait encore disposer. Qui pourrait penser, en effet, qu'ayant derrière lui une province comme celle des Asturies, tout-à-fait libre du joug de l'ennemi, il n'ait pas été y chercher secours et appui? Le contraire, cependant, arriva, et son incurie fut telle, il nous est pénible de le dire, que, pendant l'espace de plus d'un mois qu'il résida à Léon, il n'écrivit qu'une fois, et tard encore, à la junte de cette principauté, pour la remercier de son zèle et de sa conduite patriotique.

Malgré une insouciance aussi répréhensible, l'armée de la gauche, à l'abri des poursuites de l'ennemi, plus tranquille et mieux pourvue, se remettait peu à peu de ses fatigues, et déjà pas moins de seize mille hommes se trouvaient cantonnés à Léon et sur les rives de l'Esla; mais, dans ce nombre, la moitié, tout au plus, méritait le nom de soldats.

Considérant le déplorable état de son armée, et sachant, dans l'intervalle de temps qui sépara les deux résolutions du général Moore de se retirer d'abord, puis d'avancer, que sir David se disposait à se replier sur la Galice, et ne voulant pas rester exposé seul et sans soutien aux attaques d'un ennemi supérieur en forces, la Romana s'était également déterminé à quitter Léon. Moore l'apprit au moment où il se portait déjà en avant, et écrivit en toute hâte à la Romana pour lui témoigner son mécontentement de le voir songer à prendre le chemin de la Galice, province d'où devaient, au contraire, venir des secours pour l'armée qu'il commandait, et sur laquelle celle-ci marcherait en cas de besoin. Le général espagnol répliqua avec raison qu'il n'aurait jamais songé à la retraite, s'il

n'avait vu sir David Baird s'y disposer et le laisser abandonné à lui-même; mais que, maintenant qu'il avait avis de projets contraires, non-seulement il resterait où il était, mais qu'il coopérerait volontiers à l'exécution d'un plan quelconque qui lui serait proposé.

Dans tout le cours de sa correspondance avec les Anglais, la Romana les avait pressés d'agir et d'empêcher la prise de Madrid. Quelques historiens de leur nation l'ont raillé pour cela, lui et d'autres généraux et autorités espagnoles, d'avoir insisté sur la demande d'une coopération active, et d'avoir, pour l'obliger, dénaturé les faits par des exagérations et de fausses données. Quant au premier point, il était naturel qu'accablés par une série de malheurs, tous les Espagnols désirassent opposer à l'ennemi un obstacle assez puissant pour donner quelque répit à la nation, la faire revenir à elle, et lui permettre de recouvrer les forces qu'elle avait perdues. Sous le second rapport, il est facile de dire que les autorités espagnoles et les généraux eux-mêmes étaient trompés par les avis qu'ils recevaient. Il y eut telle province où il se passa plus d'un mois avant qu'on apprît avec certitude la reddition de Madrid. Les populations, en général, écoutaient avec tant de défiance ceux qui leur apportaient de mauvaises nouvelles, que le petit nombre de voituriers et de voyageurs qui se hasardaient sur les grandes routes à cette malheureuse époque, au lieu de découvrir la vérité, avaient soin de la cacher, certains d'être ainsi mieux accueillis et mieux traités. Si, d'ailleurs, les généraux espagnols et leur gouvernement exagéraient quelquefois les moyens et la force qui leur restaient, il fallait l'attribuer en grande partie au découragement qu'ils remarquaient chez le général Moore, découragement tel qu'au rapport des Anglais eux-

nes, il provoquait du mécontentement et des
rmures dans leur armée. C'est pourquoi, sans
nous voulions excuser les erreurs et les fautes
furent commises de notre côté et que nous
mes les premiers à reconnaître, il est juste de
pas rejeter non plus sur nos hommes de guerre
os gouvernans celles qui n'étaient que la con-
ence de temps si orageux, et de ne pas oublier
d'autres aussi eurent à se reprocher des fai-
ses, bien que d'un genre différent.

evenons à présent au général Moore, qui, dans
marche, fut rejoint, le 20, à Mayorga, par le gé-
al Baird. Les forces anglaises ainsi réunies for-
ent un total de vingt-trois mille hommes d'in-
erie et deux mille trois cents chevaux; d'autres
ps se trouvaient encore en Portugal, à Astorga
Lugo. La Romana, de son côté, commença à se
uvoir par sa gauche dans la direction de Céa,
c un corps de huit mille hommes choisis dans
te de son armée. Les Anglais établirent, le 21,
quartier-général à Sahagun, où leur cavalerie
ait de détruire un corps de six cents cavaliers
emis.

e maréchal Soult occupait avec ses troupes
te la ligne entre Saldaña et Carrion de los Condes,
nt sous ses ordres à peu près dix-huit mille
nmes. Depuis qu'il était venu de Santander en
stille, il s'était tenu sur la défensive en attendant
nouvelles instructions. Celles qui lui ordon-
ient d'attaquer les Espagnols avaient été inter-
ptées à Valdestillas; et quand bien même il les
t reçues, Soult, qui connaissait la position qu'oc-
paient les Anglais (chose que Napoléon ignorait
moment où il donnait ces ordres), ne se fût pas
nturé à passer outre avec les seules forces qu'il
it à sa disposition.

e maréchal français, sachant donc que les An-

glais manœuvraient pour marcher contre lui, concentra son armée à Carrion. Ceux-ci se disposaient en effet à se porter en avant, lorsque, dans la nuit du 23, ils reçurent l'avis que leur transmettait la Romana (lequel exécutait de son côté le mouvement concerté entre lui et le général anglais), que Napoléon marchait sur eux avec des forces considérables. Ce premier avis étant confirmé par d'autres postérieurs, Moore ne jugea pas à propos de continuer sa marche, et, le 24, il commença sa retraite avec son armée formée sur deux colonnes. Celle qu'il commandait en personne se dirigea par le pont de Castro-Gonzalo sur Benavente, l'autre prit la route de Valencia de Don Juan : pour la cavalerie, elle fut chargée de couvrir et de protéger les mouvemens des colonnes.

Il était temps, en effet, de prendre cette résolution. Napoléon avançait avec sa rapidité accoutumée. La marche de son armée avait d'abord été pénible, et le froid était élevé à une telle intensité pour le climat, qu'au pied du Guadarrama, le thermomètre de Réaumur marquait neuf degrés au-dessous de zéro. Les Français passèrent la montagne dans les journées des 23 et 24 décembre, et ils y eurent tant à souffrir du froid et d'un vent aigu mêlé de neige, qu'ils perdirent des hommes et des chevaux. L'artillerie légère et une partie de la cavalerie furent même obligées de s'arrêter à moitié chemin et d'attendre, pendant quelques heures, que le temps se radoucît. Pour Napoléon, comme il éprouvait de la difficulté à continuer sa route à cheval, et qu'il voulaït en même temps encourager ses soldats par l'exemple, il mit pied à terre, et les animant à présser le pas, il arriva de sa personne à Villacastin le 24. Mais au moment où il descendait de la montagne et entrait dans la Vieille-Castille, il survint un dégel accompagné de pluie qui

forma bientôt de telles mares de boue, qu'en plusieurs endroits l'artillerie et les bagages restèrent tout-à-fait embourbés; et, pour comble de malheur, les Français ne trouvaient presque partout que des villages déserts et manquant de toute ressource.

De pareils obstacles, quoique finalement surmontés, retardèrent cependant la marche de Napoléon, et l'empêchèrent d'exécuter ponctuellement le plan qu'il avait combiné. Ce plan était d'envelopper les Anglais, s'ils continuaient à poursuivre le maréchal Soult, auquel l'empereur écrivait de Tordesillas, en date du 26 : « Si les Anglais conser« vent encore aujourd'hui leur position, ils sont « perdus; si au contraire ils vous attaquent, reti« rez-vous à la distance d'une journée de marche, « car plus ils s'obstineront à avancer, mieux ce sera « pour vous. »

Mais sir John Moore, prévenant à propos les intentions de ses adversaires, poursuivit sa marche sur Benavente et assura ses communications avec Astorga. La discipline commençait toutefois à se relâcher singulièment dans son armée, mécontente de retourner en arrière. Ainsi, la colonne qui passa par Valderas s'y livra à de déplorables excès, qui, joints à d'autres commis sur divers points, jetèrent la terreur parmi les populations : aussi commençaient-elles à fuir devant les Anglais, et à se venger sur les soldats et les détachemens de cette nation qu'elles rencontraient isolés de leurs corps. Le général anglais blâma amèrement la conduite de ses soldats; mais cela servit à peu de chose. Ils continuèrent leurs désordres, et dévastèrent à Benavente le palais des comtes-ducs du même nom, édifice remarquable par son ancienneté et ses vastes dimensions. Ce n'est pas cependant à cette époque qu'il fut brûlé, ainsi que quelques-uns nous l'ont

affirmé; il est avéré par une enquête judiciaire faite sur l'événement, que ce fut seulement le 7 janvier que ce palais prit feu, et que l'incendie dura plusieurs jours sans qu'on pût l'arrêter.

La colonne dont nous venons de parler était celle que commandait Moore : après avoir détruit le pont de Castro-Gonzalo, elle opéra sa jonction, le 29, à Astorga, avec celle de Baird, qui avait pris le chemin de Valencia de Don Juan. Pour la cavalerie, elle resta encore à Benavente, d'où elle envoyait des détachemens observer les endroits guéables de l'Esla. Trompé à la vue de forces si peu considérables, et croyant sans doute qu'il n'y avait que celles-là de l'autre côté de la rivière, le général français Lefebvre-Desnouettes la passa à gué avec six cents hommes de la garde impériale, et attaqua les Anglais avec impétuosité. Ceux-ci reculèrent d'abord, et aussitôt il s'éleva un concert de cris et de plaintes parmi les femmes, les traînards et les conducteurs de bagages qui s'étaient répandus dans la plaine entre l'Esla et Benavente. Le général Steward prit alors le commandement des détachemens anglais auxquels se joignirent quelques chevaux, et commença à disputer le terrain aux Français, qui continuèrent cependant à pousser en avant, jusqu'à ce que lord Paget, arrivant avec un régiment de hussards, les obligea à repasser la rivière. Soixante-dix prisonniers tombèrent en son pouvoir, et parmi eux le général Lefebvre lui-même, dont nous avons parlé si longuement à l'occasion du premier siége de Saragosse.

Cette rencontre fut le prélude de plusieurs autres qui se succédèrent en peu de temps. La première combinaison de l'empereur une fois déjouée par la retraite de Moore, Napoléon se décida à poursuivre les Anglais sur le chemin de Benavente avec le gros de ses forces, et ordonna en même temps au

maréchal Soult de chasser les Espagnols de Léon. La destruction du pont de Castro-Gonzalo retarda, du côté de Benavente, le mouvement des Français; mais, de l'autre, ils purent avancer sans obstacle, les Espagnols n'ayant fait aucune résistance.

Mansilla de las Mulas était occupé par la deuxième division du marquis de la Romana, dont une partie était restée à l'arrière-garde dans le couvent de Sandoval pour défendre le passage de l'Esla par le pont de Villarente. Les principaux chefs de l'armée étant retenus par des maladies à Léon, on n'avait pas pris à Mansilla les précautions opportunes; en sorte que, le 29, le général Franceschi y entra par surprise, et presque toutes les troupes qui gardaient si mal ce point furent obligées de se rendre.

Pris ainsi au dépourvu, le marquis de la Romana quitta en toute hâte Léon, la nuit même du 29, et les principaux habitans, craignant la prochaine arrivée de l'ennemi, prirent également le parti de se sauver et de se cacher dans les montagnes voisines, oubliant dans leur effroi jusqu'à leurs bijoux et effets les plus précieux. La Romana se réunit, le 30, à Astorga, avec le général Moore, ce qui déplut beaucoup à celui-ci, qui le croyait encore sur les frontières des Asturies. L'arrivée des troupes espagnoles, délabrées, manquant de tout et dans le plus grand désordre, ne fit que jeter encore plus de confusion chez les Anglais, dont l'indiscipline augmentait à vue d'œil.

Jusque-là plusieurs officiers de l'armée anglaise s'étaient imaginé que leur général en chef ferait halte à Astorga, ou à l'entrée du Vierzo, et que, profitant des avantages que lui offraient les accidens d'un pareil terrain, il chercherait à y arrêter l'ennemi, et même à lui présenter la bataille, d'autant plus que l'insubordination et le désordre n'avaient pas encore atteint leur dernier degré. Mais

sir John Moore ne voyait déjà plus de sûreté ni de salut pour lui qu'à bord de ses vaisseaux; aussi donna-t-il l'ordre à ses troupes de poursuivre leur marche vers la Galice, et de détruire toutes les provisions de bouche et de guerre qu'elles ne pourraient emporter avec elles. Dès ce moment, les passions ne connurent plus de frein et l'armée acheva de se désorganiser entièrement. Le marquis de la Romana n'en insista pas moins pour que l'on gardât la chaîne de montagnes qui sépare le Vierzo du territoire d'Astorga; mais ce fut en vain qu'il épuisa les instances et les raisonnemens : et, à la vérité, quelque puissans qu'ils fussent, ils devaient perdre toute leur force en sortant de la bouche d'un général dont les troupes étaient dans un si déplorable état. Forcé donc à se soumettre à l'immuable résolution du général anglais, l'Espagnol dut encore consentir à lui céder la nouvelle et belle route de Manzanal et à se réserver pour lui l'ancien et raboteux chemin de Fuencebadon.

Le 31 décembre, à midi, l'armée anglaise commença sa retraite, et, la nuit du même jour, les Espagnols effectuèrent la leur. L'artillerie de ces derniers, qui avait pu jusque-là échapper tout entière aux continuelles poursuites des Français, prit, en vertu d'un accord fait avec le général Moore, le chemin de Manzanal, afin d'éviter les aspérités de celui de Fuencebadon. Mais les soldats anglais, ne tenant aucun compte de cet arrangement, arrachèrent de vive force les attelages de mules de notre artillerie, de manière qu'il fallut abandonner quelques pièces de canon et en jeter d'autres dans des précipices. C'est ainsi que la violence exercée par des mains alliées nous fit perdre l'artillerie qu'il avait tant coûté de préserver des mains de l'ennemi dans le long trajet qu'elle avait été obligée de faire depuis Reinosa.

La Romana ne fut pas plus heureux du côté de Fuencebadon. Il croyait, et avec raison, que puisqu'on lui avait réservé la route la plus mauvaise, on devait au moins le laisser seul et ne pas embarrasser sa retraite; mais il fut trompé dans cet espoir. Une division anglaise de trois mille hommes, commandée par le général Crawford, se séparant à Bonillos, à une lieue d'Astorga, du gros de l'armée, vint prendre la même route que la Romana, dans le but d'aller s'embarquer à Vigo. Cet incident dérangea la marche des Espagnols; mais le contretemps le plus fâcheux pour tous fut de trouver le passage de Fuencebadon presque entièrement obstrué par la neige.

Ajoutons encore à cet ensemble de circonstances malheureuses, que les divisions espagnoles étaient commandées par de nouveaux chefs, lesquels avaient succédé à ceux qui étaient morts de maladies ou dans les combats. Ces divisions n'étaient plus qu'au nombre de trois, sans compter celle que l'on appelait la division du nord, et quelques malencontreux engagemens avec l'ennemi mirent bientôt à nu le triste état auquel elles se trouvaient réduites. La première, commandée par le colonel Rengel, fut, le 1er janvier, à la pointe du jour, coupée et en grande partie faite prisonnière par des cavaliers français à Turienzo de los Caballeros. Les autres, harcelées sans relâche et perdant beaucoup de soldats à la débandade, parvinrent à grand' peine à s'enfoncer dans les montagnes. La Romana, il est vrai, n'avait songé à prendre aucune des mesures qui eussent pu prévenir ou diminuer le mal. Il laissa chaque division marcher et manœuvrer à sa guise; pour lui, traversant avec son état-major et quelques chevaux les faubourgs de Ponferrada, il alla se réfugier dans la vallée de Valdeorras. Là, il rassembla les faibles débris de son armée dont

il avait été suivi, et établit son quartier général à la Peubla de Tribès, laissant sur le pont de Domingo-Florès une faible avant-garde, qui alla ensuite se poster à celui de Bibey.

Cependant les Anglais continuaient précipitamment leur retraite par les défilés de Manzanal. Ils formaient trois divisions et une de réserve; celles des généraux Fraser et Hope marchaient en tête; venait ensuite celle de sir David Baird, et sir John Moore en personne fermait la marche avec la dernière division. C'est ainsi qu'ils arrivèrent, le 2 janvier, à Villafranca, après avoir parcouru en si peu de temps quatorze grandes lieues, comme on les compte sur nos grandes routes, et dont il n'entre que dix-sept et demie au degré. Cependant, les désordres et tous les genres de maux augmentaient rapidement parmi eux et faisaient de leur armée un spectacle déplorable. Une saison rigoureuse, des bagages jetés çà et là, les munitions abandonnées sur les grands chemins, les beaux et puissans coursiers anglais déferrés et tués par les mains de leurs propres cavaliers, des soldats nu-pieds, accablés de fatigues, livrés à l'abattement et à l'insubordination, se cachant exprès dans les caves et les cabarets, et là s'abandonnant à l'ivrognerie et à la plus affreuse dissolution; tel était le triste tableau qu'offrait l'armée britannique: Bembibre, entre autres endroits, servit de principal théâtre à ces horribles excès. Du reste, ceux qui oubliaient ainsi tout principe de discipline ne tardaient pas à en être cruellement châtiés. Les Français accourant sur leurs traces les traitaient aussi durement qu'ils le méritaient, tuant les uns, blessant les autres, et n'ayant en général aucun ménagement pour eux. Ceux qui échappaient aux mains de l'ennemi revenaient couverts de balafres et de blessures, et le général anglais les exposait comme au carcan

devant l'armée pour servir d'exemple à leurs camarades.

On remarquait une extrême ardeur dans les poursuites des Français ; mais elle n'avait rien qui dût surprendre. Un puissant aiguillon les excitait. Napoléon était arrivé à Astorga, le 1er janvier. Soixante-dix mille hommes d'infanterie et dix mille chevaux l'accompagnaient; car ce n'était pas à moins que s'élevaient les corps réunis des maréchaux Soult et Ney, une partie de la garde impériale et deux divisions de l'armée de Junot, qui, déjà de retour, allaient combattre ceux-là mêmes avec lesquels elles avaient capitulé quelques mois auparavant. Napoléon ne poussa pas plus loin qu'Astorga; mais il envoya à la poursuite des troupes britanniques le maréchal Soult avec vingt-cinq mille hommes, dont quatre mille deux cents de cavalerie. Après eux, venaient les divisions des généraux Loison et Heudelet, et tous ensemble devaient être appuyés par seize mille hommes du corps du maréchal Ney. Les premiers se pressèrent d'atteindre sir John Moore, qui n'avait plus qu'environ dix-neuf mille combattans, ayant vu les rangs de son armée s'éclaircir par le départ des trois mille hommes qui prirent la route de Vigo, et par les pertes qu'il avait faites dans sa retraite et les divers engagemens avec l'ennemi.

Le maréchal Soult pénétra dans le Vierzo après avoir divisé ses troupes en deux colonnes, dont l'une prit le chemin de Fuencebadon, l'autre celui de Manzanal, et dont l'avant-garde s'avança, le 3, jusque dans les environs de Cacabelos. Les Anglais avaient occupé, avec deux mille cinq cents hommes et une batterie, la lisière du coteau planté de vignes que l'on aperçoit non loin de ce bourg, du côté de Villafranca. Plus en avant, et sur le chemin de Bembibre, ils avaient également posté quatre cents ti-

railleurs et autant de chevaux, qui avaient le dos appuyé au pont du Gua, rivière ordinairement peu fournie. d'eau, mais que la fonte des neiges avait accrue, et dont le courant baigne les rues de Cacabelos.

A la tête de l'avant-garde française, marchaient quelques escadrons commandés par le général Colbert, lequel, pensant que les Anglais qui les attendaient dans une position aussi avantageuse étaient en nombre considérable, envoya demander du renfort au maréchal Soult. Mais celui-ci répondit sèchement qu'il eût à attaquer sans retard : sur quoi Colbert, offensé de cet ordre impérieux, se jeta aussitôt avec une impétuosité téméraire sur les chevaux et les tirailleurs anglais et les culbuta. Parmi ceux-ci, les uns furent pris en voulant se retirer par le pont du Gua; d'autres, se cachant dans les vignobles qui bordent le chemin, et tirant à brûle-pourpoint, tuèrent beaucoup de cavaliers français, entre autres leur général Colbert, qui se distinguait à la fois par sa bravoure et par sa beauté. Peu de temps après, arriva la division d'infanterie du général Merle, et quoiqu'elle voulût d'abord pousser en avant, elle s'arrêta néanmoins en voyant la batterie anglaise placée au sommet du coteau; puis, la nuit qui survint l'en empêcha tout-à-fait.

Là, pouvait s'engager une action générale; mais sir John Moore l'évita en se retirant dès que la nuit devint obscure. A Villafranca se renouvelèrent les scandaleuses scènes de licence et de désordre que l'on avait déjà vues ailleurs : les magasins furent pillés, plusieurs maisons envahies de vive force, et les habitans traités avec la dernière inhumanité. Le général anglais chercha à réprimer en partie ces excès par l'adoption de sévères mesures, et fit même fusiller un soldat qui fut pris en flagrant délit. Il hâta

ensuite son départ, et comme, en avançant dans ces contrées, le terrain devient toujours plus âpre, plus coupé, plus couvert de bois et de plantations, la cavalerie ne pouvant y être d'une grande utilité, il l'envoya en avant et la dirigea sur Lugo. Dans toute la route que les Anglais avaient à parcourir, se trouvent des positions où, avec peu de forces, on pourrait arrêter une armée très-supérieure : car, bien que la chaussée soit magnifique, elle parcourt un long espace, toujours encaissée entre des montagnes d'un rude et difficile accès.

On ne tira néanmoins aucun profit de si grands avantages. Au contraire, des soldats anglais, ayant rencontré un convoi sur leur route, ne se contentèrent pas de détruire les effets d'habillement et d'armement qui venaient d'Angleterre pour la Romana ; mais près de Nogalès, et par ordre du général Moore, ils jetèrent dans un précipice cent vingt mille piastres fortes, au lieu de les partager entre eux. Le désordre fut au comble : on abandonnait jusqu'aux canons, jusqu'aux malades et aux blessés, et la confusion s'augmentait encore de tous les embarras d'hommes et de chevaux que les armées anglaises avaient alors coutume de traîner à leur suite. Enfin, cette retraite fut effectuée avec tant de précipitation et de malheur, que l'un des généraux anglais (le marquis de Londonderry), témoin oculaire de ces désastres, affirme, dans la narration qu'il en fait, « que quelque sombres et « pleins d'horreurs que puissent être les tableaux « qui en ont été faits, ils n'approchaient pas encore « de la réalité. »

Deux jours et une nuit furent le temps que mirent les Anglais à se rendre à Lugo, à seize lieues de Villafranca ; ayant à soutenir de continuelles escarmouches, ils auraient éprouvé un rude échec près de Constantin, si le général Moore ne l'eût

évité en faisant descendre rapidement à ses sold
la côte qui mène à la rivière de Neira, et trompa
ainsi l'ennemi par une habile manœuvre.

Jusqu'alors le général Moore était demeuré i
certain s'il irait s'embarquer à Vigo ou à la Cor
gne; mais informé bientôt des difficultés qu
éprouverait sur la première de ces routes, il
décida à continuer sa marche sur la seconde; il
en conséquence avertir l'amiral qui commande
l'escadre britannique, pour qu'il eût à faire pass
à la Corogne les transports qui étaient à Vigo. Pu
pour donner à l'escadre le temps de faire cette t
versée, et afin de reposer aussi son armée accab
de fatigues et de privations, le général anglais
solut de s'arrêter à Lugo, et même de risquer u
bataille en cas de besoin. Dans ce but, il s'empre
de réunir sur le même point toutes ses troupes
l'exception des trois mille hommes du général Cr
ford, qui s'embarquèrent à Vigo sans être inquié

A une lieue et demie de Lugo, et avant d'y arri
sir John Moore choisit un terrain élevé et avan
geux pour livrer bataille aux Français, qui, le
commencèrent à se faire voir sur les hauteurs
côté opposé. Ce jour et le suivant se passèrent s
autres engagemens de part et d'autre que ceux a
quels donnèrent lieu quelques reconnaissan
poussées dans les environs. Le maréchal Soult
férieur en nombre, ne voulait pas engager d'act
sérieuse avant que de nouvelles troupes fuss
venues le rejoindre. Les Anglais, de leur côté,
tèrent jusqu'au 8 sans bouger de leur position; r
ce jour-là, à l'entrée de la nuit, le général Mo
pensant qu'il serait dangereux d'attendre que
Français reçussent des renforts, se décida à pa
sans bruit, dans l'espoir de gagner quelques he
sur eux, et de pouvoir ainsi s'embarquer tranc
lement. A dix heures de la nuit, après avoir

lumer des feux sur toutes les lignes pour cacher on dessein, il entreprit de continuer sa marche, u'un violent orage mêlé de pluie et de vent vint ranger et interrompre. Après bien des peines et s travaux, et toujours en commettant de nouaux excès, les Anglais commencèrent à entrer Bétanzos le 9 au soir, dans un déplorable état de sordre et d'abattement. Leur fatigue était telle, le nombre des traînards si grand, qu'ils furent bligés de s'arrêter encore le 10 dans cette ville. e 11 ils reprirent leur marche, et arrivèrent en ue de la Corogne sans apercevoir aucun des transorts tant désirés; des vents contraires avaient mpêché l'amiral anglais de doubler le cap Finisère. Par ce retard, le général Moore se voyait exosé à tenter le sort d'une bataille, et plusieurs de es officiers regrettaient qu'il eût perdu, pour la ivrer, tant d'occasions plus favorables, à une époue où son armée était plus complète et moins ndisciplinée.

Il ne manquait pas, à la vérité, près de la Coogne, de bonnes positions à prendre; mais queles-unes demandaient un grand déploiement de orces. Telle était celle de Peñasquedo, à laquelle s Anglais préférèrent celle du mont Méro, qui, ien que dominée par les hauteurs de la première, tait plus rapprochée de la Corogne, et n'avait pas esoin de tant de monde pour être défendue.

Le 12, les Français commencèrent à se présenter e l'autre côté du pont de Burgo, que les Anglais vaient coupé. Les deux armées demeurèrent sans 'inquiéter mutuellement jusqu'au 14, jour où les 'rançais, pouvant déjà compter sur un nombre uffisant de troupes, réparèrent le pont, et le traversèrent les uns après les autres. Dans la matinée, 'on avait à dessein fait sauter un magasin à poudre, itué à Peñasquedo, ce qui causa un bruit épouvan-

table; et, le soir, le vent s'étant tourné au sud, transports anglais qui venaient de Vigo purent trer à la Corogne. Aussitôt l'on embarqua dans nuit les malades et les blessés, les cavaliers dém tés, et cinquante-deux canons, ne laissant à te que huit pièces d'artillerie anglaises et quatre es gnoles, pour le cas où il eût fallu soutenir une tion. Il ne manqua pas, du reste, de gens dan camp anglais qui conseillèrent à leur général capituler avec les Français, afin de pouvoir s'( barquer plus librement. Mais sir John Moore poussa noblement une proposition aussi désho rante.

Tout le matériel le plus embarrassant et la pa non combattante de l'armée une fois transport bord, celle-ci devait, dans la nuit du 16, s'eml quer à la faveur de l'obscurité. Le général ang attendait avec impatience que l'heure désirée a vât, lorsqu'à deux heures de l'après-midi un m vement sur toute la ligne française vint entr l'embarquement projeté, et amena entre les ( armées une lutte acharnée et sanglante.

Se disposant à livrer bataille, le maréchal S avait établi, dès la nuit précédente, sur les haut de Peñasquedo, une batterie de onze canons, quelle s'appuyait son aile gauche formée par l vision du général Mermet; le centre et l'aile d étaient formés par les divisions des généraux M et Delaborde, et celle de ce dernier étendait sa l jusqu'au bourg de Pelavea-d'en-bas. La cava française se faisait voir à la gauche de Peñasqu vers San-Cristobal et sur le chemin de Bergant le total des forces du général français s'élevait à de vingt mille hommes.

L'armée anglaise comptait environ seize ı hommes qui avaient pris position sur le mont M depuis l'embouchure de la rivière du même r

jusqu'au village d'Elviña.. Les troupes de sir David Baird étendaient leur ligne de ce côté de la montagne, et celles de sir John Hope du côté opposé que traverse la grand'route de Betanzos. Deux brigades appartenant à ces mêmes divisions allèrent prendre position derrière elles à l'extrémité de leurs lignes respectives et sur les points les plus élevés de la montagne. La réserve, commandée par lord Paget, se trouvait à l'arrière-garde du centre, à Eyris, petit village d'où l'on pouvait découvrir toute la vallée qui s'étendait entre l'aile droite des Anglais et les hauteurs occupées par la cavalerie française. Plus près de la Corogne, et sur le chemin de Bergantiños, s'était placée la division du général Fraser, prête à se porter partout où elle serait appelée.

La bataille s'engagea à l'heure indiquée, et les Français attaquèrent avec intrépidité, cherchant à enfoncer l'aile droite de l'armée anglaise. Toutefois, les enclos qui couvrent le terrain empêchaient les soldats des deux armées d'avancer autant qu'ils l'auraient voulu. Les Français commencèrent d'abord à déloger d'Elviña les troupes légères de leurs ennemis; mais lorsqu'ils se portèrent plus avant, ils furent arrêtés et repoussés, quoique au prix de beaucoup de sang. On combattit bientôt avec acharnement sur toute la ligne. Le général Baird fut grièvement blessé, et sir John Moore, qui surveillait avec un soin tout particulier la position d'Elviña, où le combat était plus acharné qu'ailleurs, fut atteint à l'épaule gauche d'un boulet de canon qui le jeta par terre. Quoique mortellement blessé, il se mit néanmoins sur son séant, et examinant avec calme le champ de bataille, il sembla se ranimer en voyant que ses troupes allaient gagnant du terrain sur l'ennemi. Ce fut seulement alors qu'il permit qu'on le transportât à un endroit plus sûr. Il

vécut encore quelques heures, et son corps fut ensuite enterré dans l'intérieur des murs de la Corogne.

Les Français, ne pouvant rompre l'aile droite des Anglais, cherchèrent à la tourner. Mais intention ayant été découverte, lord Paget avec la réserve, et, faisant reculer les dragons de la Houssaye, qui avaient mis pied à terre, il le mouvement des autres, et s'approcha même la hauteur où était placée la batterie française onze canons. En même temps les Anglais avançaient sur toute la ligne, et si la nuit n'était pas nue, peut-être la position du maréchal Soult serait-elle devenue critique, car les munitions commençaient à manquer dans son camp. Mais les Anglais, contens de ce qui avait été fait, prirent leur première position, avec la volonté d'opérer leur embarquement à la faveur de l'obscurité. Leur perte fut de huit cents hommes on assure que celle des Français fut plus considérable. Le général Hope, auquel était revenu le commandement en chef de l'armée par la mort de sir John Moore, crut prudent de ne pas s'écarter de la résolution prise par ce dernier, et, la nuit étant arrivée, il fit embarquer toute son armée, chargeant les généraux Hill et Beresford de protéger cette opération.

Voyant le lendemain que la position du Mon Méro avait été abandonnée, et que les Anglai avaient quitté la terre pour se réfugier sur l'élément préféré de leur nation, les Français marchèrent en avant, et, plaçant sur les hauteurs de S Diégo des canons de gros calibre, dont ils s'étai emparés sur celles de las Augustias de Betanz ils commencèrent à faire feu sur les navires étaient dans la baie. Quelques-uns coupèrent a sitôt les câbles, et l'on brûla d'autres bâtim

:rop de précipitation avait fait échouer. Pour
abitans de la Corogne, non-seulement ils ai-
nt les Anglais à s'embarquer avec le zèle le
désintéressé, mais ils leur furent fidèles, même
s leur départ, en ne livrant pas immédiate-
t la place. Noble exemple, rarement donné
es peuples lorsqu'ils se voient abandonnés de
-là mêmes dont ils attendaient protection et
ıi.

est ainsi que se termina la retraite du général
re; retraite blâmée par quelques-uns de ses
ıres compatriotes, défendue et même louée par
tres. Laissant aux gens de l'art le soin d'exa-
er et de critiquer les plans de cette campagne,
s pensons, quant à nous, que le hasard, qui
igea de combattre avant l'embarquement de
roupes et de finir avec honneur ses jours sur
ıamp de bataille, fit beaucoup pour la gloire
ı réputation du général Moore. Du reste, si
armée aguerrie et disciplinée comme l'armée
laise, pourvue d'abondantes ressources, entre-
sa retraite avant de combattre, si le passage
cette armée fut marqué par tant de désor-
ı, tant de ravages, tant de scandaleux excès,
pourra s'étonner que, dans les retraites des
ées espagnoles, exécutées après le combat,
: des soldats inexpérimentés, manquant de tout
:aversant leur propre pays, il n'y eût aussi dis-
sion et désordre ? Nous ne disons pas cela
r rabaisser la gloire des armes britanniques,
s bien pour rétablir l'honneur des nôtres, si in-
ement ravalé par certains écrivains d'entre
x mêmes qui firent cette funeste campagne.

près un pareil événement, il était difficile que
orogne résistât long-temps. L'enceinte de la ville
ouvait la mettre qu'à l'abri d'une surprise; mais
:s batteries ni ses murs n'étaient en assez bon état,

ou par eux-mêmes assez forts pour prêter à une défense. Du reste, que l'on n'eût pas réparé et amélioré à temps les ouvrages de la place, cela dépendit en partie de la négligence qui nous est naturelle, en partie de la confiance que fit naître l'arrivée des Anglais. Le gouverneur de la Corogne était, à cette époque, Don Antonio Alcédo : il capitula le 19. Le 20, le maréchal Soult entra dans la place et installa de nouvelles autorités prises parmi les partisans de sa nation. Les membres de la junte du royaume se dispersèrent, et l'audience, le gouverneur et les autres corporations militaires, civiles et ecclésiastiques, prêtèrent hommage au nouveau roi Joseph.

Soult ne tarda pas à tourner les yeux sur le Ferrol, et, dès le 22, des détachemens de son armée, envoyés en avant-postes, commencèrent à s'approcher de la place. Son arsenal maritime était le premier de l'Espagne et inattaquable du côté de la mer; on ne pouvait y entrer que par une seule espèce de vent et par une embouchure longue et étroite; mais du côté de terre il n'était pas aussi bien fortifié. La population y était pleine d'ardeur et soutenue par trois cents soldats qui étaient arrivés le 20. Don Francisco Melgarejo, vieillard faible et irrésolu, avait sous ses ordres le département de la marine, et Don Joaquin Fidalgo commandait les troupes de terre. Aucune mesure de défense n'avait été prise, et on n'avait pas même eu la précaution de faire prendre le large aux bâtimens de guerre qui étaient mouillés dans le port. Les deux chefs que nous venons de citer et la junte spéciale de la ville penchèrent d'abord pour capituler; mais, n'osant pas se prononcer, ils durent répondre par un refus à la sommation réitérée des Français. Cependant, le 26, l'ennemi ayant démasqué quelques batteries et s'étant emparé des forts

de Palma et de San-Martin, les autorités purent faire prévaloir leur avis et arriver à une capitulation, à la suite de laquelle le général Mermet entra, le 27, dans la place du Ferrol. Les conditions de cette capitulation furent les mêmes que celles de la Corogne, seulement on ajouta, en faveur de ceux qui reconnurent Joseph, quelques articles concernant les payemens à faire aux employés, et la condition que personne ne serait obligé de servir contre ses compatriotes. Don Pédro Obregon, qui était resté prisonnier depuis le soulèvement du mois de mai, fut nommé commandant du département de l'arsenal et de la marine, dans la darsine duquel se trouvaient, entre bons et mauvais navires, sept vaisseaux, trois frégates et d'autres bâtimens inférieurs.

Que ces deux places se fussent rendues, à cause de leur mauvais état de défense ou du découragement produit par l'embarquement des Anglais, c'était chose naturelle; mais non pas que, dans une capitulation militaire, on stipulât la reconnaissance de Joseph : exemple non encore donné par les autres parties du royaume, ni par la capitale de la monarchie. C'est pourquoi les capitulations que nous venons de rapporter excitèrent l'indignation de la junte centrale, qui fulmina contre leurs auteurs une déclaration peut-être par trop sévère.

Atterrée par la perte de ses deux principales places, et surtout par la retraite des Anglais, c'est à peine si la Galice donna pendant quelque temps signe de vie. Il y eut peu de villes qui fissent quelques démonstrations de résistance, et celles qui s'y hasardèrent furent promptement envahies par le vainqueur. Partout se répandirent l'abattement et la tristesse. La Romana seul resta debout dans un coin de la Galice avec une poignée de soldats.

Les Français ne l'avaient pas inquiété au premier abord; plus tard le général Marchand alla à sa recherche, et voulut l'attaquer à Bibey. Mais le général espagnol se replia sur Orense : les Français le poursuivirent, jusqu'à ce que celui-ci continuant toujours sa retraite vers le Portugal, ils renoncèrent enfin à leur dessein, et passèrent peu après à Saint-Jacques de Compostelle, où le maréchal Soult était entré sans coup férir, le 3 février, se dirigeant sur Tuy.

En partant d'Orense le marquis de la Romana alla établir son quartier général à Villaza, près de Monterey, et de là passa ensuite à Oimbra. Dans les derniers jours du mois de janvier, il assembla une junte militaire pour aviser au parti qu'il convenait de prendre dans les circonstances où le départ des Anglais l'avait placé, n'ayant que peu de forces et point de ressources. Les uns furent d'avis d'aller à Ciudad-Rodrigo, d'autres de se diriger sur Tuy; mais l'avis qui prévalut fut le plus sage, celui de ne pas s'éloigner du pays qu'ils occupaient, ni de la frontière de Portugal.

Sur ces entrefaites, le maréchal Ney avait pris le commandement de la Galice à la place de Soult, qui, se portant du côté de Tuy, ainsi que nous l'avons dit, se préparait à pénétrer en Portugal. Des forces françaises occupèrent les principales villes de Galice, et la tranquillité y régnant pour le moment, Ney porta son attention du côté des Asturies, dont le territoire avait été heureusement épargné au milieu du malheur général. Mais nous parlerons plus tard de ce qui se passa dans cette province. Il nous presse de reporter la vue sur Napoléon que nous avons laissé à Astorga.

Il y resta deux jours pour se reposer, logé dans la maison de l'évêque qu'il traita sans aucun égard. Puis, inquiet des nouvelles qu'il avait reçues

d'Autriche, et ne croyant pas nécessaire de prolonger son séjour à Astorga, vu la sévérité avec laquelle les Anglais battaient en retraite, il revint sur ses pas et se dirigea sur Valladolid, où il entra dans la soirée du 6 janvier.

Il alla se loger au palais royal, et y manda sur-le-champ la municipalité, les supérieurs des couvens, le chapitre ecclésiastique et les autres autorités. Il voulait infliger un châtiment exemplaire pour les meurtres commis sur quelques Français, et surtout pour l'assassinat de deux d'entre eux dont les cadavres furent découverts dans un puits du couvent des dominicains de San-Pablo. A la tête de ceux qui avaient été mandés au palais, était la municipalité, corporation formée à l'improviste en l'absence des anciens *régidores*, dont la plupart avaient pris la fuite après la déroute de l'armée espagnole à Burgos. Ce même corps municipal, dans son désir de maintenir le bon ordre, avait arraché à la mort plusieurs individus de l'armée ennemie qui n'avaient pu la rejoindre et les avait mis en sûreté dans le monastère de San-Benito; action pour laquelle il méritait à coup sûr plutôt des égards et des attentions que d'amers reproches. Malgré cela, l'empereur des Français le reçut avec un visage sombre et lui parla d'un ton dur et sévère en lui reprochant les assassinats qui avaient été commis. Même les plus calmes d'entre ceux qui étaient présens se sentirent intimidés en entendant les menaces du monarque étranger, et celui qui leur servait d'interprète ne réussissant pas à s'exprimer, impatienta tellement Napoléon, qu'il lui ordonna d'un ton courroucé de sortir de l'appartement, et demanda une autre personne qui sût mieux remplir cet office. Puis, toujours en colère, l'orgueilleux conquérant poursuivit son discours en se servant d'expressions peu dignes de son rang,

jusqu'à ce qu'enfin il lui plut de congédier toutes ces corporations en leur faisant de nouvelles et terribles menaces.

Triste et pensive, la municipalité s'acheminait à son hôtel, lorsque quelques-uns de ses membres voulant prendre un détour pour éviter la rencontre des troupes qui obstruaient les rues, un piquet de cavalerie française, qui les observait de loin, leur déclara qu'ils étaient prisonniers, et leur intima l'ordre d'aller droit leur chemin. De retour à l'hôtel-de-ville, ils y furent bientôt suivis par un émissaire français, chargé d'un ordre que l'empereur lui avait donné, montre en main, pour leur signifier que, si, avant minuit, on ne lui avait pas remis la liste de ceux qui avaient assassiné les Français, il ferait pendre cinq membres du conseil municipal aux balcons de leur propre hôtel. Mais, sans se laisser intimider par cette injuste et barbare sommation, les *régidores* répondirent avec calme et courage qu'ils périraient plutôt victimes de leur innocence que d'indiquer, en aveugles et sans discernement, des personnes qu'ils ne croiraient pas coupables.

A neuf heures du soir, Don José Hervas se présenta également à l'hôtel-de-ville pour répéter au nom de l'empereur la menace qui avait déjà été faite. Hervas était le même qui, dans le mois d'avril 1808, avait accompagné le général Savary à Madrid, et, comme Espagnol, il put apprécier plus facilement les raisons alléguées par la municipalité : il ne cacha pas cependant à ses membres qu'ils couraient un grand péril, vu que Napoléon se montrait extrêmement courroucé; mais ceux-ci n'en restèrent pas moins fermes et résolus à souffrir la peine arbitraire qu'il lui plairait de leur imposer. Heureusement pour eux, ils furent bientôt tirés d'embarras par un certain Charrochin, qui exerçait l'état de procureur, et qui, ayant été nommé *corrégidor*

par intérim dans les tristes circonstances du jour, voulut se faire bien venir de l'envahisseur de sa patrie en dénonçant comme moteur des assassinats commis, un tanneur nommé Domingo, qui demeurait à la place *Mayor*. Par malheur pour celui-ci, on trouva chez lui des hardes et d'autres objets appartenant à des Français, soit qu'il fût effectivement coupable, soit que ces effets fussent tombés par hasard dans ses mains. Il fut en conséquence arrêté avec deux de ses domestiques, et tous trois furent condamnés à la potence. Les deux derniers subirent leur peine, et le premier, qui, s'il y avait crime en effet, méritait plutôt la mort que les autres, fut néanmoins gracié par Napoléon. La grâce de Domingo arriva au moment où il se trouvait au pied de l'échafaud : il l'obtint à la prière de plusieurs personnes respectables, et de ce même Hervas dont nous venons de parler ; mais il la dut surtout aux pleurs et aux supplications de son épouse, extrêmement belle et d'une famille honorable de la ville, qui parvint à toucher le cœur de plusieurs généraux français. Les bénédictins contribuèrent aussi pour leur part à ce résultat. Napoléon, qui se rappelait la célébrité acquise par les savans que compta jadis dans son sein la congrégation de Saint-Maur en France, faisait le plus grand cas de cet ordre religieux. Il n'en était pas ainsi de celui des dominicains, et leur couvent de San-Pablo fut supprimé, en punition de l'attentat commis sur les Français dont on y avait trouvé les cadavres.

Mais, cependant, de plus graves soucis appelaient ailleurs l'attention de Napoléon. En se rendant à Astorga il avait reçu, chemin faisant, un courrier porteur de la nouvelle que l'Autriche armait : nouvelle tellement imprévue et tellement grave qu'elle le forçait à retourner promptement en France. C'est ce qu'il décida dans sa pensée ;

mais il s'arrêta néanmoins dix jours à Valladolid, voulant avant tout s'assurer que les Anglais continuaient leur retraite, et prendre aussi à l'égard du gouvernement de l'Espagne une résolution définitive. Tranquille sur le premier point, il s'empressa de régler le second. Il fit donc venir à Valladolid les députés de la municipalité de Madrid et des tribunaux, qui lui furent présentés le 16 janvier. Ils apportaient avec eux le dossier des signatures reçues sur les registres qui avaient été ouverts dans la capitale pour reconnaître le nouveau roi Joseph et lui prêter serment de fidélité: condition qu'avait imposée Napoléon pour rétablir son frère sur le trône, et qui lui paraissait un lien bien puissant tandis qu'elle n'était en réalité qu'une cérémonie obligée. L'Empereur fit, du reste, un accueil distingué aux députés espagnols, et leur assura que Joseph, se rendant à leurs instances, ferait son entrée dans Madrid sous peu de jours.

Bien des gens doutèrent à cette époque que Napoléon se fût décidé à replacer son frère sur le trône, s'il ne s'était pas vu menacé d'une guerre avec l'Autriche. Ils donnaient pour preuve que le premier, après la prise de Madrid, n'avait laissé à Joseph que le titre de son lieutenant, et qu'il avait agi et procédé en tout comme conquérant. La conversation que l'empereur eut à Valladolid avec l'ex-archevêque de Malines, M. de Pradt, ne laissa pas que de donner du poids à cette opinion. Celui-ci avait accompagné depuis Madrid les députés espagnols, et Napoléon, qui, avant de les voir, désirait savoir ce qu'ils pensaient et ce qui se passait dans la capitale, ordonna à ce prélat d'aller leur parler. A cette occasion, ils s'entretinrent longuement ensemble sur la situation de la Péninsule, et, entre autres choses, Napoléon dit à M. de Pradt: « Je ne « connaissais pas l'Espagne; c'est un pays plus beau

« que je ne le pensais. C'est un beau cadeau que « j'ai fait à mon frère ; mais les Espagnols feront « par leurs folies, que leur pays me reviendra ; en « ce cas, je le partagerai en cinq grandes vice-« royautés. » Poursuivant ainsi la conversation, il insista particulièrement sur l'utilité qu'il y aurait pour la France d'agréger l'Espagne à son territoire ; projet que firent sans doute évanouir les nuages qui s'amoncelaient dans le nord. Toujours est-il que la crainte de l'orage qui le menaçait le fit partir subitement pour Paris dans la nuit du 17 janvier ; voyage dans lequel il fit, à cheval, le trajet de Valladolid à Burgos avec une surprenante célérité. »

Dans l'intervalle qui s'écoula entre les premiers jours du mois de décembre et la fin de janvier, Joseph Bonaparte, dégoûté du titre de lieutenant de l'empereur, se tenait au Pardo, ne voulant pas aller à Madrid jusqu'à ce qu'il y pût entrer comme roi. Cependant, ayant conçu dans les premiers jours de l'année quelque espoir de ressaisir le sceptre, il se transféra à Aranjuez et y passa la revue du premier corps d'armée, commandé par le maréchal Victor, avec lequel on se proposait d'attaquer l'armée du centre, dont les débris s'étant un peu refaits à Cuenca s'étaient rapprochés en partie du Tage.

Le mouvement inattendu des Espagnols était dû à de faux bruits et aux clameurs des populations, qui, exposées au pillage et aux exactions de l'ennemi, accusaient nos généraux de rester tranquilles spectateurs des maux qui les accablaient. Pour y porter remède et apaiser le cri public, le duc del Infantado, chef de l'armée en question, avait imaginé un plan après un autre, dont la conception révélait plus de désir de bien faire que de justesse dans leur combinaison.

Enfin, ce général se décida avant tout à débar-

rasser la rive gauche du Tage d'un corps d'environ mille cinq cents chevaux ennemis qui faisaient des incursions dans les terres. Il nomma, en conséquence, pour diriger cette expédition, le maréchal-de-camp Don Francisco-Xavier Vénégas, qui commandait l'avant-garde, composée de quatre mille hommes d'infanterie et huit cents chevaux, et lui adjoignit le brigadier Don Antonio Senra avec une autre division d'égale force. Le premier devait s'emparer de Tarancon, et le second se rendre en même temps maître d'Aranjuez, ville où l'ennemi avait, avant l'arrivée du maréchal Victor, le gros de ses forces. Vénégas n'approuva pas ce plan à cause du mauvais état de ses troupes; mais il ne s'en mit pas moins en devoir d'exécuter les ordres qu'il avait reçus. Il n'en fut pas de même de Senra, auquel il paraissait imprudent d'aller jusqu'à Aranjuez, ayant des Français sur ses flancs à Villanueva del Cardete · excuse que ne voulut pas admettre le général en chef, qui, dans ses dispositions d'attaque, avait déjà eu égard à cette circonstance.

Vénégas ayant pris en attendant position à Uclès, résolut d'attaquer les Français qui occupaient Tarancon, dans la nuit du 24 au 25. Leur nombre se bornait à huit cents dragons. Le général espagnol partagea son monde en deux colonnes : l'une, aux ordres de Don Pédro-Agustin Giron, devait menacer l'ennemi sur son front; l'autre, commandée par le général en personne, et beaucoup plus forte, devait s'interposer sur le chemin de Tarancon à Santa-Cruz de la Zarza, dans le but de couper la retraite aux Français s'ils voulaient éviter l'attaque de Giron, ou de les tenir entre deux feux s'ils faisaient résistance. La nuit était froide, et, après la neige et un vent très-vif, survint un épais brouillard, qui retarda la marche de Vénégas, et fut cause que presque toute la cavalerie s'égara. Pour Giron,

bien que parti plus tard, soit que le chemin qu'il prit fut meilleur ou plus court, soit qu'il surveillât davantage ses troupes, il arriva sans encombre à l'endroit qui lui avait été assigné. Cependant les dragons français, effrayés de l'approche de ce général, fuyaient du côté de Santa-Cruz, lorsqu'ils rencontrèrent tout-à-coup quelques détachemens de carabiniers royaux qui marchaient en tête de la colonne de Vénégas, et les attaquant avec fureur, ils les obligèrent à se retirer sous la protection de l'infanterie. Celle-ci, prise au dépourvu, aurait pu du reste se déconcerter, si heureusement un bataillon de gardes espagnoles et un autre de tirailleurs du régiment d'Espagne, déjà formés en colonne, n'eussent repoussé l'ennemi et mis le désordre le plus complet dans ses rangs. La cavalerie manqua beaucoup dans cette occasion : le corps principal de cette arme, ayant perdu son chemin, n'arriva qu'après l'action, ce qui engagea son chef, Don Rafael Zambrano, à renoncer à toute poursuite à cause de son inutilité et de la grande fatigue des chevaux. La perte des Français en morts, blessés et prisonniers, fut d'environ cent hommes.

Après le combat, il y eut des contestations entre certains chefs, qui se rejetaient mutuellement la faute de n'avoir pas réussi dans leur entreprise. Nous inclinons à croire que l'inexpérience de quelques-uns d'eux, et le peu d'habitude de la guerre qu'avaient leurs troupes, furent en cette circonstance, comme en beaucoup d'autres, la principale cause qui, en faisant manquer l'attaque, ne servit qu'à éveiller l'attention des Français.

Craignant toutefois que l'armée du centre, grossie avec le temps et mieux disciplinée, pût non-seulement répéter des tentatives comme celle de Tarancon, mais encore s'emparer par un coup de

main de Madrid, dont on était quelquefois obligé de diminuer la garnison pour surveiller d'autres points; les Français pensèrent sérieusement à détruire cette armée, et à couper ainsi le mal à sa racine. Dans ce but, se rassemblèrent à Aranjuez et furent passées en revue, ainsi que nous l'avons dit, les forces que commandait à Tolède le maréchal Victor, et qui s'élevaient à quatorze mille hommes d'infanterie et trois mille chevaux. Vénégas, soupçonnant les intentions de l'ennemi, écrivit le 4 janvier au duc del Infantado pour lui faire part de ses craintes et l'avertir qu'il serait prudent, ou que toute l'armée se rapprochât de sa ligne, ou que lui, Vénégas, se repliât avec l'avant-garde sur Cuenca. Mais le duc ne pensa pas qu'il fut urgent d'adopter une pareille mesure; et, soit par un sentiment d'inimitié personnelle contre Vénégas, soit par son insouciance naturelle, il ne répondit pas à l'ouverture de ce général, et continua à imaginer de nouveaux plans qui ne furent pas plus exécutés que les autres.

Cependant les circonstances devenaient de plus en plus critiques, et, ne recevant pas d'instructions du général en chef, Vénégas assembla un conseil de guerre, dans lequel il fut décidé à l'unanimité qu'on se retirerait à Uclès, qui offrait une position plus avantageuse, et qu'on s'y joindrait à Senra pour y attendre ensemble les ordres du duc. La retraite s'exécuta dans la nuit du 11 janvier, et le 12, à l'aube du jour, les deux généraux Vénégas et Senra avaient opéré leur jonction et réunissaient sous leurs ordres un corps d'environ huit à neuf mille hommes d'infanterie et quinze cents chevaux. Le premier s'empressa de profiter des avantages que lui offrait la position d'Uclès, ville dépendante de l'ordre de Saint-Jacques, et de mauvais augure pour le sort des batailles, car ce fut dans les champs

d'Uclès que se perdit celle que les Espagnols livrèrent aux Mores sous le règne d'Alphonse VI. La droite de cette position tirait sa force des hauteurs dont elle se composait, et qui, séparées les unes des autres par la petite rivière de Bedijar, étaient placées dans un parfait isolement. Au centre, se trouve le couvent nommé Alcazar, et, sur sa gauche, s'étend une chaîne de collines escarpées et d'un abord difficile du côté de la ville, mais se terminant à l'opposite par une pente plus douce et d'un plus facile accès. Vénégas plaça à Tribaldos, village des environs, quelques troupes aux ordres de Don Veremundo Ramirez de Arellano, lesquelles commencèrent, dès le 12 après midi et jusqu'à la nuit tombante, à tirailler contre les Français; mais elles se replièrent dès le lendemain sur Uclès, assaillies par des forces supérieures.

Sur l'avis que l'ennemi s'approchait, le général Vénégas, quoique malade et ayant déjà les symptômes d'une fièvre putride, se plaça dans la cour du couvent, d'où il pouvait apercevoir la position des troupes et la plaine qui s'ouvre au sortir d'Uclès pour aller à Tribaldos. Il distribua son infanterie sur les hauteurs de droite et de gauche, et rangea sa cavalerie dans la plaine. Un obusier et trois canons formaient toute son artillerie; il en plaça un sur sa gauche, deux dans le couvent, et un autre dans la plaine avec la cavalerie.

Le maréchal Victor était parti d'Aranjuez avec le nombre des troupes que nous avons indiqué, et s'était mis à la recherche des Espagnols sans savoir au juste la position qu'ils occupaient. Pour la découvrir, le général Villatte se dirigea droit à Uclès avec sa division; et le maréchal Victor, avec celle du général Ruffin, prit la route de l'Alcazar. Villate fut le premier qui rencontra les Espagnols, et les ayant forcés d'abandonner Tribaldos, il s'avança

ensuite dans la plaine avec deux régimens de cavalerie et deux canons. A la vue de ce mouvement, Vénégas crut sa droite menacée, et mit son principal soin à la protéger. Mais à dix heures du matin les Français, prenant le chemin de Villarubio, s'approchèrent avec des forces considérables des hauteurs de la gauche : elles étaient le côté faible de la position, moins garnie de monde, et la cavalerie put les monter au trot. Vénégas, voulant alors soutenir les troupes qu'il y avait placées, et qui commençaient à reculer, leur envoya des renforts commandés par Don Antonio Serra. Mais il était trop tard : l'ennemi, faisant de rapides progrès, culbula les nôtres, et ce fut en vain que du couvent où était Vénégas il chercha à les retenir. Souffrant lui-même d'une contusion, et obligé de fuir avec tout son état-major, ce ne fut que difficilement qu'il parvint à se sauver, après avoir vu tomber mort à ses côtés le brave officier d'artillerie Don José Escalera. L'aile gauche une fois en déroute, la droite commença sa retraite, et la cavalerie, qui restait encore en grande partie dans la plaine, chercha à se retirer par une gorge que formaient les hauteurs qui se trouvaient de ce côté. Les dragons de Castille, Lusitanie et Tejas, exécutèrent ce mouvement avec bonheur; mais il n'en fut pas de même des régimens de la Reine, du Prince et de Bourbon, dont le marquis d'Albudeite avait réuni le commandement. Ces derniers, ne pouvant plus se frayer un passage à travers le feu des Français, qui, maîtres du couvent, couronnaient les hauteurs, tournèrent le dos à la plaine, et, côtoyant les montagnes, s'acheminèrent en hâte et poursuivis par l'ennemi sur la route de Paredès. Malheureusement pour eux, du même côté où ils se dirigeaient, l'infanterie ayant été tomber au milieu de la division de Ruffin, avait été obligée presque tout entière de

se rendre : nos cavaliers en furent avertis, mais ce fut en vain qu'ils voulurent s'échapper ; arrêtés dans leur fuite par le canal d'un moulin, ils furent criblés par le feu de six canons français que dirigeait le général Sénarmont. Dès ce moment il n'y eut plus que confusion et carnage, et les cavaliers eurent le même sort que les fantassins : le plus grand nombre d'entre eux périrent ou furent faits prisonniers, et l'on compta parmi les morts le marquis d'Albudeite lui-même. Telle fut la fin de la journée d'Uclès, une des plus désastreuses pour les Espagnols, et dans laquelle disparurent, pour ainsi dire, les troupes que commandaient peu auparavant Vénégas et Senra. Il ne se sauva que deux ou trois corps de cavalerie et quelques autres débris de l'armée, qui durent leur salut au sang-froid et au courage de Don Pédro-Augustin Giron, et furent tous se réunir au duc del Infantado qui se trouvait déjà à Carascosa.

De graves charges auraient pu peser sur les chefs qui engagèrent une pareille bataille, ou furent cause de sa perte. Le général Vénégas et le duc del Infantado cherchèrent à se défendre aux yeux du public, en s'accusant mutuellement. Pour nous, nous pensons qu'il y eut dans la conduite de tous deux de suffisans motifs pour encourir une juste censure, sinon une sévère responsabilité. La prudence conseillait au premier de se retirer en arrière d'Uclès et d'aller rejoindre le gros de l'armée, lorsqu'il ne lui manquait ni le temps ni la possibilité de le faire ; et quant au second, son devoir lui prescrivait de donner à l'autre les instructions nécessaires et de répondre à ses dépêches, au lieu de sacrifier à des pointilleries et à des passions mesquines le bien de la patrie et l'honneur militaire.

Après la bataille gagnée, les Français entrèrent à Uclès et commirent sur les habitans des cruautés

inouïes. Ils donnèrent la question à plusieurs d'entre eux pour savoir s'ils tenaient des bijoux cachés; ils volèrent tous les objets précieux qu'ils purent découvrir, et harnachant comme des bêtes de somme quelques-uns des religieux et des citoyens les plus distingués de la ville, ils leur firent porter des bâts et des paniers chargés de meubles et d'effets inutiles qu'ils allèrent brûler, en poussant des cris de joie, sur les hauteurs de l'Alcazar. Puis, non contens d'un amusement aussi cruel, aussi ignoble, ils terminèrent cette étrange fête par un acte signalé de barbarie. Ils prirent... mais la plume tombe des mains au souvenir de tant d'atrocité, ils prirent soixante-neuf des principaux habitans, quelques religieuses, des prêtres et les religieux Parada, Canova et Mejia, appartenant aux plus illustres familles de la Manche, et les accouplant comme des chiens, après les avoir bafoués de toutes les manières, ils les égorgèrent tous inhumainement : plusieurs même d'entre eux périrent dans l'abattoir public. Déjà sourds à la voix de la pitié, ces féroces soldats n'écoutèrent pas davantage les cris de douleur de plus de trois cents femmes qu'ils avaient parquées comme un troupeau, et dont ils abusèrent pêle-mêle avec des raffinemens de violence. Ces scandaleuses scènes continuèrent dans le camp français; et la fatigue seule, non les chefs, mit enfin un terme à la licence effrénée du vainqueur.

Les prisonniers espagnols n'eurent pas un meilleur sort; ceux qui, rendus par la fatigue, restaient en arrière, étaient fusillés sans miséricorde. C'est ainsi que nous le raconte dans son ouvrage un témoin oculaire, un officier français, M. de Rocca. Peut-on s'étonner, après cela, que nos paysans commissent en revanche des excès, lorsque les officiers d'une armée, appartenant à une nation civilisée, en autorisaient de semblables?

Le duc del Infantado, lequel, quoique tardivement, s'avançait sur Uclès, apprit à Carrascosa, à une lieue et demie de la première ville, la déroute des siens. Réunissant aussitôt les soldats épars et les faibles débris de l'armée, il se retira par Horcadaja à la *venta* de Cabrejas, où l'on résolut, dans un conseil de guerre, de passer avec toutes les troupes à Valence. L'armée entra à Cuenca, le 14, à la nuit, et continua sa marche le jour suivant. L'artillerie fut dirigée par le chemin qui parut le plus commode, dans l'intention de la retrouver plus tard à Almodovar del Pinar avec le reste des troupes; mais une partie de cette artillerie s'étant embourbée dans la route, et mal défendue, du reste, par d'autres corps qui vinrent à son secours, elle tomba presque tout entière, à Tortola, aux mains des Français. Le reste de l'armée continua de s'éloigner; le duc del Infantado, abandonnant son premier projet d'aller à Valence, pénétra dans le royaume de Murcie, et arriva à Chincilla le 21 janvier. A partir de ce point, il exécuta un nouveau mouvement, en côtoyant la Sierra-Morena, et finit par prendre position à Santa-Cruz de Mudela. Là, selon sa coutume, il ne cessa de combiner de nouveaux plans de campagne, mais sans résultat important, jusqu'à ce que, le 17 février, il fut rappelé par ordre de la junte centrale, et remplacé par le comte de Cartaojal, qui commandait également les troupes de la Carolina.

Après la victoire remportée par les Français à Uclès, Joseph Bonaparte, ayant préalablement obtenu la permission de Napoléon, fit, le 22 janvier, son entrée publique et solennelle à Madrid. Du Pardo, où il était, il s'achemina en dehors des portes de la ville vers la petite place de las Delicias; là, montant à cheval, il entra par la porte d'Atocha, et se dirigea sur l'église collégiale de San-Isi-

dro, en faisant le tour par le Prado, la rue d'Alcala et celle de las Carretas, pour arriver à celle de Tolède. Cette entrée avait été préparée avec plus de soin encore que la précédente du mois de juillet. Les troupes françaises étaient rangées en espalier sur le passage du nouveau roi; les maisons avaient été tapissées par ordre exprès de l'autorité, et, de distance en distance, étaient placés des groupes de musiciens qui jouaient des airs appropriés à la circonstance. Joseph, entouré d'un grand cortége de Français et de ceux d'entre les Espagnols qui lui étaient dévoués, montrait un visage riant et satisfait. Le concours des spectateurs ne laissa pas que d'être nombreux : les malheurs, abattant les esprits, disposaient à la résignation, mais un silence profond, non interrompu, si ce n'est par quelques voix, salariées, donnait suffisamment à entendre, que les circonstances seules, et non un penchant affectueux poussaient le public à satisfaire sa curiosité. Le roi intrus fut reçu à l'église de San-Isidro par l'évêque suffragant et quelques membres du chapitre. Des discours de circonstance furent prononcés, une messe fut dite, un *Te Deum* chanté, et, la cérémonie terminée, Joseph se rendit par la place Mayor et la rue de Almudéna au palais, où, s'occupant de nouveau des affaires du royaume, il nous fournira bientôt l'occasion de reparler de lui et de ses actes.

Maintenant, il est temps de penser à la Catalogne. Le désir de ne pas couper le fil de la narration au milieu du tableau des événemens les plus remarquables et les plus décisifs, nous a obligé de laisser en arrière ceux de cette principauté, qui, bien que d'un grand intérêt et d'une haute importance finale pour la cause de l'indépendance, forment une espèce d'épisode embarrassant pour l'historien, tout glorieux qu'il fut pour cette province.

Nous avons laissé, dans le livre cinquième, la campagne de Catalogne au point où elle en était lorsque Duhesme, dans les derniers jours d'août, s'était réfugié à Barcelone au retour de sa seconde et malheureuse expédition sur Girone. Vers la même époque, c'est-à-dire le 1er septembre, le marquis del Palacio et la junte de la principauté s'étaient rendus de Tarragone à Villafranca, dans le but de se rapprocher du théâtre de la guerre. Les contingens d'infanterie de toute la province commencèrent alors d'accourir dans cette dernière ville, et l'on renforça la ligne du Llobregat, où le comte de Caldaguès était revenu depuis Girone.

Cette augmentation de forces fit craindre au général Duhesme que les Espagnols, en resserrant chaque jour davantage leurs lignes autour de Barcelone, finissent par empêcher l'introduction des vivres dans la place. Pour conjurer ce danger, et dans le but aussi de faire une excursion dans le Panadès, il partit de cette ville avec six mille hommes de cavalerie et d'infanterie, et attaqua les Espagnols, le 2 septembre à la pointe du jour, sur leur ligne, entre Molins-de-Rey et San-Boil. Sur ce dernier point, les Français remportèrent des avantages positifs, mais ils furent repoussés sur l'autre. En attendant, le comte de Caldaguès, craignant, d'après le mouvement de l'ennemi, que celui-ci, abandonnant l'attaque du pont, ne passât la rivière à gué, et ne tournât sa position, prévint opportunément toute tentative de ce genre en s'établissant sur les hauteurs de Molins-de-Rey.

Les Français, ne pouvant parvenir à rompre la ligne espagnole du Llobregat, retournèrent à l'opposite, du côté où coule le Besos, position où se maintenait Don Francisco Milans. Ici, comme sur tous les points des environs de Barcelone, il y eut en septembre et octobre plusieurs escarmouches,

et même des rencontres assez sérieuses; la plus importante fut celle qui eut lieu à San-Culgat del Vallès, surtout parce qu'elle imposa à l'ennemi, au point qu'il n'osa plus s'éloigner des murs de Barcelone. Ce qui contribua aussi à ce résultat, ce furent les renforts qui arrivèrent successivement aux Espagnols, du Portugal, de Mayorque et d'autres points, renforts dont quelques-uns ont déjà été mentionnés par nous.

Le régime intérieur de la Catalogne s'améliorait aussi chaque jour par les soins empressés de la junte. Seulement, de fortes inimitiés s'étaient soulevées contre le marquis del Palacio, soit que les talens du général ne répondissent pas chez lui au zèle du patriote, soit plutôt que, n'étant pas donné à tout le monde, au milieu de circonstances aussi difficiles, de marcher dans la voie de l'exécution au gré de l'impatience publique, la confiance et les réputations se perdissent avec autant de rapidité, et souvent avec aussi peu de justice qu'elles se gagnaient. Toujours est-il que les clameurs de l'opinion en Catalogne obligèrent la junte centrale à rappeler le marquis del Palacio, et à le remplacer par le capitaine général de Mayorque, Don Juan-Miguel Vivès, lequel prit le commandement le 28 octobre.

Ayant à sa disposition des forces plus considérables, ce général donna une nouvelle organisation à son armée, et, en vertu d'une décision de la junte centrale, il lui appliqua la dénomination d'armée de Catalogne, ou de la droite. Elle se composait en tout de dix-neuf mille cinq cent cinquante-un hommes d'infanterie, sept cent quatre-vingts chevaux, et dix-sept pièces d'artillerie, formant une avant-garde, quatre divisions et un corps de réserve. Vivès envoya l'avant-garde, aux ordres de Don Mariano Alvarez, dans le Lampourdan, pour observer l'ennemi, et conserva le reste de ses forces

pour bloquer Barcelone, dont il se rapprocha le 3 novembre jusqu'à la distance de quatre lieues, établissant son quartier général à Mortarell.

Les embarras qu'éprouvait, dans cette place, le général français Duhesme s'accroissaient d'une manière inquiétante; le nombre des troupes qu'il y avait, et qui se montait auparavant à dix mille hommes, diminuait par les désertions et les maladies. Il ne pouvait se fier à personne. Le mécontentement des Barcelonais touchait sous ses yeux à une rébellion ouverte. Les principaux habitans fuyaient de la ville pour échapper aux exorbitantes contributions qu'il frappait; et, pour faire cesser l'émigration, il était obligé d'avoir recours à la confiscation des propriétés. Plus tard, lorsque la disette devint plus grande, il permit de sortir de Barcelone, mais à des conditions rigoureuses, ne donnant de passeports qu'à ceux qui payaient à l'avance quatre mois de contribution, et qui fournissaient des cautions pour le payement des autres échéances. Enfin, il poussa encore plus loin les mesures arbitraires, en déclarant Barcelone en état de siége. Le comte d'Espeleta s'y opposa, ce qui le fit mettre en prison et dépouiller de la capitainerie générale, qu'il ne conservait au reste que de nom. Don Galcéran de Villalba lui succéda par droit d'ancienneté, mais il s'entendait en secret avec les autorités patriotiques de la province. Pour les officiers espagnols qui se trouvaient dans la place, ils refusèrent, après ce qui venait de se passer, de reconnaître le gouvernement de Napoléon, préférant rester prisonniers de guerre; ceux d'entre eux qui étaient d'origine étrangère en firent de même, excepté M. Wrant d'Amelin, lequel, en récompense, fut nommé gouverneur de Barcelone. La police était exercée avec une extrême sévérité, et ce fut un Espagnol, Don Ramon Casanova, qui se

prêta à ce honteux service; on ne put empêcher cependant que plusieurs personnes ne s'échappassent en secret de la ville. Tant de violences et de vexations étaient, du reste, au plus haut degré favorables à la cause de l'indépendance.

Comptant sans doute sur leur influence, et sur les intelligences secrètes qu'il avait à Barcelone, le général Vivès continua de serrer la place, et forma même plusieurs projets d'attaque. Le plus important fut celui qui s'exécuta le 8 novembre, quoiqu'il n'eut pas de suite, et qu'il ne passa non plus pour bien combiné. Cependant, la proximité de l'armée espagnole jeta l'alarme chez les Français, au point qu'ils désarmèrent, dans la matinée du 8, le second bataillon des gardes wallones, comme trop dévoué à ceux qu'ils appelaient insurgés.

Les hommes entendus n'approuvèrent point que Vivès demeurât dans les environs de Barcelone, et avec raison, à en juger sous le point de vue militaire, car on n'était pas en mesure pour former un siége en règle, et, pour réduire la place au moyen d'un blocus, il fallait beaucoup de temps. Ils croyaient qu'il eût mieux valu laisser sur ce point un corps d'observation chargé, conjointement avec les *somatènes*, de contenir les excursions de l'ennemi, et se porter sur la frontière avec le reste de l'armée pour empêcher la prise de Rosas, et les facilités qu'elle donnerait pour approvisionner Barcelone par mer. Ce judicieux avis reçut bientôt sa confirmation des événemens, lorsqu'un renfort entra dans la principauté en même temps que les Français dirigeaient leur principale irruption par la Bidassoa.

Ainsi que nous l'avons dit, en parlant du passage de cette rivière, le septième corps avait été destiné à soumettre la Catalogne. Il devait se former des troupes qui y étaient déjà aux ordres des généraux

Duhesme et Reille, et de celles qui venaient d'Italie, sous le commandement des généraux Souham, Pino et Chavert. Toutes ces forces réunies s'élevaient à vingt-cinq mille hommes d'infanterie et deux mille chevaux, composés de soldats de diverses nations, et en partie de nouvelles levées. Le général Gouvion-Saint-Cyr les commandait. Il entra en Catalogne au commencement de novembre, et le 6 il établit son quartier général à Figuières. Son premier dessein fut de mettre le siége devant Rosas; et le général Reille, chargé de cette opération, la commença dès le 7 du même mois.

Le général Saint-Cyr pensa qu'il convenait d'abord de se rendre maître de cette place, parce que les Anglais réfugiés dans sa rade empêchaient d'approvisionner Barcelone par mer, chose qui n'était pas faisable du côté de terre, à cause de l'insurrection du pays. Quelques-uns lui en firent cependant un reproche, prétendant que, dans une guerre nationale comme celle-là, il était à craindre qu'un pareil retard permît aux Espagnols d'arriver, au moyen d'intelligences secrètes, à s'emparer par surprise de Barcelone, qui souffrait déjà de la disette des vivres. Napoléon considérait du reste la possession de cette place comme d'une telle importance, que la seule recommandation qu'il fit à Saint-Cyr, lorsque ce général prit congé de lui à Paris, ce fut de conserver Barcelone; « parce que, si on « la perdait, disait-il, il faudrait quatre-vingt mille « hommes pour la reprendre. » Malgré cela, le général français préféra commencer par assiéger Rosas.

Cette petite ville est située au pied des Pyrénées et sur les bords du golfe du même nom. Elle avait une population de mille deux cents âmes. Son enceinte n'était défendue que par des retranchemens qui avaient été presque abandonnés de-

puis la guerre de la révolution française. Ce qui faisait sa principale force, c'était la citadelle, placée à l'extrémité de la ville : bien que démantelée, on voulut néanmoins en toute hâte la mettre en état de défense, et on parvint à y monter trente-six pièces d'artillerie. Elle avait la forme d'un pentagone irrégulier, avec un fossé et un chemin couvert, et ne possédait d'autre ouvrage à l'épreuve de la bombe que l'église, car les magasins et les casernes n'étaient plus en état de servir depuis la dernière guerre. En face de la citadelle, à onze cents toises de la ville, et sur un escarpement formé par les hauteurs connues sous le nom de Puig-rom, où viennent finir de ce côté les Pyrénées, s'élève le petit fort de la Trinidad, en forme d'étoile et d'une construction ingénieuse, bien que dominé à courte distance par d'autres hauteurs.

Avec de si faibles moyens de résistance et des ouvrages dont plusieurs tombaient en ruine, on aurait, en toute autre occasion, renoncé à défendre la place; mais, dans cette circonstance, elle résista avec fermeté. Elle avait pour gouverneur Don Pédro Odaly, et sa garnison se composait de trois mille hommes : on renvoya tout ce qu'il y avait de gens inutiles, on fit quelques réparations aux retranchemens, et l'on barra l'entrée des rues au moyen de fossés. Les assiégés étaient en même temps protégés par un vaisseau de ligne anglais et deux chaloupes canonnières mouillés dans la baie.

La division du général Reille, jointe à la division italienne de Pino, s'était rapprochée de la place, et leur ensemble montait à sept mille hommes. En outre, le général Souham, pour couvrir les opérations du siége et observer Alvarez qui était avec l'avant-garde à Gironc, établit sa division entre Figuières et la Fluvia, et le général Chabert occupa la Junquère avec deux bataillons.

Le général français Reille s'était flatté de prendre Rosas par surprise : ainsi le désirait aussi le général en chef, pressé d'aller au secours de Barcelone, et alarmé des désertions qui commençaient à se faire sentir dans la division italienne de Pino. Plusieurs soldats de celle-ci furent pris par les *somatènes*, et le général Saint-Cyr, qui se piquait d'humanité, envoya en France un égal nombre d'habitans en qualité d'ôtages, pour y attendre leur échange, préférant ce moyen à celui qu'employaient avant lui ses compatriotes, l'incendie des villages. Mais les Catalans regardèrent cette nouvelle mesure comme plus injuste encore, s'imaginant sans doute qu'on les envoyait servir dans le nord.

Depuis le 7 novembre, jour où les Français arrivèrent devant Rosas et où les Espagnols firent en même temps une vigoureuse sortie de la place, jusqu'au 16, les premiers ne purent amener leur artillerie, ni commencer les travaux, à cause des pluies abondantes qui survinrent pendant ce temps. Mais, aussitôt après, le général Saint-Cyr résolut d'investir simultanément la citadelle et le fort de la Trinidad. On commença l'attaque de la première par le boulevart nommé de la Plaza, du côté opposé à la ville, et sur le même point que celle qu'elle eut à soutenir lors du siége de 1795, auquel avait assisté le général ennemi Sanson, qui commandait actuellement le génie.

Les travaux continuèrent de ce côté jusqu'au 25. Ce jour-là, les Français, s'étant rendus maîtres d'une redoute, tête des retranchemens qui couvraient la ville, pensèrent qu'il serait convenable de s'emparer de celle-ci, pour diriger ensuite l'attaque sur le front de la citadelle compris entre les boulevarts de Santa-Maria et San-Antonio. La ville fut en effet envahie, dans la nuit du 26 au 27, malgré une résistance des plus opiniâtres : sur cinq cents hommes

qui la défendaient, il en périt trois cents; cent cinquante furent faits prisonniers, et les autres parvinrent à s'enfuir. L'ennemi somma alors la citadelle de se rendre; mais on lui répondit par un refus.

En même temps, le petit fort de la Trinidad était vaillamment défendu, depuis le 16, par son commandant Don Lotino Fitzgérald. Les Anglais, jugeant toute résistance inutile, avaient retiré les gens qu'ils y avaient d'abord introduits; mais, peu de temps après, l'intrépide lord Cockrane arriva, muni par l'amiral Collingwood d'amples pouvoirs, et ranima le courage des Espagnols, en entrant dans le fort avec quatre-vingts hommes, lesquels, conjointement avec la garnison, repoussèrent l'assaut que l'ennemi leur livra le 30, croyant la brèche praticable.

La garnison de Rosas avait vécu dans l'espoir qu'elle serait secourue par terre; mais ce secours se borna à un mouvement que fit, le 24, l'avant-garde, qui était sous les ordres de Don Mariano Alvarez: il passa, en effet, le Fluvia, et culbuta d'abord les postes avancés français; mais ceux-ci, bientôt ralliés, repoussèrent les nôtres et firent prisonnier le commandant en second, Don José Lebrun. Rassuré sur ce point, et voyant que l'armée de Vivès ne marchait pas contre lui, comme il le craignait, le général Saint-Cyr s'appliqua à terminer promptement le siége de la citadelle de Rosas.

L'attaque principale était dirigée sur la face droite du boulevart Santa-Maria, et les travaux se poursuivirent avec ardeur dans les journées du 1er et du 2, où les assiégés essayèrent inutilement de faire une sortie. Enfin, le 5, la brèche devint praticable, et, après un siége de vingt-neuf jours, le gouverneur capitula honorablement, et la garnison de-

meura prisonnière de guerre. Le commandant du fort de la Trinidad, Don Lotino Fitzgérald, eut plus de bonheur : il s'embarqua, lui et les siens, avec l'aide et par les soins de lord Cockrane, qui aurait peut-être sauvé de la même manière la garnison de la citadelle, s'il eût été *commodore* de la station anglaise.

Débarrassé du siége de Rosas, le général Saint-Cyr se hâta d'avancer au secours de Barcelone avec quinze mille hommes d'infanterie et mille cinq cents chevaux, après avoir laissé dans le Lampourdan la division du général Reille. Le général français aurait couru le risque d'être arrêté en chemin, si Don Juan de Vivès, au lieu de tenir ses troupes autour de Barcelone, se fût porté à sa rencontre, et l'eût attaqué à propos dans quelqu'une des positions que devait traverser l'ennemi : chose d'autant plus faisable, que, depuis les infructueuses tentatives de Vivès sur Barcelone, il avait été rejoint en novembre par les divisions de Grenade et d'Aragon, et par d'autres corps détachés. La première de ces divisions, aux ordres de Don Téodoro Reding, se composait de onze mille sept cents hommes d'infanterie et six cent soixante-dix chevaux, et la seconde est de quatre mille hommes environ, commandés par le marquis de Lazan, qui avait été renforcer l'avant-garde après l'affaire du 24, sur les bords du Fluvia.

Le général Vivès persistait à vouloir attaquer Barcelone ; il y était d'ailleurs encouragé par les offres des commandans des forces navales anglaises stationnées devant le port. Celles-ci dirigèrent, le 19 novembre, un feu très-vif sur la place, dont les habitans, malgré tout le dommage qu'il leur causait, faisaient éclater leur joie et battaient des mains du haut de leurs maisons, en voyant l'alarme qu'éprouvaient les Français de cette attaque : ce qui irrita tellement le commandant Lecchi, qu'il

défendit aux habitans de se montrer sur les plates-formes des maisons les jours de combat.

Induit en erreur par de fausses informations, le général Vivès adressa au général Lecchi et à l'Espagnol Casanova des propositions d'accommodement pour qu'ils le laissassent entrer dans la place. Tous deux les rejetèrent, et on remarqua dans la réponse de Lecchi un ton de dignité convenable. Quelques personnes crurent cependant que, sans la prompte arrivée du général Saint-Cyr, et si la négociation eût été autrement conduite, elle ne serait pas restée infructueuse.

Don Juan Vivès résolut de renouveler, le 26, l'attaque qu'il avait commencée le 8. Elle fut exécutée cette fois avec plus de succès : les Français furent refoulés jusqu'à Barcelone, et on leur fit prisonniers cent quatre hommes qui défendaient la position avantageuse de San-Pédro-Martyr. Les Espagnols poursuivirent leurs avantages le 27, et avancèrent avec le quartier général jusqu'à San-Féliu-de-Llobregat, à une lieue et demie de Barcelone. De cette nouvelle position, et toujours dans le désir de serrer de plus près l'ennemi, ils l'attaquèrent de nouveau le 5 décembre, et parvinrent à enclouer ses canons et à détruire les ouvrages qu'il avait élevés sur la route de Monjnich.

Toutefois, ces avantages étaient bien faibles à côté de ceux qu'on pouvait obtenir en allant à la recherche de Saint-Cyr. Mais l'on sacrifia tout au désir de se rendre maître de la capitale de la principauté. Cependant, ayant appris dans la nuit du 11 décembre que ce général s'était mis en mouvement le 8, et faisait mine de se diriger sur Barcelone, Vivès ordonna à Don Teodoro Reding de s'avancer du côté de Granollers. Lorsque, postérieurement, ce premier avis reçut confirmation, on tint un conseil de guerre dans lequel, comme de cou-

tume, les opinions furent partagées, et on ne suivit pas celle de Caldaguès, qui était cependant la plus sage : d'après lui, on aurait dû se porter à la rencontre de Saint-Cyr avec la majeure partie des forces, et ne laisser devant Barcelone que quatre mille hommes à l'abri de bons retranchemens. On résolut donc le contraire, et Vivès alla seul avec quelques troupes se joindre à Reding. Ces deux généraux réunirent ainsi huit mille hommes, auxquels vinrent en outre s'agréger les *somatènes*. En même temps, l'on prévint le marquis de Lazan de se détacher de l'avant-garde qui était à Girone, et de suivre les traces de l'armée française, sans l'attaquer sur ses derrières, avant que Vivès lui-même ne le fît de front. Un autre ordre fut envoyé au colonel Milans pour se porter avec quatre bataillons à Coll-Sacreu, afin de pouvoir incommoder l'ennemi s'il voulait se jeter sur la côte maritime, ou sinon, de prendre part avec les autres troupes à l'affaire générale que l'on pensait livrer.

Pressé par le besoin urgent de secourir Barcelone, le général Saint-Cyr ne s'attacha point à combattre le marquis de Lazan, qui, de son côté, esquiva également toute rencontre sérieuse. Le général français manœuvra ensuite de manière à cacher ses véritables desseins ; puis, le 11, il se prépara à marcher avec rapidité et sans entraves. Il envoya donc l'artillerie à Figuières, distribua à ses soldats des vivres pour quatre jours, à chaque homme cinquante cartouches, et en emporta à dos de mulet une provision de cent cinquante mille autres. Le 12, il se mit en marche de la Bisbal, et eut en chemin quelques engagemens avec les *miquelets* de Don Juan Claros. Puis il se dirigea sur Hostalrich, et, en arrivant sur les hauteurs qui dominent cette place, il vit avec une joie extrême que Vivès ne s'était pas encore avancé sur ce point,

et n'avait pas même occupé les gorges que traverse la rivière du Tordera, gorges où il aurait suffi d'un petit nombre d'hommes pour arrêter ses troupes, et leur faire consumer promptement les munitions qu'elles avaient emportées avec elles.

Le général Saint-Cyr poursuivit donc sa marche, et le 15, pour se dérober au feu des remparts d'Hostalrich, il tourna la place en suivant un sentier escarpé et peu connu, puis revint prendre le chemin de Barcelone. Le colonel Milans sortit cependant de Vallgorguina pour incommoder l'ennemi, et le général français se vit obligé de retarder sa marche à cause des coupures que l'on avait pratiquées dans un défilé de trente pas de longueur. Mais, ayant vaincu ces obstacles, il fit camper la même nuit son armée en rase campagne, à une lieue de celle que commandait Vivès; lequel, après avoir passé le Cardedeu, avait pris une position avantageuse entre Llinas et Villalba. La situation des Français, malgré toutes les fautes que firent les nôtres, ne laissait pas que d'être critique. Ils avaient en face Vivès, à leur gauche Milans, et sur leurs derrières Claros et Lazan. Ils étaient dépourvus d'artillerie, ils manquaient de vivres, il ne leur restait de munitions que pour une heure, et leurs troupes se composaient d'un assemblage de soldats novices pris dans diverses nations. Si Vivès avait su profiter de pareils avantages, peut-être aurait-on vu ici se reproduire la journée de Bailen, et qualifier d'intempestif et de téméraire ce même mouvement du général Saint-Cyr, dont le succès lui valut l'épithète de sage et de hardi.

La matinée du 16 décembre arriva, et trouva le général espagnol attendant l'ennemi, placé sur le coteau qui s'élève après Cardedeu et Villalba, et va finir à la Riera de la Roca. Sur le point le plus élevé de ce coteau, et à la droite de la grand'route, il

établit cinq pièces d'artillerie et en laissa deux à gauche; puis il rangea sa colonne en bataille, et la fit déployer sur la droite de celle que commandait Reding, plaçant à l'autre extrémité de la ligne le *somaten* de Viche. Comme le but du général français était de passer à tout prix, il résolut de combattre sur une seule colonne qui se ferait jour à travers les rangs des Espagnols. La division Pino commença l'attaque, après avoir reçu l'ordre formel de ne pas s'écarter de ce qui avait été résolu par le général en chef; mais, contrevenant à cet ordre, une de ses brigades se déploya sur la gauche, et aurait forcé les Français à un engagement qui eût été leur perte si le combat s'était prolongé. Le péril fut grand pour eux pendant quelques momens. La brigade qui s'était déployée fut non-seulement repoussée, mais mise en fuite; et un de ses régimens taillé en pièces par celui des hussards espagnols, à la tête desquels se trouvait le colonel Ibarrola: deux officiers supérieurs, quinze officiers, et environ deux cents soldats restèrent prisonniers. Mais le général Saint-Cyr accourut porter à ce faux mouvement un prompt et efficace remède.

D'un côté, il fit avancer la division de Souham pour contenir le désordre qui avait été mis dans les rangs de la brigade, tandis que, de l'autre, il menaçait la gauche des Espagnols, qui était leur côté faible et le plus dégarni; puis il ordonna au général Pino de poursuivre, avec la deuxième brigade, l'attaque en colonne, et de rompre notre ligne. Cette opération, exécutée à propos et avec ensemble, changea le sort des armes, et l'armée espagnole fut enfoncée et mise en déroute. Des sept canons qu'elle avait elle en perdit cinq, et ne dut le salut des deux autres qu'à l'activité et à la présence d'esprit du lieutenant Ulzurrum. Notre perte s'éleva à cinq cents morts et mille prisonniers ou

blessés. Celle des Français fut plus considérable, à cause du mal que leur fit au commencement l'artillerie espagnole. Pour le général Vivès, il se sauva à pied et par des sentiers perdus, tandis que le général Reding, grâce à la vitesse de son cheval, put rejoindre une colonne d'infanterie et de cavalerie qui se retira dans le meilleur ordre par le chemin de Grannollers à San-Culgat. Là, ce général prit le commandement par intérim, et se réfugia sur la rive droite du Llobregat, où se rendit aussi le comte de Caldaguès, lequel, bien que parvenu à sauver l'artillerie et les munitions, fut cependant obligé, faute de temps, d'abandonner les immenses provisions emmagasinées à Sarria, lesquelles furent d'une grande utilité à l'ennemi. Le marquis de Lazan, qui n'avait point pris part à la bataille, rétrograda plus tard sur Girone, et le colonel Milans resta encore quelques jours à Arenys sans être inquiété.

Les conséquences de l'affaire de Llinas ou de Cardedeu furent graves et funestes, non pas autant à cause de la perte d'une partie de l'armée, et des secours que parvinrent à introduire les Français à Barcelone, que par le découragement qu'elle produisit chez les Espagnols, et l'assurance qu'elle inspira aux soldats novices et peu sûrs de l'ennemi.

Le général Saint-Cyr arriva le 17 devant Barcelone. Il ne régnait pas un parfait accord entre lui et le général Duhesme, et celui-ci se montrait mécontent d'avoir un supérieur auquel on adressa bientôt des plaintes et des réclamations. Pour le moment, le général Saint-Cyr ne prit aucune mesure à ce sujet, impatient qu'il était d'aller à la poursuite des Espagnols; et, le 20, après avoir accordé deux jours de repos à ses troupes, il partit pour le Llobregat, et prit position sur la rive gau-

che de cette rivière, son armée s'étant renforcée de la division du général Chabran.

De l'autre côté du Llobregat, les Espagnols avaient aussi réuni leur armée, laquelle, après la déroute du 16, et la dispersion qui en avait été la suite, ne s'élevait pas à plus de dix mille fantassins et neuf cents chevaux, pourvus, à la vérité, d'une nombreuse artillerie. Là, arriva aussi le général Vivès, qui s'était embarqué à Mataro, et qui, après avoir approuvé les mesures prises en son absence, se rendit à Villafranca pour agir de concert avec la junte de la principauté.

A peine se fut-il éloigné, que se montrèrent les Français; Don Téodoro Reding, indécis s'il se retirerait ou non, consulta le général en chef, qui tarda à lui répondre, et le fit enfin d'une manière ambiguë, ce qui décida le premier à se soutenir dans sa position. L'armée espagnole s'était retranchée sur la rive droite du Llobregat, au-dessus des collines où viennent aboutir les hauteurs de Ordal, étendant sa ligne depuis San-Vicente jusqu'à Palleja. La droite était commandée par le brigadier Don Gaspar Gomez de la Serna; la gauche par le maréchal-de-camp Cuadrado, et Reding se tenait, conjointement avec Caldaguès, dans une des redoutes qu'ils avaient élevées sur la route de Valence.

Le 21, à l'aube du jour, l'ennemi commença l'attaque. Le général Chabran fut se poster à Molins-de-Rey, ville qui se trouvait sur la droite des Français, et d'où la bataille prit son nom; la division du général Pino passa le Llobregat à gué du côté de San-Feliu, en même temps que Souham le traversait avec ses troupes vers San-Juan-del-Pi. Les Espagnols avaient cru d'abord que leur gauche serait attaquée la première; mais, certains du contraire, ils améliorèrent leur position, et les fan-

tassins ouvrirent un feu bien dirigé. Néanmoins le découragement était grand depuis l'affaire de Llinas, et il ne s'était pas écoulé assez de temps encore pour effacer de l'esprit du soldat la funeste impression qu'elle y avait laissée. Les ennemis tournèrent notre droite, la refoulèrent sur le centre; puis, Espagnols et Français se précipitant à la fois sur la gauche, il n'y eut bientôt plus que confusion parmi les nôtres, entassés pêle-mêle aux abords du pont de Molins-de-Rey. A dix heures du matin arriva Vivès, à temps seulement pour être témoin de la défaite des siens. L'armée espagnole se trouva exposée à tomber tout entière aux mains de l'ennemi, si les soldats ne se fussent débandés et n'eussent pris chacun le premier chemin venu qui lui offrait une issue. Notre perte fut considérable, surtout en chefs; le brigadier la Serna mourut à Tarragonne des suites de blessures reçues dans l'action, et Caldaguès fut fait prisonnier ainsi que plusieurs officiers. Pour l'artillerie, elle resta tout entière au pouvoir du vainqueur.

Quelque louables que fussent les intentions de Reding, on dut, avec raison, le taxer d'extrême imprudence pour avoir hasardé une affaire avec une armée, non-seulement peu aguerrie, mais qui venait encore d'être défaite et dispersée en partie peu de jours auparavant. Aussi, le général Saint-Cyr, qui manœuvra avec une grande habileté, put-il, sans beaucoup d'efforts, détruire complétement les rangs de notre armée en culbutant nos soldats les uns sur les autres. Les suites de cette affaire furent déplorables et d'une grande portée. On perdit toutes les armes jetées par les fantassins dans leur fuite; on abandonna les riches magasins qu'il y avait dans le Llobregat, à Villafranca de Panadès et à Villanueva de Sitjès; et enfin l'armée se mit en complète dissolution. La Catalogne resta presque

entière à la merci du vainqueur, qui, non-seulement força le passage du Bruch, de si fâcheux augure pour lui, mais qui répandit encore de toute part l'épouvante et la désolation.

Quelques personnes s'étonnèrent que le général Saint-Cyr demeurât oisif après avoir remporté de pareils avantages, et attribuaient cette immobilité à la paresse de caractère dont elles l'accusaient; mais d'autres motifs agirent sur son esprit pour lui conseiller de procéder avec lenteur et circonspection. Malgré les abondantes provisions prises aux Espagnols, il y avait grande disette dans son armée, à cause de la nécessité où il était d'approvisionner Barcelone; le pays qui l'entourait était épuisé, les communications avec la France n'étaient pas faciles, et les obstacles s'accroissaient chaque jour davantage par la prompte récrudescence de la guerre de *somatènes*, dont les efforts incessans déjouaient partout l'expérience et l'habileté des généraux français.

C'était, certes, une situation à la fois embarrassante pour eux et avantageuse pour les Espagnols, dont les soldats épars se ralliaient peu à peu à Tarragonne. Le peuple s'ameuta dans cette ville, et menaça de mettre à mort le général Vivès, lequel, pour échapper à une catastrophe presque inévitable, et voyant du reste tous les liens de la subordination rompus, abandonna le commandement, qui revint à Don Téodore Reding, militaire bien placé dans l'opinion publique. Peu à peu l'autorité reprit sa force, la junte se transféra à Tortose, et le nouveau genéral commença aussitôt à s'occuper avec beaucoup de zèle et d'activité de l'organisation de l'armée, livrée pour lors au désordre et à l'insubordination. Tout annonçait un meilleur avenir; mais tout se perdit, comme nous le verrons plus tard, par la fatale manie de donner des ba-

tailles, et aussi, à la vérité, par le louable désir de secourir Saragosse.

Cette ville, dont le premier siége avait déjà tant illustré le nom, agrandissant encore sa renommée, l'éternisa par de nouveaux hauts faits et par son inébranlable constance au milieu des souffrances et des angoisses d'un second siége. Située non loin de la frontière de France, on craignit pour elle, dès le mois de septembre, une nouvelle et plus terrible attaque. Palafox, en général avisé, se prépara à la défense en fortifiant avec soin, et autant qu'il était possible, une ville ouverte, et d'une aussi grande étendue. Il remit la direction des travaux de fortification à Don Antonio San-Genis, déjà célèbre par ses services lors du premier siége. Ni le temps ni les ressources du moment ne permettaient de changer Saragosse en une place forte. Il y eut plusieurs plans de faits pour la fortifier; mais on n'adopta que le plus facile d'exécution, celui d'une fortification provisoire, en mettant à profit des édifices qui se trouvaient dans son enceinte. Sur la rive droite de l'Ebre, on répara et fortifia le château de la Aljaféria, en établissant une communication avec le Portillo, au moyen d'une double caponnière, et en assurant suffisamment la défense de cette partie de l'enceinte jusqu'à la porte de Sancho. De l'autre côté du château, jusqu'au pont de Huerba, l'on avait fortifié les couvens qui se trouvaient entre les deux. Enfin, on avait élevé un terre-plein revêtu de pierres, creusé un fossé dans certains endroits, et construit auprès du pont une redoute appelée del Pilar. De là, un double retranchement s'étendait jusqu'au monastère de Santa-Engracia, dont les ruines avaient été grandement fortifiées. Plus loin, et jusque sur les bords de l'Ebre, la ville était défendue par divers ouvrages ou batteries, et l'on n'avait pas oublié non plus de

fortifier le couvent de San-José, qui, situé à la droite du Huerba, permettait de découvrir les mouvemens de l'ennemi et de protéger les sorties des assiégés. Pour le mont Torréro, on n'y éleva qu'un simple retranchement, ne croyant pas que ce point fut susceptible d'une longue résistance. Mais sur la rive gauche de l'Ebre on construisit, pour couvrir le faubourg, des redoutes et des flèches revêtues de briques ou d'argile; on fit en outre des coupures dans les rues et des meurtrières aux maisons. Les mêmes précautions furent prises dans la ville; on mura les rez-de-chaussée, en ayant soin de ménager également des meurtrières dans les autres étages et d'ouvrir des communications de maison à maison à travers les murs mitoyens. Les maisons de campagne et les édifices, les jardins et les arbres, qui restaient encore debout autour de Saragosse après les ravages du premier siége, furent rasés, afin de débarrasser entièrement les abords de la ville. Tous les habitans travaillèrent à l'envi et avec une infatigable ardeur, au prompt achèvement de ces ouvrages.

L'artillerie n'était pas, en général, de gros calibre. Il y avait à peu près soixante pièces de seize et vingt-quatre, retirées pour la plupart du canal où les avaient jetées les Français : faute de bombe, ce fut à peine si l'on fit usage des mortiers. Les magasins renfermaient des provisions suffisantes pour nourrir quinze mille hommes pendant six mois; chaque ménage avait en outre sa provision particulière, et les couvens étaient abondamment pourvus de vivres. Au commencement on ne comptait, pour la défense de la ville, que sur quatorze ou quinze mille hommes; mais ce nombre s'accrut jusqu'à l'effectif de vingt-huit mille, par la réunion de tous les soldats dispersés à la bataille

de Tudela, qui vinrent s'incorporer à la garnison. Le second de Palafox était Don Felipe Saint-March; le général Villalba commandait l'artillerie, et le colonel San-Genis, le génie. La cavalerie se composait de mille quatre cents hommes aux ordres du général Butron.

Après la bataille de Tudela, les Français se préparèrent de leur côté à commencer le siége, en réunissant à Alagon les troupes et le matériel nécessaires à l'entreprise. Le maréchal Moncey attendait dans cette ville, avec le troisième corps, l'arrivée du cinquième, commandé par le maréchal Mortier, destinés tous deux à cette opération, et dont les forces réunies s'élevaient à trente-cinq mille hommes, sans compter six compagnies d'artillerie, huit de sapeurs et trois de mineurs, qui vinrent se joindre à eux. La première arme était commandée par le général Dedon, et le génie par le général Lacoste. Le commandement en chef de toute cette armée devait être pris par le maréchal Lannes, qu'une indisposition retint quelques jours à Tudela.

Réunis, le 19 décembre, à Alagon, les troisième et cinquième corps, dont nous avons fait mention, arrivèrent en vue de Saragosse le 20, l'un par la rive droite de l'Ebre, l'autre par la rive gauche. Avant de commencer le siége en règle, le maréchal Moncey, général en chef en l'absence de Lannes, pensa à se rendre maître du mont Torréro, que Don Felipe Saint-March occupait avec cinq mille hommes. Dans ce but, le 21, à la pointe du jour, ses troupes couronnèrent les hauteurs qui dominent la position, en même temps que, détournant l'attention vers notre gauche, elles s'emparaient, sur notre droite, du pont de la Muela et de la Casa-Blanca. De ce point, elles prirent en flanc la batterie de Buena-Vista, où une grenade lancée

par l'ennemi, en faisant sauter toute une provision de ces projectiles, jeta le désordre parmi les nôtres, et les obligea de quitter ce poste. Alors Saint-March, voyant sa droite découverte, abandonna Torréro après avoir mis le feu au pont d'America, et se replia sur la redoute del Pilar, où les ennemis, repoussés, furent obligés de faire halte. La perte de Torréro était de mauvais augure pour la défense de Saragosse : lors du premier siége, une circonstance pareille coûta la vie à l'officier Falco, et, dans celle-ci, bien advint à Saint-March, pour échapper aux poursuites, de jouir de la protection toute particulière de Palafox.

Ce malheur fut en quelque sorte compensé par les événemens qui se passèrent ce jour même dans le faubourg. Désirant s'en emparer, le général Gazan commença par attaquer les Suisses de l'armée espagnole qui couvraient le chemin de Villamayor: supérieur en nombre, l'ennemi les obligea à se retirer sur la tour del Arzobispo, où, bien qu'ils se défendissent avec la plus grande bravoure, animés qu'ils étaient par l'exemple de leur chef Don Adriano Walker, ils restèrent pour la majeure partie sur la place, morts ou prisonniers. Encouragés par ce succès, les Français assaillirent à la fois trois des batteries du faubourg, point sur lequel commandait Don José Manso. Pendant cinq heures de suite, ils persistèrent dans leur attaque. Mais ce fut infructueusement que quelques-uns parvinrent jusqu'au pied des canons du Rastro et du Tejar. Le colonel d'artillerie Don Manuel Velasco, qui dirigeait le feu, se couvrit de gloire ce jour-là par la justesse de son coup d'œil et le courageux sang-froid dont il fit preuve. Pour Don José Palafox, qui ne cessa d'accourir partout où le danger était le plus menaçant, sa présence ne manqua pas non plus d'exercer une puissante influence sur

les esprits. En somme, le résultat de la journée fut très-heureux pour les Espagnols : le succès avec lequel l'ennemi fut repoussé sur ce point, comme sur d'autres, enflamma le courage des Aragonais et convainquit les Français que, cette fois encore, la ville de Saragosse ne pourrait être emportée d'emblée. C'est pourquoi le maréchal Moncey eut également recours aux négociations; mais Palafox rejeta ses propositions avec une noble fierté.

Alors les Français cherchèrent à établir un blocus rigoureux. Du côté du faubourg, le général Gazan inonda le terrain pour empêcher les sorties des assiégés, qui, dans celle qu'ils firent le 25, sous les ordres de Don Juan Oneille, délogèrent les ennemis du clos de Mezquita, et les obligèrent à se réfugier sur les hauteurs de San-Grégorio. A droite de la rivière, le général Lacoste proposa de diriger trois attaques, l'une sur la Aljaféria, et les deux autres sur le pont de Huerva et le couvent de San-José, l'ennemi regardant ce dernier point comme le plus faible, parce qu'il n'y avait pas, derrière cet édifice, de mur en terre-plein dans l'enceinte de la place. On commença donc à ouvrir la tranchée, dans la nuit du 29 au 30 décembre.

Remarquant que les travaux des assiégeans avançaient, les Espagnols se disposèrent, le 31, à faire une sortie sous les ordres du brigadier Don Fernando Gomez Butron. On simula donc une attaque sur toute l'étendue de la ligne, en même temps que les nôtres se portaient sur la gauche de l'ennemi. Mais, averti que dans la plaine qui s'étend en face de la porte de Sancho, s'avançait une colonne française, Butron fit volte-face, et, la chargeant avec la cavalerie, il la culbuta et lui prit deux cents hommes. Dans cette occasion, Palafox, pour exciter l'émulation de ses autres troupes, et effacer

la funeste impression que pouvaient causer les tristes nouvelles qui venaient du reste de l'Espagne, récompensa les soldats de Butron en les décorant d'une croix rouge.

Le 1er janvier, le général Junot, duc d'Abrantès, remplaça le maréchal Moncey dans le commandement en chef de l'armée. Ce jour-là, les assiégeans, pour se rapprocher de la place, sortirent des parallèles de droite et du centre en perdant beaucoup de monde, et le maréchal Mortier, mécontent de la nomination de Junot, partit pour Calatayud avec la division du général Suchet : ce qui diminua momentanément les forces des Français.

Cependant ceux-ci, ayant établi, le 9, huit batteries, commencèrent, dans la matinée du 10, à bombarder la ville et à battre en brèche la redoute del Pilar et le couvent de San-José, lequel, bien que vaillamment défendu par Don Mariano Renovalès, ne pouvait résister long-temps. C'était un vieil édifice, dont les murs avaient peu d'épaisseur, et qui, en s'écroulant, loin de protéger ses défenseurs, ne pouvait que leur nuire par sa chute. On n'y fit pas moins de remarquables efforts, et personne ne s'y distingua plus par son courage qu'une femme nommée Manuela Sancho, âgée de vingt-quatre ans et native des montagnes de Plenas. Enfin, le 11, les Français donnèrent l'assaut à cet édifice, en employant pour le prendre les mêmes précautions que pour un ouvrage de fortification de premier ordre.

Une fois en possession du couvent, ils furent maîtres du bas-fond de Huerva; mais ils ne pouvaient s'avancer vers l'enceinte de la place sans occuper la redoute del Pilar, dont le feu incommodait leur gauche. Le 11, ce point aussi avait été attaqué avec une égale vivacité, sans que les Français atteignissent cependant leur but. Don Do-

mingo la Ripa commandait ce poste, et il s'y distingua par d'heureuses mesures, ainsi que l'officier du génie Don Marcos Simonò et le commandant de la batterie Don Francisco Betbezé. A la nuit, les nôtres firent une sortie qui répandit la terreur dans le camp ennemi, jusqu'à ce que les Français, revenant à eux et se mettant sous les armes, nous eussent forcés à la retraite. Complétement détruite le 15, ne présentant plus qu'un monceau de décombres et ayant perdu la plupart des officiers qui la défendaient, la redoute fut abandonnée le même jour, entre huit et neuf heures de la nuit, en même temps qu'on faisait sauter le pont de Huerva, auquel venait aboutir la gorge du bastion.

Il ne restait plus à Saragosse, entre le pont et l'Ebre, du côté de San-José, d'autre défense que sa faible enceinte et les murailles de ses maisons; mais ces maisons étaient habitées par des hommes résolus à livrer un combat à mort, et ce fut là que commença la résistance la plus énergique, la plus tenace et la plus sanglante.

De la détermination de défendre les maisons naquirent la nécessité de les abandonner, et, par conséquent, le besoin, pour une partie de la population, de se porter en foule sur les quartiers les plus éloignés du point d'attaque, ce qui y augmenta la misère et les angoisses. Le bombardement était devenu terrible depuis le 10 : les habitans, forcés de chercher un asile dans les souterrains, s'y entassaient les uns sur les autres, et l'air qu'on y respirait, vicié par l'haleine de tant de monde, par le manque de ventilation, par les lumières et le feu qu'on y entretenait continuellement, se corrompit tout-à-fait. De là des maladies qui dégénérèrent bientôt en une horrible contagion, et que contribuèrent à propager à la fois la mauvaise nature des alimens, le manque de provisions fraî-

ches, l'inquiétude, la crainte, l'état d'agitation continuelle des esprits, les douloureuses nouvelles de la mort d'un père, d'un époux, d'un ami : toutes souffrances qui venaient à chaque instant frapper le cœur de ces malheureux.

Les Français continuèrent cependant leurs travaux, et achevèrent, le 21, la troisième parallèle de droite. Alors ils établirent à demeure des contre-batteries et batteries de brèche contre l'enceinte de la place. Les Espagnols, de leur côté, cherchaient à incommoder l'ennemi au moyen de sorties, exécutant chaque fois des actions hardies qu'il serait trop long de rapporter.

Pour les Français, ils avaient non-seulement à souffrir des attaques qui partaient de Saragosse, mais ils étaient encore agités par la crainte de celles que pourraient tenter du dehors les nombreuses bandes qui les menaçaient : crainte qui ne tarda pas à être justifiée par ce qui arriva dans Alcañiz. Ils avaient détaché de ce côté, sur le chemin de Tortose, le général Vathier avec six cents chevaux et mille deux cents fantassins pour faire des vivres. Harcelé en route par les paysans et quelques soldats détachés, et impatient de les détruire, ce général les pourchassa jusqu'à Alcañiz; mais, arrivés là, les fuyards et les habitans, retranchés dans les rues, se défendirent avec une intrépidité telle, que, pour se rendre maîtres de la ville, les Français perdirent plus de quatre cents hommes.

Leur inquiétude s'accrut bientôt encore par les bruits qui se répandaient, annonçant que le marquis de Lazan et Don Francisco Palafox venaient au secours de Saragosse : bruits alors dénués de tout fondement, puisque Lazan était fort loin de là, en Catalogne, et que son frère Don Francisco, bien qu'il fût allé à Cuenca implorer l'aide du duc

del Infantado, trouva ce général dans l'impossibilité de déférer à sa demande. Ce qui avait trompé l'ennemi, c'était la petite division de quatre à cinq mille hommes que Don Felipe Perena était parvenu, en sortant de Saragosse, à réunir hors de ses murs, et avec laquelle, après avoir occupé Villafranca, Leciñena et Zuera, il parcourait le pays.

Quelque faible que fût ce corps de troupes, il tardait aux Français de le détruire : autrement, elles auraient pu devenir le noyau de forces supérieures. La présence du maréchal Lannes, qui arriva le 22, vint favoriser l'exécution de ce dessein. Rétabli de son indisposition, il accourait prendre le commandement supérieur des troisième et cinquième corps, qui, commandés séparément par des chefs peu d'accord entre eux, ne suivaient pas l'entreprise du siége avec l'ensemble et la célérité nécessaires. Le pouvoir une fois remis aux mains d'un seul, on ne tarda pas à en ressentir les effets. Dès l'abord, Lannes ordonna au maréchal Mortier de revenir de Calatayud avec la division du général Suchet, puis de marcher avec elle, et soutenu par celle de Gazan qui bloquait le faubourg, contre les troupes de Péréna que quelques-uns croyaient être Don Francisco de Palafox. Cet officier, laissant quelques forces à Zuera, se replia, avec le reste, de Perdiguera, où il était, à Notre-Dame-de-Magallar. Ses troupes étaient composées de nouvelles levées et de gens ramassés au hasard : les Français les chassèrent facilement des environs de Saragosse, et purent continuer le siége sans crainte d'être incommodés par des diversions du dehors.

Redoublant donc de fureur dans leur attaque contre la ville, ils firent une large brèche dans son enceinte, et il ne leur restait plus qu'à traverser le Huerva pour tenter l'assaut. Ils construisirent alors deux ponts sur la rivière, et élevèrent sur la rive

gauche deux places d'armes pour recevoir le monde nécessaire à l'entreprise. Pour les nôtres, sans cesser de défendre quelques points isolés qu'ils conservaient encore hors de la ville, ils s'occupaient à perfectionner les fortifications de l'intérieur.

Enfin, le 27, les ennemis résolurent de donner l'assaut. Deux brèches praticables leur livraient passage, l'une en face du couvent de San-José, et l'autre, plus à droite, près d'un moulin à huile. Dans leur attaque sur le centre de la ville, ils étaient également parvenus à ouvrir une brèche dans le couvent de Santa-Engracia : ce fut donc à travers celle-ci et les deux autres qu'ils s'élancèrent à l'assaut, le même jour, à midi. La cloche de la Tour-Neuve annonça aux assiégés l'approche du danger. Au son du tocsin, tous se précipitèrent aussitôt sur la brèche. Du côté du moulin, les Français poussèrent leur attaque et arrivèrent jusqu'au haut de la muraille ouverte, sans être arrêtés par deux fourneaux de mine auxquels on mit le feu; mais une fortification intérieure et une grêle de balles, de mitraille et de grenades, les forcèrent à se retirer en se bornant à couronner, non sans peine, le sommet de la brèche au moyen d'un logement. Repoussés plusieurs fois en face de San-José, ils réussirent néanmoins à s'introduire de la brèche dans une maison contiguë; et sans doute ils eussent pénétré plus avant, si l'intrépidité des assiégés ne les eût arrêtés. L'attaque sur Santa-Engracia, quoique d'abord plus heureuse pour l'ennemi, finit par lui coûter plus cher que les autres. Ses soldats prirent, en effet, ce monastère, s'emparèrent du couvent voisin des religieuses déchaussées, et, enfilant de ce point la longue courtine qui se prolonge de Santa-Engracia jusqu'au pont de Huerva, ils obligèrent les Espagnols à l'abandonner. Encouragés par la victoire, les Fran-

çais s'étendirent jusqu'à la porte del Carmen, et, enflammés d'une égale ardeur, ceux d'entre eux qui gardaient le parallèle du centre attaquèrent par la gauche, se rendirent maîtres du couvent des trinitaires déchaussés, et s'avancaient déjà sur la Misericordia, lorsqu'ils se virent foudroyés par le feu de deux canons et par celui qui partait des murs et des maisons. Les nôtres, en les poursuivant, firent une sortie et parvinrent même à pénétrer dans le couvent des trinitaires, qui serait tombé une seconde fois en leur pouvoir, sans les prompts secours qu'amena à l'ennemi le général Morlot. Il périt dans cette affaire huit cents Français, au nombre desquels plusieurs officiers du génie.

Mais, le lendemain, les Espagnols eurent à pleurer, dans la même arme, une perte bien douloureuse, celle du commandant Don Antonio San-Genis, qui fut tué à la batterie nommée Palafox, tandis qu'il observait les mouvemens de l'ennemi. Il était âgé de quarante trois ans, et chéri de tous comme un officier brave, expérimenté, et très-éclairé dans sa profession. Bien que d'un naturel doux et affable, il avait une fermeté de caractère telle, que, dès le premier siége de Saragosse, il avait dit: « Que l'on ne m'appelle pas au conseil s'il s'a-« git de capituler, parce que mon opinion ne sera « jamais que nous ne pouvons pas nous défendre.»

En attendant, le bombardement continuait à exercer ses ravages, surpassés encore par ceux de l'épidémie qui faisait déjà mourir trois cent cinquante, et même cinq cents personnes par jour. Les hôpitaux regorgeaient de malades et manquaient de médicamens; une poule coûtait cinq piastres fortes; on était privé de viande et presque de toute espèce de légumes. Il n'y avait plus ni [illegible] ni place pour ensevelir les morts; les ca-

davres, entassés devant les églises, ou gisant souvent épars et déchirés par les éclats de bombe, offraient un affreux et désolant spectacle. Espérant que, réduits à une pareille extrémité, les Espagnols se rendraient à des conditions favorables, surtout s'ils apprenaient ce qui se passait sur d'autres points, le maréchal Lannes leur envoya un parlementaire chargé de leur communiquer les désastres arrivés à nos armées et la retraite des Anglais. Mais ce fut vainement, les Saragossains n'écoutèrent rien; au lieu de se laisser abattre, leur courage augmentait avec le danger. Leur chef, ferme comme eux, répétait: « Je défendrai jusqu'au dernier coin de mur. »

Alors, les Français poursuivirent leurs attaques; mais ce fut inutilement qu'ils voulurent, le 28 et le 29, s'emparer sur leur droite des couvens de San-Augustin et de Santa-Monica. Ils ne purent pas davantage surmonter le seul obstacle que leur présentait encore une maison qui barrait le passage pour pénétrer dans la rue de la Puerta-Quemada. La même chose leur arriva vis-à-vis d'un bloc de maisons contigu à Santa-Engracia, où l'on commença à se disputer avec acharnement la possession de chaque maison, de chaque étage, de chaque chambre.

Ce genre de combat, inconnu jusqu'ici, devenant très-meurtrier pour les Français, ils résolurent de ne plus attaquer à corps découvert, et entreprirent, en employant la mine, une guerre occulte et terrible. Quoique en pareille circonstance le savoir et les ressources de l'ennemi lui donnassent un avantage marqué, les assiégés ne s'en découragèrent pas davantage; se maintenant au milieu des éboulemens et des décombres que produisaient les mines françaises, non-seulement ils cherchaient à rester maîtres de ces ruines, mais ils voulaient en-

core rentrer en possession de celles qu'ils avaient perdues. Ils essayèrent en effet, quoique en vain, de reprendre le couvent des trinitaires déchaussés.

La lutte fut obstinée et sanglante, le général français Rostoland y fut blessé, et plusieurs de ses officiers y périrent. De notre côté, bourgeois et soldats se jetaient au-devant du péril comme des lions furieux. Des prêtres, aussi hardis que pieux, ne cessaient de les encourager de la voix, et de donner les consolations de la religion à ceux qui tombaient blessés à mort; souvent eux-mêmes devenaient les victimes de leur noble ferveur. Auguste et sublime ministère alors que celui de ces hommes, qui, tout en remplissant les obligations sacrées qu'il leur imposait, accomplissaient en même temps les devoirs qu'en des cas semblables la patrie exige de tous ses enfans sans exception!

A force de persévérance et de peines, et toujours au moyen de l'emploi des mines, les Français s'emparèrent, le 1er février, de San-Agustin et de Santa-Monica, et espérèrent même pouvoir pénétrer jusqu'au Coso, par la rue de la Puerta-Quemada; mais cette dernière entreprise ne leur réussit pas; ils y perdirent deux cents hommes. La prise de quelques maisons dans la rue de Santa-Engracia leur couta aussi, le même jour, la perte du général Lacoste, ingénieur illustré déjà dans plus d'un siége fameux, et qui tomba percé d'une balle dans les tempes. M. Rogniat, qui le remplaça, fut également blessé le lendemain.

Bien que lentement, et, pour ainsi dire, pied à pied, l'ennemi reprit cependant du terrain sur les trois principaux points d'attaque dont nous venons de parler. Mais, comme ses progrès lui coûtaient beaucoup de sang, il s'éleva des murmures et des plaintes dans l'armée, qui engagèrent le maréchal

Lannes à hâter le terme de ce funeste siége en attaquant le faubourg.

Le général Gazan continuait à commander sur ce point, et s'était borné jusqu'alors à maintenir un rigoureux blocus. Mais à présent, d'après ce qui venait d'être arrêté par Lannes, il commença les travaux de siége. Dès le 7, ses soldats assaillirent le couvent des franciscains de Jésus, sur la droite du chemin de Barcelone. Après un feu de trois heures, ils le prirent, en expulsèrent deux cents hommes qui l'occupaient; mais ne pouvant pousser plus avant, à cause de la résistance qu'ils trouvèrent dans les nôtres, ils s'arrêtèrent là, et s'y retranchèrent.

Lannes, en même temps, fit en sorte que cette attaque sur le faubourg se liât avec celles qu'il dirigeait sur la ville, et mit tous ses soins à ce que l'attaque qui devait porter sur la droite de San-José s'étendît tout le long de l'Université et de la porte del Sol, et allât aboutir au mur d'appui de la rivière.

Il ne négligea pas davantage l'attaque du centre, où les assiégés défendirent avec une telle ténacité quelques barraques qu'il y avait auprès des ruines de l'hôpital, que, suivant l'expression employée par un des chefs ennemis, « il fallait les tuer pour « les vaincre. » Arrivés là, les assaillans, favorisés par les souterrains de l'hôpital, traversèrent la rue de Santa-Engracia au moyen d'une galerie, et, à l'aide de l'explosion d'un fourneau de mine, ils restèrent maîtres du couvent de San Francisco jusqu'à la nuit. Mais, alors, le colonel espagnol Fleury montant au clocher, accompagné de bourgeois, ils percèrent ensemble la voûte, et tirant de haut en bas sur les Français, leur firent tant de mal, que ceux-ci prirent la fuite, et ne purent regagner plus tard qu'à grand'peine le terrain perdu.

C'étaient partout de continuels combats, et, quoique soutenus de notre côté par des hommes amai-

gris et exténués, il y avait tant d'acharnement et de fureur, que le soldat ennemi, dont les plaintes devenaient toujours plus vives, criait « que l'on « attendît des renforts, si l'on ne voulait pas que « ces ruines fatales devinssent son tombeau. »

Lannes était donc impatient de terminer un siége si étrange et si opiniâtre. Le 18 février, on reprit l'attaque du faubourg, et, tandis que, d'un côté, l'on renversait de fragiles maisons, de l'autre un feu terrible battait en flanc le pont de l'Ebre pour empêcher l'arrivée de tout secours; entreprise dans laquelle périt, en voulant la tenter, le baron de Versages. A deux heures de l'après-midi la brèche ayant été ouverte, les Français pénétrèrent dans le couvent de mercenaires, nommé couvent de San-Lazaro. C'était une fondation du roi Jacques le Conquérant (*Jayme-el-Conquistador*), édifice imposant qui fut défendu avec la plus grande valeur, et dont l'escalier, d'une magnifique construction, fut le théâtre d'une lutte obstinée : presque tous ceux qui l'occupaient y périrent. Le couvent une fois au pouvoir des Français, nos soldats restés dans le faubourg eurent la retraite coupée. Il leur devint impossible, à l'exception de quelques-uns d'entre eux, de repasser le pont sur lequel l'ennemi faisait un feu si terrible qu'il eût semblé, qu'à l'exemple des eaux fabuleuses du Xanthe, celles de l'Ebre se fussent embrasées. Dans une position si critique, la plupart des nôtres se retirèrent le long des bords de la rivière, guidés par le commandant de gardes espagnoles Manso; mais, poursuivis par la cavalerie française, malades, accablés de fatigues et sans munitions, ils furent obligés de se rendre. La perte du faubourg entraîna avec elle, pour les Espagnols, celle de deux mille hommes, morts, blessés et prisonniers.

Devenus ainsi maîtres de la rive gauche de l'Ebre, les Français placèrent en batteries cinquante pièces

d'artillerie, dont le feu commence à détruire les maisons situées de l'autre côté de la rivière, le long du mur d'appui. Ils gagnaient en même temps du terrain dans l'intérieur de la ville, en s'étendant à la droite du Coso; et ayant occupé le couvent des trinitaires chaussés, ils avancèrent vers la rue del Sepulcro, cherchant de cette manière à combiner leurs diverses attaques. Dans cet état de choses, méditant un coup décisif, ils avaient construit six galeries de mine qui traversaient le Coso; chaque fourneau était chargé de trois mille livres de poudre, et ils espéraient que leur explosion, en jetant l'épouvante parmi les Saragossains, les forcerait à se rendre.

Les Français n'eurent pas besoin de recourir à un moyen si violent. Le nombre de ceux qui pouvaient encore porter les armes dans la ville, était moindre de quatre mille hommes; quatorze mille autres gisaient alités, plusieurs étaient convalescens, et le reste avait péri, enlevé par l'épidémie et la guerre. Tout espoir de secours s'était éteint, et le général Don José de Palafox lui-même, attaqué de la maladie régnante, fut obligé de déléguer ses pouvoirs à une junte qui s'installa dans la nuit du 18 au 19 février. Elle se composait de trente-quatre membres, sous la présidence de Don Pédro-Maria Ric, régent de l'audience. Entourée de difficultés, cette nouvelle autorité convoqua les principaux chefs de l'armée: ceux-ci présentèrent le plus triste tableau des moyens de défense qui leur restaient, et disposèrent ainsi les esprits à capituler. Cependant la question fut longuement discutée; mais ayant été mise aux voix, il y en eut vingt-six parmi les votans qui opinèrent pour la reddition, et huit seulement, au nombre desquels Ric, qui persistèrent avec fermeté dans leur refus. Suivant le vœu de la majorité, on envoya, au nom de Palafox, au quar-

tier général de l'ennemi, un parlementaire chargé d'accepter, à quelques changemens près, les conditions offertes quelques jours auparavant par le maréchal Lannes; mais celui-ci rejeta avec indignation nos propositions comme venant trop tard.

La junte alors demanda, en son propre nom, une suspension d'armes, à laquelle le maréchal français accéda, sous la condition expresse que, dans deux heures, elle enverrait ses commissaires pour traiter de la capitulation. Il y avait du reste, parmi le peuple et les militaires, un parti nombreux qui s'opposait fortement à cette mesure; aussi fut-on obligé d'user de précautions pour la faire passer.

On nomma, pour se rendre au quartier général français, Don Pédro-Maria Ric, et deux autres membres de la junte. Le maréchal les reçut avec hauteur, avec mépris même, et censura amèrement et avec emportement la conduite de la ville, pour n'avoir pas écouté plus tôt ses propositions. Puis, un peu radouci par le langage prudent des commissaires, Lannes ajouta : « On respectera les femmes et les enfans, et c'est une affaire finie. — Pas même commencée», répliqua promptement mais avec calme et fermeté, Don Pédro Ric; « ce serait nous livrer sans condition à la merci de l'ennemi, et, en pareil cas, Saragosse continuera à se défendre, car elle a encore des armes, des munitions et surtout des bras. »

Ne voulant pas sans doute pousser à bout des caractères aussi altiers, le maréchal Lannes s'apaisa davantage, et commença à dicter la capitulation. Ce fut en vain que Don Pédro Ric s'efforça de modifier quelques-unes de ses clauses, et d'en introduire d'autres. La plupart de ses réclamations ne furent pas écoutées. Cependant, sur ses in-

stances pour obtenir qu'un article spécial permît à Don José Palafox de se retirer où bon lui semblerait, Lannes répliqua que jamais individu ne pouvait être l'objet d'une capitulation; mais il ajouta en même temps qu'il engageait sa parole d'honneur de laisser à ce général, ainsi qu'à tous ceux qui voudraient sortir de Saragosse, pleine liberté de le faire. Ces détails, qu'il est nécessaire de ne pas mettre en oubli, ont été publiés dans un rapport imprimé par les soins de Don Pédro-Maria Ric lui-même; c'est aussi de sa propre bouche que nous les avons entendu répéter plus d'une fois, et le dire d'un magistrat si véridique et si respectable mérite le plus entier crédit.

La junte accepta et signa, le 20, la capitulation, sur laquelle Lannes s'indignait de s'entendre demander de nouveaux éclaircissemens: du reste, elle ne servit à rien, pas même en ce qui était stipulé. La soldatesque française se livra, la nuit même, au sac et au pillage de la ville; et quand bien même on pourrait attribuer de pareils excès à la difficulté de retenir le soldat après un siége aussi pénible, la violation d'autres articles de la capitulation, et le manque de parole à l'égard de Don José de Palafox, que l'on s'était engagé de laisser librement partir, ne permettraient point d'admettre une semblable excuse. Le général fut emporté mourant de Saragosse, où l'on ne tarda pas à le rapporter à cause de l'état de faiblesse extrême dans lequel il se trouvait. Mais, à peine rétabli, on l'emmena en France, où, renfermé à Vincennes, il souffrit jusqu'en 1814 une dure captivité.

Les ennemis poussèrent encore plus loin la cruauté et les excès. Ils dépouillèrent plusieurs prisonniers, en tuèrent d'autres et les maltraitèrent presque tous. Trois jours après la capitula-

tion, ils firent sortir à une heure de la nuit, d'une chambre contiguë à celle où couchait toujours Palafox, son ancien maître, le P. Don Basilio Boggiero, lequel trouva à sa porte l'*alcade-mayor* Solanilla, un capitaine français et un détachement de grenadiers qui l'entraînèrent hors de chez lui sans lui dire où ils le menaient. Ils prirent en passant le chapelain Don Santiago Sas, qui s'était distingué au second siége de Saragosse comme au premier, congédièrent ensuite Solanilla, et les Français seuls s'acheminèrent avec les deux prisonniers vers le pont de Piedra. Là, ils les tuèrent à coups de baïonnettes, et jetèrent leurs cadavres à la rivière. Ils commencèrent par Sas, et les deux victimes n'ouvrirent la bouche que pour s'exhorter mutuellement à recevoir avec courage la mort imprévue et cruelle qu'on leur destinait. C'est ainsi, qu'après l'événement, le raconta bien des fois le capitaine français chargé de l'exécution, ajoutant que le maréchal Lannes lui avait ordonné de les tuer sans faire de bruit. Atrocité inouïe, qui prouve jusqu'à quel point le vainqueur outragea à Saragosse les lois de la guerre et les droits sacrés de l'humanité!

La capitulation (1) fut publiée dans la *Gazette de Madrid* du 28 février; elle ne le fut jamais dans les papiers français, pour faire croire sans doute que Saragosse s'était rendue à discrétion, et excuser ainsi les excès. Comme si beaucoup de ceux que l'on commit fussent licites, avec ou sans capitulation!

Le général Laval fut nommé gouverneur de Saragosse. Lannes y fit son entrée solennelle le 5 mars, et fut reçu à l'église de Notre-Dame-del-Pilar par le P. Santander, évêque suffragant, qui,

(1) N° 5, App.

absent de Saragosse pendant les deux siéges qu'elle eut à soutenir, y retourna pour célébrer le triomphe des ennemis de sa patrie. On tira du trésor de ce temple les bijoux les plus précieux, et ils passèrent aux mains des principaux chefs français, sous le nom de présens que leur faisait la junte (1). Le maréchal Lannes resta à Saragosse jusqu'au 14 mars, époque à laquelle il partit pour la France. Le général Junot, duc d'Abrantès, lui succéda pour lors au commandement.

Le siége de Saragosse dura soixante-deux jours; et, sans l'épidémie, qui fut le principal auxiliaire des Français, ceux-ci auraient employé encore bien du temps et des efforts à la conquête de cette ville. Au moment de la capitulation, ils n'en possédaient que la quatrième partie, le faubourg et treize églises ou couvens; encore cette possession leur avait-elle coûté des peines immenses et la perte de plus de huit mille hommes. Du côté des Espagnols, il périt, dans les deux siéges, cinquante-trois mille huit cent soixante-treize personnes, dont le plus grand nombre dans le dernier siége, et de l'épidémie. Les bombes détruisirent la majeure partie des édifices. La bibliothéque de l'Université, formée de l'ancienne bibliothèque des jésuites et enrichie par les dons de diverses personnes, entre autres de l'illustre Aragonais Don Ramon de Pignatelli, fut ruinée de fond en comble par l'explosion d'une mine. Il en arriva de même, vers la fin du siége, à celle du couvent de dominicains de San-Ildefonso : fondée par le marquis de la Compuesta, secrétaire d'état au département de grâce et justice sous Philippe V, elle contenait, sans compter les livres imprimés, plus de deux mille manuscrits curieux. C'est ainsi que la guerre

(1) N° 6, App.

devient le fléau des lettres, alors même qu'elle est faite par des nations éclairées.

Plusieurs personnes sont restées dans le doute s'il avait été convenable ou non de défendre Saragosse; d'autres ont désapprouvé avec plus de raison que l'on eût renfermé tant de troupes dans son enceinte. Il aurait assurément fallu remédier à ces embarras, en faisant sortir de la ville celles qui s'y réfugièrent après la déroute de Tudela, ou tous autres, et se borner aux quatorze ou quinze mill hommes qui s'y trouvaient auparavant : ces force jointes à celles d'une population pleine d'enthou siasme, auraient suffi pour imposer encore à l'en nemi, et l'arrêter long-temps devant les murs d Saragosse. Mais, pour ce qui regarde la détermi nation de défendre la place, elle nous paraît sa et utile. Les lauriers conquis au premier siége Saragosse avaient attaché à ce nom un tel pre tige, qu'une soumission prompte et facile eût j le découragement dans toute la nation. D'un aut côté, non-seulement la résistance de Saragosse en pêcha l'occupation de plusieurs autres provinc en réprimant l'élan des formidables légions de l'e nemi, mais elle évita encore que ces mêmes ho mes, qui, retranchés derrière les murs des m sons, montraient tant de bravoure et d'intrépid n'allassent, peu habitués à la guerre, se comp mettre en rase campagne contre la vieille ex rience et la discipline françaises, surtout lors l'impatience publique nous forçait souvent à t ter imprudemment le sort des batailles.

Du reste, quelque divers, quelque oppo qu'aient été les avis sur ce point, ils furent e ront toujours unanimes pour qualifier d'ext dinaire et de glorieuse la défense de Saragosse témoin ocul[illegible]

di[illegible]

propos de sa *Relation* : « L'élévation d'âme dont « firent preuve les habitans de cette ville fut un « des plus admirables spectacles qu'offrent les an- « nales des nations, après les siéges de Sagonte et « de Numance. » Ce fut, en effet, un si admirable exemple, qu'en 1814 il fut cité au peuple français comme digne d'imitation, par ce même Napoléon, qui aurait voulu autrefois l'effacer de la mémoire des hommes.

---

# SOMMAIRE

## DU LIVRE HUITIÈME.

Joseph à Madrid. — Félicitations. — Ses mesures. — Commissaires royaux. — Troupes espagnoles. — Junte criminelle. — Commissaires des finances. — Opinions sur Joseph. — Junte centrale à Séville. — Déclaration unanime des provinces d'Amérique et d'Asie en faveur de la cause espagnole. — Secours qu'elles envoient. — Décret de la junte centrale sur l'Amérique, du 12 janvier. — Nouveau règlement pour les juntes provinciales d'Espagne. — Traité avec l'Angleterre, du 9 janvier. — Subsides de l'Angleterre. — Tribunal de sûreté publique. — Députés de la junte centrale envoyés aux provinces. — Le marquis de Villel à Cadix. — Les Anglais veulent occuper la place. — Débats sur cette question. — Emeute à Cadix. — Etrange conduite du marquis de Villel. — Danger qu'il court. — Meurtre d'Heredia. — L'émeute s'apaise. — Armées. — Celle de la Manche. — Attaque de Mora. — Albuquerque et Cartaojal. — Albuquerque passe à l'armée de Cuesta. — Cartaojal avance et se retire. — Affaire de Ciudad-Réal. — Armée d'Estrémadure. — Elle avance à Almaraz. — On coupe le pont. — Les Français passent le Tage. — Les nôtres se retirent. — Avantages remportés par les Espagnols. — Albuquerque se réunit à Cuesta. — Bataille de Médellin. — Ses résultats. — Détermination de la junte centrale. — Vénégas succède à Cartaojal. — Réflexions. — Mission de Sotelo. — Réponse de la junte centrale. — Lettres de Sébastiani à Jovellanos et à d'autres. —

défait les Français au camp de la Estrella. — Campagne de Soult en Portugal. — Les Français entrent à Chaves. — A Braga. — Ils se présentent devant Oporto. — Etat de la ville. — Les Français y entrent. — Grand massacre. — Conduite du maréchal Soult. — On le demande pour roi. — Silveira recouvre Chaves. — Le colonel Trant. — Régence de Portugal. — Cradock et les Anglais. — Beresford commande les Portugais. — L'armée anglaise se renforce. — Sir A. Wellesley nommé général en chef. — Ses mesures. — Il avance sur Coïmbre. — Situation des Français. — Société secrète des philadelphes. — Plan de Wellesley. — Les Anglais s'emparent d'Oporto. — Détresse de Soult. — Il passe la frontière. — Il arrive à Lugo. — Mahy lève le siége. — Il rencontre la Romana à Mondoñedo. — Marche hardie des Espagnols. — Mécontentement du soldat contre la Romana. — Ney et Soult à Lugo. — Ils se concertent pour détruire l'armée espagnole. — Le comte de Noroña, second commandant en Galice. — Affaire du pont de San-Payo. — Soult prend le parti de passer en Castille. — Paysans du Sil. — Incendie de plusieurs communes. — La Romana à Celanova. — Soult à la Puebla de Sanabria. — Le général Franceschi fait prisonnier par le Capucin. — Situation de Ney. — Mazarredo. — Bazan. — Ney évacue la Galice. — Noroña entre à la Corogne. — Worster et Barcena. — Ballesteros passe en Castille et dans les montagnes de Santander. — Il occupe Santander. — Les Français l'en chassent, et il s'embarque. — Intrépidité de Porlier. — Marche admirable du bataillon de la Princesse. — La Romana à la Corogne. — Ses mesures et sa négligence. — Il part pour la Castille. — Il nomme Mahy au commandement des Asturies. — Il nomme Ballesteros pour commander dix mille hommes. — Le duc del Parque le remplace dans le commandement de l'armée. — Fin de ce livre. — Parallèle de la guerre d'Autriche et de celle d'Espagne. — Prévision remarquable de Pitt.

---

# HISTOIRE

DU

# SOULÈVEMENT, DE LA GUERRE

ET DE LA

# RÉVOLUTION D'ESPAGNE.

---

## LIVRE HUITIÈME.

---

Le sort ayant si puissamment favorisé les armes françaises, bien des gens crurent que désormais la couronne d'Espagne était affermie sur le front de Joseph Bonaparte. Cette opinion augmenta le nombre de ses partisans, et, soit ce motif, soit surtout parce que le conquérant l'exigeait, on vit arriver successivement à la cour, pour féliciter le nouveau roi, les députations des municipalités des communes soumises. Quelques-unes se confondirent en com-

plimens, et celles qui représentaient les cha|
ecclésiastiques et le clergé régulier ne demeur
pas en reste, dans l'espoir sans doute de con
ainsi l'orage qui les menaçait. Plusieurs prél
montrèrent également dévoués, à ce point
que la junte centrale rendit un décret contre
D'où l'on peut inférer que si la majorité du
espagnol, comme celle de la nation, embra
cause de l'indépendance, ce ne fut pas cette
exclusivement, non plus que le fanatisme
donna l'impulsion, mais bien la juste indign
générale. Ce qui vient à l'appui de cette opi
c'est que, parmi les ecclésiastiques qui emb
rent le parti de Joseph, on en compta bea
de ceux qui avaient une réputation méritée
rance et de préjugés. Tant il est vrai que, d
convulsions politiques, le hasard, l'erre
crainte, placent aveuglément dans l'un ou l
parti ceux qui suivent des bannières opp
motifs qui exigent au dénoûment final une
proque indulgence.

Dès son retour à Madrid, Joseph voulut
ment prendre des mesures pour rendre l'or
la paix au royaume, et captiver en même
l'esprit de ses nouveaux sujets. Il ne dispos
de moyens suffisans; et d'ailleurs le peuple
gnol, blessé au cœur, pouvait difficilement
soudre à entendre une voix qui lui sembla
pecte et trompeuse. Joseph fut, du reste
malheureusement inspiré dans la pensée q
dicta, comme première mesure, l'étrange
qu'il fit publier dans les temples et qu'on tr
aux provinces par une circulaire du 24 janv
décret, en promettant l'évacuation prochai
Français, ordonnait qu'un *Te Deum* fût
dans toutes les communes en actions de
pour les victoires que Napoléon avait remp

dans la Péninsule; comme si ce n'était pas contraindre les Espagnols à célébrer leurs propres disgrâces!

En même temps, on fit partir pour les provinces, sous le titre de commissaires royaux, des personnes de distinction, avec mission de rétablir l'ordre et les autorités, de prêcher l'obéissance, et de représenter en tout, par extraordinaire, la personne du monarque. De ces commissaires, il y en eut qui tentèrent de diminuer les maux dont le peuple était accablé; d'autres qui les augmentèrent, en remplissant cette mission à leur profit, avec rigueur et passion. Leur influence cependant était presque toujours limitée, obligés qu'ils étaient de se soumettre à la volonté changeante et capricieuse des généraux français.

A Madrid seulement, on rendait plus d'obéissance au gouvernement de Joseph; et ce n'était que sur les ressources de la capitale, principalement sur les droits d'octroi, qu'il pouvait compter pour subvenir aux dépenses publiques. Celles-ci, à vrai dire, n'étaient pas considérables, puisqu'elles se bornaient aux frais de haute administration, car la paye de l'armée française n'était pas au compte de Joseph, et il n'avait encore ni armée ni marine espagnole qui augmentassent les charges de l'état. Cependant, un de ses premiers désirs fut de former des régimens espagnols. La déroute d'Uclès et celles qui la suivirent procurèrent aux drapeaux de Joseph quelques officiers et quelques soldats. Mais les habitans de Madrid voyaient d'un si mauvais œil ces hommes qu'ils flétrissaient du surnom d'*assermentés* (*jurados*), que, dans le principe, le gouvernement intrus ne put enrégimenter un seul corps complet d'Espagnols. A peine le soldat se voyait-il habillé, chaussé et reposé de ses fatigues, qu'il passait aux patriotes, si bien

qu'il semblait ne s'être momentanément éloig leurs rangs que pour reprendre des forces, et des armes qui lui rendissent l'estime perdue. remédier à cet abus, un décret sévère fut pul Madrid, dans le mois de janvier, contre les si neurs de soldats et de paysans, mais qui ne s de rien, car ce genre de mesures se réduit actes arbitraires sans résultat et chaque jour odieux, quand l'opinion s'y montre univer ment opposée.

En conséquence, le gouvernement de J créa, à la date du 16 février, une junte crim extraordinaire, composée de cinq alcaldes *de* laquelle, chargée des poursuites contre les sins et les voleurs, devait aussi juger les pati Dans le décret qui la constituait, on conf ceux-ci sous le nom d'agitateurs, de séditie propagateurs de mauvaises nouvelles; et no lement on leur imposait à tous la même mais encore à ceux qui feraient usage du poi ou du coutelas. Effroyable disproportion! si si l'on considère que cette peine était celle du qui, selon les expressions du décret, « *dev* « *exécutée sans remise et sans appel.* » Et, c s'il n'eût pas suffi de cette rigueur inouïe, le portait encore que ceux dont le délit ne ser complétement prouvé, resteraient à la disp du ministre de la police générale, pour êtr voyés devant les tribunaux ordinaires, et pu peines extraordinaires, conformément à la g des cas et à la qualité des personnes. Bien de heurs suivirent ces décisions. Les victimes f nombreuses, et parmi elles on eut à regrett avocat respectable, nommé Escalera, dont t crime se bornait à avoir reçu des lettres de sc qui portait les armes du côté des patriotes. odieuse condamnation jeta Madrid dans un

ternation profonde. Don Pablo Aribas, homme quelque peu lettré et intelligent, mais dur et inflexible, qui, ministre de la police, provoquait avec ardeur de semblables procès, encourut par sa cruauté la haine publique, ainsi que plusieurs juges du tribunal criminel extraordinaire : sort inévitable de ceux qui ne connaissent point de modération dans la répression des délits politiques, sans prendre garde qu'en général de tels délits n'ont de criminalité que celle que leur donne l'irritation des esprits, et que le plus souvent la fortune inconstante finit par les justifier et les absoudre.

Les mesures de sévérité que prit d'abord le gouvernement de Joseph furent accompagnées ou suivies de quelques autres mesures sages et bienfaisantes dont nous ferons une mention successive. Du reste, elles se firent long-temps attendre et n'eurent d'ailleurs d'autre effet que de figurer dans la collection des décrets. Ce fut en vain, par exemple, que l'on ordonna, le 24 avril, de ne point imposer de contributions extraordinaires aux provinces soumises, et que l'on nomma des commissaires de finances chargés de remédier à cet abus et de commencer à régler convenablement cette branche de l'administration. Les continuels passages ou changemens des troupes françaises, la misère, les rapines et les malversations de certains employés, empêchaient l'accomplissement des mesures les plus utiles, et l'on reprochait souvent au gouvernement intrus des griefs et des maux qui n'étaient que le produit des circonstances. Du reste, on peut dire qu'il n'y eut jamais de plan fixe d'administration, car l'ancien système était détruit jusqu'en ses fondemens, et l'on n'avait pas encore adopté celui qui devait émaner de la constitution de Bayonne.

Joseph, pour sa part, trop exclusivement livré aux plaisirs, peu respecté des généraux français, et souvent dédaigné par son frère, ne gagnait point en estime aux yeux de la majorité des Espagnols, qui ne voyaient en lui qu'un roi postiche, jouet des caprices du cabinet de Paris. De telle sorte que, si les victoires des Français lui gagnaient quelques amis, son gouvernement n'en tirait néanmoins aucune force, et la confiance ne jetait pas d'assez profondes racines.

Moins heureuse que Joseph dans le sort des armes, la junte centrale le fut davantage pour le respect et l'obéissance des peuples. Sans qu'ils lui portassent grande affection, et bien qu'ils blâmassent maintes fois avec justice la plupart de ses résolutions, ils la respectaient cependant, et exécutaient ses ordres comme émanant d'une autorité qu'ils estimaient légitime. Joseph Bonaparte ne régnait que sur les communes où dominaient les troupes françaises; la junte centrale régnait sur toutes, sur celles même occupées par l'ennemi, toutes les fois qu'elles pouvaient tromper la vigilance de ceux qu'elles appelaient leurs oppresseurs. Tranquille dans sa résidence de Séville, elle s'y montra avec plus d'éclat et de dignité, recevant encore un nouveau relief de la déclaration que firent en faveur de la cause de la métropole les provinces d'Amérique et d'Asie.

A l'exemple de celles d'Europe, celles-ci jetèrent un cri universel d'indignation, quand elles apprirent les événemens de Bayonne et le soulèvement de la Péninsule. Les habitans de Cuba, de Puerto-Rico, du Yucatan, et du puissant royaume de la Nouvelle-Espagne, ne se prononcèrent pas avec moins d'union et de transport que leurs frères d'Europe. Dans la ville de Mexico, après avoir reçu les dépêches des députés des Asturies à Londres et

de la junte de Séville, on convoqua, le 9 août 1808, une réunion générale des autorités et des principaux citoyens, dans laquelle, après avoir reconnu toutes les juntes d'Espagne, on jura de ne se soumettre à nul autre souverain qu'à Ferdinand VII et à ses légitimes successeurs de la race royale de Bourbon, prenant en outre l'engagement pour la colonie d'aider de tous ses efforts une si sainte cause. Dans les îles, l'enthousiasme fut porté au point que l'on reprit, en novembre de la même année, la partie espagnole de Saint-Domingue cédée aux Français par la paix de Bâle. On vit successivement éclater des sentimens pareils à Terre-Ferme, à Buénos-Aires, au Chili, au Pérou, à la Nouvelle-Grenade, dans toutes les autres provinces des deux Amériques espagnoles, sentimens qui se répandirent avec rapidité jusqu'aux îles éloignées des Philippines et des Marianes. On peut dire que, si les griefs de Madrid et de Bayonne méritèrent, par leur énormité, la qualification d'inouïs, il est également certain que jamais l'histoire du monde ne présenta un ensemble de tant de millions d'hommes dispersés sur le globe, dans de lointaines régions et des climats divers, qui se prononçassent si unanimement contre l'iniquité et la violence d'un usurpateur étranger.

La déclaration des colonies, en faveur de la métropole, ne se borna point à de vaines clameurs, ni l'expression de leurs sentimens à de belles phrases. A ces protestations de fidélité et de dévouement se joignirent des dons considérables, qui furent d'un grand secours dans l'époque désastreuse comprise entre la fin de 1808 et le commencement de 1809. Le laborieux Catalan, le Galicien, le Biscayen, les Espagnols enfin qui, à la sueur de leurs fronts et par le travail de leurs mains, avaient accumulé dans ces pays d'honorables capitaux, se hâtèrent d'en pro-

diguer des secours à leur patrie, puisque leur éloignement ne leur permettait point de la servir de leurs bras. Les naturels de l'Amérique suivirent aussi l'exemple que donnaient leurs ancêtres, et l'on ne compta pas moins de 280,000,000 de réaux envoyés au gouvernement de la junte centrale dans le cours de 1809. De cette somme, la moitié presque consista en dons gratuits ou en payemens anticipés, les caisses royales se trouvant épuisées par les négociations et les prodigalités du temps de Charles IV.

Une manière de se prononcer si générale et si généreuse provoqua dans la junte centrale le mémorable décret du 22 janvier, par lequel, après avoir déclaré que les vastes domaines espagnols des deux Indes n'étaient pas proprement des colonies, mais des parties essentielles et intégrantes de la monarchie, on convoquait, pour les représenter, des individus qui devaient être élus à cet effet par leurs municipalités. Ce décret devint la base de tous ceux qui furent successivement rendus sur la matière, et en conséquence desquels furent mis sur un pied de pleine égalité les habitans de la Péninsule et les naturels d'Amérique et d'Asie. Tels furent toujours l'esprit et même la lettre de la législation espagnole sur les Indes, et l'on ne doit attribuer l'oubli où elle tomba maintes fois qu'aux mêmes causes qui détruisirent et renversèrent en Espagne ses propres et ses meilleures lois. L'éloignement, les retards qu'éprouva le décret pour arriver à certains points, et des embarras inattendus, ne permirent point que les représentans de ces pays arrivassent à Séville en temps opportun, et une innovation de si haute gravité fut réservée aux gouvernemens qui succédèrent à la junte centrale.

D'autres soins non moins importans occupèrent

celle-ci à l'entrée de l'année 1809. Un des premiers fut de donner une nouvelle organisation aux juntes provinciales d'où dérivait son autorité. Un règlement fut fait, à la date du 1er janvier, par lequel on limitait les pouvoirs dont elles jouissaient précédemment, ne leur laissant d'autre emploi que les affaires relatives aux contributions extraordinaires, aux dons, aux enrôlemens, aux réquisitions de chevaux et d'armes. Le nombre de leurs membres était réduit à neuf, que l'on dépouillait d'une partie de leurs honneurs, et l'ancienne dénomination de juntes suprêmes était changée en celle de *juntes supérieures provinciales d'observation et de défense*. On recommandait en outre à leur zèle de surveiller les machinations des personnes suspectes, de pourvoir à la sûreté et à l'appui de la junte centrale; recommandation, pour le dire en passant, véritablement étrange, que celle de remettre le soin de sa défense aux mains d'autorités que l'on rapetisse. Quoique beaucoup de gens approuvassent ces mesures, et qu'en général on trouvât juste de circonscrire les pouvoirs des juntes, il y eut dans le nouveau règlement un article qui déplut singulièrement; c'était l'article 10 contre la liberté de la presse, et l'on put croire, en le lisant, que la main de Floridablanca n'était pas encore glacée dans son tombeau. Plusieurs juntes s'émurent et s'élevèrent contre la réforme. Celle de Séville, surtout, s'emporta au point d'agiter la question de savoir s'il ne fallait pas renouveler tous les six mois un de ses membres dans la centrale, et l'on alla même jusqu'à donner un successeur au comte de Tilly. Les débats et les contestations s'enflammèrent; et l'on suspendit le nouveau règlement, qui ne fut jamais exécuté, ni dans toutes les provinces, ni dans toutes ses parties. Peut-être la junte centrale agit-elle bien légèrement en vou-

lant si vite réorganiser ces corporations, surtout quand les événemens de la guerre coupaient fréquemment la communication avec le gouvernement suprême; mais, en même temps, les juntes furent très-répréhensibles pour avoir, par des motifs d'ambition, fait naître, en ces temps de détresse, des altercations et des ruptures.

Le commencement de l'année 1809 fut également signalé par la manière solennelle dont l'Angleterre resserra ses relations avec l'Espagne. Jusqu'alors, celles qui s'étaient établies entre les deux gouvernemens avaient été franches et cordiales, mais elles n'étaient point encore appuyées sur des pactes formels et obligatoires. On crut convenable de leur donner une plus grande et plus véritable force en concluant à Londres, le 9 janvier, un traité de paix et d'alliance. Aux termes de ce traité, l'Angleterre s'obligeait à secourir et assister les Espagnols de tout son pouvoir, et à ne reconnaître pour roi d'Espagne et des Indes que Ferdinand VII, ses héritiers, ou le légitime successeur que reconnaîtrait la nation espagnole; de son côté, la junte centrale s'engageait à ne céder à la France aucune portion de son territoire en Europe ni dans les autres régions du globe, les parties contractantes s'abstenant d'ailleurs de pouvoir conclure la paix avec cette nation, sinon d'un commun accord. Par un article additionnel, on convint de donner de mutuelles et temporaires franchises au commerce des deux états, jusqu'à ce que les circonstances permissent d'établir sur la matière un traité définitif. La junte voulait alors en négocier un sur les subsides, plus urgent qu'aucun autre; mais ce fut une tentative inutile.

Les subsides que l'Espagne avait reçus de l'Angleterre avaient été considérables; toutefois ils ne s'élevèrent pas, surtout en argent, à des sommes

aussi fortes que beaucoup de gens l'ont pensé. Des juntes provinciales, il n'y eut que celles de Galice, des Asturies et de Séville, qui reçurent chacune 20,000,000 de réaux de veillon (plus de 5,000,000 de francs), et nulle somme de quelque importance n'arriva aux mains des autres. Il fut versé à la junte centrale 1,600,000 réaux en argent, et 20,000,000 en lingots. A ses continuelles demandes, le gouvernement britannique répondait qu'il lui était impossible d'avoir des piastres fortes si l'Espagne n'ouvrait au commerce anglais des marchés en Amérique, dans lesquels, en échange de ses denrées et des objets de ses manufactures, elle recevrait de l'argent des naturels. Quelque fondée que fût jusqu'à un certain point cette réponse, elle déplaisait au gouvernement espagnol, qui était persuadé avec plus ou moins de raison qu'au moyen de la facilité acquise dès le commencement de la guerre d'introduire dans la Péninsule des marchandises anglaises, d'où elles se répandaient en Amérique, l'Angleterre recouvrait l'argent avancé aux Espagnols, ou affecté au payement de leurs troupes, à cause du petit nombre d'échanges en nature que pouvait fournir l'Espagne.

Il est certain que la junte centrale, avec les faibles secours pécuniaires de la Grande-Bretagne, et réduite pour ses revenus aux produits des provinces méridionales, puisque les autres provinces consacraient les leurs à leurs propres besoins, aurait difficilement levé de nombreuses armées sans le désintéressement et le patriotisme des Espagnols, et sans les puissans secours que prodigua l'Amérique; d'autant plus que le crédit était presque nul pour le royaume, et qu'on ne savait aucun moyen d'en acquérir à l'étranger.

Des clameurs s'élevèrent contre la junte, à propos de l'emploi des fonds publics; on l'accusa

même de quelques malversations. Il est probable qu'au milieu du bouleversement général, à la suite des batailles perdues et des dispersions de troupes, il y eut des abus et des recels de deniers commis par des mains subalternes; mais ce fut une injustice extrême d'attribuer de tels excès aux membres du gouvernement suprême, qui ne manièrent point de fonds par eux-mêmes, et dont la probité était, chez presque tous, à l'abri même du soupçon. Aux yeux du vulgaire, les millions apparaissent en monceaux, et la malveillance s'empare de cette disposition pour noircir la conduite de ceux qui gouvernent. Dans la circonstance actuelle, les dépenses étaient trop considérables pour ne pas absorber, et au-delà, tout ce qui pouvait être entré au trésor.

A l'exemple du tribunal criminel de Joseph, la junte à son tour créa un tribunal de sûreté publique, chargé de connaître des délits de trahison et d'infidélité. Bien que cette magistrature fut moins arbitraire que l'autre dans l'application et la disproportion des peines, son institution fut avec raison réprouvée par ceux qui ne veulent voir briser, sous aucun prétexte, les digues imposées par les lois et l'expérience aux passions et à la précipitation des jugemens humains. Dès Aranjuez, on avait établi ce tribunal sous le nom de tribunal extraordinaire de vigilance et de protection, et même on nomma pour le composer en grande partie des ministres du conseil. Mais jusqu'à Séville, et sous d'autres juges, on ne vit pas qu'il eût exercé son terrible ministère. Par bonheur, il se montra rarement sévère et implacable. Il dirigea presque toujours ses coups contre des absens qui s'étaient ouvertement compromis, et presque toujours pour répondre aux arrêts de même nature que prononçait le tribunal extraordinaire de Ma-

drid. Il n'appliqua la peine capitale qu'à un ex-garde du corps qui avait passé à l'ennemi, et, dans le mois d'avril 1809, il fit exécuter en secret, puis exposer en public, un certain Luis Gutierrez, et un certain Echevarria, son secrétaire, jeune homme d'intelligence et d'esprit. Gutierrez avait été moine et rédacteur d'une gazette qui se publiait en espagnol, à Bayonne, et il avait, avec son compagnon, la mission de préparer les esprits des habitans de l'Amérique en faveur de Joseph. On leur trouva des lettres du roi Ferdinand et de l'infant Don Carlos qu'on reconnut pour fausses. Peut-être la peine appliquée ne fut-elle pas injuste, suivant la législation en vigueur; mais la forme et le mystère qu'on employa méritèrent le blâme des gens sages et impartiaux.

La junte centrale ne fut pas plus heureuse dans l'envoi qu'elle fit de plusieurs de ses membres dans les provinces, comme nous l'avons déjà rapporté au livre sixième. Sous le titre de commissaires, elle les autorisa à présider les juntes provinciales, et à la représenter elle-même dans toute la plénitude de ses pouvoirs. La plupart d'entre eux ne firent autre chose qu'embrasser l'opinion qu'ils trouvèrent établie, ou paralyser l'action des juntes, et leur mission ne produisit en général aucune mesure utile et vigoureuse. Il est vrai que, comme il n'y avait dans de la junte centrale, ainsi qu'on l'a déjà remarqué, qu'un très-petit nombre d'hommes réputés habiles et versés dans les matières de gouvernement, ceux qui avaient cette réputation restèrent presque toujours à Séville, et l'on n'envoya d'ordinaire aux provinces que les membres les plus inutiles et les moins éclairés. De ce nombre fut le marquis de Villel. Envoyé à Cadix afin de pourvoir à la défense de cette place et d'y déraciner d'anciens abus dans l'administration de la douane,

il provoqua, par son étourderie et ses mesures inconsidérées; une émeute qui, si elle n'eût été apaisée à temps, pouvait amener de graves désordres. Un autre fait qui se lie à celui-ci se passa dans le même temps et dans la même ville avec les Anglais ; nous parlerons à la fois de ces deux événemens.

Dès que le gouvernement britannique eut appris les défaites des armées espagnoles, craignant que les Français n'envahissent l'Andalousie, il s'occupa de mettre à l'abri de toute surprise la place de Cadix, et d'envoyer de ses propres troupes pour y tenir garnison. Pour recevoir ces troupes et pourvoir à leurs besoins, il dépêcha sir Georges Smith, avec l'avis, à ce qu'il paraît, de n'agir par lui-même que dans le cas où la junte centrale serait dissoute, ou les communications coupées avec l'intérieur. Rien de ce que craignait le ministère anglais n'était arrivé, et, tout au contraire, le gouvernement suprême était déjà établi à Séville ; mais tout à coup, et sans autre avis, sir Georges notifia au gouverneur de Cadix que S. M. B. l'avait autorisé à exiger qu'on reçût dans la place une garnison anglaise, et il écrivit en même temps à sir John Cradock, général de sa nation, à Lisbonne, pour qu'il envoyât sans retard à Cadix une partie des troupes sous ses ordres. La junte centrale, avertie de ce qui se passait, trouva fort étrange qu'on ne l'eût pas à l'avance consultée sur une affaire si grave, et que le ministre anglais, M. Frère, ne lui eût pas fait à cet égard la plus légère insinuation. Elle fit connaître son ressentiment d'un tel procédé par des observations convenables, et prévint le marquis de Villel, son représentant à Cadix, ainsi que le gouverneur, de ne permettre en aucune manière aux Anglais d'occuper la place, en gardant néanmoins dans

l'exécution de cet ordre les égards dus à des troupes alliées.

Peu de temps après, et au commencement de février, arrivèrent dans la baie de Cadix, avec le général Mackensie, deux des régimens demandés à Lisbonne, et l'on sut alors également, par la voie régulière, quelles étaient les intentions du gouvernement anglais. Celui-ci, dans la confiance que l'expédition de Moore n'aurait pas la prompte et malheureuse fin que nous avons vue, voulait, comme il le fit connaître, faire passer cette armée, soit à Lisbonne, soit au midi de l'Espagne; et pour avoir de ce côté un point assuré de débarquement, il avait résolu d'envoyer en avant à Cadix le général Sherbrooke avec quatre mille hommes qui empêchassent une subite irruption des Français. C'est ce que communiquèrent, M. Frère à la junte centrale, et, à Londres, M. Canning au ministre d'Espagne, Don Juan Ruiz de Apodaca, ajoutant que S. M. B. désirait que le gouvernement espagnol examinât si cette résolution était ou non convenable.

Les démarches que l'on faisait alors semblaient tout-à-fait contraires aux procédés antérieurs de sir Georges Smith, et la junte centrale était fâchée qu'après avoir méconnu son autorité, on lui demandât à cette heure son avis et son consentement. Elle ne pensa point que Smith eût excédé ses pouvoirs, comme on lui en donnait l'assurance; mais elle présuma bien plutôt qu'on rejetait sur l'envoyé une faute qui n'avait d'autre source que des résolutions précipitées, suggérées par la crainte que les Français ne fissent en un moment la conquête de l'Espagne. Il s'ensuivit diverses communications et conférences qui se prolongèrent assez longtemps. La junte se maintint ferme et digne; enfin elle termina l'affaire au moyen d'une note judi-

cieuse passée le 1er mars, et dont le résultat fut de donner une autre destination aux troupes anglaises qui allaient occuper Cadix.

Ce fut dans le même temps, et tandis que les régimens amenés par le général Mackensie séjournaient encore dans la rade, qu'éclata dans la place l'émeute dont il a été question plus haut; cette coïncidence la fit attribuer par les uns aux manœuvres des agens britanniques, et par d'autres aux intrigues des partisans des Français; ceux-ci, pour empêcher le débarquement et répandre la discorde; ceux-là, pour avoir un prétexte d'introduire à Cadix les troupes qui étaient en rade. Telle est la propension de l'homme à chercher dans des origines obscures et extraordinaires la cause de la plupart des événemens. Pour le cas présent, elle se découvre sans peine dans l'intérêt qu'avaient un grand nombre de gens à conserver les abus qu'allait détruire le marquis de Villel, dans la conduite inconsidérée de celui-ci, et dans l'extrême méfiance qui régnait alors. Le marquis, au lieu de se contenter de remplir l'objet de son importante mission, se mêla de prendre des mesures de police subalternes, et propres tout au plus au recueillement du cloître. Il défendait les plaisirs et les divertissemens, censurait les vêtemens des femmes, poursuivait celles d'une conduite équivoque ou qui lui semblait telle, alimentant par ces mesures, et d'autres aussi peu sensées, l'indignation publique. Dans une telle situation, le moindre incident suffisait pour que l'on passât du mécontentement et des murmures à l'insurrection ouverte.

Cet incident fut amené par l'arrivée à Cadix, le 22 février, d'un bataillon d'étrangers composé de déserteurs allemands et polonais. Il déplaisait aux habitans de voir introduire dans la place ces sol-

dats, à leurs avis peu sûrs. A ce propos, les ennemis de la junte centrale et ceux de Villel, qui n'étaient pas en petit nombre, attisant le feu, ameutèrent la multitude qui se porta sur la maison du marquis pour lire une dépêche, suspecte à leurs yeux, que venait de recevoir le capitaine du port. On montra le contenu de cette dépêche aux mutins, et comme elle ne contenait qu'un ordre de transporter les prisonniers français de Cadix aux îles Baléares, ils se calmèrent d'abord; mais bientôt, le tumulte grossissant, le marquis fut emmené à l'hôtel-de-ville, en grand danger de mort. Les menaces se multipliaient, et dans la crainte de voir renouveler le sanglant et déplorable drame de Solano, quelques habitans respectables accoururent délivrer de ses angoisses le marquis de Villel, accompagnés du gouverneur Don Félix Jones et de Fr.-Mariano de Sévilla, gardien des capucins, qui offrit de lui donner asile dans son couvent. Les mutins firent entendre dans leurs cris que les Anglais approuvaient le soulèvement, et tenant cette imputation pour fausse, le gouverneur Jones pria le général Mackensie de la repousser publiquement, ce que l'Anglais consentit à faire. Cette circonstance et l'arrivée de la nuit apaisèrent pour ce moment le tumulte.

Le lendemain matin le gouverneur publia un arrêté dans le but de calmer les esprits; mais la populace, reprenant sa fureur de la veille, voulut forcer l'entrée du fort de Santa-Catalina, pour tuer le général Carraffa qui s'y trouvait détenu avec d'autres personnes. On put heureusement contenir la multitude par des paroles; mais comme il s'y trouvait un grand nombre de contrebandiers, ils revinrent en masse du côté de la porte del Mar, saisirent le commandant des douaniers, Don José Hérédia, auquel ils en voulaient particulièrement, et l'assas-

sinèrent à coups de poignard. L'atrocité du crime, la fatigue, et les prières des gens de bien, calmèrent enfin le tumulte, après lequel les volontaires de Cadix arrêtèrent un assez grand nombre des plus fougueux mutins.

De si tristes événemens affligeaient les bons citoyens, mais on n'en persistait pas moins avec la même constance dans la sainte résolution d'affranchir la patrie du joug étranger. La junte centrale mettait le plus grand zèle à fournir des renforts et à rendre une nouvelle vie aux armées qui, s'étant retirées dans le midi de l'Espagne, lui servaient de rempart. Dans le cours de février, l'armée dite du centre, et les troupes que le marquis del Palacio et après lui le comte de Cartaojal avaient réunies à la Carolina, formèrent une seule armée sous les ordres de ce dernier général. En Estrémadure, Don Grégorio de la Cuesta continua à rassembler les soldats dispersés, et à rétablir dans ses troupes l'ordre et la discipline pour faire immédiatement face à l'ennemi. Nous allons parler successivement de ces deux armées et de leurs opérations respectives.

Celle que commandait Cartaojal, et qui s'appelait alors armée de la Manche, comptait seize mille fantassins et plus de trois mille chevaux. Ceux d'entre eux qui s'étaient réunis à la Carolina avaient eu plus de loisir pour se former; et la cavalerie, nombreuse et bien équipée, si elle n'avait encore ni la pratique ni l'exercice nécessaires, brillait au moins par l'apparence. Cette armée devait, par ses opérations, donner la main à celle de Cuesta dans l'Estrémadure, et déjà le duc del Infantado, avant d'être destitué du commandement de l'armée du centre, était convenu avec Cartaojal, au mois de février, de faire un mouvement sur Todèle, pour distraire une partie des forces de l'ennemi qui se préparait

à accabler Cuesta. Dans ce dessein, on mit aux ordres du duc d'Albuquerque, chargé du commandement de l'avant-garde de l'armée du centre, depuis la bataille d'Uclès, une division formée des soldats de cette armée et d'autres pris dans celle de la Carolina, ce corps s'élevant en totalité à neuf mille fantassins, deux mille chevaux et dix pièces d'artillerie.

Le duc d'Albuquerque était un vaillant jeune homme, très-propre à cette espèce d'opérations. S'étant mis en route par Ciudad-Réal et le pays montueux et boisé qu'on appelle la Gualderia, il s'approcha de Mora qu'occupait, avec cinq à six cents dragons français, le général Dijon. Bien que, par erreur des guides et par suite du désordre qui régnait presque toujours dans nos marches, toute la troupe d'Albuquerque ne fût pas encore arrivée, particulièrement son infanterie, il se décida néanmoins à attaquer l'ennemi le 18 février. Les Français, avertis par le feu des guérillas espagnoles, évacuèrent la ville de Mora, et ne furent atteints que sur le chemin de Tolède. Nos cavaliers les attaquèrent avec vigueur, surtout les régimens d'Espagne et de Pavie, commandés par leurs colonels Gamez et le prince d'Anglona; et serrant l'ennemi de près, lui prirent quatre-vingts hommes, les équipages et la voiture du général Dijon.

Les Français des environs, en apprenant cette attaque imprévue, commencèrent à réunir des forces considérables, et Albuquerque, alarmé de ces préparatifs, se replia sur Consuégra, où il séjourna jusqu'au 22. Ce jour-là, les Français se montrèrent dans la plaine qui s'étend devant la ville; et, dès neuf heures du matin, l'artillerie commença des deux côtés un feu meurtrier qui ne cessa qu'à trois heures. Alors Albuquerque, apprenant que

onze mille fantassins et trois mille chevaux marchaient contre lui, crut prudent de se replier encore sur la vallée du *port* de Gineta. L'ennemi ne le suivit point, ayant fait halte dans le bois de Consuégra, et les Espagnols se retirèrent paisiblement à Manzanarès. Cette excursion, quoique de peu d'importance, donna de l'assurance au soldat, tellement qu'elle aurait pu être le début d'autres opérations qui fissent oublier les défaites passées.

Mais, au lieu de s'occuper de mener à bien une si noble résolution, les chefs se laissaient emporter à de basses rivalités et à des rancunes. Le duc d'Albuquerque insistait avec raison pour qu'on fît des expéditions et des courses qui missent les troupes en haleine; mais, vif et turbulent, il soutenait son opinion de manière à fâcher Cartaojal, qui le voyait d'un œil d'envie. Cependant les Français avaient regagné leurs anciennes positions, et comme l'avis d'Albuquerque se répandait et se fortifiait dans toute l'armée, force fut au général en chef d'y adhérer. Il décida que le duc prendrait, avec deux mille cavaliers, la route de Tolède, où les Français avaient quatre mille fantassins et quinze cents chevaux. Albuquerque avait demandé pour l'expédition deux fois autant de troupes qu'en avaient ceux-ci, afin de ne pas aventurer témérairement nos recrues. Il jugea donc avec raison que la condescendance de Cartaojal n'était qu'un stratagème imaginé pour compromettre sa bonne renommée, et leur inimitie s'en étant accrue, ils recoururent tous deux à la junte centrale, et lui adressèrent leurs plaintes, sacrifiant ainsi la cause publique à de déplorables passions.

A Séville, on approuva le plan du duc; mais comme il fallait augmenter l'armée de Cuesta d'une partie de celle de la Manche, parce que les Français

avaient grossi la leur en Estrémadure, Cartaojal mit à profit cette occasion pour placer sous les ordres du duc d'Albuquerque les divisions des généraux Bassecourt et Echavarry, destinées à cet objet. Mais comme elles ne formaient ensemble qu'un effectif de trois mille cinq cents hommes et deux cents chevaux, tout le monde s'aperçut que, sous l'apparence de confier au duc une importante mission, Cartaojal n'avait d'autre vue que de l'éloigner de lui. On blâma cette mesure qui n'était point appropriée aux circonstances, car, si Albuquerque employait parfois des manœuvres répréhensibles, et se montrait présomptueux, il faisait oublier ces fautes par son esprit guerrier et le désir de célébrité qui l'animait.

Le comte de Cartaojal avait établi son quartier général à Ciudad-Réal. La cavalerie s'étendait jusqu'à Manzanarès, occupant Daymiel, Torralba et Carrion, et l'infanterie était cantonnée à la gauche et sur les derrières de Valdepéñas. Don Francisco Abadja, quartier-maître général, et les chefs des divisions travaillaient à l'envi à exercer les troupes; mais la pratique de la guerre leur manquait, ainsi que la connaissance des grandes manœuvres.

Cartaojal commença par un mouvement de front, et avança, le 24 mars, jusqu'à Yébenès. Là, Don Juan Bernuy, qui commandait l'avant-garde, attaqua un corps de lanciers polonais, lesquels, voulant se retirer sur le chemin d'Orgaz, allèrent se heurter contre le vicomte de Zolina, qui les dispersa et leur fit bon nombre de prisonniers. Mais Cartaojal, apprenant alors que les Français marchaient à sa rencontre par un autre côté avec des forces considérables, voulut vainement se replier sur Consuégra; la ville était déjà au pouvoir de l'ennemi. Surpris de se voir ainsi couper le passage, il revint précipitamment par Malagon à Ciudad-

Réal, où il rentra, le 26, trois jours après sa sortie, et ayant très-inutilement fatigué ses troupes.

Les Français avaient réuni sous les ordres du général Sébastiani, successeur du maréchal Lefebvre dans le commandement du quatrième corps, douze mille hommes d'infanterie et de cavalerie, formés en deux divisions, dont l'une suivait la grand'route d'Andalousie, tandis que l'autre, partant de Tolède, avait pris sur la droite pour tourner et envelopper les Espagnols qui s'avançaient sans défiance. N'ayant pu atteindre leur but, ils se mirent à la poursuite des nôtres, et les attaquèrent, le 27, sur tous les points. Cartaojal, déconcerté, et ne sachant quelle disposition prendre, laissa ses colonnes dans la plus grande confusion. Repoussées ce jour-là et le jour suivant à Ciudad-Réal, au Viso, au Visillo et à Santa-Cruz-de-Mudéla, elles furent à la fin mises en déroute, et l'ennemi s'empara de plusieurs pièces d'artillerie et de nombreux prisonniers. Les débris de notre armée allèrent chercher un abri dans la Sierra-Moréna, où ils commencèrent promptement à se rallier à Despeñaperros et sur les points environnans. Le quartier général fut établi à Santa-Héléna, et les Français, s'arrêtèrent à Santa-Cruz-de-Mudéla pour y attendre des nouvelles du maréchal Victor, qui manœuvrait en même temps dans l'Estrémadure.

Le général Cuesta, chargé, dans le mois de décembre, du commandement de l'armée qui, peu de temps avant, avait été dispersée dans cette province, mit un soin particulier à répandre une salutaire terreur parmi la soldatesque, effrénée et féroce depuis l'assassinat du général San-Juan, et à réprimer la populace de Badajoz, mutinée par les disgrâces qu'on avait essuyées sur ce point à la fin de l'année. Et certes si, à son caractère impérieux et dur, Cuesta eût alors uni plus de

connaissance de l'art militaire, et moins de hâte à batailler, il eût conduit à bien d'importantes entreprises, qui toutes se fussent terminées à son honneur, et au grand avantage de sa patrie. Son nom seul faisait trembler le soldat, et ses ordres étaient promptement et religieusement exécutés.

La faible armée qu'il commandait s'était refaite, et ses rangs, grossis de quelques renforts, offraient déjà, vers le milieu du mois de janvier, un effectif d'environ douze mille hommes, répartis en deux divisions et une avant-garde. Le 25 du même mois, partant de Badajoz, Cuesta porta son camp à Truxillo, et les Français, se retirant sur Almaraz, furent délogés de tous ces environs; l'avant-garde, aux ordres de Don Juan de Hénestrosa, s'empara du pont, le 29. Le général Cuesta passa ensuite à Jaraicejo et à Deleitosa, puis il se disposa à couper le pont d'Almaraz, ce qu'avait déjà vainement tenté le général Galluzo. Ce pont, élevé par les soins de Pétro Uria, pendant le règne de Charles-Quint, et aux frais de la ville de Plasencia, le disputait aux plus belles constructions des Romains. Il avait cinq cent quatre-vingts pieds de long, plus de vingt-cinq de large, et cent trente-quatre d'élévation jusqu'aux garde-fous. Il se composait de deux arches, et ce fut celle du côté du nord, dont l'ouverture excédait cent cinquante pieds, qui fut coupée. Les fourneaux de mine n'ayant point, dans le commencement, produit bon effet, il fallut le déchausser à coups de pics et de tarières, et ce travail fut fait avec si peu de précaution, qu'en abattant les assises, vingt-six ouvriers tombèrent dans l'eau et se noyèrent avec l'officier du génie qui les dirigeait. Ce fut un grand dommage que la destruction d'un si beau monument, et l'on se hâtait beaucoup trop, à notre avis, de ruiner des ouvrages importans et d'utilité publique, sans

qu'il en résultât pour les opérations militaires aucun avantage évident. .

Le général Cuesta séjourna à Deleitosa jusqu'au mois de mars sans qu'il se passât rien dans l'intervalle, si ce n'est une menace que fit l'ennemi du côté de Guadalupe, dont il se retira aussitôt en repassant le Tage. Mais, dans le mois de mars, le maréchal Victor, s'étant rapproché de l'Estrémadure, prit position dans le bourg d'Almaraz pour presser la construction d'un pont de bateaux qui suppléât au pont détruit, l'artillerie ne pouvant voyager sur les chemins qui mènent en Estrémadure par les ponts demeurés intacts. Ayant tout préparé pour exécuter cet ouvrage, l'ennemi jugea prudent de déloger d'abord les Espagnols qui occupaient sur la rive opposée une position avantageuse; dans ce but, treize mille hommes d'infanterie et huit cents chevaux passèrent le fleuve au pont de l'Archevêque, qui a gardé ce nom de son fondateur, le célèbre Don Pédro Tenorio, prélat de Tolède. Une fois sur la rive gauche, ils se divisèrent, le 18, au point du jour, en deux corps, dont l'un marcha sur las Mesas de Ibor, tandis que l'autre coupait la communication entre ce point et Fresnedoso. L'armée de Don Gregorio de la Cuesta était alors disposée de la manière suivante : cinq mille hommes formant l'avant-garde, commandée par Héuestrosa, en face d'Almaraz; la première division, d'une moindre force et aux ordres du duc del Parque, nouvellement arrivé à l'armée, à las Mesas de Ibor; la seconde, de deux à trois mille hommes, commandée par Don Francisco Trias, à Fresnedoso; et la troisième, un peu plus forte, à Deleitosa, avec le quartier général : d'où l'on voit que, depuis le mois de janvier, l'armée s'était assez renforcée. Le corps français qui s'avançait sur las

Mesas de Ibor attaqua, le même jour 18, le duc del Parque, qui, après avoir soutenu le premier choc, se replia sur Deleitosa, où le général Trias vint le joindre pendant la nuit. La veille, Cuesta s'était transporté de cette ville au port de Miravete, point où se réunit toute l'armée espagnole, Henestrosa lui ayant ramené l'avant-garde après avoir appris que l'ennemi s'avançait sur le pont d'Almaraz par la rive gauche du Tage.

Les nôtres entrèrent à Truxillo le 19, et continuèrent jusqu'à Santa-Cruz del Puerto. L'avant-garde de Henestrosa, qui protégeait la retraite, eut une rencontre avec une partie de la cavalerie française, la repoussa et la poursuivit avec un avantage marqué sur le chemin de Truxillo. Cuesta avait eu l'envie d'attendre les Français à ce village de Santa Cruz; mais il fut retenu par la crainte qu'ils n'arrivassent avec des forces supérieures. Il continua donc sa retraite, et heureusement pour lui, le régiment de l'Infant et celui des dragons d'Almanza, ayant attaqué près de Niajeidas le dix-huitième régiment de cavalerie légère de l'avant-garde française, le sabrèrent et lui tuèrent plus de cent cinquante soldats. Cuesta entra à Médellin, le 22, et s'en éloigna encore, voulant éviter toute espèce de combat jusqu'à la jonction du duc d'Albuquerque, qui eut lieu le 27 au soir, à Villanueva de la Serena. Albuquerque venait de la Manche, comme nous l'avons dit en son lieu.

Toutes nos forces étant réunies, le général Cuesta revint sur Médellin, dans la matinée du 28, résolu d'offrir la bataille à l'ennemi. Cette ville est située entre la rive gauche de la Guadiana et le versant occidental d'une colline ; sur laquelle est élevé son vieux château délabré, et dont le pied est baigné par la rivière. Médellin mérite un souvenir parti-

culier pour avoir été le berceau du grand Fernand Cortez, et l'on voyait encore, dans la rue de la Feria, la maison où il naquit. Mais, après la bataille dont nous allons parler, cette maison fut détruite par les Français, et il en reste à peine à présent quelques vestiges de murailles. On arrive à Médellin, en venant de Truxillo, par un pont fort long; et de l'autre côté s'ouvre une plaine spacieuse dépouillée d'arbres, qui s'étend entre le lit du fleuve, le bourg de Don Benito et le village de Mingabril. Ce fut là que Cuesta amena son armée, forte de vingt mille fantassins et deux mille chevaux; il la fit déployer sur une ligne d'une lieue de longueur, en forme de demi-lune, et sans garder la moindre réserve. L'aile gauche, placée du côté de Mingabril, était composée de l'avant-garde et de la première division, conduites par Don Juan de Benestrosa et par le duc del Parque. Le centre, avancé en face de Don Benito, était formé de la seconde division, sous le commandement de Trias; et l'aile droite, appuyée à la Guadiana, réunissait la troisième division aux ordres du marquis de Portago; et les forces amenées par le duc d'Albuquerque, formant un corps commandé par le lieutenant général Don Francisco de Eguia. Don Grégorio de la Cuesta se plaça sur la gauche, où le terrain plus élevé permettait de découvrir la campagne. Il plaça aussi presque toute la cavalerie du même côté, parce que c'était le point le plus menacé par l'ennemi.

Il était onze heures du matin quand les Français, débouchant de Médellin, commencèrent à se former à peu de distance de la ville, décrivant un arc de cercle compris entre la Guadiana et un ravin planté d'arbres et de vignes qui va de Médellin à Mingabril. A leur aile gauche se trouvait la division de cavalerie légère du général Lasalle; dans le centre, une

division d'infanterie allemande; et à la droite, celle de dragons du général Latour-Maubourg. Les divisions d'infanterie des généraux Villate et Ruffin restaient en réserve. Le total de ces forces montait à dix-huit mille fantassins, et près de trois mille chevaux. Le maréchal Victor commandait en chef.

La division allemande engagea le combat, et deux régimens de dragons ayant fait une charge, furent repoussés par notre infanterie qui avançait avec intrépidité. Pendant deux heures les Français combattirent, en se retirant avec lenteur et en silence. Notre gauche avançait, et le centre et la droite serraient de près l'ennemi, dont l'aile gauche plia jusqu'à un coude que forme la Guadiana en arrivant à Médellin. Les troupes légères des Espagnols, dispersées dans la plaine, imposaient par leur nombre et leur décision aux tirailleurs de l'ennemi; et, comme si elles eussent été déjà sûres de la victoire, elles annonçaient à grands cris que Médellin serait le tombeau des Français. De toutes parts, le gros de notre ligne gagnait du terrain, et déjà la gauche allait s'emparer d'une batterie ennemie au moment où les régimens de cavalerie d'Almansa et de l'Infant, et deux escadrons de chasseurs impériaux de Tolède, au lieu de charger les Français, tournèrent bride, et, se heurtant les uns les autres, s'enfuirent honteusement au galop. En vain Don José de Zayas, officier de mérite et de courage, et qui commandait en réalité l'avant-garde, leur criait, accompagné de ses fantassins calmes et résolus : « Qu'est-ce que cela? Halte la cavalerie! En « avant, et ils sont à nous... » Ils n'écoutaient rien, la frayeur les rendait insensibles. A cette vue, Don Grégorio de la Cuesta accourut avec célérité pour contenir le désordre; mais heurté et renversé de cheval, il fut sur le point de tomber aux mains des cavaliers ennemis, qui, passant outre dans leur

charge, ne firent heureusement pas attention à lui. Quoique blessé au pied, fort maltraité et accablé par l'âge, Cuesta put cependant remonter à cheval, et éviter d'être fait prisonnier.

Notre infanterie de la gauche, abandonnée par la cavalerie, fut désunie, rompue, et comme elle vint à tomber sur le centre et la droite, qui étaient en même temps attaqués de front, on vit tout à coup disparaître la formation de notre longue et faible ligne comme une rangée de cartes. Le duc d'Albuquerque fut le seul qui put quelque temps conserver l'ordre, essayant de gagner un coteau planté de vignes qui bordait la plaine. Mais ses troupes, refoulées par les soldats dispersés des autres corps, et troublées par les cris de ceux qui étaient sabrés, se débandèrent simultanément, courant chercher un abri dans les vignobles. Dès lors, toute l'armée ne présenta plus d'autre forme que celle d'une multitude débandée; chacun fuyait à toutes jambes devant la cavalerie ennemie, qui fit un grand massacre de nos pauvres fantassins. Pendant long-temps, on a vu les os blanchis de ceux qui périrent en cet endroit, et dont la couleur livide contrastait, dans cette riche plaine, avec la verdure et l'éclat des fleurs. Notre perte, en morts, blessés et prisonniers, fut de dix mille hommes; celle des Français, quoique bien inférieure, ne laissa pas d'être considérable.

Telle fut l'issue déplorable de la bataille de Médellin. Glorieuse pour l'infanterie, elle fut honteuse pour quelques corps de cavalerie que Don Grégorio de la Cuesta châtia sévèrement, en suspendant trois colonels, et en ôtant un pistolet aux soldats, jusqu'à ce qu'ils eussent recouvré, dans une autre affaire, l'honneur qu'ils venaient de perdre. Mais quelque blâmable que fût, en effet, la conduite de ces corps, elle ne justifiait nullement Cuesta de sa témé-

rité à livrer une bataille rangée avec de nouvelles levées encore sans discipline, dans une position comme celle qu'il avait choisie, et dans l'ordre de combat qu'il avait adopté, sans laisser sur ses derrières aucun corps de réserve. Il était clair qu'une fois la ligne rompue, l'armée était défaite, n'ayant aucune troupe pour la soutenir, ni aucun point pour l'abriter, tandis que les Français, s'ils eussent perdu la bataille, pouvaient se couvrir derrière des jardins clos de murs qui se trouvent à la sortie de Médellin, puis ensuite dans le bourg lui-même, abandonné de ses habitans, et en s'appuyant à la colline où s'élève le château. Don Grégorio de la Cuesta, avec les débris de son armée, se retira à Monasterio, sur les limites de l'Estrémadure et de l'Andalousie, forte position, dans laquelle il aurait dû attendre les Français, s'il eût agi en général éclairé et prudent.

La junte centrale, en apprenant la déroute de Médellin, ne se livra point au découragement, malgré le péril imminent qui la menaçait. Elle éleva Don Gégorio de la Cuesta à la dignité de capitaine général, bien qu'elle craignît ses vieux ressentimens dans le cas où il eût triomphé, et distribua des récompenses à ceux qui s'étaient conduits avec honneur, ainsi qu'aux veuves et aux orphelins des soldats morts dans la bataille. On mit aussi l'armée de la Manche sous les ordres de Cuesta; toutefois on nomma, pour la commander immédiatement, Don Francisco Vénégas, rétabli d'une longue maladie, et l'on rappela le comte de Cartaojal, dont la conduite parut au moins digne de blâme dans l'affaire de Ciudad-Réal, car il n'y avait eu que désordre et confusion, tandis qu'à Médellin au moins on avait combattu.

Maintenant, arrêtons-nous un moment, et qu'il nous soit permis d'examiner l'opinion de certains

écrivains qui, voyant tant de déroutes et de dispersions, ont voulu priver les Espagnols de la gloire acquise dans la guerre de l'indépendance. Ils sont, à la vérité, peu nombreux ceux qui ont eu ce dessein, et, dans quelques-uns, la mauvaise foi saute aux yeux, car ils ont altéré ou défiguré les faits les mieux connus. Quant à ceux qui ont agi sans être poussés par de petites et blâmables passions, on reconnaît aussitôt l'origine de leur erreur dans cette manière de vouloir juger la défense de l'Espagne comme les guerres communes et purement militaires, non comme des guerres patriotiques et nationales. Dans les unes, le mérite se mesure sur les règles de l'art militaire; dans les autres, sur l'énergie et la durée de la résistance. « Des empires sont en jeu, disait Na« poléon à Leipsig, dans le succès ou la perte d'une « bataille. » Et il le disait avec raison dans la situation où il se trouvait; mais non point s'il se fût agi pour la France de défendre sa cause, comme elle le fit, en défendant la liberté, au moment de la révolution. La Hollande, les Etats-Unis, toutes les nations enfin qui se sont vues dans la position de l'Espagne, ont commencé par essuyer des revers et de complètes déroutes, jusqu'à ce que la continuation de la guerre eût converti en soldats ceux qui n'étaient d'abord que de simples citoyens; à plus forte raison, la même chose devait-elle arriver chez nous. La France était une nation limitrophe, riche, puissante, d'où pouvaient aisément venir à tout instant des renforts. Ses armées, en général, n'étaient pas purement composées de mercenaires; produit de la révolution, elles conservaient encore un certain attachement au nom de patrie, et quinze ans de guerres et de brillans triomphes leur avaient donné l'habileté, la confiance d'invincibles conquérans.

Autrichiens, Prussiens, Russes, Anglais, tous, pourvus de longue main de ressources abondantes, avec de vieilles troupes bien disciplinées, leur avaient cédé le champ de bataille en une foule de combats. Est-il donc étrange que les Espagnols éprouvassent le même sort dans les batailles rangées, où la science des évolutions et l'habileté des manœuvres avaient plus de pouvoir que l'impétueux élan du patriotisme? Au début de la révolution, dans le mois de mai 1808, nous avons déjà vu combien l'Espagne était peu préparée à la guerre, ayant à peine quarante mille soldats, mal équipés et sans expérience, tandis que les Français, maîtres de plusieurs places fortes, avaient cent mille hommes au cœur du royaume. Et cependant que ne fit-on pas? Pendant les premiers mois, les Espagnols, vainqueurs sur presque tous les points, rejetèrent leurs ennemis aux Pyrénées. Lorsque ensuite, ceux-ci, renforcés, inondèrent de leurs bataillons les champs de la Péninsule et écrasèrent nos armées par leur supériorité et leur savoir militaire, la nation néanmoins ne perdit pas courage, et nul pays ne fut soumis sans combattre. Et dans le mois de janvier, après l'embarquement des Anglais, tandis que les Espagnols réduits à eux-mêmes contre plus de deux cent mille Français, et que l'Europe désespérait déjà de leur cause, non-seulement tout accommodement fut repoussé, mais encore l'ennemi fut attaqué sur tous les points, et l'on vit surgir de nouvelles armées qui osèrent tenter le sort des batailles et montrer, malgré leurs revers, avec quel acharnement et quel héroïsme la lutte serait soutenue. Sans doute de grandes fautes furent commises; l'on a pu voir à nu l'impéritie de la plupart de nos généraux, l'inexpérience de nos soldats, l'abandon complet où le gouvernement an-

térieur avait laissé le departement de la guerre, comme les autres branches d'administration. Mais aussi l'on vit briller d'un pur éclat le caractère élevé de la nation, la sobriété et le courage de ses citoyens, leur désintéressement, leur fermeté dans la défaite, leur inaltérable constance dans les misères et les fatigues, vertus rares, précieuses, et plus difficiles à acquérir que la discipline et la tactique des troupes soldées. Que l'envie, le dépit, l'ignorance, entassent les erreurs que nous relevons, jamais leur voix n'étouffera celle de la vérité, et ne pourra démentir ce qu'ont gravé dans leurs ouvrages, presque toujours avec une admirable impartialité, la plupart de ceux qui furent alors nos ennemis, nommément de dignes écrivains tels que Foy, Suchet, Saint-Cyr, qui à la tête de leurs troupes, purent mieux que d'autres apprécier la résistance et le mérite des Espagnols.

Revenons à notre sujet. Après les journées de Ciudad-Réal et de Médellin, le gouvernement de Joseph pensa que l'occasion était favorable pour sonder celui de Séville, et proposer quelque arrangement. On fit partir de Madrid, avec cette mission, Don Joaquin-Maria Sotelo, magistrat qui avait eu jusqu'alors la réputation d'homme éclairé. Il s'arrêta à Mérida, et adressa de cette ville au président de la junte centrale, par le canal du général Cuesta, une dépêche, à la date du 12 avril, dans laquelle, après avoir annoncé qu'il était autorisé par Joseph à s'entendre avec la junte sur les moyens de remédier aux maux qu'avaient soufferts les provinces occupées, et de les éviter à celles qui ne l'étaient point encore, il invitait la junte à nommer une ou plusieurs personnes qui vinssent s'aboucher avec lui sur cet objet. La junte centrale, sans répondre directement à Sotelo, lui fit com-

muniquer par Don Grégorio de la Cuesta l'arrêté qu'elle avait pris à ce sujet. Cet arrêté, juste et énergique, était conçu dans les termes suivans : « Si Sotelo est muni de pouvoirs suffisans pour « traiter de la restitution de notre roi bien-aimé, « et de l'évacuation immédiate par les troupes « françaises de tout le territoire espagnol, qu'il les « rende publics dans la forme adoptée par toutes « les nations, alors on l'entendra, avec le consen-« tement de nos alliés. S'il n'en est pas ainsi, la junte « doit à la volonté de la nation et se doit à elle-même « de n'écouter aucune proposition d'accommode-« ment, de n'admettre aucune trève, de ne conclure « enfin aucune transaction qu'elle ne soit établie sur « ces bases d'éternelle nécessité et d'éternelle justice. « Toute autre espèce de négociation, sans sauver « aucunement l'état, ne ferait qu'avilir la junte, « laquelle s'est obligée à s'ensevelir sous les ruines « de la monarchie, plutôt que d'écouter aucune pro-« position à la honte de l'honneur et de l'indé-« pendance du nom espagnol. » Sotelo insistant, répondit par une lettre modérée. Mais la junte se borna à faire remettre une seconde fois par Cuesta l'arrêté ci-dessus, « en avertissant Sotelo « que ce serait la dernière réponse qu'il recevrait « tant que les Français n'auraient point acquiescé « purement et simplement à ce qu'exigeait la « junte. » La négociation en resta là. Elle avait été peut-être entreprise dans de bonnes intentions, mais elle fut alors mal interprétée, et nuisit à la bonne réputation du magistrat qui s'en était chargé.

Du côté de la Manche on fit aussi, dans le même temps, de semblables tentatives. Le général français Sébastiani, qui commandait dans cette province, écrivit à ce sujet à Don Gaspar-Melchor de Jovellanos, membre de la junte centrale, à Don

Francisco de Saavedra, ministre des finances, et au général de l'armée de la Carolina, Don Francisco Venegas. Cette correspondance est curieuse, et fait voir de quelle manière opposée les Français et les nationaux jugeaient alors les affaires de l'Espagne. Comme il serait trop long de la rapporter tout entière, nous nous bornerons à la lettre du général Sébastiani à Jovellanos, et à la réponse de celui-ci.

*Lettre du général Sébastiani.*

« Monsieur, la réputation dont vous jouissez « en Europe, vos idées libérales, votre amour « pour la patrie, le désir que vous manifestez de « la voir heureuse, doivent vous faire abandonner « un parti qui ne combat que pour l'inquisition, « pour le maintien des préjugés, pour l'intérêt de « quelques grands d'Espagne et pour ceux de « l'Angleterre. Prolonger cette lutte, c'est vouloir « augmenter les malheurs de l'Espagne. Un homme « tel que vous, connu par son caractère et ses « talens, doit reconnaître que l'Espagne peut « espérer le plus heureux résultat de sa soumission « à un roi juste et éclairé, dont l'esprit et la géné- « rosité doivent attirer à lui tous les Espagnols qui « désirent le repos et la prospérité de leur patrie. « La liberté constitutionnelle sous un gouverne- « ment monarchique, le libre exercice de votre « religion, la destruction des obstacles qui, depuis « plusieurs siècles, s'opposent à la régénération « de cette belle nation, seront le résultat heureux « de la constitution que vous a donnée le génie « vaste et sublime de l'empereur. Déchirés par les « factions, abandonnés par les Anglais, qui n'ont

« jamais eu d'autres projets que de vous affaiblir, « que de voler vos flottes et détruire votre com- « merce, en faisant de Cadix un nouveau Gibral- « tar, vous ne pouvez être sourds à la voix de « la patrie qui vous demande la paix et la tranquil- « lité. Travaillez-y d'accord avec nous, et que « l'énergie de l'Espagne ne soit plus employée « désormais qu'à cimenter sa véritable félicité. Je « vous offre une glorieuse carrière, et je ne doute « pas que vous n'accueillez avec plaisir l'occasion « d'être utile au roi Joseph et à vos concitoyens. « Vous connaissez la force et le nombre de nos « armées; vous savez que le parti auquel vous « appartenez n'a pas obtenu l'ombre d'un succès. « Vous auriez pleuré un jour si la victoire l'avait « couronné; mais le Tout-Puissant, dans sa bonté « infinie, vous a délivré de ce malheur.

« Je suis prêt à établir des communications avec « vous, et à vous donner des preuves de ma haute « considération.

« Horace Sébastiani. »

*Réponse de Jovellanos.*

« Monsieur le général, je ne marche pas sous le « drapeau d'un parti; je suis dévoué à la sainte et « juste cause de ma patrie, et cette cause nous l'a- « vons unanimement adoptée, nous tous qui « avons reçu l'auguste mission de la défendre « et de la diriger, et qui avons juré de la suivre « et de la soutenir au prix de notre vie. Nous ne « combattons, comme vous le prétendez, ni pour « l'inquisition, ni pour de vains préjugés, ni pour « l'intérêt des grands d'Espagne; nous combat- « tons pour les droits précieux de notre roi, pour « notre religion, notre constitution et notre indé-

« pendance. Ne croyez pas que le désir de conserver
« ces biens inappréciables soit différent de celui de
« détruire les obstacles qui peuvent s'opposer à cette
« fin; au contraire, et pour nous servir de vos ex-
« pressions, le désir et le dessein de régénérer l'Espa-
« gne et de l'élever au degré de splendeur qu'elle a ja-
« dis atteint, sont pour nous une de nos obligations
« les plus sacrées. Peut-être ne se passera-t-il pas
« beaucoup de temps sans que la France et l'Eu-
« rope entière reconnaissent que la même nation
« qui sait soutenir, avec tant de valeur et de con-
« stance, la cause de son roi et de sa liberté contre
« une oppression d'autant plus injuste qu'on
« devait moins l'attendre de ceux qui se disaient ses
« premiers amis, possède aussi assez de zèle, de
« fermeté et de sagesse pour corriger les abus qui
« l'ont insensiblement conduite à l'horrible sort
« qu'ils lui préparaient. Il n'y a point d'âme sensi-
« ble qui ne déplore les calamités atroces que cette
« agression a répandues sur des populations inno-
« centes, auxquelles, après avoir prétendu les noir-
« cir du titre infâme de rebelles, on refuse même
« cette simple humanité que le droit de la guerre
« exige et rencontre dans les plus féroces ennemis.
« Mais à qui seront imputés ces maux? Sera-ce à ceux
« qui les causent en violant tous les principes de la
« loi naturelle et de la justice, ou bien à ceux qui com-
« battent généreusement pour s'en préserver, pour
« les éloigner à tout jamais de cette grande et
« noble nation? Ne vous laissez point abuser,
« monsieur le général; ces sentimens que j'ai l'hon-
« neur de vous exprimer sont ceux de la nation
« entière, sans qu'il y ait un seul homme de bien,
« même parmi ceux que vos armes oppriment, qui
« ne sente en sa poitrine la noble flamme dont
« brûle celle de ses défenseurs. Parler de nos alliés
« serait hors de propos, si votre lettre ne m'obli-

« geait à dire en leur honneur que les desseins que « vous leur attribuez sont aussi injurieux qu'éloi« gnés de la générosité avec laquelle la nation « anglaise offrit son amitié et ses secours à nos pro« vinces, lorsque, désespérées et appauvries, elles « les implorèrent dès les premiers symptômes de « l'oppression dont les menaçaient leurs amis.

« Enfin, monsieur le général, je serai très « disposé à respecter les principes d'humanité et « de philosophie que professe, à ce que vous dites, « votre roi Joseph, quand je verrai que, s'éloi« gnant de notre territoire, il reconnaîtra qu'une « nation que vos soldats désolent actuellement en « son nom, n'est pas le théâtre le plus propre à « les déployer. Ce serait là, certainement, un « triomphe digne de sa philosophie, et vous, « monsieur le général, si vous étiez pénétré des « sentimens qu'elle inspire, vous devriez vous « faire gloire aussi de concourir à ce triomphe « pour mériter une partie de notre admiration « et de notre reconnaissance. Dans ce cas seule« ment, mes sentimens et mon honneur me per« mettront d'ouvrir avec vous la communication « que vous me proposez, si la suprême junte cen« trale l'approuve. En attendant, recevez, monsieur « le général, l'expression de ma sincère gratitude « pour l'honneur avec lequel vous me traitez per« sonnellement, sûr de la considération que je « professe à votre égard. — Gaspar de JOVELLANOS. — « Séville, 24 avril 1809. »

Cette réponse, digne de la plume et du patriotisme de son auteur, fut très applaudie dans tout le royaume, tant pour son style noble et élevé, que parce qu'elle retraçait dans son contenu les véritables sentimens qui animaient la grande majorité de la nation.

De semblables tentatives de conciliation, laissant

à part ce qu'elles avaient d'impraticable, parurent alors, malgré tant de malheurs, plus hors de saison qu'à nulle autre époque, à cause de la guerre qui menaçait en Allemagne. Des craintes à ce sujet, qui ne tardèrent pas à se réaliser, avaient, comme on l'a dit, excité Napoléon à quitter précipitamment l'Espagne. L'Autriche, n'oubliant jamais les paix ruineuses auxquelles elle s'était vue forcée depuis la révolution française, et surtout la dernière paix de Presbourg, était toujours aux aguets pour ne point perdre l'occasion de recouvrer, avec son honneur, ce qu'elle avait perdu. Nulle ne lui parut plus opportune que celle de l'insurrection espagnole, qui produisit dans toute l'Europe une très-vive impression, et le cabinet autrichien suivit avec un soin particulier le fil d'un si grave événement. Trop abattue depuis la dernière guerre, l'Autriche ne pouvait montrer immédiatement son dessein au grand jour, avant de se préparer, et d'être assurée que la résistance continuerait dans la Péninsule. Aux conférences d'Erfurth, elle se maintint amie de la France, mais avec une certaine réserve, et différa sous de spécieux prétextes la reconnaissance de Joseph. Napoléon, quoique sur ses gardes, ayant la confiance que, s'il étouffait promptement l'insurrection d'Espagne, personne n'oserait se prononcer, rappela dans ce dessein, comme nous l'avons fait remarquer, beaucoup de troupes de l'Allemagne, et donna de cette manière un nouvel encouragement à l'Autriche, qui accéléra sous main les préparatifs de la guerre. Dans les premiers mois de 1809, cette puissance commença à lever le masque, en publiant une espèce de manifeste dans lequel elle déclarait vouloir se mettre à l'abri de toute entreprise contre son indépendance, et enfin, elle le jeta tout-à-fait, le 9 avril, jour où l'archiduc Charles, commandant la

grande et principale armée autrichienne, ouvrit la campagne par le moyen d'un simple avis, et traversa l'Inn, rivière qui sépare la Bavière des états impériaux. Napoléon était pris au dépourvu; la formidable puissance militaire que l'Autriche déployait tout à coup, le grand nombre de troupes que la France avait en Espagne, et l'exigeante sévérité de l'opinion publique, même dans l'empire français, tout faisait croire que l'Autriche remporterait des avantages dont les conséquences changeraient peut-être la face politique de l'Europe. Pour concourir à ce résultat, et ne pas laisser échapper l'occasion favorable, la junte centrale dépêcha à Vienne, en qualité de son plénipotentiaire, Don Eusebio de Bardaji y Azara, et la cour aulique autorisa M. Gennotte comme chargé d'affaires auprès du gouvernement de Séville. Nous verrons bientôt combien peu le succès répondit à des espérances si raisonnablement conçues.

Maintenant, après avoir rapporté les événemens survenus, durant ces premiers mois de 1809, dans les provinces méridionales de l'Espagne, il est bon que nous nous occupions de la Catalogne et des autres parties du royaume. Dans cette province, les esprits avaient été fort agités après les batailles perdues, après les bruits et les menaces qui venaient d'Aragon et d'autres points. Toutefois, à Tarragone, comme le lecteur peut s'en souvenir, le trouble n'alla pas loin, dès que Vivès eut cédé le commandement à Reding; mais, à Lérida, le sang fut répandu. Le 1er janvier, des prisonniers français ayant été introduits dans la place, de jour et sans précaution, à leur vue, la population s'ameuta, jetant des cris de mort, et força l'entrée du château où ils avaient été conduits. Là, se trouvaient aussi renfermés l'auditeur

à l'audience de Barcelone, Don Manuel Fortuny et sa femme, ainsi que deux ou trois autres individus, suspects, à tort ou à raison. La multitude, aveuglée, pénétra dans l'intérieur du château et massacra ces malheureux, ainsi que plusieurs prisonniers français. La révolte dura trois jours; enfin, trois cents soldats arrivèrent, envoyés par le général Reding, et ce renfort, joint aux prudentes exhortations du gouverneur, Don José-Casimiro Lavalle, de l'évêque et d'autres personnes, permit d'apaiser le tumulte. Les principaux mutins reçurent depuis un juste et sévère châtiment; mais on dut regretter que, mieux avisées, les autorités n'eussent pas prévenu d'avance un si déplorable événement.

De son côté, Don Téodoro Reding, avec des recrues et de nouveaux corps arrivés de Grenade et de Mayorque, avait peu à peu complété son armée, entre décembre et février, pendant lequel temps l'armée française était restée en repos, sans se livrer à de grandes entreprises. Pour se pourvoir de vivres, elle fut obligée de faire des excursions qui lui coûtèrent du monde et où elle consuma deux millions de cartouches. Le plan que le général Reding suivit dans le principe à Tarragone était prudent, et dicté par l'expérience des affaires de Llinas et Molins-de-Rey. C'était l'œuvre de Don José-Joaquin Marti. Il consistait à ne point engager de batailles rangées, à inquiéter l'ennemi, sous l'abri des places fortes et des points montueux, à améliorer ainsi successivement l'instruction et la discipline de l'armée; et à convertir la principale défense en une guerre de montagnes, comme il convenait au caractère des habitans et à la nature du terrain. Chacun concourait avec enthousiasme au but proposé, et la junte provinciale de Tarragone fit preuve d'un ardent patriotisme en réalisant les fonds, en mon-

noyant l'argenterie des églises et des particuliers, en fournissant des vivres et des objets d'équipemens. On voulut assujettir les miquelets à la règle militaire; mais cette mesure rencontra de grands obstacles dans les mœurs et les anciens usages des Catalans.

Du reste, quelque judicieux que fût le plan adopté, on ne persista pas long-temps dans sa complète exécution. Celui qui contribua le premier à le modifier fut le marquis de Lazan, qui, ayant été rappelé de Girone avec la division de six à sept mille hommes qu'il commandait, rejoignit la ligne espagnole, dans le moment où Saragosse était vivement pressée. Particulièrement intéressé à la conservation de cette place, le marquis proposa et l'on approuva qu'il franchît avec ses troupes la Sierra de Alcubierre, et qu'il fît tout ses efforts pour jeter quelques secours dans la ville. Pleins alors d'admiration et de respect pour la défense qu'elle soutenait, les Espagnols murmuraient de ce que de plus grandes forces ne volaient pas à son secours, comme s'il eût été facile de se débarrasser en une bataille de l'armée du général Saint-Cyr. Leur encouragement s'était accru à la suite de quelques petits avantages obtenus dans des rencontres partielles, et surtout parce que l'ennemi se repliant et se concentrant chaque jour davantage, on attribuait à la crainte ce qui n'était que précaution. La voix publique était parfaitement d'accord avec l'esprit audacieux de Reding, et, cette opinion se propageant avec rapidité, ce commandant résolut de livrer une bataille générale, malgré les justes réflexions de quelques chefs expérimentés et prudens. Il était également mu par l'espoir, dont le berçaient de secrètes relations, que Barcelone se soulèverait à l'approche de son armée.

Celle-ci se trouvait à Tarragone, répandue sur

une immense ligne de seize lieues, qui, partant de cette ville, s'étendait jusqu'à Olesa, par le col de Santa-Christina, la Llacuna, Igualada et le Bruch. Les troupes de cette ville qui se trouvaient hors de Tarragone dépassaient quinze mille hommes, et étaient commandées par Don Juan-Bautista de Castro. Celles qu'il y avait dans la place, sous les ordres immédiats du général en chef Don Téodoro Reding, montaient à dix mille hommes environ. D'après le plan d'attaque dont on convint, le général Castro devait avancer de manière à se placer entre l'ennemi et Barcelone, tandis que le général Reding déboucherait avec huit mille hommes par le col de Santa-Christina, et que les *somatènes* descendraient de tous côtés des montagnes.

Les Français, au nombre de dix-huit mille hommes, étaient cantonnés dans le Panadès, et leur général avait laissé manœuvrer en toute liberté celui des Espagnols, dans la confiance qu'il romprait aisément l'immense ligne dans laquelle on prétendait l'envelopper. Enfin, le 16 février, quand il se vit sur le point d'être attaqué, il prit les devans et s'empara de l'offensive. En conséquence, après avoir laissé à Vendrell la division du général Souham, il sortit de Villafranca avec celle du général Pino, tandis que les divisions des généraux Chavot et Chabran devaient s'y réunir près de Capelladas, et former à elles trois un effectif de onze mille hommes. Avant leur jonction, les troupes du général Chavot s'étaient rencontrées avec les Espagnols, dont les guérillas, aux ordres de Don Sébastien Ramirez, avaient repoussé les tirailleurs ennemis, et leur avaient fait plus de cent prisonniers, entre autres le colonel Carrascosa. L'arrivée du général Saint-Cyr tira ces troupes d'embarras; il repoussa les nôtres, et manœuvrant ensuite avec son habileté ordinaire, il traversa la

ligne espagnole dans la direction de la Llacuna, puis, au moyen d'un mouvement de flanc, il parut tout à coup en vue d'Igualada, et surprit le général Castro, qui s'imaginait ne devoir être attaqué que de front. Revenu de son erreur, il se retira précipitamment à Montmeneu et Cervera, points où des troupes plus avancées se replièrent aussi en assez grand désordre. Les Français s'emparèrent à Igualada de plusieurs approvisionnemens dont ils avaient un extrême besoin, et recouvrèrent les prisonniers qu'ils avaient perdus la veille à Capelladas.

Après avoir ainsi coupé la ligne espagnole, le général Saint-Cyr résolut de retourner sur sa gauche pour détruire les troupes qui garnissaient les points de ce côté, et faire sa jonction avec le général Souham; il laissa à Igualada les généraux Chavot et Chabran, et prit, le 18, la route de San-Magin, d'où il délogea le brigadier Don Miguel Iranzo, l'obligeant à chercher un refuge dans le monastère de Santas-Cruces, dont le général français essaya vainement de se faire ouvrir les portes, soit par force, soit par capitulation.

Cependant Don Téodoro Reding, ayant appris ce qui était arrivé à Castro, sortit de Tarragone, accompagné d'une brigade d'artillerie, de trois cents chevaux et d'un bataillon de Suisses, dans le but de rallier les soldats dispersés, et de délivrer le brigadier Iranzo. Il obtint que celui-ci et la plus grande partie du reste des troupes vinssent le rejoindre au Plá, à Sarreal et à Santa-Coloma. Mais Saint-Cyr, dans la crainte d'être attaqué par des forces supérieures, n'ayant avec lui que la division Pino, essaya de se réunir à celle de Souham, et de se placer entre Tarragone et Reding. Celui-ci, averti du mouvement des Français, résolut de regagner cette ville, laissant à Don Luis Wimpffen

environ cinq mille hommes pour couvrir le district de Manresa, et observer les divisions ennemies demeurées à Igualada. Wimpffen reçut aussi l'ordre de protéger le *somaten* du Vallès et ceux des environs destinés à soutenir le soulèvement projeté dans Barcelone. Reding fit ensuite un mouvement sur Mont-Blanch, à la tête de dix mille hommes, et, le 24, il assembla une junte militaire pour résoudre définitivement s'il reviendrait à Tarragone ou s'il marcherait à la rencontre des Français, tant il répugnait à son cœur intrépide de reculer sans combattre. Dans le conseil, plusieurs opinèrent pour qu'on s'enfonçât dans les montagnes du côté de Pradès, et qu'on prît la direction de Constanti, en envoyant l'artillerie à Lérida. D'autres pensèrent, et l'on s'arrêta à ce dernier avis, qu'il y aurait plus d'honneur à cheminer avec l'artillerie et les bagages par la route qui conduit à Tarragone, en passant par le col de Riba et les bords du Francoli, avec la résolution de ne point chercher l'ennemi, mais de ne point éviter non plus sa rencontre s'il provoquait au combat. On se mit en marche, et, le 25 au point du jour, après avoir traversé le pont de Goy, les nôtres se jetèrent tout à coup sur la grand'garde des Français, laquelle, après avoir fait deux décharges, se retira sur le centre de la division, qui était celle du général Souham, en position sur les hauteurs de Valls.

Au lieu de continuer sa marche sur Tarragone, suivant la décision prise, Don Téodoro Reding revint sur ses pas avec l'avant-garde, et rejoignit le gros de l'armée qui occupait la rive droite du Francoli, sur le sommet de quelques collines. Cette détermination prise, bientôt une action générale s'engagea, déterminée surtout par un avantage que nos troupes légères venaient de remporter sur celles de l'ennemi. Le général Castro commandait

l'aile droite espagnole; le général Marti demeura chargé de la gauche et du centre.

Jusqu'alors la force des Français consistait uniquement en la division Souham, qui appuyait sa gauche sur le Francoli, et sa droite près de Pla. Le général Saint-Cyr s'était établi dans ce village avec la division Pino, dont l'avant-garde couvrait le débouché du col de Cabra; et dès qu'il apprit que Reding était aux prises avec Souham, il se hâta de joindre ce dernier. Avant son arrivée, les Espagnols avaient combattu vaillamment pendant quatre heures, et les Français perdaient du terrain; mais, renforcés vers les trois heures, ceux-ci reprirent bientôt confiance. Quelques généraux espagnols pensèrent qu'on ne devait point compromettre contre des troupes fraîches l'avantage obtenu jusqu'alors, et qu'il fallait se résoudre à revenir occuper la première ligne, et poursuivre le mouvement sur Tarragone; mais, soit l'impétuosité de l'ennemi, soit le penchant naturel à Reding de ne point abandonner le champ de bataille, la mêlée s'engagea de nouveau plus meurtrière et plus vive.

Le général Saint-Cyr forma quatre colonnes d'attaque, deux au centre avec la division Pino, et deux sur les ailes avec la division Souham. Il passa le Francoli, et s'avança au pas de charge sur les hauteurs où nos troupes étaient revenues se placer. La résistance des Espagnols fut très-énergique; ils ne cédèrent qu'à la bonne direction des attaques de l'ennemi. La ligne enfin rompue après de longs efforts, on voulut en vain la reformer; nos soldats s'enfuirent à travers les broussailles et les fondrières dont le pays est plein. Don Téodoro Reding fut atteint par des cavaliers ennemis; il se défendit vaillamment, lui et quelques officiers qui l'accompagnaient; mais il reçut cinq blessures, et parvint

difficilement à se sauver. Notre perte passa deux mille hommes, celle des Français fut bien moindre. Nous comptâmes parmi les morts des officiers supérieurs, et parmi les prisonniers le marquis de Casteldorius, grand d'Espagne. Les fuyards se répandirent de tous côtés; mais un grand nombre d'entre eux se réfugièrent à Tarragone, où le général Reding arriva pendant la nuit, sans que la population manquât au respect qu'elle lui devait, sachant combien il s'était exposé de sa personne.

Les Français entrèrent le lendemain à Reus, dont les habitans demeurèrent dans leurs maisons, contre la coutume générale de Catalogne, et la municipalité vint recevoir les nouveaux hôtes ; elle établit même une contribution à leur profit. Une action si peu usitée causa la plus vive irritation; le général Reding la blâma sévèrement, comme de mauvais exemple. Ville opulente par ses ateliers et ses manufactures, Reus ne voulut pas perdre en quelques heures les richesses accumulées de plusieurs années. Les Français s'étendirent jusqu'aux portes de Salou, et coupèrent les communications de Tarragone avec le reste de l'Espagne. Saint-Cyr fonda de grandes espérances sur la bataille de Valls, surtout parce qu'une maladie contagieuse s'était déclarée à Tarragone, produite par le grand nombre de malades et de blessés entassés dans la place. Ce nombre s'était encore accru par suite d'un arrangement que proposa le général Saint-Cyr et que Reding approuva, par lequel les malades et blessés des hôpitaux ne devaient plus désormais être considérés comme prisonniers de guerre, mais devaient au contraire, dès qu'ils étaient convalescens, être rendus à leurs armées respectives. Comme il y avait dans ce cas beaucoup plus de soldats espagnols que de Français, Saint-Cyr pensait qu'en augmentant les embarras dans Tarragone, cette place finirait

par lui ouvrir ses portes. Il avait sur ce point une telle confiance, qu'il résolut, comme il le rapporte lui-même dans ses mémoires, de ne pas s'éloigner de ces murs tant qu'il pourrait donner à ses soldats le quart d'une ration. Conduite permise à la guerre, si l'on veut, mais qu'on n'appellera jamais humaine.

Tout fut inutile. Les Catalans, sans se laisser abattre, commencèrent, au moyen des *somatènes* et des miquelets, à renouveler une guerre destructive. Dix mille d'entre eux, sous le général Wimpffen et les colonels Milans et Claros, attaquèrent les Français d'Igualada, et les obligèrent, avec leur général Chabran, à se retirer jusqu'à Villafranca. Ils bloquèrent de nouveau Barcelone, et coupant les communications de Saint-Cyr avec cette place, ils rendirent le courage à ses habitans. Chabran voulut rétablir ces communications; mais, repoussé dans son attaque, il se retira précipitamment, et ce ne fut qu'en revenant à la charge avec de plus grandes forces, et sur l'ordre réitéré de son général en chef, qu'il ouvrit le passage le 14 mars.

Ne pouvant plus, faute de vivres, se soutenir dans les champs de Tarragone, le général Saint-Cyr se disposa à quitter ses positions et à se rapprocher de Vich, pays mieux fourni de grains, et plus voisin de Gironne, dont il méditait de faire le siége. Il devait se mettre en marche le 18 mars, mais il différa de deux jours, à cause d'un incident qui prouve combien toute cette province se maintenait hostile contre les Français. Le général Chabot était posté à Mont-Blanch, pour empêcher la communication de Reding avec Wimpffen, et de celui-ci avec la place de Lérida. On entendit un jour, des points qu'il occupait, un feu très-vif qui partait de plus loin que ses gardes avancées. Obligé de faire une reconnaissance, il découvrit que ce bruit provenait d'un engagement entre les *somatènes* et six cents soldats

prudente, et qui contribua beaucoup à maintenir le bon ordre et la tranquillité à Barcelone. Mais à présent, exécutant ce qu'avait ordonné le général Saint-Cyr, il convoqua, à cet effet, pour le 9 avril dans l'hôtel de l'*audience*, les diverses autorités civiles. Elles s'y rendirent, et notamment les auditeurs Mendieta, Vaca, Cordova, Beltran, Marchamalo, Dueñas, Lasaüca, Ortiz, Villanueva et Gutierrez, dont les noms méritent un souvenir honorable pour la fermeté et la résolution qu'ils déployèrent. La séance fut ouverte par un discours dans lequel on les invitait à prêter serment, supposant que cette obligation n'avait été suspendue qu'en vue de motifs particuliers. Presque tous refusèrent, appuyant leur refus sur de claires et solides raisons, principalement les auditeurs Mendieta et Don Domingo Dueñas; ce dernier termina en disant « qu'il aimerait mieux fouler aux pieds « la toge qui le couvrait, que de la déshonorer par « des sermens contraires à la loyauté. » Ce noble exemple fut suivi par six des sept régidors qui étaient restés à Barcelone. Il en fut de même des employés de l'intendance, de la trésorerie et de la douane, et le *contador* Asaguirre affirma que « quand même l'Espagne entière proclamerait Jo-« seph, lui s'expatrierait. » Vingt-neuf personnes, à la suite de cette séance, furent envoyées prisonnières à Monjuich et dans la citadelle, sans compter plusieurs autres qui furent mises aux arrêts dans leurs maisons, au nombre desquelles se distinguaient le comte d'Expeleta et son successeur Don Galceran de Villalba. Tandis qu'on les menait à la prison, le peuple accourait en foule sur leur passage, et, les regardant comme des martyrs de la fidélité, les comblait de bénédictions, et leur offrait toute espèce de secours.

Non content d'une telle sévérité, Saint-Cyr ré-

solut peu après de les faire transporter en France, mesure bien dure, en vérité, fort peu en rapport avec le caractère doux et conciliant que l'on connaissait à ce général, et d'autant moins nécessaire d'ailleurs, que, bien que l'on comptât parmi les prisonniers des magistrats intègres, des employés habiles, il n'y en avait aucun qui fût capable de former des cabales et de pareilles machinations.

Après avoir pris cette mesure et quelques autres, le général Saint-Cyr quitta Barcelone, et arriva, le 18 avril, à Vich. Il trouva cette ville absolument vide d'habitans, sauf quelques malades, six vieillards et l'évêque. Dans leur précipitation, les citoyens n'avaient emporté que leurs bijoux les plus précieux, laissant d'assez abondantes provisions, qui soulagèrent la détresse de l'armée ennemie. Le général y reçut des nouvelles de France, qui lui manquaient depuis cinq mois, et commença à se préparer pour le siége de Gironne, pensant que l'armée espagnole ne serait pas longtemps en état de l'inquiéter. Il ne se trompait point, tant à cause de l'état de maladie et de désordre qui désolait cette armée depuis la bataille de Valls, qu'à raison de la mort du général Reding, qui expira dans cette place le 23 avril. Dans le principe, on n'avait pas cru ses blessures si graves; mais, s'envenimant chaque jour par l'effet du chagrin, elles finirent par le conduire au tombeau. Général actif et de grande valeur, Reding se montra, quoique Suisse de nation, aussi dévoué à la cause de l'Espagne, que s'il eût été l'un de ses fils. Le marquis de Coupigny lui succéda par intérim.

Cependant la guerre de *somatènes* continuait avec acharnement, et il serait trop long et trop difficile d'en rapporter tous les événemens et les chances diverses. On trouve une preuve de l'ar-

deur qui les animait dans l'énergie réponse des paysans du Vallès à la sommation que leur firent les Français de se rendre : « Le général Saint-« Cyr, disaient-ils, et ses dignes compagnons, « pourront bien avoir la funeste gloire de ne voir « bientôt dans tout ce pays qu'un monceau de « ruines... mais ni eux, ni leur maître, ne diront ja-« mais que ce district a volontairement tendu la tête « sous un joug que la nation repousse avec justice.»

Cette espèce de guerre s'étendit bientôt à toutes les provinces. Née des circonstances, elle s'accommodait merveilleusement à la situation physique et géographique de cette terre d'Espagne, enlacée pour ainsi dire, par les bras et les rameaux, de chaînes de montagnes qui se détachent, comme d'un tronc principal, des Pyrénées et d'autres cordillières, lesquelles, bien qu'interrompues fréquemment par des plateaux, des plaines étendues et de délicieux vallons, formant ici le lit des fleuves, là des ravins par où des torrens descendent de leurs cimes, offrent à chaque pas des gorges, des défilés, propres à une guerre défensive et prolongée. Cette guerre n'était pas moins favorisée par le caractère des habitans, par leur valeur, l'agilité et la souplesse de leurs membres, la simplicité de leur équipage militaire, leur tempérance, leur sobriété, qui leur fait souffrir avec tant de patience la faim, la soif, les fatigues et les misères. Il y eut des endroits où toute la population guerroyait ; telle fut la Catalogne, telle fut la Galice, comme nous le verrons bientôt, et plusieurs autres districts. Dans le reste des provinces, il se leva des bandes d'hommes armées, auxquelles on donna le nom de *guerillas*. Faibles en nombre dans le principe, elles s'accrurent ensuite prodigieusement, et, commandées par des chefs audacieux, elles battaient le pays que l'ennemi occu-

pait, et le harcelaient comme des troupes légères. Sans remonter jusqu'à Viriate, on peut affirmer avec raison que les Espagnols se montrèrent toujours enclins à ce genre de combats, qui sont appelés, dans la seconde Partida, incursions et algarades (*corredurâs y algaras*). C'était le résultat, sans doute, de plusieurs siècles de luttes qu'ils eurent avec les Mores, pendant lesquels ne cessèrent pas un moment ces incursions subites et rapides qui valurent tant de renommée aux Vivarès et aux Munios-Sanchos de Hinojosa. Dans la guerre de succession, bien que plusieurs provinces n'eussent pris parti pour aucun des prétendans, cependant des bandes armées (*cuadrillas*) apparurent en plusieurs endroits, et si utilement parfois, pour la maison de Bourbon, que le marquis de Santa-Cruz de Marcenado, dans ses *Réflexions militaires*, les recommande pour les bons services qu'avaient rendus les paysans de Bénavarre. Dans la guerre contre Napoléon, ces bandes naquirent bien moins d'un plan combiné que de la nature même de la lutte. Elles étaient grossies par la dispersion des armées, par le manque de travail et la pauvreté qui en résultait, et surtout par l'aversion naturelle qu'on portait aux envahisseurs, aversion vive et sincère en tous les temps et qui grandissait chaque jour avec les désastres de la guerre. . . . . . .

Dès long-temps, la junte centrale, prévoyant combien il serait profitable de ne donner aucun repos à l'ennemi, et de le harceler à toute heure et en tous sens, avait imaginé la formation de ces corps francs; à cet effet, elle publia, le 28 décembre 1808, un règlement dans lequel, en éveillant l'ambition et l'intérêt personnel, elle essaya, en même temps, de mettre une borne aux excès que pourraient commettre des troupes non sou-

deur qui les animait dans l'énergie réponse des paysans du Vallès à la sommation que leur firent les Français de se rendre : « Le général Saint-« Cyr, disaient-ils, et ses dignes compagnons, « pourront bien avoir la funeste gloire de ne voir « bientôt dans tout ce pays qu'un monceau de « ruines... mais ni eux, ni leur maître, ne diront ja-« mais que ce district a volontairement tendu la tête « sous un joug que la nation repousse avec justice. »

Cette espèce de guerre s'étendit bientôt à toutes les provinces. Née des circonstances, elle s'accommodait merveilleusement à la situation physique et géographique de cette terre d'Espagne, enlacée pour ainsi dire, par les bras et les rameaux, de chaînes de montagnes qui se détachent, comme d'un tronc principal, des Pyrénées et d'autres cordillières, lesquelles, bien qu'interrompues fréquemment par des plateaux, des plaines étendues et de délicieux vallons, formant ici le lit des fleuves, là des ravins par où des torrens descendent de leurs cimes, offrent à chaque pas des gorges, des défilés, propres à une guerre défensive et prolongée. Cette guerre n'était pas moins favorisée par le caractère des habitans, par leur valeur, l'agilité et la souplesse de leurs membres, la simplicité de leur équipage militaire, leur tempérance, leur sobriété, qui leur fait souffrir avec tant de patience la faim, la soif, les fatigues et les misères. Il y eut des endroits où toute la population guerroyait ; telle fut la Catalogne, telle fut la Galice, comme nous le verrons bientôt, et plusieurs autres districts. Dans le reste des provinces, il se leva des bandes d'hommes armées, auxquelles on donna le nom de *guerillas*. Faibles en nombre dans le principe, elles s'accrurent ensuite prodigieusement, et, commandées par des chefs audacieux, elles battaient le pays que l'ennemi occu-

mises à la rigoureuse discipline d'une armée. Le réglement ne fut jamais mis en pratique dans plusieurs de ses parties, et il n'avait pas été distribué circulairement aux provinces, que déjà quelques chefs de partisans les parcouraient. L'un des premiers fut Don Juan Diaz Porlier, auquel on donna le surnom de Marquesito, parce qu'on le croyait parent de la Romana. Officier dans un des régimens qui se trouvèrent au combat de Burgos, il fut ensuite chargé de réunir des fuyards, et s'établit pour cet objet à San-Cebrian de Campos, village à trois lieues de Palencia. Il rassembla quelque monde, dans le courant de décembre 1808, et, dès le mois de janvier suivant, il surprit des détachemens ennemis à Fromista, à Rivas et à Paredes de Nava, où il mit en liberté plusieurs prisonniers anglais. Dans ces affaires, son second, Don Bartolomé Amor, se signala par son intrépidité. Prêt à être pris à Saldaña, et sa petite troupe dispersée, Porlier la réunit de nouveau, et s'empara, dans le mois de février, du dépôt de prisonniers qu'avaient les Français à Sahagun, et d'une centaine de leurs soldats. Sa réputation s'accrut alors, s'étendit dans les Asturies, et la junte lui ayant fourni des secours, qui renforcèrent sa guérilla, il attaqua la garnison française d'Aguilar de Campo, forte de quatre cents hommes avec deux canons. Le moyen qu'il employa pour s'en rendre maître est des plus curieux. Les Français étant retranchés dans leur caserne, bien approvisionnés et soutenus par leur artillerie, il était difficile de les aborder de vive force. Porlier imagina alors de faire monter quelques-uns des siens au haut d'un clocher, d'où il leur ordonna de lancer de grosses pierres sur le toit de la caserne, qui fut démoli en un instant, et les Français, mis ainsi à découvert, furent forcés de se rendre pri-

sonniers. Porlier termina d'autres entreprises avec le même succès.

Don Juan Fernandez de Echavarri n'eut pas autant de bonheur. Sous le nom de *compagnie du nord*, il avait levé un corps franc qui parcourait la montagne de Santander et la Biscaye; mais, fait prisonnier, au mois de mars, avec quelques-uns de ses compagnons, il fut condamné à mort par le tribunal criminel extraordinaire qui s'était établi à Bilbao, sur le modèle de celui de Madrid, et qui, dans ce cas et dans d'autres, exerça inhumainement son odieux ministère.

D'autres guérillas de moindre renom commencèrent à naître et à se multiplier dans toutes les provinces occupées. Dès le principe, on distingua celle de Don Juan-Martin Diez, surnommé l'*Empecinado*, sobriquet que donnent les gens de la banlieue aux bourgeois de Castrillo-de-Duero, d'où il était natif. Soldat licencié après la guerre de France, en 1793, il vivait honorablement, livré aux travaux de l'agriculture, dans le bourg de Fuentecen. Mais, courroucé, comme tous les Espagnols, par les événemens d'avril et de mai 1808, il laissa la charrue pour l'épée, et prit part aux affaires de Cabezon et de Rioseco. Poursuivi plus tard par des jalousies et des inimitiés, il fut arrêté à Burgo de Osma, d'où il s'échappa quand les Français y entrèrent. Dès qu'il se vit libre, il réunit du monde, aidé de ses trois frères, et commençant, dès le mois de décembre, à inquiéter l'ennemi, il parcourut fructueusement, pendant les mois de janvier et de février, les districts d'Aranda, de Ségovie, de Sépulvéda et de Pedraza. Pourchassé ensuite par l'ennemi, il se retira à Santa-Maria de Nieva, et réunit sur ce point bon nombre d'hommes et de chevaux. Ces prouesses, en donnant de l'éclat à son nom, excitèrent aussi l'attention des Fran-

çais, qui envoyèrent à sa poursuite des forces considérables, et prirent sa mère comme en ôtage. Cerné par eux, au printemps, il se sauva avec toute sa bande sans abandonner aucun des prisonniers qu'il avait faits, et parvint, à travers la Sierra de Avila, à se mettre en sûreté dans Ciudad-Rodrigo. La junte centrale, ayant eu alors connaissance de ses aventures, l'éleva au grade de capitaine. Ce fut aussi dans les mois d'avril et mai que le fameux curé de Villoviado, Don Geronimo Merino, prit les armes et forma un corps franc. Beaucoup d'autres firent de même; mais nous remettrons à parler d'eux ou de leurs guérillas jusqu'à ce qu'il arrive quelque événement notable ou que nous rapportions ce qui se passait dans les provinces où ils faisaient leur principale résidence.

Ce qui aida beaucoup, dans l'origine, à la formation de ces guérillas, ce furent les secours et l'abri qu'elles trouvaient au besoin dans les places fortes et les lieux demeurés libres. Nous venons de voir comment l'Empecinado s'était réfugié à Ciudad-Rodrigo; c'était dans cette ville et ses environs qu'avait coutume de séjourner le digne et infatigable Anglais, sir Robert Wilson. A la tête de sa légion lusitanienne, dans laquelle s'étaient incorporés des Espagnols et des Anglais dispersés, ainsi qu'une petite troupe sous les ordres de Don Carlos d'Espagne, il protégeait nos partisans et inquiétait le général Lapisse, établi entre Ledesma et Salamanque. Celui-ci, bien qu'à la tête de dix mille hommes, avec une nombreuse artillerie, n'avait rien fait d'important jusqu'au mois d'avril, depuis le mois de janvier, époque à laquelle il s'était emparé de Zamora, ville presque abandonnée. Seulement, le 2 mars, fondant quelque espérance sur de faux rapports trop légèrement accueillis, il se présenta devant Ciudad-Rodrigo, pour enlever

la place d'emblée. Mais la vigilance de bons Espagnols et l'activité avec laquelle Wilson accourut à leur appel, l'empêchèrent de réussir dans son dessein; celui-ci continua de l'inquiéter sans relâche jusque dans son camp.

Dans le même temps, la province des Asturies, qui depuis l'invasion de la Galice était la seule libre parmi celles du nord, continuait à se montrer ferme, persévérante, et à déployer ses sentimens patriotiques. Elle était gouvernée par la même junte qui s'était assemblée en 1808, composée de propriétaires et de personnes notables du pays. Cette junte prit, pour l'armement et la défense, d'énergiques mesures, qui soulevèrent bien des mécontentemens. Telles furent un enrôlement général, sans exception de classes ni de personnes, la répartition d'un subside extraordinaire de deux millions de réaux sur toute la province, le prélèvement d'autres sommes sur les plus riches capitalistes et propriétaires, la diminution du traitement des employés, et enfin, l'ordre donné aux corporations ecclésiastiques de tenir à sa disposition les fonds qui existaient dans leurs dépôts. Avec ces ressources, on eut de quoi faire face aux dépenses considérables qu'occasionèrent les déroutes d'Espinosa et celles qui suivirent cette affaire, et l'on put recomposer, augmenter même les forces nécessaires pour la défense de la principauté.

Un des points qu'il était le plus pressant de mettre à l'abri d'une attaque imprévue, c'était celui du côté oriental, par où l'ennemi s'était étendu jusqu'à San-Vicente de la Barquera. Le peu de troupes qui restaient furent réunies et mises sous les ordres de Don Francisco Ballesteros, qui, de capitaine retraité et d'inspecteur des tabacs, fut fait maréchal-de-camp, dans la profusion de grades qui furent accordés. D'abord, le nouveau général se

contenta d'occuper les bords de la Sella ; mais, après avoir reçu des renforts, il s'avança, en janvier 1809, à Colombrès et sur les rives de la Déva. Bientôt, Ballesteros et d'autres chefs montrèrent une extrême activité et un zèle heureux dans l'instruction et la discipline des officiers subalternes et des soldats. Et, dans ce camp, tandis qu'ils se perfectionnaient les uns et les autres dans les exercices de leur profession, ils s'habituèrent également au feu, n'étant séparés de l'ennemi que par la Déva. Enfin, l'on réussit à former une division qui, sous les ordres de Ballesteros, acquit une juste renommée dans le cours de la guerre.

Avant les premiers jours de février, cette division montait à cinq mille hommes, et, le 6 de ce mois, elle délogea l'ennemi de la ligne qu'il occupait, après l'avoir fréquemment inquiété, et presque toujours avec avantage. Il y eut des occasions où l'affaire fut chaude, l'une d'elles surtout, qui eut lieu à la fin d'avril, et dans laquelle les nôtres réussirent à pénétrer jusqu'à San-Vicente de la Barquera. Dans ce bourg, le général Ballesteros célébra sa victoire avec une grande pompe: vaine ostentation qui flattait son orgueil, mais qui lui servait aussi à gagner la faveur et l'enthousiasme du soldat.

La junte des Asturies avait en outre établi dans la principauté, sous le nom d'*alarma*, une levée générale qui devait faire accourir à la défense du pays en cas d'irruption, tous les hommes capables de manier un fusil ou une pique, armes dont tous les habitans étaient pourvus.

A la fin de janvier, en apprenant l'occupation de la Galice, elle mit également tous ses soins à former et à réunir avec promptitude une division de sept mille hommes, qui couvrit la partie occidentale des Asturies, et dont, par malheur, elle donna

le commandement à Don José Worster, général de faible tête, quoique ancien officier d'artillerie.

Ce corps avait pris position sur les bords de l'Eo. Sachant que l'ennemi n'avait que peu de troupes en face, et les patriotes de ces districts, qui s'étaient déjà soulevés en quelques endroits du côté de Vivero, appelant un appui de tous leurs vœux, il fut sérieusement question, à l'entrée de février, de faire une excursion dans la Galice. Elle eut lieu en effet, mais avec si peu d'ordre, que les troupes de Worster commirent des excès à Ribadeo, comme si elles eussent appartenu à l'armée ennemie, et qu'elles assassinèrent Don Raimundo Ibañez, commerçant riche et éclairé de cette petite ville. Il était difficile que des soldats si insubordonnés fissent bien leur devoir au moment de combattre. Néanmoins, Worster essaya de surprendre les Français qui occupaient Mondoñedo. Cette ville étant située dans une vallée profonde, entourée de hautes montagnes, et sans autre grand chemin que celui qui conduit aux Asturies, il était facile de réussir. Mais Worster, par ses ordres mal conçus, et le colonel Linarès, pour n'avoir pas assez bien surveillé le point qu'il gardait, agirent avec si peu d'habileté, qu'ils laissèrent retirer les Français sans les avoir même inquiétés. A peine entré à Mondoñedo, Worster, au lieu de se rappeler avec quel ennemi il était aux prises, s'abandonna aux fêtes et aux festins que lui offrirent les habitans. Informé de sa négligence, le général français Maurice Mathieu, qui commandait dans ces parages, enleva Vivero, où s'était formée une junte, livra cette ville au pillage et à la fureur du soldat, après quoi il vint tomber sur Mondoñedo, surprit et dispersa la division de Worster, supérieure en nombre, et, pénétrant dans les Asturies jusqu'à la Navia, saccagea les communes entre

cette rivière et l'Eo. Heureusement que Don Manuel Acevedo, membre de la junte, et frère du général qui périt après la bataille d'Espinosa, se trouvait dans les environs. On dut à sa diligence éclairée la prompte réunion, sur cette partie de la Navia, des soldats dispersés, aidé qu'il était par le gouverneur du district, Don Matias Menendez, et le brave colonel Galdiano. Le général français, averti que les troupes asturiennes s'étaient reformées, et jugeant trop hasardeux de s'aventurer dès lors au milieu de la principauté, retourna en Galice, et se contenta de reprendre ses anciennes positions.

Tels étaient les événemens arrivés dans les Asturies, tant que cette province, à peu près libre, se maintint isolée et sans communication avec les autres. Ce fut au printemps de 1809 que le marquis de la Romana en foula le sol pour la première fois. Mais, avant d'exposer les motifs qui amenèrent ce général dans la principauté, il est nécessaire de rapporter d'abord ce qui s'était passé en Galice depuis que nous l'avons laissé, lui et son monde, au mois de janvier, près de la frontière de Portugal.

Il y séjourna pendant tout le cours de février, changeant à tout instant de position, et s'approchant parfois de la place portugaise de Chaves. Ses forces consistaient en neuf mille hommes; distribués en une avant-garde aux ordres de Don Gabriel de Mendizabal, et deux divisions que commandaient les généraux Mahy et Taboada. Sa longue présence dans ces parages encouragea beaucoup la population de la Galice, et lui fit augmenter le nombre de ses soldats et celui de ses ressources. La Romana s'occupait aussi d'attiser le feu de l'insurrection par le moyen d'émissaires; et l'adjudant-général Moscoso, pendant une mission qu'il eut

dans l'intérieur de cette province, distribua avec succès des exemplaires manuscrits d'une instruction qu'il avait composée pour la guerre de partisans.

Il y eut des localités où ces moyens eurent un plein succès : dans quelques autres ils ne furent même pas nécessaires. Sans les attendre, les habitans s'étaient spontanément formés en guérillas. C'est ce qui arriva aux paysans de la Puebla de Tribès, qui, les premiers, sous la direction de Diégo Nuñez de Millaroso, firent prisonniers quatre-vingts dragons de la division Marchand, qu'ils conduisirent en triomphe, avec différentes dépouilles, auprès du mur de la Romana. Ils eurent bientôt un grand nombre d'imitateurs dans la vallée de Valdeorras, et cinq cantons s'étant réunis, ils élurent une junte, et choisirent pour leur général Don José, abbé de Casoyo, jeune homme brave et entreprenant, de la maison de Quiroga, illustre dans ce pays. Son frère Don Juan, aussi de Quiroga y Uria, coopéra grandement à ses entreprises, qui se multiplièrent et s'étendirent jusqu'au Vierzo. Sur la ligne de Lugo, depuis la vallée de Cruzul jusqu'au mont Salgueïro, et non loin de Betanzos, les habitans interceptèrent des courriers et des détachemens. Dans ces rencontres, on distingua le juge de Cancelada, Don Ignacio Herbon, lequel, vers la fin de février, attaqua près de Doucos un convoi qu'il enleva presque en entier. Mais ce fut du côté de Tuy, comme nous le verrons plus loin, que l'insurrection éclata plus vive et prit une forme plus régulière.

Ce qui aurait pu contribuer beaucoup à lui donner promptement un centre vigoureux, c'était le séjour de la Romana près de Monterey; mais de nouveaux événemens l'obligèrent à s'éloigner. Nous avons indiqué, dans un autre livre, comment le

maréchal Soult s'avançait, par la côte de Galice, sur le Portugal. Il exécuta ce mouvement en vertu d'un ordre qu'il reçut au Ferrol, le 28 janvier, pour envahir ce royaume.

Dès que les Anglais se furent embarqués à la Corogne, il n'en restait à Lisbonne qu'un petit nombre, il parut facile à Napoléon d'arriver aux portes de cette capitale et de laver par sa conquête l'affront passé. Pour cela, tandis que Soult devait réaliser la principale invasion par la côte de Galice et les provinces portugaises du nord, le général Lapisse et le maréchal Victor étaient chargés de menacer la frontière du Portugal par Ciudad-Rodrigo et l'Estrémadure. Les forces aux ordres de Soult se composaient du second corps et d'une partie de celui qu'avait commandé Junot: elles montaient, au jugement de Napoléon, à cinquante mille hommes, comme s'il n'y eût ni pertes, ni déchets; mais, en réalité, elles étaient réduites à la moitié de ce nombre. On y comptait quatre mille chevaux.

Le maréchal Soult, après avoir pris toutes les mesures convenables, après avoir laissé à sa place le maréchal Ney, qui se trouvait à Lugo à la réception de l'ordre, se mit en marche, et arriva, le 3 février, à Saint-Jacques-de-Compostelle. Il était précédé des généraux Lahoussaie et Franceschi. Le premier, avec les dragons, se dirigea sur Rivadavia et Salvatierra, petite place démantelée, sur la rive droite du Minho; le second, avec la cavalerie légère, prit la route de Tuy, ville située sur la même rive. Ces divisions étaient soutenues par celle d'infanterie du général Merle, qui s'avança sur Pontevedra. Les autres, sous le maréchal Soult, partirent de Saint-Jacques, le 8, et arrivèrent, le 10, à Tuy. Le Minho est très-profond et très-abondant en cet endroit, et depuis Orense, l'on

ne trouve pas un seul pont. Néanmoins, Soult, pensant le traverser près de la plage de la mer, réunit les préparatifs nécessaires dans le petit port de la Guardia, séparé de l'embouchure par la montagne Santa-Tecla. Comme il y avait des difficultés pour doubler la pointe que forme cette montagne, et pour remonter le fleuve, les Français transportèrent par terre, sur des charrettes galiciennes, à une lieue environ et avec beaucoup de travail, les canots destinés au passage des troupes, puis ils les remirent à flot sur le Tamuge, petite rivière qui se verse dans le Minho. Le général Thomières fut chargé de commencer l'opération, dans la nuit du 15, à l'heure de la marée haute. Elle s'exécuta en bon ordre sur le Tamuge; mais lorsqu'on entra dans le grand courant du Minho, plus rapide par le reflux qui commençait, les bateaux se séparèrent, et il y en eut peu qui purent aborder sur la rive opposée. Les Portugais, commandés par le général Bernardino Freire, firent contre eux un feu vif et bien dirigé, et, par cette attaque jointe à l'obstacle de la marée, les forcèrent pour la plupart à regagner la rive espagnole. Une quarantaine de soldats restèrent prisonniers des Portugais. Le mauvais succès de cette tentative, s'ébruitant sur l'une et l'autre frontière, anima les populations, déjà très-portées à incommoder les Français.

Le maréchal s'aperçut bien aussi, à ce contretemps, des difficultés que lui offrait le passage du Minho, car il n'avait pas sous la main tous les moyens nécessaires; cela le fit décider à entrer en Portugal par Orense, en remontant le fleuve. Il quitta Tuy le 17 février, après avoir nommé le général Lamartinière commandant de la ville, où il laissa les malades, la plus grande partie de l'artillerie et quelque garnison.

A peu de distance, il reconnut déjà les symptô-

mès d'une insurrection générale. Diverses personnes l'avaient fomentée, parmi lesquelles se signalèrent les abbés de Couto et de Villadarès. Ce pays est bien cultivé, la population nombreuse et dispersée dans des hameaux et des métairies. Les propriétés sont divisées en petites portions, généralement à bail emphytéotique, et les usufruitiers en disposent comme de leur propre bien. Les gens de la campagne, naturellement laborieux et économes, craignaient plus que ceux des autres provinces de perdre, par l'invasion des étrangers, le produit de leurs travaux et de leur industrie, d'autant plus que les Français, manquant de provisions, commençaient à faire des répartitions d'impôts excessifs, et à commettre des vols et des pillages.

Là, les abbés, noms que l'on donne aux curés des paroisses, exercent une grande influence par leurs richesses et par l'autorité de leur caractère. Cette influence était partagée par les riches couvens de San-Clodio et de Melon, tous deux de l'ordre de Cîteaux, ainsi que par divers particuliers que recommandait leur patriotisme, lesquels, ensemble ou séparément, essayèrent de mettre à profit les bonnes dispositions du peuple contre les l'étranger. Le premier qui découvrit son intention fut l'abbé de Couto, Don Mauricio Troncoso; il réunit ses paroissiens sous le prétexte d'une réquisition qu'avaient imposée les envahisseurs, et leur dit : « Au lieu de donner à l'ennemi ce qu'il de« mande, je serai votre guide, si vous voulez le lui « refuser, et l'employer à votre défense. » Tous les assistans applaudirent à ces paroles, et des personnes de marque ainsi que des Portugais s'étant joints à lui, de tous côtés des bandes se mirent en campagne, et harcelèrent les Français dans leur marche. A Mourentan, ce même abbé de Couto

eur causa de notables dommages, et ils brûlèrent ce village pour se venger. Depuis le pont de las Hachas jusqu'à Rivadavia, ils eurent à souffrir une foule d'attaques de la part des paysans que commandaient José Labrador, le moine bernardin Fray Francisco Carrascon, puis ensuite le juge de Maside; et si, dans ces rencontres, par leur habileté et leur bravoure, les Français faisaient enfin une trouée et passaient outre, ils perdaient toutefois du monde, et leurs soldats s'effrayaient d'une guerre si continuelle et si acharnée.

De Rivadavia, le maréchal Soult passa à Orense, bien décidé à entrer en Portugal par la place de Chaves, et à dissiper d'abord la petite armée de la Romana. Ce général se maintenait dans la vallée de Monterey, et se trouvait, le 4 mars, à Lamadarcos, quand un parlementaire français arriva, porteur de dépêches dans lesquelles des récompenses et des décorations étaient offertes si la Romana et son armée reconnaissaient Joseph. Le général espagnol répliqua comme il le devait, en disant qu'à de telles propositions il n'y avait d'autre réponse que des coups de canon. Mais, comme on n'avait pas pris, pour recevoir l'officier parlementaire, toutes les précautions accoutumées, celui-ci put examiner de ses propres yeux le déplorable état de notre armée, et rendit compte de ses observations au maréchal, qui résolut d'attaquer sans retard les Espagnols.

Le marquis de la Romana voulait éviter toute espèce d'engagement; mais, ne s'étant pas retiré aussi promptement qu'il eût été désirable, son arrière-garde, aux ordres de Don Nicolas Mahy, fut atteinte, le 6 mars, dans les environs de Vérin. Le général Franceschi la mit en fuite et lui fit quelques prisonniers; mais comme il ne s'attacha point à sa poursuite, elle put continuer sa marche. Les

Français ne pensèrent qu'à entrer en Portugal, dont les troupes, commandées par le général Silveïra, avaient été attaquées à Villaza, le même jour que les troupes espagnoles, par la division Delaborde, et forcées de se retirer avec quelque perte, à la faveur de la nuit.

Le général Mahy se dirigea sur las Portillas, gorges qui débouchent sur les confins de la Castille, et se réunit à Luvian, au marquis de la Romana. Ils étaient tous incertains sur le chemin qu'il fallait prendre, et quelques-uns regrettaient d'abandonner la Galice à l'instant même où le feu de l'insurrection s'y propageait de toutes parts. A la fin on résolut, sur la proposition de l'adjudant-général Moscoso, de ne pas s'éloigner des pays montueux, et, d'après cette détermination, la Romana prit la route des Asturies, d'où il pouvait exciter l'incendie allumé en Galice. En conséquence, la marche fut tout à coup intervertie, et l'on revint sur les montagnes de las Cabreras, pour les franchir au *port* del Palo, pays ardu, solitaire, et dont il faut plutôt escalader que gravir les montagnes. Au passage du *port*, la nuit surprit nos soldats, exposés à l'inclémence d'une rude saison, et dépourvus de tout. S'animant les uns les autres, ils parvinrent enfin à Ponferrada del Vierzo, à l'étonnement des habitans qui les croyaient bien loin de leurs foyers. Dans cette petite ville, et dans beaucoup d'autres communes, il n'y avait pas un seul Français, l'ennemi se contentant d'occuper la ligne de la Calzada, qui va de Galice en Castille : il n'y avait même que peu de troupes, excepté à Villafranca, où l'on comptait un millier de soldats d'élite.

Ceux de la Romana n'étaient guère en état d'entreprendre des expéditions de quelque importance; mais, ayant par hasard rencontré dans un ermi-

tage près de Ponferrada un canon de douze abandonné, avec son affût et des boulets de calibre, cette trouvaille suggéra à l'adjudant Moscoso l'idée de proposer au général en chef une attaque contre les Français de Villafranca. La Romana consentit, et, depuis Moreno, où il s'était déjà transporté pour pénétrer dans les Asturies, il chargea le général Mendizabal de tenter l'entreprise avec quinze cents hommes.

Les Français, à l'aspect inattendu des Espagnols et du canon de gros calibre, s'imaginèrent avoir affaire à des forces supérieures, et, saisis d'effroi, ils se retranchèrent dans le château-palais de la ville, appartenant au marquis de ce nom; c'était un édifice antique, avec de solides murailles, quatre bastions, défendus par des crénelures et des canons en fer, et que les paysans brûlèrent ensuite pour qu'il ne servît plus de refuge à l'ennemi. Les Espagnols commencèrent l'attaque dans la matinée du 17 mars; le régiment des volontaires de la Couronne s'y distingua particulièrement. On allait forcer l'entrée du château, quand, sur une sommation de se rendre, les Français ouvrirent les portes, et mille grenadiers, des meilleures troupes, se livrèrent prisonniers. Ils eurent honte ensuite d'avoir rendu les armes à si peu de monde et à des soldats d'aussi pauvre apparence, comme l'étaient alors les troupes de notre armée. La nouvelle de cet événement, se grossissant de bouche en bouche, encouragea les patriotes de la Galice, qui se figuraient déjà les troupes de la Romana bien plus nombreuses qu'elles n'étaient. Plût à Dieu que ce général se fût toujours borné à ces sortes d'entreprises, dignes d'un militaire et du poste élevé qu'il occupait, au lieu de s'entremettre dans des querelles et des divisions de provinces, ainsi qu'il arriva à Oviédo, où il entra peu après la prise du château de Villafranca.

Le mécontentement excité par les mesures opportunes, mais énergiques de la junte, s'était alors accru par l'adoption d'autres mesures intempestives, arbitraires, dirigées contre certaines personnes. Les mécontens, et surtout certains membres des corporations privilégiées, vinrent au-devant de la Romana, et, par malheur, préoccupèrent tellement son esprit, qu'au lieu d'agir sans passion et de se borner à réprimer les abus d'autorité qui pouvaient avoir été commis, il se mit du parti de ceux qui se croyaient lésés. En conséquence, le général et la junte se traitèrent avec froideur, ou plutôt avec inimitié, malgré la prudence et les efforts du président, Don José Valdes, pour les réconcilier (Valdes avait eu naguère la Romana sous ses ordres, quand celui-ci servait sur la flotte). Le marquis avait reçu de la junte les pouvoirs militaires les plus amples; mais donnant à ces pouvoirs une extension abusive, il ne craignit pas de censurer les actes même les plus louables de ce corps; ainsi il blâma principalement la mesure qui forçait tous les citoyens, sans exception, à prendre les armes, voire même les frères Lais des couvens et les bénéficiers non encore ordonnés *in sacris*. La junte, composée des personnages les plus considérables de la province, tous naturellement fort altiers, répondit avec amertume à ces reproches imprudens, et la Romana irrité, voulut aussitôt lui faire rendre ses comptes. Celle-ci ne reconnut pas au général le droit de lui adresser une pareille injonction; mais elle consentit à rendre un compte public de ses recettes et de ses dépenses pour la satisfaction de ses commettans. Les esprits s'aigrissant de plus en plus de part et d'autre, surtout à propos de la répartition de 4,000,000 de réaux envoyés par la junte centrale pour l'usage de la province, et que la Romana

de son côté voulait appliquer aux seuls besoins de son armée, ce général résolut de dissoudre la junte. Dans ce but et par son ordre, le colonel Don José de Odonell pénétra dans la salle des séances avec cinquante hommes du régiment de la Princesse, faisant ainsi une ridicule parodie du 18 brumaire de Napoléon. Les membres de la junte cédèrent à la violence, après avoir opposé toutefois une forte et énergique résistance, entre autres Don Manuel-Maria de Acevedo. La Romana nomma une autre junte à la place de la première; mais l'attentat commis contre celle-ci excita un mécontentement général, et renversa, pour ainsi dire, du siége de ces magistrats, l'ordre et le bon gouvernement de la province. Ce fut très-injustement que quelques personnes accusèrent la junte dissoute de malversation dans les deniers publics. Riches pour la plupart, ses membres avaient fait des dons volontaires très-considérables, et leur zèle patriotique était à l'abri de toute souillure. Seulement, nous le répétons, ils subirent un blâme mérité pour quelques mesures arbitraires prises nommément contre des personnes. Nous parlons sur ce point avec d'autant plus d'impartialité que nous n'étions pas en bons termes avec la junte, ce qui nous valut même d'être appelé par la Romana dans celle qui fut créée à sa place; toutefois, nous ne crûmes point devoir accepter une telle faveur, que nous regardions comme la conséquence d'un acte illégal et dangereux.

Le maréchal Ney, instruit de la discorde qui régnait entre la junte des Asturies et la Romana, et craignant surtout, d'après l'aventure de Villafranca, que ce général, réunissant ses troupes à celles de la province, ne formât un corps assez nombreux pour l'inquiéter et couper ses communications avec le royaume de Léon, se prépara à envahir les Asturies.

il se mit d'abord en relation avec les forces qui se trouvaient dans la Castille et à Santander. Il paraît que de France même il lui était venu l'ordre de ne perdre aucune conjoncture favorable pour exécuter cette invasion. La Romana, de son côté, plus occupé de ses contestations et de ses querelles avec la junte, qu'à organiser militairement le grand nombre d'hommes qu'il avait maintenant à sa disposition, ne prit aucune mesure à ce sujet. Il laissa aller les affaires de la guerre dans la principauté comme elles étaient à son arrivée, et oublia même son armée de Galice, qui, après avoir passé le port des Ancarès, sous les ordres de Don Nicolas Mahy, avait pris position sur la Navia, s'étendant jusqu'aux approches de Lugo et de Mondoñedo.

Le maréchal Ney, se croisant presque avec cette armée, et suivi de six mille hommes, se dirigea depuis la Galice, par le pays âpre et montueux de Navia de Suarna, à Ibias; puis, descendant à Cangas de Tineo, à Salas et à Grado, il s'avança sur Oviédo, en même temps que le général Kellermann, venant de Valladolid avec des forces au moins égales, pénétrait dans la principauté. Le maréchal Ney était déjà tout près d'Oviédo, que la Romana l'ignorait encore. Il en reçut enfin l'avis, et après avoir donné pour la première fois des ordres à la division de Ballesteros et à celle de Worster, auquel on avait bien mal à propos rendu le commandement, il passa en toute hâte à Gijon, où il s'embarqua pour reprendre terre ensuite à Rivadeo. Ney entra à Oviédo le 19 mai; presque tous les habitans avaient quitté la ville, abandonnant leurs maisons et leurs biens. Elle fut livrée pendant trois jours au pillage, ce qui ruina complètement bien des gens, et appauvrit tous les autres. A la nouvelle de l'invasion, le général Worster s'approcha lentement d'Oviédo par la montagne; et Ballesteros, revenant

sur ses pas de Colombrès à l'Infiesto, s'enfonça bientôt dans les gorges de Covadonga, sanctuaire célèbre depuis Pélage, et regardé comme le berceau de la monarchie de Castille. Ney ne fit pas long séjour dans la capitale des Asturies; laissant Kellermann dans cette ville, et à Villaviciosa le général Bonnet, qui était accouru sur ce point avec sa division, depuis les confins de Santander, il retourna par la côte en Galice, où l'appelaient de graves événemens, les revers de Soult en Portugal, l'insurrection de la province de Tuy et de quelques autres, enfin les mouvemens de l'armée du marquis de la Romana, qui menaçait Lugo et encourageait le soulèvement des paysans par les bruits exagérés de ses exploits.

Les forces de cette armée se trouvaient divisées en deux parties. La principale est celle dont nous venons de faire mention; l'autre, moins nombreuse alors, était restée à Puebla de Sanabria, sous les ordres de Don Martin de la Carrera. La première, commandée, en l'absence de la Romana, par Don Nicolas Mahy, comptait environ six mille hommes et deux cents chevaux. En même temps que Ney se mettait en mouvement pour revenir des Asturies, elle s'avança jusqu'au monastère de Mecra, peu éloigné de Lugo. Le général Worster n'avait pas voulu accompagner Mahy dans cette manœuvre, croyant que les forces qu'il commandait devaient penser avant toute chose à couvrir les Asturies. Le général Mahy continua de marcher en avant, et son avant-garde, commandée par Don Gabriel de Mendizabal, rencontra le 17 mai, à Feria de Castro, qui n'est qu'à deux lieues de Lugo, une colonne ennemie de quinze cents hommes qu'elle obligea de rentrer dans la ville. Le lendemain, le général Fournier, gouverneur français, militaire habile, mais de caractère bizarre, et qui se plaisait à parler latin aux évêques et aux ecclésiastiques, sortit de

la place, se disposant à attendre les nôtres dans les environs; il appuya sa gauche aux murailles mêmes de Lugo, et sa droite sur un bois de pins peu éloigné. Don Nicolas Mahy ordonna l'attaque, après s'être formé en deux colonnes conduites par les généraux Mendizabal et Taboada, avec les deux cents cavaliers aux ordres de Don Juan Caro. Il laissa sur ses derrières la réserve, commandée par le brigadier Losada, et pour faire croire qu'il avait un autre corps de cavalerie placé à distance, il fit monter un certain nombre de soldats sur les mulets de bât et les chevaux d'officiers : stratagème qui ne laissa pas de servir, en même temps qu'on apercevait dans nos troupes plus d'instruction et de confiance. La mêlée s'engagea, et bientôt la cavalerie ennemie, tournant bride, jeta le désordre dans la ligne de bataille; fantassins et cavaliers coururent précipitamment s'enfermer dans la ville. Nos soldats attaquèrent avec tant d'impétuosité, que plusieurs Catalans des troupes légères, ayant pénétré jusqu'au delà des portes en poursuivant l'ennemi, furent obligés, avec l'aide des bourgeois, de se couler avec des cordes par les fenêtres des maisons adossées aux murailles. Les Français perdirent passablement de monde, et les Espagnols plusieurs officiers, entre autres le commandant du génie Don Pédro Gonzalez Davila, distingué par sa bravoure. Les Espagnols ne pouvant enlever Lugo, ville entourée d'une vieille et haute muraille, et d'un grand nombre de bastions, dont le revêtement était miné par l'action des années, firent sommation de se rendre au gouverneur, qui répondit avec une honorable fierté. Le général Mahy résolut alors de faire le siége en forme, et nous le laisserons devant cette place pour accourir où nous appellent les glorieux événemens des bords du Minho.

Dès que le maréchal Soult eut pris, depuis Orense,

a route de Portugal, l'insurrection des paysans ga-
iciens s'accrut et s'étendit rapidement dans toutes
es paroisses des provinces de Tuy, de Lugo, d'O-
-ense, de Saint-Jacques, jusqu'aux bords de l'Ulla,
et même plus loin encore. De toutes parts, des chefs
apparurent pour en diriger le mouvement, et la
Romana ainsi que la junte centrale en envoyèrent
encore d'autres pour la fomenter. Parmi les pre-
miers, ceux qui se distinguèrent le plus furent les
abbés de Couto et de Valladarès, dont nous avons
déjà fait mention, et en outre un gentilhomme ap-
pelé Don Joaquin Tenreiro, l'alcade de Tuy, Don
Cosme de Seoane, enfin Don Manuel Cordido, cul-
tivateur et juge à Cotobad. Ainsi s'unissaient in-
distinctement toutes les classes contre l'ennemi
commun. Cordido fit une guerre terrible sur le
chemin de Pontevedra à Saint-Jacques; les autres,
après diverses rencontres dans les champs de Tuy
et de Vigo, obligèrent les Français à se renfermer
dans l'enceinte de ces deux places. Parmi les émis-
saires de la Romana, les plus renommés furent les
capitaines Don Bernardo Gonzalès, surnommé Ca-
chamuiña, du nom du village où il était né, et Don
Francisco Colombo. Le premier inquiéta beaucoup
l'ennemi du côté de Soutelo de Montes et du pont
de Ledesma. Les envoyés de la junte centrale furent
le lieutenant-colonel Don Manuel Garcia del Barrio,
Don Pablo Morillo, qui n'était encore qu'enseigne,
et le chanoine de Saint-Jacques, Don Manuel de
Acuña, Galicien, et d'une famille qui avait de la
clientelle dans le pays. Ceux-ci arrivèrent tandis
que le marquis de la Romana était encore dans la
vallée de Monterey; et Barrio, demeurant avec lui
jusqu'à son départ pour les Asturies, envoya du
côté de Tuy les deux autres commissaires pour
qu'ils agissent d'accord avec ceux qui combat-
taient déjà sur ce point contre les Français.

En outre, il n'y eut pas un district, pas un hameau, où l'ennemi, avant ou après, ne fût harcelé par la population. C'est ce qui arriva à Trudeza, non loin de Saint-Jacques, où l'on forma une junte, et où deux étudians, les frères Don Benito et Don Gregorio Martinez, commandaient les guérillas ; c'est ce qui arriva également à Muros, à Corcubion, à Monforte de Lamos, mais avec ce malheur, que ces trois derniers bourgs furent incendiés, et horriblement saccagés. Ces disgrâces ne découragèrent pas les habitans; Barrio, ayant appris que, sur les hauteurs de Lobera, l'administrateur des rentes de la Boullosa, Don Joaquin Marquez, avait réuni du monde, s'incorpora sa troupe, le 17 mars, en venant du côté de Chaves. Reconnu pour commissaire de la junte centrale, Barrio convint avec les autres chefs d'assembler une junte, composée des membres élus par le district et des personnes qui avaient le plus contribué au soulèvement des autres paroisses. La junte convoquée s'installa, en effet, le 21 du même mois, sur ces hauteurs mêmes, et en rase campagne, renouvelant la simplicité des temps primitifs. Tout le monde se soumit à l'autorité créée; l'évêque d'Orense fut nommé président, et l'on prit sans délai des dispositions qui pussent fomenter et régulariser l'insurrection. Don Joaquin Marquez, homme brave et qui avait plus travaillé que personne en faveur de la cause commune, fut mis à la tête d'un régiment de Lobera, et envoyé au blocus de Tuy. L'ordre fut aussi donné à Cachamuiña de se porter sur Vigo, où il devait renforcer les assiégeans. Diverses autres incursions furent aussi disposées, pour lors et plus tard, principalement sur Lugo et la vallée de Valdeorras. Là, les paysans furent toujours commandés par Don Juan-Bernardo de Quiroga, et par son frère, l'abbé de Casoyo.

Cependant, les abbés de Couto et de Valladarès continuaient à serrer les villes de Tuy et de Vigo. Cette dernière était défendue par mille trois cents Français, sous les ordres du chef d'escadron Chalot. Bien que ce port soit un des meilleurs et des mieux abrités de l'Espagne, la fortification de terre est défectueuse, et le fort del Castro domine en quelques endroits sa muraille, basse et sans fossé. Néanmoins, la place était bien pourvue, et garnie d'une forte artillerie. Elle était étroitement serrée par l'abbé de Valladarès, Don Juan-Rosendo Arias Henriquez, auquel s'étaient réunis les gens levés dans le val de Fragoso par l'ancien alcade du pays, Don Cayetano Limia, et que les croiseurs anglais de la côte voisine avaient pourvus d'armes. Il fut encore rejoint par Don Joaquin Teureiro, qui, avec l'aide du Portugais Don Juan-Bautista Almeïda, avait rassemblé un grand nombre de volontaires dans certaines vallées voisines, et grossissait ainsi considérablement le nombre des assiégeans.

Ce fut aussi dans le mois de mars que se présenta parmi eux Don Pablo Morillo, qui, informé qu'une colonne française se disposait à venir, du côté de Pontevredra, au secours de la place, accourut au pont de San-Payo, pour reconnaître ce passage et en assurer la défense. C'est ce qu'il fit avec l'aide de Don Antonio Gogo, bourgeois de Marin, qui commandait une nombreuse bande de paysans, et possédait deux pièces d'artillerie. Morillo les plaça, avec trois autres qui vinrent de Redondela, sur le passage du pont qu'il confia, après l'avoir fortifié, aux soins de Don Juan de Odogerti, commandant de trois chaloupes canonnières. Don Pablo retourna aussitôt au siége de Vigo, et ramena trois cents hommes aux ordres de Don Bernardo Gonzalez Cachamuiña et de Don Francisco Colombo.

Plusieurs fois, l'abbé de Valladarès avait sommé la place de se rendre, sans que le commandant français voulût ouvrir les portes, trouvant honteux et peu sûr de capituler avec des paysans. Morillo revint, comme nous l'avons dit, et soit à cause des actives et sages dispositions qu'il prit, soit parce qu'il était envoyé de Séville, les assiégeans l'élevèrent au rang de colonel, et le reconnurent pour chef, afin que la présence d'un chef militaire fît cesser les scrupules et les appréhensions du commandant français. Sans retard, le nouveau chef espagnol répéta la sommation en termes fort durs, menaçant, le 27 mars, de prendre d'assaut la place et de ne faire aucun quartier. Les Français demandèrent vingt-quatre heures de délai pour répondre; mais, sur le refus de Morillo, ils se rendirent enfin, ayant obtenu que ce serait avec les honneurs de la guerre, et sous la condition qu'ils seraient conduits prisonniers en Angleterre, en foi de quoi la capitulation fut signée, non-seulement par le chef espagnol, mais aussi par le commandant de la croisière anglaise. Morillo exigea en outre que la convention fût immédiatement ratifiée, sinon qu'il attaquerait la place. La réponse tardait à venir, et, à huit heures du soir, les assiégeans s'approchèrent des murailles. Un vieux matelot, armé d'une hache, s'élança sur la porte de Camboa pour la mettre en pièces, mais il tomba mort, frappé d'une balle; Gonzalez Cachamuiña prit sa hache et son poste, et brisa la porte, quoique blessé en plusieurs endroits; on allait pénétrer par cette issue, quand Morillo reçut la ratification; ce ne fut pas sans peine qu'avec sa forte voix il fit cesser le feu, et retint les siens, qui prirent possession de la place le lendemain 28. Il n'y eut à cette reprise de Vigo, ni ingénieurs, ni canon; elle ne fut due qu'aux

élans du patriotisme galicien. Quarante-six officiers et mille deux cent treize hommes se rendirent prisonniers; on fit aussi quelques autres captures, entre autres 117,000 fr., en monnaie de France. Peu après la reddition, on apprit que des troupes ennemies accouraient de Tuy au secours de la garnison de Vigo. Morillo se hâta d'envoyer à leur rencontre des gens de sa confiance, qui les défirent, leur tuèrent du monde, et firent même soixante-douze prisonniers qu'on mit à bord avec ceux de Vigo.

Néanmoins, la facilité avec laquelle était arrivé ce secours montrait bien que le blocus de Tuy n'était pas très-rigoureux. C'était le 15 mars qu'il avait été commencé par l'abbé de Couto, par le juge et le procureur-général de la même ville, et par d'autres chefs. Des Portugais accoururent aussi de la rive opposée, et la petite place de Valença, située en face, essayait d'inquiéter les Français par le feu de son artillerie. Vigo délivré, on espérait que le siége de Tuy aurait une prompte et heureuse issue, puisque, outre Morillo, Tenreiro, Almeïda et d'autres qui accoururent avec leur monde, les assiégeans furent encore renforcés par Don Manuel Garcia de Barrio, reconnu pour commandant-général par la junte de Lobera. Mais un si grand concours de chefs de toute espèce ne servit qu'à susciter des rivalités et des discordes. Morillo fut envoyé en mission sur le chemin de Saint-Jacques, et les autres, principalement Barrio et Tenreiro, l'un présomptueux de caractère et l'autre indocile, se brouillèrent et ne s'occupèrent plus que de reproches et de querelles. Aussi, ce blocus, soutenu par du canon et avec plus de monde que l'autre, fut mal dirigé, et se termina mal. Le général Lamartinière commandait la place; ayant fait une sortie, le 6 avril

il s'empara de quatre pièces en batterie sur la hauteur de Francos, non loin de la ville. Après ce malheur, et les esprits s'en étant aigris davantage, des secours purent arriver à Tuy ; une colonne d'infanterie et de cavalerie s'avança du côté de Saint-Jacques, sous les ordres du général Maucune, tandis qu'il en arrivait une autre du côté du Portugal, commandée par le général Heudelet, qu'envoyait Soult, déjà maître d'Oporto, pour recueillir l'artillerie qu'il avait laissée à Tuy.

Le général Heudelet s'empara, le 10 avril, de Valença del Minho sans résistance; à cette nouvelle les Espagnols qui bloquaient Tuy levèrent le siége. Les uns s'arrêtèrent sur les hauteurs entre cette place et Vigo; les autres, avec Barrio, gagnèrent Puente-Arcas. En même temps, les Français qui venaient de Saint-Jacques culbutèrent la troupe de Morillo sur le chemin de Redondela, petite ville qu'ils brûlèrent par vengeance. Une partie d'entre eux entrèrent à Tuy; les autres retournèrent avec le général Maucune au point d'où ils étaient partis. La place ainsi secourue, les Français en enlevèrent l'artillerie et tous leurs effets, et, craignant un nouveau blocus, ils l'abandonnèrent le 16, pour se réunir à ceux de Valenca.

Toutefois, si le siége de Tuy n'eut pas un résultat complètement heureux, il servit du moins à jeter la crainte parmi les Français, et à délivrer de leurs armes toute la rive droite du Minho. Les habitans mirent alors tous leurs soins à organiser et à discipliner les bandes qui s'étaient soulevées. Elles reçurent la dénomination de division du Minho, et plusieurs régimens furent créés, qui se distinguèrent dans les affaires postérieures. Cette division se renforça du corps franc de Don José-Maria Vazquez, connu, pour ses prouesses dans la Castille, sous le nom de *Salamanquino*, et enfin, elle accrut

sa force, en même temps qu'elle gagna beaucoup dans l'opinion, lorsque, suivant le désir général, elle mit à sa tête, le 7 mai, Don Martin de la Carrera, auquel Barrio céda les pouvoirs qu'il tenait de l'autorité suprême.

Pendant tout ce temps, Don Martin avait séjourné dans la Puebla de Sanabria, rassemblant des soldats dispersés. Les ayant réunis à la division du Minho, il compléta un effectif de seize mille hommes, ayant, en outre, quelques chevaux et neuf canons. Il s'avança, avec une partie de son monde, par la province de Tuy, sur Saint-Jacques, ville d'où sortirent, le 23 mai, pour le repousser, environ trois mille fantassins et trois cents chevaux, sous les ordres du général Maucune, et qui l'attaquèrent au camp de la Estrella. Carrera les défit, et Don Pablo Morillo, lancé à leur poursuite, entra le premier dans la ville de Saint-Jacques. On y prit des fusils, des objets d'équipement, et quarante-une arrobes (mille vingt-cinq livres) d'argent ouvré, sans compter tout celui qu'on trouva dans les temples. Accueillis avec des transports d'allégresse, les nôtres durent néanmoins se retirer devant les opérations combinées qu'entreprirent immédiatement les maréchaux Ney et Soult, de retour, l'un des Asturies, l'autre de Portugal.

La campagne de Soult, dans ce royaume, s'était terminée au grand détriment de ses armes. Nous allons rapporter succinctement ce qui s'y passa, suivant notre usage pour les affaires du Portugal. C'était le 10 mars que le maréchal mit le pied sur la frontière lusitanienne; le 11, il fit rendre Chaves, place de la province de Tras-os-Montes en mauvais état, et qui conservait encore les brèches faites dans la guerre de 1762 avec l'Espagne. Il y entra à la tête de vingt-un mille hommes, et le général Silveira battit en retraite du côté de Villa-Pouca.

Le 13, les Français continuèrent leur marche sur Braga, mais dans l'appréhension des forces qu'y commandait Bernardino Freire. Dans ce trajet, couvert de défilés, ils rencontrèrent une opposition fort vive, et furent obligés de cheminer avec lenteur, et dépourvus d'approvisionnemens. Comme ils approchaient enfin de Braga, Freire, général peu respecté, ne pensa point que l'on pût défendre la ville, et prépara sa retraite. Mais le peuple, courroucé, l'arrêta dans un village voisin, et le ramena à Braga, où il fut inhumainement massacré. Son second, le baron de Ebben, se vit alors dans la nécessité de défendre, avec un ramassis de troupes, la position de Carvalho, à une lieue et demie. Mais les Français, l'ayant enlevée, entrèrent le 20 à Braga, et parurent le 28 devant Oporto, après avoir vaincu d'autres obstacles non moins embarrassans.

Aussitôt le maréchal Soult fit à la ville sommation de se rendre. Elle est située sur la rive droite du Duero, à une lieue de son embouchure, et, par sa population de soixante-dix mille âmes, ainsi que par son grand commerce, c'est la première ville du Portugal après Lisbonne. L'esprit des habitans se montrait fort animé, d'autant plus qu'avec l'invasion française ils voyaient prohibé et détruit leur principal trafic, qui est celui de l'exportation de leurs vins en Angleterre. Dans l'intention de défendre la ville, on avait construit à l'entour un camp retranché, hérissé de canons, dont la droite s'appuyait sur le Duero, et la gauche sur les forts qui avoisinent la mer. On avait, en outre, coupé les rues, et ces coupures ainsi que d'autres points favorables étaient garnis de pièces d'artillerie. L'exaltation populaire était telle, que bien des personnes en furent victimes, et que le maréchal Soult ne put qu'avec beaucoup de diffi-

culté signifier sa sommation, la ville ne voulant prêter l'oreille à nulle trêve, à nul arrangement. Une autre fois, sous prétexte d'écouter les propositions, on arrêta les parlementaires. C'est ce qui arriva notamment au général Foy, que l'on emmena prisonnier dans la place, au grand danger de sa vie. C'était l'évêque qui commandait en chef; mais, la veille de l'attaque, il abandonna la ville, laissant à sa place le général Parreiras. Les Français attaquèrent les lignes le 29 mars. Mal disposées, trop étendues et défendues par des gens ramassés, elles furent emportées sans grand effort, et les vainqueurs pénétrèrent dans la ville, où leur cavalerie fit un horrible mssacre. Les habitans, fuyant le péril, se précipitèrent en masse sur le pont du Duéro, qui, formé de barques, rompit sous la multitude. Là, survinrent les plus grands malheurs, les uns se noyant, tandis que les autres étaient impitoyablement mitraillés par les Français. Il y périt trois à quatre mille personnes, parmi lesquelles beaucoup de femmes et d'enfans. Quelques actions d'éclat rehaussèrent la valeur tant célébrée des Portugais : deux cents braves se défendirent dans la cathédrale jusqu'à ce qu'il n'en restât pas un seul vivant.

De déplorables excès suivirent, sans que le maréchal Soult pût contenir l'emportement de ses troupes. Il voulut, alors et depuis, gagner l'affection de habitans, et alla jusqu'à les imiter dans les pratiques de la plus fervente piété. Ses offrandes, ses *ex-voto*, et le soin particulier que prenait le maréchal de complaire aux Portugais, firent soupçonner qu'à l'exemple de Junot, il entretenait secrètement la pensée de ceindre la couronne lusitanienne. A l'appui de ce soupçon, il parut une adresse de douze habitans de Braga, suivie de quelques autres qui furent imprimées et publiées,

dans lesquelles les signataires prodiguaient au maréchal Soult les noms de *père* et de *libérateur*, témoignaient le désir que Napoléon le nommât roi de Portugal. Il est vrai que le maréchal leur répliqua qu'il ne dépendait pas de lui de leur donner une réponse ; mais la simple publication de cette demande, dans un pays où il était parfaitement maître de la défendre ou de l'autoriser, prouve assez que si, elle ne venait pas de ses propres suggestions, du moins elle n'était pas désagréable à son oreille.

Les Français, une fois en possession dOporto, ne continuèrent pas leur marche sur Lisbonne, tant à cause de l'opposition qu'ils rencontrèrent dans le pays, que parce qu'ils ignoraient ce qu'étaient devenus le général Lapisse et le maréchal Victor, dont les mouvemens par la Castille et l'Estrémadure devaient correspondre avec celui de Galice. Ils se bornèrent donc à défendre ce qu'ils avaient conquis, et à se préparer pour la suite. Nous avons déjà raconté comment, dans ce but, et pour reprendre l'artillerie qui était restée à Tuy, le général Heudelet avait rétrogradé jusqu'à cette place, et l'avait dégagée des assiégeans. L'ennemi tenta la même opération du côté de Chaves, ville qu'avait recouvrée, le 20 mars, le général Silveira, qui s'étendit ensuite, par le Taméga, jusqu'à Amarante et Peñafiel. Bientôt renforcé, et inquiétant sans relâche les Français, ce général séjourna près d'un mois dans les mêmes parages. Mais le maréchal Soult, voulant rouvrir le passage et tenir libres ses communications avec Tras-os-Montes, envoya, le 18 avril, le général Delaborde à la tête de forces considérables. A son approche, Silveira prit position à Amarante, et défendit avec tant de vigueur le passage du pont, que les Français ne purent, avant le 2 mai, surmonter les obstacles qu'il leur opposait. Défense très-honorable

pour lui, bien qu'il eût été contraint de s'éloigner momentanément.

Au midi d'Oporto, et dans la direction de Lisbonne, les Français ne poussèrent pas leurs excursions plus loin que le Vouga, persuadés que des forces imposantes gardaient Coïmbre. Elles se réduisaient pourtant à environ quatre mille hommes mal disciplinés, et à une bande de paysans commandée par le colonel Trant, qui ne put rien faire de mieux que de manœuvrer avec adresse pour simuler plus de ressources qu'il n'en avait. Mais à cause de leur faiblesse réelle, le maréchal Soult aurait à la fin pris facilement la route de Lisbonne, dès qu'il sut les résultats de la bataille de Médellin, si de grands renforts ne fussent arrivés immédiatement à l'armée anglaise de Portugal.

C'était la régence, rétablie après l'évacuation de Junot, qui continuait à gouverner ce pays. Les troupes qu'elle avait levées n'étaient jamais sorties des limites du territoire, malgré les instances réitérées de la junte centrale. Peut-être le gouvernement portugais agit-il avec sagesse en n'accédant point à ces instances, car ses troupes se trouvaient encore bien peu disciplinées. Des Anglais, il était resté environ dix mille hommes aux ordres de sir John Cradock, contre lesquels éclata de la part des Portugais un vif mécontentement quand ils firent mine de vouloir s'embarquer à la nouvelle du désastre de Moore, car on découvrait dans leurs mesures à ce sujet moins un plan prémédité que de la méfiance et de l'abattement. Enfin, le général anglais s'étant rassuré, reçut plus tard de son cabinet l'ordre de demeurer à Lisbonne. Il s'avança ensuite à Leiria, dans le même temps que l'armée portugaise s'établissait à Tomar. Cette dernière, sans compter les forces de Silveira, la légion lusitanienne et les bandes de paysans, réunissait de quinze à vingt mille hommes. Ils

étaient formés à la discipline militaire par le général Beresford, auquel, depuis le mois de février, le régent de Portugal avait donné pouvoir d'agir comme commandant en chef de ses troupes.

Tel était l'état des choses dans ce royaume, lorsque le gouvernement anglais, voyant que l'Espagne ne se soumettait pas au joug étranger, malgré ses disgrâces répétées et la retraite de Moore, et prévoyant aussi la guerre entre l'Autriche et la France, résolut de tenter de nouveau la fortune dans la Péninsule. Dans ce dessein, il renforça considérablement son armée, et la mit sous les ordres de sir Arthur Wellesley, paré déjà des lauriers de Roliza et de Vimeiro. Les troupes arrivèrent successivement sur le rivage portugais, et leur général en chef débarqua le 22 avril, à Lisbonne, où il reçut des habitans le plus brillant accueil. Peu de jours après, le 29, il se mit en marche sur Coïmbre, menant avec lui vingt mille Anglais et huit mille Portugais. Douze mille de ces derniers, avec deux brigades anglaises, aux ordres du général Mackensie, prirent position à Santarem et Abrantès, tandis qu'un régiment de milices et la légion lusitanienne, alors commandée par le colonel Mayne, s'avancèrent jusqu'au pont d'Alcantara. Sir Robert Wilson, qui, peu de temps avant, était à la tête de cette légion, se trouvait détaché, avec un petit corps portugais, du côté de Viseo. Le général Wellesley arriva à Coïmbre le 2 mai, aimant mieux repousser d'abord Soult du Portugal, plutôt que d'agir en Estrémadure, de concert avec Cuesta, selon le désir de ce général et celui du gouvernement espagnol.

Les Français n'avaient point bougé d'Oporto et de leurs positions du Vouga. Un grand mécontentement se manifestait dans leur armée, car ils étaient tous rebutés et las de cette espèce de guerre; ce mécontentement était fomenté par une société se-

secrète, appelée des philadelphes, dont l'objet était de renverser la dynastie impériale et de rétablir en France un gouvernement républicain. Il y avait, parmi les membres de cette société, des officiers supérieurs, et ils pensaient à mettre à leur tête, soit le maréchal Ney, soit le général Gouvion-Saint-Cyr. Les ramifications des philadelphes s'étendaient dans les autres armées de Napoléon, et, dans celle d'Espagne, les conspirateurs n'abandonnèrent pas leur projet avant l'année 1810. La société avait jeté de profondes racines parmi les troupes du maréchal Soult, et tel était le nombre des personnes mises dans le secret, que l'adjudant-major, M. d'Argenton, envoyé pour entretenir des relations à ce sujet, put arriver sans encombre jusqu'à Lisbonne. Il s'y rendit même si ouvertement, que sir Arthur Wellesley en prit de la défiance, et répondit à l'émissaire français, que tant que l'armée resterait en Portugal, qu'elle se révoltât ou non, il n'en persisterait pas moins à l'attaquer; il ajouta, néanmoins, que, si elle se déclarait contre Bonaparte, on pourrait tomber d'accord d'un arrangement pour sa retraite. D'autres chefs, à ce qu'il paraît, eurent aussi des conférences avec le général anglais, et l'on cite, parmi eux, les colonels Donadieu et Lafitte. Mais d'Argenton, de retour à Oporto, s'étant ouvert au général Lefebvre, qu'il croyait dans le complot, ou du moins favorable à sa réussite, fut arrêté dans la nuit du 8 au 9 mai, porteur de passeports de l'amiral anglais Berckley. On ajourna son châtiment pour tâcher de saisir ses complices; mais ceux-ci, loin d'être découverts, facilitèrent son évasion, et il passa en Angleterre (1).

(1) D'Argenton s'échappa pendant la nuit, dès que les Français eurent quitté Oporto. Il passa en Angleterre, mais il paraît

Un événement si funeste alarma le maréchal Soult, qui voyait ainsi se réaliser d'anciens soupçons, en même temps qu'il encourageait le général Wellesley à s'avancer rapidement, bien que celui-ci ne comptât pas beaucoup sur le soulèvement de l'armée ennemie. Le plan du général anglais était d'envelopper Soult, et de l'obliger, soit à une retraite désastreuse, soit à se rendre. Dans cette pensée, il ordonna qne le général Beresford avec les troupes de son commandement, et les corps portugais qui étaient à Viseo sous les ordres de sir Robert Wilson, prissent à l'avance la direction de Lamego, et passassent le Duéro pour aller se réunir dans Amarante avec Silveira, dont on ignorait encore la retraite. Ce mouvement exécuté, le reste des forces britanniques devait avancer en deux colonnes sur Oporto, l'une par la voie d'Aveiro, l'autre par la grand'route. Le plan ne fut point changé quand on apprit le désastre de Silveira; et, le 6 mai, commença l'opération convenue. Le 10 et le 11, le général Franceschi, commandant de l'avant-garde ennemie, fut délogé des hauteurs de Grijo, et plus tard repassa le Duéro.

Le maréchal Soult, prenant aussitôt ses dispositions pour évacuer Oporto et assurer sa retraite, fit sauter le pont de bateaux, et retint toutes les embarcations sur la rive droite. Le 12, sir Arthur Wellesley fut en vue de la ville; mais, quoique très-près, il en était séparé par le large et profond courant du Duéro. Comme il n'avait pas sous la main les moyens nécessaires pour le traverser, Soult aurait pu se retirer tranquillement en Galice, si un heureux hasard n'eût aidé la combinaison qu'avait préparée pour le trajet le général anglais.

qu'étant retourné en France pour y chercher sa femme et ses enfans, il fut pris et fusillé.

Il avait détaché en amont du fleuve le général Murray, pour que celui-ci traversât le Duero par Avintas, et tombât sur le flanc de l'ennemi, tandis qu'il serait attaqué de front. Murray partit; mais il était encore incertain de quelle manière il exécuterait son passage, quand le colonel Waters découvrit, dans un coude que forme le fleuve, un petit bateau qui lui servit à passer sur l'autre rive, accompagné de deux ou trois personnes; là il s'empara, sans être aperçu, de quatre grandes barques abandonnées, et les ramena en toute hâte du côté des siens. A l'instant, et le même jour 12, à dix heures du matin, lord Paget passa le Duero dans ces barques avec trois compagnies. D'autres suivirent, et l'ennemi demeurait dans une telle confiance, que l'on se moqua des premiers avis que donna un officier, jusqu'à ce que le général Foy étant monté par hasard sur la hauteur qui s'élève en face du couvent de Serra, vit qu'en effet les Anglais passaient le fleuve. Alors, tout le camp français s'émut et se mit sous les armes. Une très-vive rencontre s'engagea entre les soldats des deux armées; de chaque côté les troupes accoururent successivement y prendre part; et enfin le général Murray arrivant d'Avintas, les Français abandonnèrent Oporto, poursuivis par les Anglais jusqu'à une certaine distance de la ville. Le massacre fut grand; d'un côté, les généraux Delaborde et Foy furent blessés; lord Paget de l'autre, sans compter beaucoup d'autres officiers de l'une et l'autre part. Le maréchal Soult fut sévèrement blâmé de sa négligence dans sa propre armée; on ne pouvait lui pardonner d'avoir laissé les Anglais passer en plein jour, et sans résistance, un fleuve aussi considérable que le Duero l'est en cet endroit.

Après son départ d'Oporto, deux chemins restaient au maréchal pour sa retraite, s'il voulait

conserver son artillerie. L'un par le pont de Lima et par Valença de Minho, l'autre par Amarante. Il comptait que ce dernier passage serait gardé par le général Loison, mais celui-ci l'avait abandonné, poursuivi par les généraux Beresford, Silveira et Wilson, laissant ainsi le maréchal Soult dans le plus extrême embarras, surtout parce qu'il ne pouvait prendre l'autre chemin, celui du pont de Lima, sans y rencontrer le général Wellesley. Bien qu'enveloppé d'imminens périls, le maréchal français ne se laissa point abattre; avec une énergie et une promptitude d'esprit admirables, il détruisit l'artillerie et les transports, et, faisant taire les bruits de capitulation qui commençaient à se faire entendre, il se jeta au travers de sentiers étroits, presque impraticables, guidé dans ce labyrinthe par un habitant de la Navarre française, de ceux qui vont exercer en Espagne une profession plus lucrative qu'honorable. Le temps, quoiqu'on fût au mois de mai, était pluvieux, les fatigues extrêmes, la poursuite et les harcèlemens des paysans continuels, et maintes fois hommes et chevaux se précipitaient dans ces abîmes. De manière que, jusqu'à un certain point, le maréchal Soult renouvelait à cette heure la scène qu'avait présentée quelques mois avant le général Moore, lorsque lui-même était à sa poursuite. Les villages du parcours furent brûlés et leurs habitans traités cruellement, comme ils traitaient, au reste, les Français qui tombaient dans leurs mains. L'armée de ceux-ci arriva, le 17, à Montealègre, et, le 18, passa la frontière; les Anglais ne poussèrent pas leur poursuite sur la terre d'Espagne, parce que leur général voulut rétrograder sur l'Estrémadure, selon la promesse qu'il en avait faite à Cuesta. La perte des ennemis, [illegible]ant la retraite, s'éleva assez haut, et, sans [illegible]leté consommée du maréchal Soult, ils au-

raient difficilement évité de tomber aux mains des Anglais, dont bien des gens accusèrent la prudence excessive. Les Français arrivèrent à Lugo, le 23, peu inquiétés par la population espagnole, qui était comme prise au dépourvu.

La veille, en apprenant qu'ils s'approchaient, le général Mahy leva le siége qu'il venait tout récemment de mettre devant cette ville, et se replia sur celle de Mondoñedo. Il y rencontra, le 24, la Romana qui venait de Ribadeo, où il avait débarqué après s'être sauvé des Asturies. Mal placés alors, et exposés à être pris entre les maréchaux Ney et Soult, les généraux espagnols résolurent d'entreprendre, par le moyen d'une marche hardie, un mouvement vers le Sil, pour s'abriter contre le Portugal, en traversant avec prudence la grand'route dans les environs de Lugo. Ce plan s'exécuta avec bonheur, et les nôtres se dirigèrent sur Orense, par Monforte. Bien que cette marche eût été nécessaire, tant pour esquiver, comme nous l'avons dit, la rencontre des maréchaux français, que pour donner la main à Don Martin de la Carrera, et aux forces qui se trouvaient dans les provinces de Tuy et de Saint-Jacques, elle déplut beaucoup au soldat, qui commençait à murmurer de faire tant de chemin, comme si c'eût été sans raison et sans fruit, et qui appelait la Romana le marquis de *las Romerias* (des pèlerinages). En effet, bien que sa constance dans les fatigues fût digne de louange, ainsi que la patience avec laquelle il supportait les privations et la misère, il est de fait qu'on n'avait jamais vu éclore de sa tête d'autres résolutions que des marches et des contremarches, sans plan ni but pour la plupart, à l'improviste, au hasard, et, comme on dit, à la grâce de Dieu. Ce n'est qu'en son absence et dans les endroits où il ne se trouvait point, qu'on livrait des combats, et que des chefs éclairés, actifs, essayaient

d'introduire plus d'ordre, et d'agir avec plus concert. L'unique service, important à la vérit que rendit la Romana, ce fut de rester fidèle à bonne cause, et d'entretenir par le prestige de s nom les espérances et l'élan des Galiciens.

Mais les troupes qu'il commandait, quelque nombreuses qu'elles fussent, en s'unissant à ce qui étaient du côté de Pontevedra et foment l'insurrection au centre du pays, mettaient Français en danger, et exigeaient qu'ils pris de promptes et salutaires mesures. Telles fu celles qu'arrêtèrent à Lugo, le 29 mai, les m chaux Soult et Ney, celui-ci étant déjà reven sa rapide incursion dans les Asturies. D'après plan de campagne, le premier devait poursu et disperser la Romana, en se dirigeant sur la bla de Sanabria, et conserver, par Orense, communications avec le second; celui-ci, a avoir défait Carrera, devait avancer sur Tu Vigo, pour étouffer complètement l'insurrect Le maréchal Ney se mit donc en marche avec mille fantassins et mille deux cents chevaux se porta contre la division du Minho, qu'ani le plus grand enthousiasme. C'était le comt Noroña, nommé par la junte centrale se commandant de Galice, qui commandait en chef. Mais il eut le bon esprit de suivre l nion de Carrera, de Morillo et des autres qui s'étaient distingués dans ces parages avan arrivée; ce qui fit que tous agirent d'un com accord.

Sur l'avis que Ney s'approchait, les nôtr replièrent à San-Payo, position où ils résol de faire face à l'ennemi. Mais le pont ayant été cédemment coupé par Morillo, on fut obligé construire un à la hâte avec des barques et planches. Ce fut le lieutenant-colonel Don

Castelar qui dirigea l'ouvrage avec autant d'intelligence que d'activité. Les Espagnols étaient au nombre de dix mille, dont quatre mille sans fusils; le 7 juin, de très-grand matin, ils achevèrent tous de passer, et coupèrent ensuite le pont pour la seconde fois. A neuf heures, le même jour, les Français se montrèrent sur l'autre rive, et un feu très-vif s'engagea sur-le-champ des deux parts. Les Espagnols mirent à profit les batteries qu'avaient élevées précédemment Don Pablo Morillo et en établirent d'autres encore; les feux principaux enfilaient du haut d'une éminence le chemin qui conduit au pont. Le passage de Caldelas, à deux lieues en montant le fleuve, fut occupé par Don Ambrosio de la Cuadra, qui commandait l'avant-garde, et par Don José-Joaquin Marquez, colonel du régiment de Lobera. La droite de San-Payo s'appuyait sur un terrain rude et montueux, et la gauche était défendue par l'embouchure du fleuve, où l'on avait embossé des chaloupes canonnières. Le feu dura jusqu'à trois heures du soir, sans que les Français obtinssent aucun avantage. Le lendemain 8, il reprit avec une nouvelle fureur, les ennemis essayant de franchir, sur leur droite, un long gué que laisse la marée basse, et d'envelopper, sur leur gauche, le flanc de nos troupes du côté du pont de Caldelas et des gués de Sotomayor. Repoussés de toutes parts, ils virent bien que leurs attaques demeureraient infructueuses, et le 9, au matin, ils se retirèrent sans bruit, après avoir éprouvé une perte considérable. Parmi les nôtres, et sous le commandement du comte de Noroña, ceux qui se signalèrent furent la Carrera, Cuadra, Rosello, qui dirigeait l'artillerie, Castellar, Marquez et Don Pablo Morillo. Les marins, de leur côté, manœuvrèrent avec adresse, et l'on peut dire que la défense du pont

de San-Payo fut très-glorieuse pour les armes espagnoles.

Cependant la Romana, à l'approche du maréchal Soult, s'était retiré à Orense. Mais, au lieu de suivre les traces du général espagnol, celui-ci s'arrêta plusieurs jours à Monforte. L'état agité du pays, les nouvelles de la guerre d'Autriche, et, plus que tout cela, les jalousies et la rivalité qui régnaient entre lui et le maréchal Ney, éloignèrent de continuer à poursuivre la Romana, et le décidèrent à revenir en Castille. Pour cela, ne pouvant traverser le Sil, qui manque en cet endroit de ponts et de gués, il fut obligé d'en remonter le cours jusqu'au mont Furado, ainsi nommé parce que le lit du Sil perce un de ses flancs; c'est un ouvrage, à ce qu'il paraît, qui remonte au temps des Romains. Les habitans des environs, placés sur la rive opposée, lui firent beaucoup de mal, dirigés dans leurs attaques par l'abbé de Casoyo et son frère Don Juan Quiroga. Pour se venger de tout celui qu'il avait reçu d'eux, alors et précédemment, le maréchal Soult fit descendre le général Loison, depuis le mont Furado, sur la rive gauche du Sil, pour châtier les habitans. Celui-ci remplit si fidèlement sa mission, qu'il ravagea le pays, et brûla une foule de communes, telles que Castro de Caldelas, San-Clodio, et d'autres moins connues. Les autres vallées parcourues ou seulement traversées par l'ennemi eurent également beaucoup à souffrir. La Romana se retira d'abord à Celanova, puis à Baltar, frontière du Portugal, où le maréchal Soult le laissa tranquille. Celui-ci, prenant le chemin de las Portillas, arriva le 23 à la Puebla de Sanabria, d'où la petite garnison espagnole s'était retirée à Ciudad-Rodrigo, après avoir encloué quelques canons.

Soult ne séjourna que peu de jours à la Puebla; il avait dépêché à Madrid le général Franceschi pour informer Joseph de l'état de son armée et de ses pressans besoins. Ce général partit de Zamora, à cheval et en poste, avec deux compagnons de route; mais, au-delà de Toro, ils furent tous pris, et leurs dépêches interceptées par une guérilla que commandait le capucin Fray Julian de Délica. Les dépêches étaient importantes, tant parce qu'elles exprimaient l'abattement et la misère de ces troupes, que parce qu'elles indiquaient aussi dans leur contenu le mauvais esprit de quelques généraux.

Se voyant seul et abandonné de Soult, le maréchal Ney reconnut combien sa situation était critique. Il ne pouvait réellement compter que sur les forces qui lui restaient, trop faibles assurément pour faire face à la population soulevée et à l'armée fort nombreuse que les généraux la Romana et Noroña pourraient désormais réunir sans obstacle. Le secours que lui prêtaient les Espagnols ramassés dans les rangs français était à peu près nul, ou pour mieux dire, préjudiciable. Auprès de lui se trouvait, en qualité de commissaire royal, le général de marine Mazarredo qui, abandonnant sa profession, où il s'était acquis une juste renommée, se mit à faire des proclamations et à répandre parmi les ecclésiastiques et le peuple une espèce de catéchisme, où, s'appuyant des textes de l'Écriture, il voulait prouver qu'il y avait convenance et obligation à reconnaître le pouvoir intrus. Les consciences étaient peu touchées de ses argumens; elles s'en irritaient au contraire, et c'était d'ailleurs un sujet de moquerie assez curieux que de voir converti en missionnaire politique un homme qui n'avait d'autre réputation que celle de bien savoir la manœuvre navale.

Il y eut aussi, à Saint-Jacques, un directeur de police appelé Don Pédro Bazan de Mendoza, docteur en théologie, et quelques autres de la même bande, qui commirent une foule de friponneries, détournant à leur profit de l'argenterie et des fonds. Les paysans avaient donné à cette honnête réunion le nom de conciliabule de Compostelle. Cependant, entouré de périls, faible en soldats et dénué de ressources, Ney résolut de quitter la Galice. Il évacua, le 22, la Corogne, se dirigeant sur Astorga par la grand'route, et, dans le trajet, ses troupes ravagèrent impitoyablement les villages et les villes.

Ainsi, cette province se vit de nouveau délivrée d'ennemis au bout de cinq mois d'occupation, pendant lesquels les Français perdirent la moitié des troupes qui avaient pénétré sur son territoire, soit dans les combats contre les Anglais, soit dans la terrible guerre dont les avaient harcelés sans relâche les armées et les populations de Galice et de Portugal.

Peu de jours après, le comte de Noroña entra à la Cologne avec la division du Minho. Ils furent reçus avec les transports du plus vif enthousiasme, et au milieu des marques d'étonnement de la population qui ne pouvait comprendre, à voir des troupes si mal équipées, si diverses d'uniformes et d'armement, qu'elles eussent remporté des avantages décisifs sur une armée brillante, régulière et aguerrie comme celle des Français.

Dans le même temps, et avant le milieu du mois de juin, la principauté des Asturies fut également évacuée. Outre les événemens de Galice et de Portugal, ce qui hâta la retraite de l'ennemi, ce furent les mouvemens de troupes et de paysans qui le menacèrent dans la province même. Dix-huit mille hommes l'avaient envahie; une partie de ces forces,

comme on l'a dit précédemment, retourna bientôt en Galice avec le maréchal Ney; une autre, commandée par le général Bonnet, fut obligée d'accourir aux montagnes, où l'appelait la marche de Don Francisco Ballesteros, et le reste, trop faible pour résister aux généraux Don Pédro de la Barcena et Worster qui s'avançaient de l'ouest sur Oviedo, prit avec Kellermann le chemin de Castille. Le premier de ces généraux, tombant de Toberga sur Grado, avait auparavant délogé de ce bourg mille trois cents Français postés en cet endroit, et leur avait fait quatre-vingts prisonniers.

Dans la partie orientale de la principauté, le général Ballesteros avait réuni plus de dix mille hommes. Dans ce nombre figurait un bataillon du régiment de la Princesse, qui avait accompagné la Romana à Oviédo, et qui, ne pouvant s'embarquer à Gijon, s'était réuni à Ballesteros, commandé par son colonel Don José Odonell. La même chose arriva depuis au régiment de Larédo, qui appartenait aux montagnes de Santander, et au corps franc de Don Juan Diaz Porlier. Enthousiasmé par les souvenirs de Covendoga, le général Ballesteros pensa pouvoir, avec ses compagnons, ressusciter les temps de Pélage. Aussi, montra-t-il une extrême répugnance à s'éloigner de cet endroit. Cependant, manquant de vivres et serré par l'ennemi, il fut obligé, le 24 mai, d'abandonner de nuit la caverne et le sanctuaire, pour gravir de plus hautes montagnes, n'ayant d'autre point de direction que leurs sommets, car il n'y avait d'issue que le chemin qui conduit à Cangas-de-Onis, et les Français l'occupaient. Au milieu de peines extrêmes, Ballesteros parvint à gagner, le 26, Valdeburon en Castille, d'où il passa bientôt à Potès. Méditant alors ce qu'il convenait le mieux d'entreprendre, il résolut, d'accord avec d'autres chefs, d'attaquer Santander, dont

la garnison, prise au dépourvu, n'était pas évaluée à plus de mille hommes. Il s'achemina, dans ce but, sur Torre-la-Vega, où il s'arrêta plus qu'il n'aurait dû. Enfin, le 10 au matin, l'expédition se mit en marche, mais avec si peu de précaution, que l'ennemi s'ouvrit un passage, ne laissant en notre pouvoir que deux cents prisonniers. Les troupes de Ballesteros entrèrent le même jour à Santander; mais l'occupation de cette ville ne fut pas de longue durée. Revenant à la charge dans la nuit même, les Français, déjà renforcés, pénétrèrent à travers les rues et répandirent une telle confusion, que la plupart des nôtres se sauvèrent à la débandade, et le général Ballesteros, croyant sa division perdue, s'embarqua précipitamment avec Don José Odonell dans une chaloupe, où, faute de rames et de rameurs, deux soldats firent la manœuvre avec leurs fusils. Don Juan Diaz Porlier s'échappa à la tête de quelques soldats, en se faisant jour à travers les ennemis avec son intrépidité accoutumée. La conduite du bataillon de la Princesse fut également remarquable et digne des plus grands éloges. Privé de son colonel qui s'était enfui, et sous les ordres du brave officier Garroyo, il conserva assez d'ordre et de sang-froid pour s'échapper aussi et passer à Medina-de-Pomar, d'où, prenant sa route, il traversa, par une marche admirable, la Castille et l'Aragon, entouré de périls, livrant chaque jour des combats, et parvint enfin à Molina, où il se réunit à la division du général Villacampa.

Les Asturies et la Galice se trouvant affranchies de la présence de l'ennemi, c'était l'occasion pour le marquis de la Romana, qui avait reçu de si pleins pouvoirs du gouvernement suprême, d'employer tous ses soins et ses efforts à améliorer l'état de son armée et celui des deux provinces. Il entra à la Corogne un peu après le comte de Noroña,

et fut reçu avec l'enthousiasme qu'excitait son nom. Il assuma de nouveau sur lui toute l'autorité; il supprima les juntes de districts qui s'étaient multipliées avec l'insurrection, et nomma à leur place des gouverneurs militaires. Non content de détruire ces corporations, il voulut en outre examiner avec sévérité la conduite de quelques-uns de leurs membres, qu'on accusait de prévarications dans l'exercice de leur charge. Ce procédé déplut, parce qu'en même temps qu'il dévoilait ces excès, nés en général des difficultés du moment, le marquis montrait une extrême indulgence pour ceux qui avaient embrassé le parti des Français. Du reste, toutes les mesures dans les diverses branches d'administration furent marquées de cette négligence et de cet abandon, qui étaient le signe distinctif de son caractère. En supprimant les juntes, il coupa tout élan à l'enthousiasme et à l'influence populaire, et les gouverneurs qu'il créa n'introduisirent point l'ordre et l'énergie qui sont propres à l'autorité militaire. Plus d'un mois se passa sans qu'on recueillît le moindre fruit de l'évacuation des Français; ce général n'employait le temps qu'à recevoir des fêtes, et à écouter les plaintes ou les sollicitations des gens qui se croyaient lésés ou qui poursuivaient des places, parmi lesquels, bien entendu, ne se trouvaient ni ceux qui avaient éprouvé de véritables griefs, ni ceux qui méritaient sa préférence. A la fin, le marquis réunit l'élite de l'armée de Galice, et s'avança sur la Castille.

Avant d'effectuer sa marche, il envoya Don Nicolas Mahy prendre le commandement militaire des Asturies; le pouvoir politique et financier continua de rester à la junte que le marquis lui-même avait nommée. Il ordonna de plus que dix mille hommes choisis dans toutes les troupes asturiennes vinssent se réunir à lui dans la Castille sous les

ordres de Don Francisco Ballesteros, qui, au lieu d'être réprimandé pour sa conduite à Santander, en reçut cette récompense. Il la dut à ce qu'il s'était enfui avec Don José Odonell, favori de la Romana, et qu'on aurait pu difficilement censurer la conduite du général sans toucher à la désertion du colonel, son compagnon de fuite. Ainsi, une faute inexcusable servit à Ballesteros de principal marche-pied pour s'élever ensuite à la gloire et à la célébrité.

La Romana fit son entrée à Astorga avec environ seize mille hommes et quarante pièces d'artillerie. Il avait laissé en Galice un petit nombre de cadres et de faibles moyens pour que Noroña pût y former une armée de réserve. Une petite division, sous les ordres de Don Juan-José Garcia, prit position dans le Vierzo, et Ballesteros, depuis les environs de Léon, fit plus tard, du côté de Santander, une excursion qui n'eut pas de résultat important.

La Romana ne quitta point Astorga jusqu'au 18 août; ce jour-là, il prit congé de ses troupes, ayant été nommé par la junte de Valence pour remplir à la junte centrale le poste vacant par le décès du prince Pio. Le commandement de son armée fut remis ensuite au duc del Parque, auquel se réunit également, quoique plus tard, Ballesteros, et tous prirent la direction de Ciudad-Rodrigo.

Les Français qui avaient quitté la Galice, et qui composaient les deuxième et sixième corps, durent se mettre, en vertu d'un ordre de Napoléon reçu le 2 juillet, sous les ordres du maréchal Soult, ainsi que le cinquième corps, qui faisait partie du commandement du maréchal Mortier, et se trouvait à Valladolid, venant d'Aragon. Joseph opposa différens obstacles à l'accomplissement immédiat de la volonté de son frère, et nous en donnerons le motif dans le livre suivant.

Maintenant, en terminant celui-ci, il convient de remarquer combien peu, malgré de si grands efforts, les Français avaient avancé dans la conquête de l'Espagne. Neuf mois s'étaient écoulés depuis la terrible invasion faite au mois de novembre par l'empereur en personne, et ses armées n'étaient pas encore en possession d'un tiers du territoire de la Péninsule. En vain elles livraient et gagnaient des batailles; en vain elles se répandaient à travers les provinces; dès que les unes étaient occupées, les autres se soulevaient, et si l'on accourait soumettre celles-ci, les premières s'agitaient de nouveau et redevenaient ennemies. Quel tableau différent présentait alors l'Autriche! Là, l'archiduc Charles avait ouvert la campagne au mois d'avril, avec des armées nombreuses, bien équipées, bien pourvues; trois ou quatre batailles seulement s'étaient livrées, dont l'une avait été contraire à Napoléon, et, cependant, dès le 12 juillet, on signait à Znaim une suspension d'armes, prélude de la paix. Ainsi, une nation puissante et militaire se soumettait, au bout d'une guerre de trois mois, aux conditions dictées par le vainqueur, et l'Espagne, après une année, sans armées véritables, et souvent seule dans la lutte, se maintenait inexpugnable par la ferme volonté de ses habitans. Tant est grande la différence, nous ne cesserons de le répéter, entre les guerres de cabinet et les guerres nationales. Au premier revers, on cède dans celles-là; mais, dans celles-ci, les défenseurs ne se soumettent pas si facilement au tourbillon de la fortune. Quand on les croit détruits, ils s'accroissent; quand on les croit abattus, ils se dressent. C'est ce que reconnaissait bien Pitt (1), ce grand homme d'état, lorsqu'en 1805, à la nouvelle de la reddition

(1) N° 8, App.

de Mack à Ulm, avec quarante mille hommes, ses amis s'écriaient « *que tout était perdu, et qu'il n'y* « *avait plus de ressources contre Napoléon.* » — « *Si*, répliqua-t-il, *il y en a encore, si je parviens* « *à soulever une guerre nationale en Europe*; ajoutant d'un ton en quelque sorte prophétique, *et* « *cette guerre doit commencer en Espagne.* »

# APPENDICE

## AU TOME DEUXIÈME.

---

## NOTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES.

---

1. — *Réponse faite à la sommation du général Lefebvre, commandant en chef de l'armée française assiégeant Saragosse, publiée dans la* Gazette *du 20 juin 1808.*

Saragosse, en mon quartier-général, le 18 juin.

Si S. M. l'empereur vous envoie rétablir la tranquillité dont ce pays n'a jamais cessé de jouir, il est bien inutile que S. M. se donne cette peine. Si je dois répondre à la confiance qu'a mise en moi ce peuple valeureux, en me tirant de la retraite que je m'étais choisie, pour remettre sa défense entre mes mains, il est évident que je ne remplirais point mon devoir, en me fiant aux apparences d'une amitié si peu véritable.

Mon épée garde les portes de la ville, et mon honneur est le gage de sa sécurité. Elles ne doivent donc pas entreprendre ce travail, ces troupes qui doivent sans doute avoir besoin de repos après les journées du 15 et du 16. Qu'elles soient infatigables dans les combats, à la bonne heure; moi, je le serai aussi dans mes engagemens.

L'incendie qu'a fait éclater l'indignation espagnole, loin de s'éteindre, grandit par degrés à l'aspect de tant de trahisons.

On sait que les espions que vous payez sont infidèles. Une grande partie de la Catalogne s'est rangée sous mon autorité. C'est ce qu'a fait aussi une grande partie de la Castille. Les capitaines-généraux de ce dernier pays et du royaume de Valance sont animés des mêmes sentimens que moi. La Galice, l'Estrémadure, les Asturies et l'Andalousie tout entière sont fermement résolues à venger leurs injures. Les troupes françaises commettent les atrocités les plus révoltantes : elles pillent, elles insultent, elles égorgent impunément ceux qui ne leur firent jamais le moindre mal; elles outragent la religion, et, avec une impiété inouie, elles livrent aux flammes ses images révérées.

Ni cela, ni tout ce que vous me faites observer, n'est de nature à satisfaire un peuple intrépide. Vous ferez ce qui vous conviendra ; moi, je ferai ce que je dois.

Je vous baise les mains.

Le général des troupes d'Aragon.

2. — *Deuxième et dernière réponse faite au général de l'armée française assiégeant Saragosse, en date du 27 juin 1808.*

L'intendant de l'armée du royaume d'Aragon m'a transmis les propositions que vous lui avez faites. Elles se réduisent à ce que je permette l'entrée dans cette capitale aux troupes françaises qui sont sous vos ordres, à ces troupes qui viennent, dites-vous, pour ôter les armes aux mains du peuple, pour rétablir la tranquillité, pour respecter la propriété, et nous donner le bonheur, en se conduisant comme des amis, ainsi qu'elles l'ont déjà fait dans toutes les autres villes de l'Espagne qu'elles ont occupées; ou que, si je refuse, la ville se rende à discrétion. Les moyens que le gouvernement français a employés pour s'emparer des places qui lui restent en Espagne, et la conduite qu'a tenue son armée, ont pu vous faire pressentir la réponse que je dois

à vos propositions. L'Autriche, l'Italie, la Hollande, la Pologne, la Suède, le Danemarck et le Portugal présentent, aussi bien que l'Espagne, un tableau bien fidèle de la confiance que doit inspirer l'armée française.

Cette ville et les troupes courageuses qui la défendent ont juré de mourir avant que de se courber sous le joug de la France ; or, toute l'Espagne, où il ne reste plus que des débris de l'armée française, a pris la même résolution.

Rappelez-vous les termes de la réponse que je vous fis il y a huit jours, ainsi que les décrets du 31 mai et du 18 du courant qui l'accompagnaient ; et n'oubliez pas qu'une nation puissante et intrépide, résolue à soutenir la juste cause qu'elle défend, est invincible, et qu'elle ne pardonnera pas les délits commis par vous ou par votre armée.

Saragosse, le 26 juin 1808.

Pour le lieutenant-général de l'Aragon,

Le marquis de Lazan.

3. — *Convention définitive pour l'évacuation du Portugal par les troupes françaises, publiée dans la gazette extraordinaire de Londres.*

Les généraux en chef des armées anglaise et française en Portugal, ayant résolu de négocier et de conclure un traité pour l'évacuation de ce royaume par les troupes françaises, conformément aux dispositions de la suspension d'armes du 22 du courant, ont fait choix des officiers soussignés pour négocier en leur nom ; à savoir : Le général en chef de l'armée britannique, M. le colonel Murray, quartier-maître-général, et le général en chef de l'armée française, M. Kellermann, général de division, auxquels ils ont donné les pouvoirs nécessaires pour négocier et conclure une convention définitive à cet effet, mais sous leur ratification réciproque et celle de l'amiral commandant l'escadre britannique à l'embouchure du Tage. Le général et le colonel, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, ont arrêté les articles ci-après :

Art. Ier. Toutes les places et tous les forts du royaume de Portugal occupés par les troupes françaises seront remis à l'armée anglaise, dans l'état où ils se trouvent au moment de la signature de la présente convention.

Art. II. Les troupes françaises évacueront le Portugal avec armes et bagages ; elles ne seront point regardées comme prisonnières de guerre, et à leur arrivée en France, elles auront la liberté de servir.

Art. III. Le gouvernement anglais fournira les moyens de transport à l'armée française, laquelle sera embarquée et conduite dans un des ports de France, entre Rochefort et Lorient, inclusivement.

Art. IV. L'armée française emportera toute son artillerie de calibre français, avec les objets qui en dépendent. Toute autre artillerie, armes et munitions de guerre, ainsi que les arsenaux de terre et de mer, seront remis à l'armée anglaise dans l'état où ils se trouveront au moment de la ratification de ce traité.

Art. V. L'armée française emportera tous ses équipages et tout ce qui se comprend sous le titre de propriété d'armée ; et elle disposera à son gré des objets que le général en chef ne jugera pas à propos d'embarquer. Il en sera de même pour tous les individus de l'armée, qui auront la liberté de disposer de leur propriété privée comme bon leur semblera, avec toute sûreté par la suite pour l'acquéreur.

Art. VI. La cavalerie embarquera ses chevaux, ainsi que les généraux et officiers de tout rang, les moyens de transport étant à la charge des commandans anglais. Le nombre des chevaux que les troupes pourront embarquer n'excèdera pas six cents ; celui des chevaux d'officiers ou d'état-major n'excèdera pas deux cents. Du reste, l'armée française aura la plus grande latitude pour disposer des chevaux qui ne pourront pas être embarqués.

Art. VII. L'embarquement aura lieu en trois divisions, dont la dernière se composera des garnisons des places, de la cavalerie, de l'artillerie, des malades et des équipages de l'armée. La première division s'embarquera dans sept jours à dater de l'échange de la ratification.

Art. VIII. Les garnisons d'Elvas et de ses forts, de Péniche et de Palmella, s'embarqueront à Lisbonne. La garnison d'Alméida s'embarquera à Oporto, ou au port le plus voisin.

Art. IX. Tous les malades et blessés qui ne pourront pas être embarqués avec les troupes seront confiés à l'armée anglaise, et soignés aux frais du gouvernement anglais pendant leur séjour en ce pays, à condition que ces dépenses leur seront remboursées par la France à leur départ. Les malades et blessés seront successivement renvoyés en France par détachemens d'environ deux cents hommes.

Art. X. Dès le moment que les transports auront débarqué

les troupes dans les ports de France nommés plus haut, ou dans tous autres ports de ce pays où le mauvais temps les obligerait d'aborder, il leur sera accordé toutes les facilités pour retourner en Angleterre sans délai, en toute sûreté, avec des passeports, afin de ne pas être inquiétés jusqu'à leur arrivée à un port ami.

Art. XI. L'armée française se concentrera à Lisbonne et dans un rayon de deux lieues de circonférence de cette capitale. L'armée anglaise pourra approcher à trois lieues de cette capitale, de manière qu'il y ait toujours une lieue d'intervalle entre les deux armées.

Art. XII. Les forts Saint-Julien, Buxio et Cascaës seront occupés par les troupes anglaises après l'échange de la ratification. Lisbonne et le château, les forts et les batteries, le lazareth et le fort Saint-Joseph, ainsi que le port et tous les bâtimens armés de tous genres qui s'y trouvent, seront remis à l'armée anglaise aussitôt après l'embarquement de la seconde division. La remise des forteresses d'Elvas, d'Alméida, de Péniche, de Palmella, aura lieu dès que les garnisons en seront relevées par les troupes anglaises. M. le général en chef de l'armée anglaise donnera connaissance de cette convention aux garnisons de ces places et aux troupes assiégeantes, afin de mettre fin aux hostilités.

Art. XIII. Il sera nommé, de part et d'autre, des commissaires pour hâter l'exécution de cette convention.

Art. XIV. S'il y avait quelque article douteux, il serait interprété en faveur de l'armée française.

Art. XV. A dater de la ratification de la présente convention, tous recouvremens arriérés des contributions ou réquisitions, etc., ne pourront être réclamés par le gouvernement français contre les Portugais ou autres individus résidant dans ce pays. En conséquence, tout ce qui aurait été exigé depuis l'entrée en Portugal par les Français, en décembre 1807, et n'aurait pas été acquitté, ne sera point perçu; tout séquestre apposé sur les propriétés mobilières et immobilières sera levé, et la libre disposition rendue aux propriétaires.

Art. XVI. Tous les sujets français ou des puissances amies et alliées de la France, qui sont domiciliés dans le royaume de Portugal, ou s'y trouvent occasionellement, seront protégés, leurs propriétés seront respectées, et ils auront la liberté de suivre l'armée française ou de rester en Portugal. Dans l'un et l'autre cas, leurs propriétés leur seront garanties, et ils jouiront de la faculté de les conserver ou de les vendre, ou d'en faire passer le produit en France ou dans tout autre pays qu'il leur plaira de choisir pour domicile, et, pour cela, il leur est

accordé le délai d'un an. Il est entendu que nulle de ces stipulations ne pourra servir de prétexte à des spéculations commerciales.

Art. XVII. Nul Portugais ne pourra être poursuivi pour la conduite politique qu'il aura tenue pendant l'occupation de ce royaume par l'armée française ; et tous ceux qui ont continué à exercer des emplois, ou qui en ont accepté du gouvernement français, sont mis sous la sauve-garde de l'armée anglaise, qui veillera à ce qu'il ne leur soit porté aucun préjudice, soit dans leur personne, soit dans leurs biens. Ils jouiront, au reste, des dispositions de l'art. XVI.

Art. XVIII. Les troupes espagnoles, détenues à bord des navires en rade de Lisbonne, seront remises à M. le général en chef de l'armée anglaise, lequel s'engage à obtenir du gouvernement espagnol la mise en liberté de tous Français, militaires et civils, détenus en Espagne sans avoir été pris dans les combats, ni par suite d'opérations militaires, mais en conséquence des événemens du 29 mai et jours suivans.

Art. XIX. Un échange aura lieu immédiatement entre les prisonniers de tout grade faits par les deux armées, depuis l'ouverture des hostilités.

Art. XX. Pour la garantie réciproque de cette convention, il sera fourni des ôtages du grade d'officiers-généraux de la part de l'armée française, ainsi que de la part des armées anglaises de terre et de mer. L'officier anglais de l'armée de terre sera rendu aussitôt après l'exécution des articles qui la regardent ; et l'officier anglais de l'armée de mer et l'officier français seront rendus après le débarquement total des troupes françaises dans les ports de France.

Art. XXI. Le général en chef de l'armée française aura la faculté d'envoyer un officier en France, pour y porter une expédition du présent traité. L'amiral de la flotte anglaise mettra à sa disposition un bâtiment léger qui le débarquera à Bordeaux ou à Rochefort.

Art. XXII. On fera en sorte que l'amiral anglais fournisse à son excellence le général en chef et aux officiers supérieurs de l'armée française des vaisseaux de guerre pour les transporter en France.

Fait et arrêté à Lisbonne, le 30 août 1808.

*Signé* George Murray.

Kellermann.

ARTICLES ADDITIONNELS.

Art. Ier. Les fonctionnaires civils de l'armée faits prisonniers, soit par les troupes anglaises, soit par les troupes portugaises, en quelque lieu du Portugal que ce soit, seront rendus sans échange, comme il est d'usage.

Art. II. L'armée française subsistera de ses propres magasins jusqu'au jour de l'embarquement, et les garnisons, jusqu'au jour de la remise des forteresses. Le restant en magasins sera délivré, dans les formes accoutumées, à l'armée anglaise, qui se charge de la subsistance des hommes et des chevaux depuis ce moment jusqu'à leur arrivée en France, sous condition d'être remboursée par le gouvernement français des frais qui dépasseront l'estimation qui sera faite contradictoirement des magasins remis à l'armée anglaise. Les approvisionnemens dont seront pourvus les vaisseaux de guerre qui sont en la possession de l'armée française, seront mis en ligne de compte par le gouvernement anglais; il en sera de même pour l'approvisionnement des places fortes.

Art. III. Le général en chef des troupes britanniques prendra toutes les dispositions convenables pour rétablir la libre circulation des moyens de subsistance entre le pays et la capitale.

Fait et arrêté, etc.

4. — *Capitulation proposée par la junte militaire et politique de Madrid à S. M. I. et R. l'empereur des Français.*

Art. Ier La conservation de la religion catholique, apostolique et romaine, à l'exception de toute autre, conformément aux lois. — *Accordé.*

Art. II. La liberté et la sûreté des vies et des propriétés des bourgeois résidant à Madrid, et des fonctionnaires publics; la conservation de leurs emplois ou leur sortie de la capitale, s'il leur convient de partir; également la vie, les droits et les propriétés des ecclésiastiques séculiers et réguliers des deux sexes, en conservant le respect dû aux temples, le tout conformément à nos lois et à nos coutumes. — *Accordé.*

Art. III. La vie et les propriétés des militaires de tout grade seront également assurées. — *Accordé.*

Art. IV. Qui que ce soit ne pourra être poursuivi pour opi-

nion, ou pour écrits politiques; ni les fonctionnaires publics à raison de ce qu'ils auraient fait jusqu'à ce jour dans l'exercice de leur charge, en suivant les ordres reçus du gouvernement antérieur; ni le peuple pour les efforts qu'il a faits pour sa défense. — *Accordé.*

ART. V. Il ne pourra être exigé en fait de contributions que les contributions ordinaires qui ont été payées jusqu'à ce jour. — *Accordé jusqu'à l'organisation définitive du royaume.*

ART. VI. On observera nos lois, nos coutumes, nos tribunaux, dans leur constitution actuelle. — *Accordé jusqu'à l'organisation définitive du royaume.*

ART. VII. Les troupes françaises ni les officiers ne logeront dans les maisons des particuliers, mais bien dans des casernes ou des pavillons, et non dans les couvens et les monastères, les priviléges accordées par les lois aux diverses classes étant maintenus. — *Accordé; bien entendu que les casernes et les pavillons affectés aux logemens des officiers et des soldats seront meublés conformément aux règlemens militaires, à moins que ces édifices ne soient insuffisans.*

ART. VIII. Les troupes sortiront de la ville avec les honneurs de la guerre, et se retireront où elles voudront. — *Les troupes sortiront avec les honneurs de la guerre; elles défileront aujourd'hui 4, à deux heures de l'après-midi; elles laisseront leurs armes et leurs canons; les paysans armés laisseront également leurs armes et leur artillerie; ensuite les habitans rentreront dans leurs maisons, et ceux du dehors retourneront chez eux.*

*Tous les individus enrôlés dans les troupes de ligne depuis quatre mois seront libres de tout engagement, et se retireront chez eux.*

*Tous les autres seront prisonniers de guerre, jusqu'à l'échange qui aura lieu immédiatement d'homme à homme, et de grade à grade.*

ART. IX. Les dettes de l'état se paieront constamment et avec fidélité. — *Ceci est un objet politique qui regarde l'assemblée du royaume, et qui dépend de l'administration générale.*

ART. X. Les généraux qui voudront rester dans la capitale conserveront tous leurs honneurs, et ceux qui ne voudront pas y rester en sortiront librement. — *Accordé. Ils garderont leur grade, mais leur solde ne courra que jusqu'à l'organisation définitive du royaume.*

ART. XI additionnel. Un détachement de la garde prendra possession aujourd'hui 4, à midi, des portes du palais. A midi

également, les différentes portes de la ville seront livrées à l'armée française.

A midi, le quartier des gardes du corps et l'hôpital général seront remis à l'armée française.

A la même heure, les artilleurs et les ingénieurs français prendront possession du parc et des magasins de l'artillerie et du génie.

Les tranchées et les épaulemens seront détruits, et les rues seront réparées.

L'officier français qui doit prendre le commandement de Madrid se rendra à midi avec une escorte à l'hôtel-de ville, afin de se concerter avec le gouvernement touchant les mesures de police qu'il conviendra de prendre pour le rétablissement du bon ordre et pour la sûreté publique dans toutes les parties de la ville.

Nous, commissaires soussignés, investis de pleins pouvoirs pour accorder et signer la présente capitulation, sommes convenus d'exécuter fidèlement et integralement les dispositions ci-dessus arrêtées.

Au camp impérial, devant Madrid, ce 4 décembre 1808.

Fernando de la Verra y Pantojoa. — Thomas de Morla.

Alexandre, prince de Neufchatel.

*Voyez la Gazette du gouvernement de Séville, en date du 6 janvier* 1809.

5. — *Capitulation de Saragosse.*

Art. Ier La garnison de Saragosse sortira de la ville, demain 21, à midi, avec ses armes, par la porte del Portillo, et les laissera à cent pas de ladite porte.

Art. II. Tous les officiers et soldats des troupes espagnoles prêteront serment de fidelité à S. M. C. le roi Joseph Napoléon Ier.

Art. III. Tous les officiers et soldats espagnols qui auront prêté serment de fidélité pourront, s'ils le veulent, entrer au service de S. M. C.

Art. IV. Ceux qui ne voudront pas prendre de service iront en France prisonniers de guerre.

Art. V. Tous les habitans de Saragosse, et les étrangers, s'il

y en a, seront désarmés par les alcades, et leurs armes livrées à la porte del Portillo, le 24, à midi.

ART. VI. Les personnes et les propriétés seront respectées par les troupes de S. M. l'empereur et roi.

ART. VII. La religion et ses ministres seront respectés; on mettra des gardes aux portes des principaux édifices.

ART. VIII. Demain, à midi, les troupes françaises occuperont toutes les portes de la ville et le palais du Coso.

ART. IX. Demain, à midi, on livrera aux troupes de S. M. l'empereur et roi toute l'artillerie et les munitions de toute espèce.

ART. X. Les caisses militaires et civiles seront intégralement remises à la disposition de S. M. C.

ART. XI. Toutes les administrations civiles et les fonctionnaires de toute classe prêteront serment de fidélité à S. M. C.

La justice s'exécutera comme jusqu'à présent, et se rendra au nom de S. M. C. Joseph Napoléon I^er^.

Quartier-général devant Saragosse, le 20 février 1809.

*Signé* LANNES.

Pour preuve que cette capitulation fut conclue dans toutes les règles, on peut lire la représentation faite à Joseph par la junte de Saragosse, le 11 mars 1809, et insérée dans la *Gazette de Madrid* du 19, dans laquelle il est dit : « La capitulation, « après avoir été consentie, fut ratifiée et échangée en due « forme. »

6. — *Liste et évaluation des bijoux extraits du trésor de Notre-Dame-del-Pilar.*

1° Un joyau avec dix-neuf cents brillans, dont neuf d'une grandeur extraordinaire et d'une valeur considérable. Sa forme est un cœur au centre duquel est figuré un cygne, les ailes étendues, appuyé sur son tronc et un poussin de chaque côté. Legs testamentaire de la reine d'Espagne Dona Maria-Barbara de Portugal; évalué en piastres fortes. . . . . 50,000 »

2° Une couronne de la Vierge, faite en 1775, aux frais de l'archevêque de ce diocèse, Don Juan Saenz de Burruaga, en or, garnie de

*A reporter.* 50,000

| | | |
|---|---|---|
| *Report.* | 50,000 | » |
| diamans, de rubis et de topazes. Dans le cercle, et fabriqués en diamans, les attributs de la Vierge, à savoir : le vaisseau, le puits, la fontaine, le château, la lune, le soleil, l'étoile, la tour, la palme, le lis, la rose et le cèdre ; dans le centre, un triangle de diamans, duquel s'élançait une colombe de même matière, regardant Marie ; et, dans le haut, une croix pectorale de trois fines topazes ; prix en piastres fortes. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . | 30,000 | » |
| 3° Une autre couronne pour l'Enfant-Jésus, legs du même prélat, que l'on ne put recouvrer après sa mort qu'en 1780, en or, diamans et rubis, surmontée d'une croix, et garnie au pied d'un cercle d'or, avec un diamant jaune, en piastres fortes. . . . . . . . . . . . . . . . | 5,000 | » |
| 4° Deux portraits garnis de brillans de l'empereur François Ier et de l'impératrice son épouse Marie-Thérèse d'Autriche, reine de Hongrie et de Bohême, laissés par testament à Notre-Dame, par S. Ex. Don Antonio Azlor ; en piastres fortes. . . . . . . . . . . . . . . . | 16,000 | » |
| 5° Un œillet jaspé en étincelles de diamans et rubis, sur un pied d'émeraudes orientales montées en or, avec ses deux boutons, l'un fermé, l'autre ouvert, et une longue tige d'or, enfermé dans une boîte de chagrin vert avec sa charnière d'argent, donné à la très-sainte Vierge Marie par S. Ex. Dona Maria-Teresa de Vallabriga, épouse du sérénissime infant d'Espagne Don Luis de Bourbon, en 1788 ; évalué en piastres. . . . . | 7,000 | » |
| 6° Une croix de l'ordre de Saint-Jacques, avec soixante-huit diamans montés en or sur les deux faces, tous roses, et d'une telle blancheur qu'ils semblaient tous coupés du même morceau ; évaluée en piastres. . . . . . . . . | 8,418 | » |
| 7° Un joyau avec cent six diamans roses, d'une exquise limpidité et blancheur, et d'un précieux email, donné à la très-sainte Vierge par le sérénissime seigneur Don Juan d'Autriche, le jour de la Conception, en 1669 ; en piastres. . . | 6,891 | 1/2 |
| *A reporter.* | 123,309 | |

| | | |
|---|---|---|
| *Report.* | 123,309 | |
| 8° Une médaille de l'ordre de Calatrava en or, émaillée de cinquante-deux diamans roses, quelques-uns fort gros, et tous très-fins, donnée par S. Exc. le comte de Baños; évaluée en piastres. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . | 3,943 | » |
| 9° Une paire de boucles d'oreilles avec vingt-huit diamans roses très-précieux, montées en or, laissées, en 1743, par Dona Maria-Ignacia de Azlor; évaluées sans la façon, en piastres. . | 1,855 | » |
| 10° Un cœur, fait d'une grande et belle perle, avec quelques rubis, émeraudes et diamans; en piastres . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . | 116 | » |
| 11° Un joyau avec une couronne d'or, et soixante-quatre diamans roses; en piastres. . | 128 | » |
| 12° Un autre en or, avec cinquante-neuf diamans; en piastres. . . . . . . . . . . . . . | 60 | » |
| Total en piastres. | 129,411 | 1/2 |

Le maréchal Mortier fut le seul qui refusa le présent qu'on lui offrit, encore le bijou ne revint-il pas au joaillier.

7. — *Décret relatif aux colonies espagnoles.*

Le roi notre seigneur, Don Ferdinand VII, et, en son royal nom, la junte suprême centrale du gouvernement du royaume:

Considérant que les vastes et précieux domaines que l'Espagne possède dans les Indes ne sont pas, à proprement parler, des colonies ou comptoirs comme ceux des autres nations, mais une partie essentielle et intégrante de la monarchie espagnole, et désirant resserrer d'une manière indissoluble les liens sacrés qui unissent entre eux tous ces domaines, comme aussi correspondre à l'héroïque loyauté et patriotisme dont ils viennent de donner à l'Espagne une preuve si décisive, dans la conjoncture la plus critique où se soit jamais vue aucune nation;

S. M. a bien voulu déclarer, sur le vu de la consulte du conseil des Indes, du 21 novembre dernier, que les royaumes, provinces et îles qui forment lesdites possessions doivent avoir une représentation nationale et immédiate auprès de sa royale personne, et constituer en partie la junte centrale de gouvernement du royaume par le moyen de leurs députés respectifs.

Pour l'exécution de cette royale résolution, les vice-royautés

de la Nouvelle-Espagne, du Pérou, de la Nouvelle-Grenade et de Buenos-Ayres, et les capitaineries-générales indépendantes de l'île de Cuba, Puerto-Rico, Goatemala et Chili, et les provinces de Venezuela et des Philippines, nommeront chacune un membre qui représentera son district respectif.

En conséquence, votre excellence prendra ses mesures pour que dans les capitales et chef-lieux de districts de la vice-royauté sous vos ordres, y compris les provinces intérieures, les municipalités procèdent à la nomination de trois individus, notoirement connus par leur probité, leur talent et leur instruction, exempts de toute note qui pourrait les déprecier dans l'opinion publique. Votre excellence aura soin de faire entendre aux municipalités elles-mêmes avec quelle scrupuleuse exactitude elles doivent procéder à l'élection desdits individus, et que les électeurs, laissant tout-à-fait à part l'esprit de localité qui règne d'ordinaire en de telles circonstances, ne doivent faire attention qu'au rigoureux mérite de justice, en le basant sur les qualités qui constituent un bon citoyen et un zélé patriote.

L'élection des trois individus terminée, la municipalité procédera avec la solennité d'usage au tirage au sort de l'un des trois, suivant la coutume, et le premier qui sortira sera élu. Immédiatement, la municipalité fera connaître à votre excellence, par acte officiel, la personne désignée par le sort, en exprimant ses nom, prénoms, patrie, âge, carrière ou profession, et les circonstances politiques et morales dont elle se trouve entourée.

Dès que votre excellence aura en son pouvoir les actes certificatifs de l'individu désigné par le sort dans la capitale et les autres chefs-lieux de la vice-royauté, vous procéderez, d'accord avec l'audience royale, et après examen préalable de ces actes, à l'élection de trois individus sur la totalité, qui réunissent les qualités les plus recommandables, soit que vous les connaissiez personnellement, soit par l'opinion et la voix publique. En cas de désaccord, la pluralité décidera.

Entre ces trois personnes, aura lieu un tirage au sort dans l'audience royale présidée par votre excellence, et le premier qui sortira sera tenu pour élu et nommé député du royaume et membre de la junte suprême centrale de gouvernement de la monarchie, sous l'expresse condition de résidence dans cette capitale.

Immédiatement, les municipalités des diverses capitales et chef-lieu procéderont à la rédaction des pouvoirs et instructions respectifs, en ayant soin d'y désigner les branches et les objets d'intérêt national qu'il s'agit de recommander au zèle du député.

Ensuite, celui-ci se mettra en route pour se rendre dans cette capitale, et, pour les dépenses indispensables de voyage, na-

vigation, arrivée, et décent entretien, votre excellence réglera en junte supérieure de finances les appointemens qui doivent lui être attribués. Il est bien entendu que leur montant, quoique honorable, doit être modéré, et ne pas dépasser 6,000 piastres fortes par an.

Tout ceci est communiqué à votre excellence par ordre de S. M., pour son ponctuel accomplissement et observance, en vous faisant remarquer qu'il n'y ait nul retard dans l'exécution de tout son contenu. Dieu garde votre excellence, etc.

Au château royal de l'Alcazar de Séville, le 22 janvier 1809.

8.

Voici quelques détails sur cet événement singulier. C'était dans l'automne de 1805, et M. Pitt donnait à la campagne un dîner où assistaient les lords Liverpool (alors Hawkesbury), Castelreagh, Bathurst et d'autres, ainsi que le duc de Wellington (alors sir Arthur Wellesley) qui arrivait des Indes. Pendant le dîner, Pitt reçut une dépêche, dont la lecture le laissa tout rêveur. Au dessert, et quand les domestiques furent partis, suivant l'usage d'Angleterre, ou, comme ils disent, *the cloth being removed and the servants out*, Pitt s'écria : « Très-mauvaises nouvelles! Mack s'est rendu à Ulm avec quarante mille « hommes, et Bonaparte marche sur Vienne sans obstacle. » Ce fut alors que ses amis lui dirent et qu'il répondit ce que nous avons rapporté dans le texte. Comme la réponse était fort extraordinaire, bien des assistans, quoiqu'ils se tussent par le respect qu'ils lui portaient, l'attribuèrent, surtout en ce qu'il dit de l'Espagne, à un égarement causé par le mal qui l'accablait et dont il mourut trois mois plus tard. Pitt, lisant sur les visages l'effet qu'avaient produit ses premières paroles, ajouta les suivantes, assurément bien mémorables : « Oui, messieurs, l'Es« pagne sera le premier peuple où s'allumera cette guerre pa« triotique qui peut seule délivrer l'Europe. Mes renseignemens « sur ce pays, et je les tiens pour très-exacts, sont que, si la « noblesse et le clergé ont dégénéré par l'effet du mauvais gou« vernement, et sont aux pieds du favori, le peuple conserve « toute sa pureté primitive, ainsi que sa haine contre la France, « aussi grande que toujours, et presque égale à son amour pour « ses souverains. Bonaparte croit et doit croire l'existence de « ceux-ci incompatible avec la sienne; il essaiera de les chasser, « et c'est alors que je l'attends avec la guerre que je désire si « vivement. »

Nous avons ouï raconter cela en Angleterre à plusieurs des personnes qui étaient présentes ; maintes fois le général Don Miguel de Alava a entendu rapporter la même chose par le duc de Wellington, et le duc lui-même raconta l'événement dans un dîner diplomatique que le duc de Richelieu donna à Paris, en 1816, dîner auquel assistaient les ambassadeurs et ministres de toute l'Europe.

FIN DU TOME DEUXIÈME.

